

RAPPORT ANNUEL 2020



POWER CORPORATION
DU CANADA

Le présent rapport annuel vise à procurer aux actionnaires et aux autres personnes intéressées de l'information sur Power Corporation du Canada. Pour de plus amples renseignements sur la Société, les actionnaires et les autres personnes intéressées sont priés de consulter les documents d'information de la Société, notamment sa plus récente notice annuelle et son plus récent rapport de gestion. Pour obtenir des exemplaires des documents d'information continue de la Société, consultez son site Web au www.powercorporation.com ou le site Web www.sedar.com, ou communiquez avec le bureau du secrétaire, dont les coordonnées figurent à la fin du présent rapport.

Les lecteurs sont également priés de se référer à la note sur le recours à des déclarations prospectives qui figure plus loin dans ce rapport, à la section Revue de la performance financière, et qui s'applique à l'ensemble du présent rapport annuel.

Par ailleurs, les principales données sur les activités, l'exploitation, la situation financière, la performance financière, les priorités, les objectifs, stratégies et perspectives continus des filiales et des entreprises associées de Power Corporation sont tirées des documents d'information publiés par ces filiales et ces entreprises associées, et sont fournies dans le présent document à l'intention des actionnaires de Power Corporation à des fins pratiques. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ces filiales et ces entreprises associées, les actionnaires et les autres personnes intéressées sont priés de consulter les sites Web de ces sociétés ainsi que les autres documents d'information qu'elles rendent publics, incluant les rapports de gestion annuels de 2020 de Great-West Lifeco et de la Financière IGM, tels qu'ils ont été déposés sous leur profil respectif sur le site www.sedar.com, de même que le communiqué de presse de fin d'exercice de GBL.

Toutes les données mentionnées dans ce rapport sont fournies en dollars canadiens et en date du 31 décembre 2020, à moins d'indication contraire.

MESURES FINANCIÈRES ET PRÉSENTATION NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

La direction utilise les mesures financières et le mode de présentation non conformes aux normes IFRS qui suivent:

- le bénéfice net ajusté, qui correspond au bénéfice net, excluant l'incidence des ajustements;
- les ajustements, notamment l'incidence après impôt des éléments qui, selon le jugement de la direction, rendraient la comparaison des résultats liés à l'exploitation d'une période à l'autre moins significative, y compris les éléments identifiés par la direction de ses sociétés en exploitation cotées en bourse. Les ajustements comprennent la quote-part revenant à la Société de l'incidence sur Lifeco de la révision des hypothèses actuarielles et des mesures prises par la direction, de l'incidence directe des cours des actions et des taux d'intérêt du marché sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance, déduction faite de la couverture, et certains éléments qui, de l'avis de la direction, ne sont pas représentatifs des résultats des activités sous-jacentes, qui comprennent celles identifiées comme tel par une filiale ou une entreprise contrôlée conjointement;
- le bénéfice net ajusté par action, qui correspond au bénéfice net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation;
- la valeur de l'actif net, qui correspond à la juste valeur des actifs non consolidés de la Société, moins sa dette nette et ses actions privilégiées;
- la valeur de l'actif net par action, qui correspond à la valeur de l'actif net divisée par le nombre d'actions participantes en circulation.

En 2020, la Société a adopté une définition modifiée de sa mesure du bénéfice non conforme aux normes IFRS, le bénéfice net ajusté. Ce changement cadre avec l'adoption, par Lifeco, du bénéfice fondamental (de la perte fondamentale) au premier trimestre de 2020 pour refléter l'avis de la direction en ce qui concerne la performance opérationnelle de Lifeco. Les données des périodes comparatives ont été retraitées pour tenir compte de l'adoption de cette mesure modifiée.

La direction se sert de ces mesures financières pour présenter et analyser la performance financière de Power Corporation, et croit qu'elles procurent au lecteur un supplément d'information utile pour l'analyse des résultats de la Société. Le bénéfice net ajusté, tel qu'il est défini par la Société, aide le lecteur à comparer les résultats de la période considérée à ceux des périodes précédentes, puisqu'il reflète l'avis de la direction en ce qui concerne la performance opérationnelle de la Société et de ses filiales et exclut les éléments qui ne sont pas considérés comme des composantes des résultats des activités sous-jacentes. Le lecteur peut utiliser la valeur de l'actif net pour déterminer ou comparer la juste valeur des placements que détient la société ou sa juste valeur globale.

Le bénéfice net ajusté attribuable aux détenteurs d'actions participantes, le bénéfice net ajusté par action, la valeur de l'actif net et la valeur de l'actif net par action sont des mesures financières non conformes aux normes IFRS qui n'ont pas de définition normalisée et qui pourraient ne pas être comparables aux mesures semblables utilisées par d'autres entités. Pour obtenir une définition de ces mesures financières non conformes aux normes IFRS et leur rapprochement avec les mesures financières conformes aux normes IFRS, se reporter à la section Mesures financières et présentation non conformes aux normes IFRS, présentée plus loin dans le présent rapport.

La Société utilise également un mode de présentation non consolidée pour présenter et analyser ses résultats, en vertu duquel ses participations, détenues par l'entremise de la Financière Power, lui donnant le contrôle dans Lifeco, IGM, Portag3 I, Portag3 II et Wealthsimple ainsi que les autres filiales consolidées par Power Corporation sont comptabilisées au moyen de la méthode de la mise en équivalence. La présentation non consolidée n'est pas conforme aux normes IFRS. Toutefois, elle est utile au lecteur puisqu'elle permet de présenter les résultats de la société de portefeuille (la société mère) séparément des résultats de ses filiales en exploitation consolidées. Des rapprochements entre le mode de présentation non conforme aux normes IFRS et la présentation conforme aux normes IFRS figurent plus loin dans le présent rapport.

En 2020, la Société a modifié la présentation des activités détenues par l'entremise de la Financière Power, de même que la présentation des sociétés de gestion d'actifs détenues par les plateformes de placement. Les activités propres de la Société et celles de la Financière Power sont présentées sur une base combinée à la section Résultats de la Société de la Revue de la performance financière. Les activités de chaque société de gestion d'actifs sont maintenant présentées avec les résultats des plateformes de placement. Les chiffres comparatifs des états non consolidés des résultats, des bilans non consolidés et des états non consolidés des flux de trésorerie ont été retraités pour refléter ce changement.

ABRÉVIATIONS

Les abréviations suivantes sont utilisées dans le présent rapport :

Power Corporation ou la Société (Power Corporation du Canada)

Actions de sociétés fermées européennes

(Sagard Europe II, Sagard Europe 3, Sagard Europe 4 et Sagard NewGen)

adidas (adidas AG)

BME (Bourse de Madrid)

Canada Vie (La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie)

China AMC (China Asset Management Co., Ltd.)

EBR (Bourse Euronext de Bruxelles)

Énergie Power (Corporation Énergie Power)

EPA (Bourse Euronext de Paris)

Financière Power (Corporation Financière Power)

G (milliards)

GBL (Groupe Bruxelles Lambert)

GEA (GEA Group AG)

GLC (GLC Groupe de gestion d'actifs Ltée)

Great-West (La Great-West, compagnie d'assurance-vie)

Great West Life & Annuity ou Empower Retirement
(Great-West Life & Annuity Insurance Company)

IFRS (Normes internationales d'information financière)

IG Gestion de patrimoine (Groupe Investors Inc.)

IGM ou Financière IGM (Société financière IGM Inc.)

Imerys (Imerys SA)

IntegraMed (IntegraMed America, Inc.)

Investment Planning Counsel ou IPC (Investment Planning Counsel Inc.)

Irish Life (Irish Life Group Limited)

Koho (KOH Financial Inc.)

LafargeHolcim (LafargeHolcim Ltd.)

La Presse (La Presse, Itée)

Lifeco ou Great-West Lifeco (Great-West Lifeco Inc.)

Lion (La Compagnie électrique Lion)

London Life (London Life, Compagnie d'Assurance-Vie)

Lumenpulse (Lumenpulse Group Inc.)

M (millions)

Mackenzie ou Placements Mackenzie (Corporation Financière Mackenzie)

MassMutual (Massachusetts Mutual Life Insurance Company)

MCAB (méthode canadienne axée sur le bilan)

MOWI (Mowi ASA)

Nautilus (Nautilus Solar Energy, LLC)

Northleaf (Northleaf Capital Group Ltd.)

Ontex (Ontex BV)

OSE (Bourse d'Oslo)

PanAgora (PanAgora Asset Management, Inc.)

Pargesa (Pargesa Holding SA)

Parjointco (Parjointco SA)

Parjointco Switzerland (Parjointco Switzerland SA)

Parques (Parques Reunidos Servicios Centrales, S.A.)

Peak (Peak Achievement Athletics Inc.)

Pernod Ricard (Pernod Ricard SA)

Personal Capital (Personal Capital Corporation)

Plateformes de placements dans des actifs alternatifs ou plateformes de placement

(Plateformes de placements dans des actifs alternatifs)

Portag3 I ou Portage3 I LP (Portag3 Ventures Limited Partnership)

Portag3 II ou Portag3 II LP (Portag3 Ventures II Limited Partnership)

Potentia ou Potentia Renewables (Potentia Renewables Inc.)

Power Pacific ou Sagard China

(Gestion d'investissement Power Pacific Inc.)

Power Sustainable (Capitaux d'investissement durable Power Inc.)

Putnam (Putnam Investments, LLC)

Sagard Healthcare Royalty Partners ou SHRP

(Sagard Healthcare Royalty Partners, LP)

Sagard Holdings (Sagard Holdings Inc.)

SGS (SGS SA)

SIX (Bourse de la Suisse)

Total (Total SA)

TSX (Bourse de Toronto)

Umicore (Umicore, NV/SA)

Wealthsimple (Wealthsimple Financial Corp.)

Webhelp (Groupe Webhelp)

XETR (Bourse Xetra)

Aperçu de Power Corporation

Power Corporation est une société internationale de gestion et de portefeuille axée sur les services financiers en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Ses principales participations consistent en des sociétés de premier plan dans les secteurs de l'assurance, de la retraite, de la gestion de patrimoine et de l'investissement, incluant un portefeuille de plateformes de placements dans des actifs alternatifs.

Principes de base

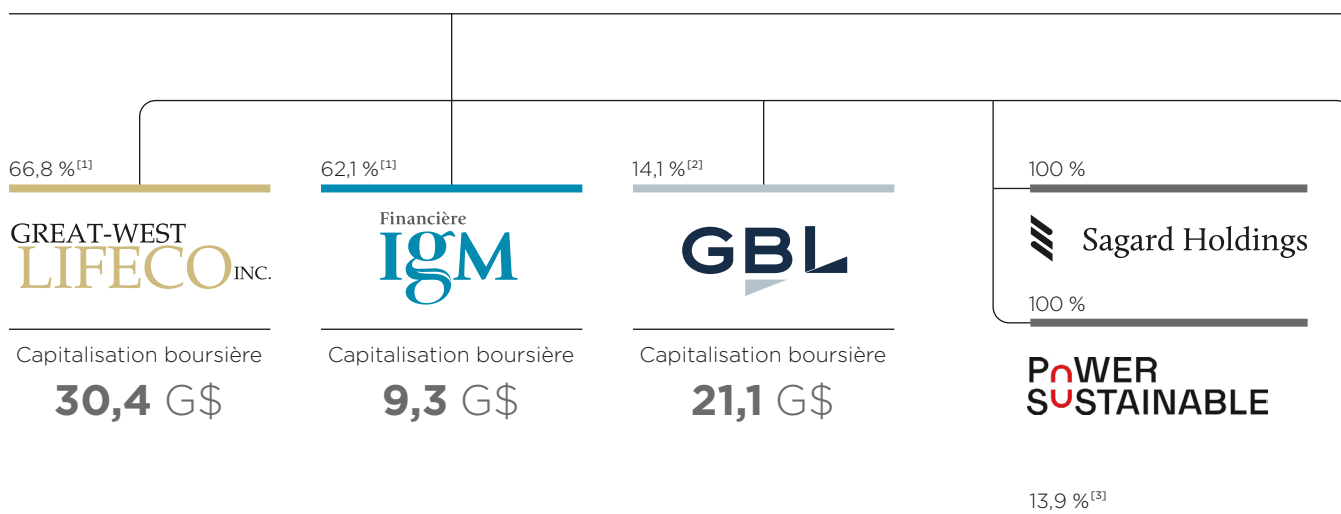
- Perspective à long terme
- Entreprises de premier plan offrant un profil de croissance intéressant
- Supervision étroite de la gouvernance
- Approche prudente à l'égard de la gestion du risque



POWER CORPORATION DU CANADA

Capitalisation boursière

22,2 G\$



[1] Power Corporation, par l'entremise de la Financière Power, détient une participation de 66,8 % dans Great-West Lifeco et une participation additionnelle de 4,0 % par l'entremise d'IGM. Power Corporation, par l'entremise de la Financière Power, détient une participation de 62,1 % dans IGM et une participation additionnelle de 3,9 % par l'entremise de Great-West Lifeco.

[2] Détenu par l'entremise de Parjointco, une entreprise contrôlée conjointement (50 %).

[3] IGM détient également une participation de 13,9 % dans China AMC. Power Corporation et IGM détiennent une participation combinée de 27,8 % dans China AMC.

Note : Données du marché au 17 mars 2021; chiffres en dollars canadiens.

Nous déployons une stratégie ciblée mettant l'accent sur les services financiers

→ **Accent mis sur les services financiers plutôt que sur la diversification**

→ **Stratégies de création de valeur internes et externes menées par nos sociétés en exploitation cotées en bourse**

→ **Faire ressortir de la valeur supplémentaire au niveau de Power Corporation :**

- en bâtissant des entreprises de gestion d'actifs alternatifs, en créant de la valeur à titre de gestionnaires d'actifs et en générant des rendements attrayants sur les capitaux de lancement de Power
- en gérant les entreprises autonomes de manière à réaliser de la valeur au fil du temps
- en appliquant des pratiques de gestion des coûts rigoureuses
- en gérant notre structure financière de façon prudente mais efficiente, incluant le remboursement du capital aux actionnaires lorsque cela est approprié

Création de valeur s'appuyant sur trois leviers principaux

1

Leviers internes des sociétés en exploitation

Stratégies de croissance interne au sein de nos sociétés en exploitation cotées en bourse : Great-West Lifeco, IGM et GBL

- Tirer parti des investissements passés importants pour générer une plus grande croissance interne des bénéfices
- Bonifier les communications auprès des intervenants du marché

2

Leviers des sociétés en exploitation en matière de fusions et acquisitions

Déploiement et redéploiement de capitaux

- Augmenter les bénéfices et la valeur au moyen d'acquisitions et de synergies connexes
- Se désengager à l'égard des entreprises qui n'atteignent pas les seuils de rendement

3

Leviers de la société de portefeuille

Mesures que nous pouvons prendre au niveau de Power Corporation

- Créer de la valeur par l'entremise de plateformes de placement
- Créer et réaliser de la valeur au niveau des entreprises autonomes
- Rembourser du capital aux actionnaires
- Bonifier les communications auprès des intervenants du marché

Mise en œuvre de notre stratégie en 2020

→ Février	Réorganisation de Power Corporation et de la Financière Power	Simplifie Power en éliminant la structure comportant deux sociétés de portefeuille
→ Mars	Réorganisation de Pargesa et de GBL	Simplifie les participations de Power en Europe en éliminant la structure comportant deux sociétés de portefeuille
→ Juin	Acquisition de Personal Capital par Empower pour un montant de 1,0 G\$ US ^[1]	Ajoute au sein d'Empower l'une des meilleures plateformes numériques hybrides de sa catégorie en matière de gestion de patrimoine
→ Août	Acquisition de GLC par Mackenzie	Consolide la position de Mackenzie sur le marché canadien de la gestion d'actifs et renforce les activités de la Canada Vie en matière de gestion de patrimoine
→ Septembre	Acquisition des activités liées aux services de retraite de MassMutual par Empower pour un montant de 3,35 G\$ US	Renforce la position d'Empower à titre de deuxième plus important fournisseur de services de retraite sur le marché américain
→ Septembre	Acquisition d'une participation stratégique dans Northleaf par Mackenzie et Great-West Lifeco	Ajoute une présence importante dans le secteur des placements alternatifs sur les marchés privés et répond à la demande relative aux produits offerts par IGM et Great-West Lifeco
→ Octobre	Ronde de financement de Wealthsimple	Évalue la participation entièrement diluée de 61,7 % du groupe Power à 934 M\$, soit un taux de rendement interne de 44 % ^[2] sur un investissement de 315 M\$
→ Novembre	Fusion de Lion Électrique	Évalue le placement de Power à 812 M\$, soit une augmentation de 737 M\$ ^[3] de la valeur de l'actif net
→ Divers	Mobilisation de capitaux auprès de tiers par les plateformes de placement	Tant Sagard Holdings que Power Sustainable ont annoncé la réussite de rondes de mobilisation de capitaux
→ En continu	Programme de réduction des coûts	61 % de l'objectif de réduction des coûts de Power, d'un montant de 50 M\$, avait été réalisé à la fin du quatrième trimestre de 2020
→ Au cours de 2020	Programme actif de relations avec les investisseurs	Mise en place de conférences téléphoniques portant sur les résultats trimestriels depuis le premier trimestre et organisation de rencontres avec 81 investisseurs institutionnels

[1] Contrepartie de 825 M\$ US et contrepartie différée pouvant aller jusqu'à 175 M\$ US.

[2] Montant brut avant les honoraires, les charges et l'intéressement aux plus-values.

[3] À la date de l'annonce, le 30 novembre 2020; montant brut avant les honoraires et le régime d'intéressement à long terme.

Création de valeur pour toutes les parties prenantes

Faits saillants de 2020

Clients

Plus de
31 millions
de relations clients

Plus de
39 milliards \$
en prestations versées

Soutien aux clients dans le contexte de la COVID-19 :
programmes de réduction des primes et de report de paiements hypothécaires

Collectivités

48,3 millions \$
en dons de bienfaisance remis par notre groupe de sociétés

2 000
organismes communautaires soutenus au Canada

4,0 milliards \$
en biens et services, et en taxes payées aux divers paliers gouvernementaux



Reconnues comme « Entreprises généreuses » par Imagine Canada

Power Corporation, Canada Vie, IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie

Employés

Environ
30 000
employés au sein de Power et des sociétés de son groupe

31% des postes de haute direction sont occupés par des femmes au sein des sociétés du groupe Power

Actionnaires

1,1 milliard \$
en dividendes versés

Bénéfice net
1,99 milliard \$

Bénéfice net ajusté^[1]
1,94 milliard \$

[1] Mesure financière non conforme aux normes IFRS. Se reporter au rapprochement des mesures financières conformes aux normes IFRS et des mesures financières non conformes aux normes IFRS, qui figure dans la Revue de la performance financière du présent rapport annuel.

Reconnaisances



En 2020, Power Corporation comptait parmi les trois seules sociétés canadiennes, avec Great-West Lifeco, à avoir obtenu une note de A (Leadership), soit la plus haute note. La Financière IGM a quant à elle obtenu la note de A- (Leadership). De plus, Great-West Lifeco s'est classée dans les cinq premiers percentiles parmi les sociétés à l'échelle mondiale. GBL est également devenue signataire du CDP en 2020.



Power Corporation et la Financière IGM ont toutes deux été incluses dans la liste des 50 meilleures entreprises responsables 2020 établie par Corporate Knights.



GBL a obtenu le label d'entreprise climatiquement neutre en 2020.

Engagement à l'égard d'initiatives mondiales



Power Corporation est signataire du Pacte Mondial des Nations Unies depuis 2014. GBL est aussi signataire.



Les activités de notre groupe de sociétés contribuent aux Objectifs de développement durable (ODD).

Nous sommes également fiers des engagements pris par nos sociétés de portefeuille, alors que plusieurs d'entre elles ont donné leur appui à d'importantes initiatives menées par des tiers ou en sont devenues signataires :



Power Pacific, Putnam Investments, Irish Life Investment Managers, GLC Groupe de gestion d'actifs, IG Gestion de patrimoine, Placements Mackenzie et GBL sont signataires des PRI.



Great-West Lifeco, la Financière IGM, IG Gestion de patrimoine, Placements Mackenzie, Investment Planning Counsel et GBL appuient le TCFD.



Depuis 2020, GBL dispose d'une licence et applique le référentiel proposé par le Sustainability Accounting Standards Board (SASB Materiality Map® General Issue Categories).

Indices



FTSE4Good

Power Corporation est incluse dans le FTSE4Good Global Index depuis décembre 2016 en reconnaissance de ses pratiques dans les domaines environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). La Financière IGM fait également partie de cet indice.



Power Corporation est incluse dans l'indice Euronext Vigeo Eiris World 120 depuis juin 2020.

Pour en apprendre davantage sur nos programmes et initiatives en matière de responsabilité sociale d'entreprise : www.PowerCorporationCSR.com/fr/

Rapport du conseil d'administration aux actionnaires

L'année 2020 et les premiers mois de l'année en cours ont constitué une période sans pareille. La propagation de la COVID-19 a donné lieu à des souffrances et à des drames humains à grande échelle, à une contraction de l'économie mondiale sans précédent et à une transformation radicale de la façon dont chacun d'entre nous mène sa vie quotidienne.

Au sein de la collectivité, nous avons aussi pu voir des gens réagir de façon héroïque et altruiste, en combattant les effets de la maladie et en prenant soin des personnes qui en sont atteintes. Les gouvernements ont mis en œuvre d'importantes mesures fiscales et monétaires pour tenter d'atténuer les dommages économiques. La communauté médicale a développé et produit des vaccins dans des délais exceptionnellement courts. Enfin, les individus et les organisations ont rapidement pris le virage numérique afin de continuer à fonctionner dans une certaine « normalité », ce qui aurait été difficile à imaginer il y a un an seulement.

Les répercussions économiques de la COVID-19 ont été très différentes d'un secteur à l'autre de l'économie. Certains secteurs ont prospéré grâce à la forte augmentation de la demande pour leurs produits et services, alors que d'autres ont été frappés de plein fouet. Partout, les organisations et les sociétés ont été contraintes de modifier rapidement leurs modèles opérationnels pour s'adapter à de nouvelles façons de faire les choses.

En dépit du caractère tragique de ces événements, il y a aussi de nombreuses raisons d'être optimistes en voyant la manière dont les individus et les organisations, tout comme l'ensemble de la société, ont réagi et se sont adaptés.

À l'instar de plusieurs autres sociétés, la direction et les employés de Power et des sociétés de son groupe ont vite réagi pour relever les imposants défis engendrés par la maladie. Ils ont rapidement instauré le modèle du télétravail, en accordant la priorité à la santé et la sécurité des employés, de même qu'à la capacité de servir nos clients tout au long de cette période très stressante.

À travers notre groupe, nos sociétés se sont efforcées d'aider leurs clients et leurs collectivités. Citons par exemple nos sociétés de services financiers, qui ont offert du répit à leurs clients en instaurant de nombreux programmes de report de paiements et de prêts spéciaux, et Peak, le fabricant des produits Bauer, qui a remanié ses activités de production au début de la pandémie afin de fournir de l'équipement de protection individuelle. Nos sociétés et nos employés se sont aussi engagés à aider leurs collectivités et de nombreux hôpitaux et organismes de charité en offrant un soutien financier et en donnant du temps et de l'énergie, deux aspects qui font depuis longtemps partie intégrante de notre histoire et de notre culture.

Aux milliers de personnes qui travaillent au sein des sociétés formant le groupe Power, nous disons « merci »!

POWER DÉPLOIE UNE NOUVELLE STRATÉGIE DE CRÉATION DE VALEUR

Tandis que nous continuons tous à composer avec les difficultés posées par la COVID-19, Power Corporation a aussi entrepris un ambitieux parcours visant à tirer parti de notre historique de création de valeur pour nos clients, nos employés, nos collectivités et nos actionnaires.

En 2020, un nombre important d'initiatives ont été annoncées pour simplifier notre groupe, raffiner nos priorités et créer de la valeur, tout en expliquant plus clairement notre parcours.

Ces initiatives font suite à l'adoption d'une nouvelle stratégie mettant l'accent sur les services financiers plutôt que sur la diversification.

La stratégie a été annoncée dans le cadre d'une réorganisation complétée en février 2020, au cours de laquelle les détenteurs d'actions ordinaires de la Financière Power sont devenus des actionnaires de Power Corporation, simplifiant ainsi notre Société en éliminant la structure comportant deux sociétés de portefeuille.

La réorganisation a été suivie en mars par l'annonce selon laquelle les actionnaires de Pargesa allaient devenir des actionnaires de GBL, simplifiant encore davantage le groupe.

En 2020, un nombre important d'initiatives ont été annoncées pour simplifier notre groupe, raffiner nos priorités et créer de la valeur, tout en expliquant plus clairement notre parcours.

La stratégie de Power est peut-être nouvelle, mais elle suit les mêmes principes bien ancrés sur lesquels s'appuient les activités de Power depuis de nombreuses décennies. Nous adoptons une perspective à long terme à l'égard de la création de valeur, nous nous efforçons de bâtir des entreprises de premier plan offrant un profil de croissance intéressant, nous assurons une supervision active de la gouvernance de nos sociétés, et nous maintenons un bilan solide et une approche prudente à l'égard de la gestion du risque.

La stratégie de création de valeur s'appuie sur les trois principaux leviers suivants :

- 1) la croissance interne au sein de chacune de nos sociétés en exploitation cotées en bourse;
- 2) la stimulation de cette croissance grâce au déploiement et au redéploiement de capitaux;
- 3) les mesures que nous pouvons prendre au niveau de Power Corporation.

CRÉATION DE VALEUR AU SEIN DE NOS SOCIÉTÉS EN EXPLOITATION COTÉES EN BOURSE

Great-West Lifeco et IGM visent une croissance accrue du bénéfice et des flux de trésorerie en tirant parti des investissements importants qu'elles ont effectués dans leurs entreprises au cours des quelques dernières années. Elles souhaitent renforcer cette croissance au moyen d'une stratégie d'acquisition active et d'une réduction des capitaux à l'égard des entreprises qui ne sont pas en voie d'atteindre certains seuils de rendement au fil du temps.

GBL évalue et gère continuellement son portefeuille et collabore avec les sociétés qui le compose afin de générer des rendements attrayants pour les actionnaires et de contribuer à son long historique de succès.

Nos sociétés en exploitation cotées en bourse ont été très actives en 2020 en ce qui a trait au déploiement de capitaux et à la réorientation de leurs activités.

Nos sociétés en exploitation cotées en bourse ont été très actives en 2020 en ce qui a trait au déploiement de capitaux.

En juin, Empower Retirement, l'entreprise de services de retraite de Great-West Lifeco aux États-Unis, a annoncé l'acquisition de Personal Capital, un gestionnaire de patrimoine hybride alliant une expérience numérique de pointe à des conseils personnalisés fournis par des conseillers. Initialement établi à 825 M\$ US, le prix d'achat pouvait potentiellement augmenter jusqu'à 1,0 G\$ US. IGM a vendu sa participation d'environ 25 % dans Personal Capital dans le cadre de la transaction.

Empower a ensuite annoncé en septembre l'acquisition des activités liées aux services de retraite de Massachusetts Mutual Life Insurance Company, servant 2,5 millions de personnes par l'intermédiaire de 26 000 régimes collectifs de retraite, pour une transaction d'une valeur totale de 3,35 G\$ US.

Ces deux transactions permettent à Empower de se positionner clairement en tant que deuxième plus important fournisseur au sein du vaste marché américain des régimes de retraite à cotisations définies, avec une position croissante sur le marché du patrimoine individuel, en servant 12 millions de personnes et en gérant une plateforme dont l'actif se chiffre désormais à plus d'un billion de dollars américains.

En août, IGM a annoncé que Mackenzie ferait l'acquisition de GLC Groupe de gestion d'actifs auprès de la Canada Vie, renforçant ainsi la position de Mackenzie à titre de chef de file de la gestion d'actifs au Canada et bonifiant du même coup l'offre de services de la Canada Vie en matière de gestion de patrimoine.

En septembre, Mackenzie et Great-West Lifeco ont annoncé qu'elles feraient conjointement l'acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle dans Northleaf Capital Partners, un gestionnaire de premier plan de fonds d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privés et d'infrastructures à l'échelle mondiale, dont l'actif géré se chiffre à 15 G\$.

CRÉATION DE VALEUR AU NIVEAU DE POWER CORPORATION

Au niveau de Power, nous créons des sociétés de gestion d'actifs alternatifs en tirant parti des capacités de placement développées au fil de nombreuses années dans plusieurs catégories d'actifs à forte croissance. Notre intention est que Power fournisse des capitaux de lancement à l'égard des divers produits de placement et que la croissance des entreprises soit ensuite propulsée grâce à la mobilisation de capitaux de tiers. L'objectif consiste à offrir des rendements attrayants sur les capitaux de lancement de Power, auxquels s'ajouteront en temps opportun les profits réalisés à titre de gestionnaire d'actifs, qui devraient être générés à mesure que les entreprises atteindront une taille suffisante. Nous tirerons également parti des synergies à travers le groupe Power en contribuant à combler une partie des besoins des sociétés de Great-West Lifeco et d'IGM, et de ceux de leurs clients, à l'égard de ces types de placements.

Nous créons des sociétés de gestion d'actifs alternatifs en tirant parti des capacités de placement développées au fil de nombreuses années.

Sagard Holdings a actuellement des équipes qui gèrent des stratégies liées aux actions de sociétés fermées, aux instruments de crédit privés, à la gestion de patrimoine privé, au capital de risque dans le secteur des technologies financières et aux redevances en matière de soins de santé, tandis que les équipes de Power Sustainable gèrent des stratégies liées aux infrastructures d'énergie renouvelable et aux actions de sociétés ouvertes en Chine. Les deux sociétés ont réalisé des progrès importants relativement à la mobilisation de capitaux de tiers. Par exemple, Sagard Holdings a annoncé en décembre la première clôture d'un fonds d'instruments de crédit privés de 650 M\$ US, alors qu'en janvier de cette année, Power Sustainable a annoncé la création de son fonds d'infrastructure énergétique, avec des engagements totalisant 1 G\$, dont une part importante provient de tiers.

Power détient également un certain nombre d'entreprises autonomes attrayantes dans lesquelles elle avait investi dans le cadre de sa précédente stratégie de diversification. Nous avons formulé notre intention de faire ressortir et de réaliser la valeur de ces entreprises au fil du temps, tout en respectant les engagements que nous avons pris envers nos partenaires au sein de ces entreprises, y compris les membres de leur direction et les autres investisseurs.

En novembre, Lion Électrique, un fabricant innovant de véhicules zéro émission dans laquelle Power détient une participation de 44,1 %, a annoncé son intention de fusionner avec Northern Genesis. Il est prévu qu'à la clôture de la transaction, la société soit inscrite à la cote de la Bourse de Toronto et de la Bourse de New York. Selon une valeur post-financement de 1,9 G\$ US pour les fonds propres de Lion Électrique, la juste valeur du placement de la Société se chiffre à 812 M\$, résultant ainsi en une augmentation de 737 M\$ de la valeur de l'actif net de la Société.

Dans le cadre de la stratégie de notre groupe en matière de technologies financières, Power et IGM soutiennent également la croissance de Wealthsimple, l'une des principales sociétés du secteur des technologies financières au Canada, qui offre l'un des services de placement en ligne les plus complets et qui figure parmi ceux ayant affiché la croissance la plus rapide au pays.

En octobre, Wealthsimple a annoncé qu'elle avait mobilisé des fonds d'un montant de 114 M\$ auprès d'un groupe d'investisseurs tiers. Le prix d'achat associé à l'investissement préfinancement évalue les fonds propres à 1,4 G\$, portant ainsi la valeur de la participation du groupe Power dans Wealthsimple à 934 M\$, soit une augmentation de 619 M\$ par rapport à des investissements totaux de 315 M\$. Cela se traduit par un taux de rendement interne de 44 %, en excluant les frais, les charges et l'intéressement aux plus-values.

Power est engagée envers le respect de pratiques rigoureuses de gestion des coûts et, dans le cadre de la réorganisation, a annoncé son intention de réduire de 50 M\$ par année sur deux ans les charges au niveau de la société de portefeuille. À la fin de 2020, elle avait mis en place des mesures lui permettant de réaliser 61 % des réductions de charges visées.

Nous voulons favoriser une bien meilleure compréhension de nos activités, de nos stratégies, de nos objectifs et de notre performance.

Power s'est engagée à bonifier ses communications auprès des intervenants des marchés des capitaux et des autres parties prenantes. Nous voulons favoriser une bien meilleure compréhension de nos activités, de nos stratégies, de nos objectifs et de notre performance. Au premier trimestre de 2020, Power a instauré des conférences téléphoniques portant sur les résultats trimestriels à l'intention des analystes et des investisseurs et, au cours de l'année, a tenu des rencontres avec 81 investisseurs institutionnels, tout en s'efforçant d'améliorer continuellement la clarté des documents d'information qu'elle rend publics. Nos sociétés en exploitation cotées en bourse déploient également davantage d'efforts en ce sens.

UNE PHILOSOPHIE DE GESTION DURABLE ET RESPONSABLE

Nous avons développé nos activités en nous appuyant sur nos valeurs fondamentales d'intégrité et d'éthique. Nous reconnaissons depuis longtemps que notre succès d'entreprise repose sur le succès de nos employés et de nos clients, de même que sur notre contribution au sein des collectivités dans lesquelles nous exerçons nos activités. Nous adoptons une approche de participation active dans les sociétés dans lesquelles nous investissons afin de nous assurer qu'elles continuent d'être gérées conformément à notre philosophie de gestion responsable.

En 2020, nous avons continué de porter notre attention sur les changements climatiques. Power Corporation a été l'une des trois seules sociétés canadiennes, avec Great-West Lifeco, à obtenir une note de A (Leadership), soit la plus haute note, de la part du CDP en 2020, se taillant ainsi une place sur sa « A List » en matière de changements climatiques.

Les dons et le soutien aux collectivités au sein desquelles nous exerçons nos activités font partie intégrante de notre mission. La COVID-19 a entraîné des pressions accentuées sur les plus vulnérables d'entre nous. En plus d'appuyer des organismes communautaires, nous avons financé plusieurs projets urgents de recherche médicale sur la COVID-19 dans divers hôpitaux. Nous avons continué d'honorer nos engagements envers nos partenaires culturels tout en appuyant des initiatives destinées à aider les artistes aux prises avec des difficultés financières accrues.

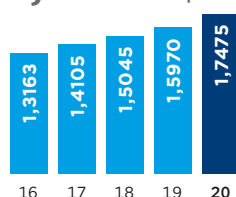
En 2020, nous avons continué de renforcer notre cadre de gouvernance, notamment en modifiant notre politique sur la diversité. Le conseil d'administration estime que, pour bien remplir son mandat de gérance, il se doit de s'assurer de bénéficier de la diversité de points de vue nécessaire parmi les administrateurs et reconnaît que la diversité de genre est un aspect important de la diversité. Power Corporation vise à atteindre au moins 30 % de femmes siégeant à son conseil d'administration d'ici 2025. Cette année, le nombre de femmes dont les candidatures sont proposées à l'élection au conseil lors de l'assemblée annuelle de 2021 a augmenté pour s'établir à trois, soit 21 % du conseil. Nos sociétés en exploitation cotées en bourse, Lifeco, IGM et GBL, ont présenté des candidatures de femmes à l'élection au sein de leur conseil d'administration représentant respectivement 32 %, 33 % et 31 % des mises en candidature.

Alors que le secteur de l'investissement accorde de plus en plus d'importance aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans la prise de décisions en matière de placement, nous estimons que nous sommes bien positionnés pour continuer à améliorer nos pratiques afin de répondre aux attentes toujours plus élevées.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Dividendes versés
par action^[1]

1,7475 \$

Bénéfice net^[1]

1 994 M\$

↑ 80 % d'un exercice
à l'autreBénéfice net
par action^[1]

3,08 \$

↑ 22 % d'un exercice
à l'autreActif administré^[3]

2,2 billions \$

Bénéfice net ajusté^{[1][2]}

1 943 M\$

↑ 52 % d'un exercice
à l'autreBénéfice net ajusté
par action^{[1][2]}

3,00 \$

↑ 2,7 % d'un exercice
à l'autreValeur de l'actif net
par action^[2]

41,27 \$

RÉSULTATS FINANCIERS

Power et les sociétés de son groupe ont fait preuve de résilience pendant une période volatile et, collectivement, ont enregistré une hausse des bénéfices en 2020 par rapport à 2019. En 2020, Power Corporation a augmenté les dividendes versés aux détenteurs de ses actions participantes.

Le bénéfice net de Power Corporation attribuable aux détenteurs d'actions participantes s'est chiffré à 1 994 M\$, ou 3,08 \$ par action, pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à 1 108 M\$, ou 2,53 \$ par action, en 2019.

Le bénéfice net ajusté attribuable aux détenteurs d'actions participantes s'est chiffré à 1 943 M\$, ou 3,00 \$ par action, comparativement à 1 275 M\$, ou 2,92 \$ par action, en 2019.

En 2020, les dividendes versés par Power Corporation sur ses actions participantes se sont chiffrés à 1,7475 \$ par action, comparativement à 1,5970 \$ par action en 2019, soit une hausse de 9,4 %.

La valeur de l'actif net par action de la Société était de 41,27 \$ au 31 décembre 2020.

[1] Attribuable aux détenteurs d'actions participantes.

[2] Le bénéfice net ajusté, le bénéfice net ajusté par action et la valeur de l'actif net par action participante sont des mesures financières non conformes aux normes IFRS. Se reporter au rapprochement des mesures financières conformes aux normes IFRS et des mesures financières non conformes aux normes IFRS, qui figure dans la Revue de la performance financière du présent rapport annuel.

[3] Représente le total de l'actif géré, de l'actif administré et de l'actif sous services-conseils présentés par Lifeco, IGM, Wealthsimple et les plateformes de placements dans des actifs alternatifs.

CHANGEMENTS AU SEIN DE LA DIRECTION DE LA FINANCIÈRE IGM

En septembre, après avoir évolué pendant plus de 30 ans au sein du secteur en Amérique du Nord, dont sept à diriger des sociétés d'IGM, Jeff Carney, président et chef de la direction de la Financière IGM et d'IG Gestion de patrimoine, a pris sa retraite pour des raisons de santé. Grâce à son leadership visionnaire, les sociétés d'IGM sont devenues plus solides et plus clairement alignées sur leurs forces et leurs objectifs fondamentaux. Nous sommes extrêmement reconnaissants envers Jeff pour sa contribution.

À la suite du départ de Jeff, nous avons accueilli James O'Sullivan à titre de président et chef de la direction de la Financière IGM. Vétéran hautement respecté du secteur, James possède les connaissances et l'expérience approfondies nécessaires pour diriger IGM avec succès dans la poursuite de sa stratégie de création de valeur.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

À l'assemblée annuelle, les actionnaires se prononceront sur la candidature de M^{me} Sharon MacLeod à titre d'administratrice. M^{me} MacLeod est une dirigeante d'entreprise expérimentée qui a occupé, de 1998 à 2019, divers postes de direction au sein d'Unilever, dont ceux de vice-présidente, Marque mondiale, de vice-présidente, Soins personnels en Amérique du Nord et de vice-présidente d'Unilever Canada. Depuis 2017, M^{me} MacLeod est administratrice d'IGM, d'IG Gestion de patrimoine et de Mackenzie Inc. Elle est également membre du conseil stratégique de The Carlyle Group. Nous sommes très heureux de proposer sa candidature à titre d'administratrice au conseil et sommes convaincus qu'elle apportera une expérience et des connaissances précieuses lors des délibérations du conseil.

Nous saluons la contribution exceptionnelle de nos équipes de direction et de nos milliers d'employés dans le monde.

LE GROUPE POWER

Des progrès considérables ont été réalisés dans l'ensemble du groupe Power Corporation en 2020. Nous saluons la contribution exceptionnelle de nos équipes de direction et de nos milliers d'employés dans le monde qui ont rendu ces progrès possibles, tout en composant avec les difficultés engendrées par la pandémie mondiale. Nous tenons également à remercier nos clients, nos partenaires d'affaires et nos actionnaires pour leur soutien continu.

Nous vous souhaitons à toutes et à tous de rester en sécurité et en bonne santé.

Au nom du conseil d'administration,

[Signé]

R. Jeffrey Orr
Président et
chef de la direction

[Signé]

Paul Desmarais, jr., O.C., O.Q.
Président du conseil

[Signé]

André Desmarais, O.C., O.Q.
Président délégué du conseil

Le 17 mars 2021

Great-West Lifeco

Great-West Lifeco est une société de portefeuille internationale spécialisée dans les services financiers qui détient des participations dans l'assurance-vie, l'assurance-maladie, les services de retraite et de placement, la gestion d'actifs et la réassurance. Elle exerce ses activités au Canada, aux États-Unis et en Europe sous les marques Canada Vie, Empower Retirement, Putnam Investments et Irish Life.

Bénéfice net^[1]

2,9 G\$

Bénéfice fondamental^{[1][2]}

2,7 G\$

Total de l'actif administré^[2]

2,0 billions \$

Rendement des fonds propres^[1]

14,1 %

Plus de

39 G\$

en prestations versées aux clients en 2020

Plus de

205 000

relations conseillers au service des clients

Plus de

30 millions

de relations clients

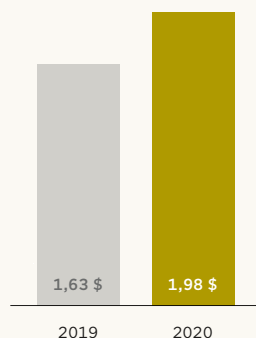
Plus de

24 500

employés au service des clients

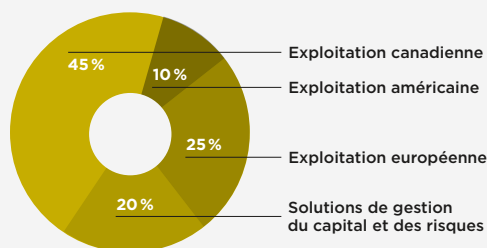
Total de l'actif administré^[2]

(en billions de dollars)



Répartition du bénéfice

En fonction du bénéfice fondamental de 2020^{[1][2]}



EXPLOITATION CANADIENNE

45 %

du bénéfice fondamental de 2020^{[1][2]}

canada **vie**

EXPLOITATION AMÉRICAINE

10 %

du bénéfice fondamental de 2020^{[1][2]}

EMPOWER
RETIREMENT™

Putnam
INVESTMENTS

EXPLOITATION EUROPÉENNE

25 %

du bénéfice fondamental de 2020^{[1][2]}

Irish Life

canada **vie**

SOLUTIONS DE GESTION DU CAPITAL ET DES RISQUES

20 %

du bénéfice fondamental de 2020^{[1][2]}

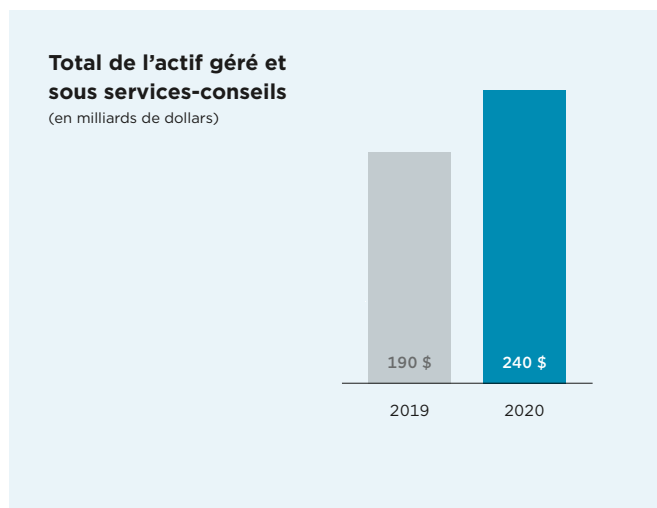
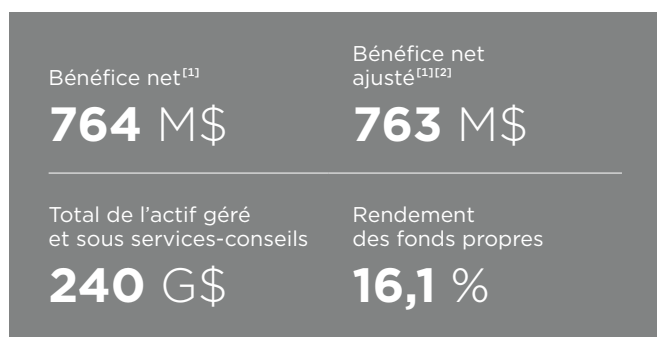
Canada Life
Reinsurance

[1] Attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires.

[2] Le bénéfice fondamental et l'actif administré sont des mesures financières non conformes aux normes IFRS. Se reporter à l'analyse de ces mesures dans le rapport de gestion de 2020 de Lifeco.

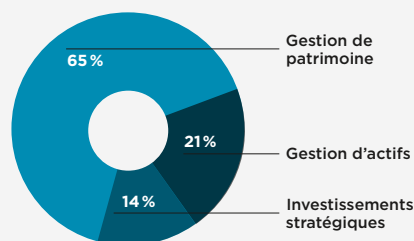
Financière IGM

IGM est une société de gestion de patrimoine et d'actifs de premier plan qui soutient des conseillers financiers et les clients qu'ils servent au Canada, ainsi que des investisseurs institutionnels en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Par l'intermédiaire de ses sociétés en exploitation, IG Gestion de patrimoine, Placements Mackenzie et Investment Planning Counsel, IGM fournit une vaste gamme de services de planification financière et de placement afin d'aider les Canadiens à atteindre leurs objectifs financiers.



Composantes de la valeur

En fonction du BAII ajusté de 2020^[2]



GESTION DE PATRIMOINE

65 %
du BAII ajusté de 2020^[2]

IG GESTION DE PATRIMOINE

Investment Planning Counsel
SOLUTIONS FINANCIÈRES POUR LA VIE

GESTION D'ACTIFS

21 %
du BAII ajusté de 2020^[2]

MACKENZIE
Placements

INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES

14 %
du BAII ajusté de 2020^[2]

ChinaAMC

GREAT-WEST
LIFECO INC.

Wealthsimple

Northleaf
Capital Partners

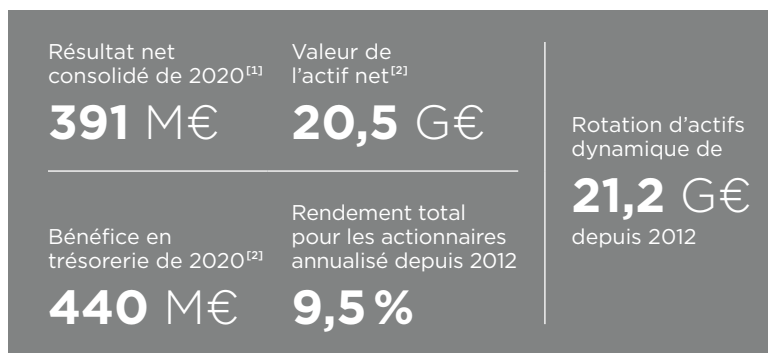
PORTAGE

[1] Attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires.

[2] Le bénéfice net ajusté et le BAII ajusté sont des mesures financières non conformes aux normes IFRS. Se reporter à l'analyse de ces mesures dans le rapport de gestion de 2020 d'IGM.

Groupe Bruxelles Lambert

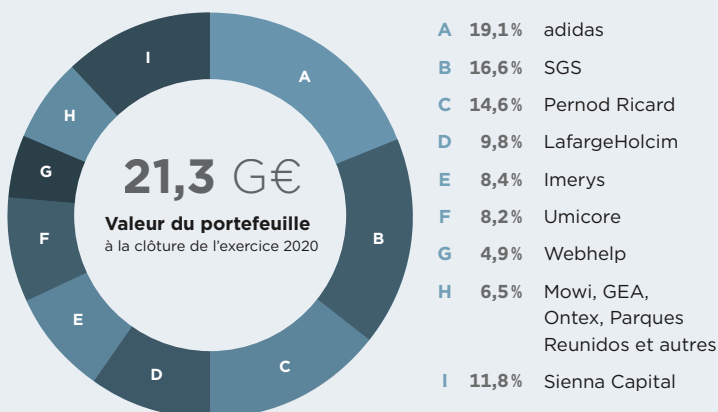
GBL est un investisseur de premier plan en Europe, privilégiant la création de valeur à long terme et s'appuyant sur une base actionnariale familiale lui apportant stabilité et soutien. GBL s'efforce de maintenir un portefeuille diversifié de grande qualité composé de sociétés d'envergure mondiale, chefs de file dans leur secteur, auprès desquelles il peut contribuer à la création de valeur en sa qualité d'investisseur professionnel engagé.



Une stratégie de rotation d'actifs basée sur une évaluation continue en fonction de critères d'investissement clairs :

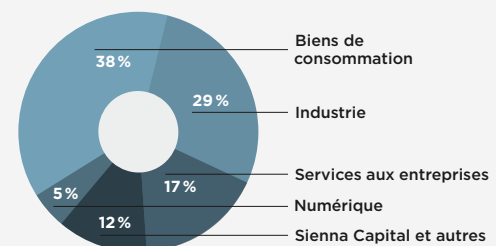
- Conformité en ce qui a trait aux facteurs ESG
- Marchés sous-jacents attrayants et bénéficiant de tendances favorables à long terme
- Position d'actionnaire de référence, avec une gouvernance efficace
- Position de chef de file au sein du marché, avec un modèle opérationnel clair et durable
- Valorisation

Chefs de file mondiaux dans leur secteur

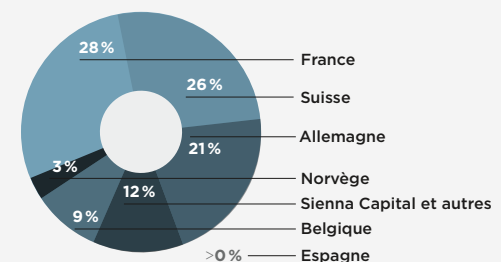


Portefeuille diversifié et résilient^[3]

EXPOSITION SECTORIELLE



EXPOSITION GÉOGRAPHIQUE



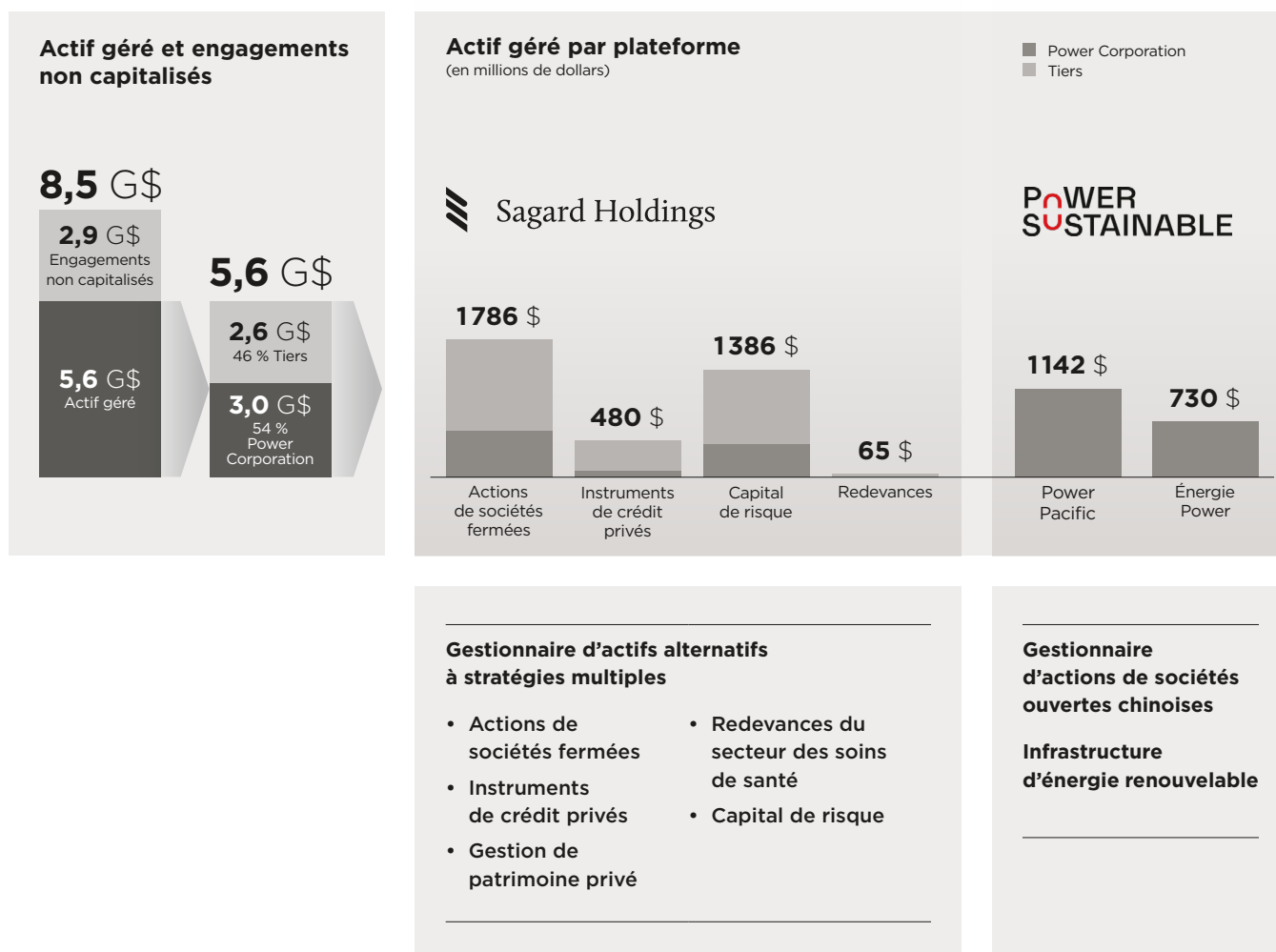
[1] Part du groupe.

[2] Mesures financières non conformes aux normes IFRS.

[3] En fonction de la valeur du portefeuille au 31 décembre 2020.

Plateformes de placements dans des actifs alternatifs

La stratégie de création de valeur de Power Corporation vise à réaliser des rendements de placement supérieurs et des flux de trésorerie stables. D'importants placements ont été effectués dans des plateformes de placement qui ne sont pas liées au secteur des services financiers. Auparavant, un grand nombre de ces placements étaient détenus par l'entremise de fonds gérés par des tiers. Depuis le début des années 2000, Power Corporation a investi dans ses propres plateformes de placement, dont elle assure le développement.



Note : Tous les montants ont été convertis en dollars canadiens selon les taux de change au 31 décembre 2020. Les tiers comprennent les entreprises associées, y compris Great-West Lifeco, IGM et GBL, de même que des engagements des équipes de direction. L'actif géré inclut la valeur de l'actif net des fonds d'investissement gérés. L'actif géré, les engagements non capitalisés et l'actif géré par plateforme n'incluent pas les fonds lancés ou les capitaux mobilisés après le 31 décembre 2020 et n'incluent pas Grayhawk Investment Strategies.



Table des matières

REVUE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE	2	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	70
Aperçu de Power Corporation	3	NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	75
Mode de présentation	14	Note 1 Renseignements sur la Société	75
Mesures financières et présentation conformes aux normes IFRS	14	Note 2 Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables	75
Mesures financières et présentation non conformes aux normes IFRS	17	Note 3 Acquisitions d'entreprises, cessions et autres transactions	91
Résultats de Power Corporation	19	Note 4 Trésorerie et équivalents de trésorerie	95
États consolidés des résultats conformes aux normes IFRS	20	Note 5 Placements	95
États non consolidés des résultats	21	Note 6 Fonds détenus par des assureurs cédants	97
Apport au bénéfice net et au bénéfice net ajusté	24	Note 7 Participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées	98
Situation financière	40	Note 8 Biens immobiliers occupés par leur propriétaire et immobilisations	100
Valeur de l'actif net	44	Note 9 Autres actifs	101
Flux de trésorerie	46	Note 10 Goodwill et immobilisations incorporelles	102
Gestion du capital	48	Note 11 Fonds distincts et autres entités structurées	105
Gestion des risques	51	Note 12 Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	108
Instruments financiers et autres instruments	56	Note 13 Obligations à l'égard d'entités de titrisation	114
Arrangements hors bilan	58	Note 14 Débentures et autres instruments d'emprunt de Power Corporation	115
Passifs éventuels	59	Note 15 Débentures et autres instruments d'emprunt sans recours	116
Engagements et obligations contractuels	59	Note 16 Autres passifs	119
Impôt sur le bénéfice	60	Note 17 Impôt sur le bénéfice	120
Transactions avec des parties liées	60	Note 18 Capital social	123
Sommaire des estimations et jugements comptables critiques	61	Note 19 Rémunération fondée sur des actions	125
Changements de méthodes comptables	64	Note 20 Participations ne donnant pas le contrôle	127
Modifications comptables futures	64	Note 21 Gestion du capital	128
Contrôles et procédures de communication de l'information	66	Note 22 Gestion des risques	130
Contrôle interne à l'égard de l'information financière	66	Note 23 Charges d'exploitation et frais administratifs	141
Corporation Financière Power	67	Note 24 Charges financières	142
Principales données annuelles	69	Note 25 Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	142
		Note 26 Instruments financiers dérivés	147
		Note 27 Évaluation de la juste valeur	151
		Note 28 Autres éléments de bénéfice global	157
		Note 29 Bénéfice par action	157
		Note 30 Parties liées	158
		Note 31 Passifs éventuels	159
		Note 32 Engagements et garanties	159
		Note 33 Information sectorielle	160
		RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	165
		SOMMAIRE FINANCIER QUINQUENNAL	169

Revue de la performance financière

Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.

M\$ = millions de dollars

G\$ = milliards de dollars

LE 17 MARS 2021

Le présent rapport annuel vise à procurer aux actionnaires et aux parties intéressées de l'information choisie sur Power Corporation du Canada. Pour plus de renseignements sur la Société, les actionnaires et les personnes intéressées sont priés de consulter les documents d'information de la Société, notamment la notice annuelle et le rapport de gestion. Pour obtenir des exemplaires des documents d'information continue de la Société, consulter le site Web de la Société au www.powercorporation.com, le site Web www.sedar.com ou communiquer avec le bureau du Secrétaire, dont les coordonnées figurent à la fin du présent rapport.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES › Certains énoncés dans le présent document, autres que les énoncés d'un fait historique, sont des déclarations prospectives qui s'appuient sur certaines hypothèses et traduisent les attentes actuelles de la Société ou qui traduisent les attentes actuelles des filiales ouvertes de la Société, telles qu'elles sont publiées dans leur documents d'information respectif, lorsqu'il s'agit de renseignements concernant ces filiales. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la performance financière, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information sur les attentes et les plans actuels de la direction concernant l'avenir. Le lecteur ne doit pas oublier que ces déclarations peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent notamment porter sur l'exploitation, les activités, la situation financière, les résultats financiers prévus, le rendement, les perspectives d'affaires, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs, stratégies et perspectives continus de la Société et de ses filiales, y compris la stratégie en matière de technologies financières, l'incidence prévue de la pandémie de COVID-19 sur les activités, les résultats et les dividendes de la Société et de ses filiales, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice considéré et les périodes à venir, l'incidence prévue de la réorganisation (telle qu'elle est définie aux présentes), l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société (telle qu'elle est définie aux présentes) lancée en 2021, le rachat proposé par la Société et la Financière Power de certaines catégories de leurs actions privilégiées de premier rang, la gestion des entreprises autonomes de manière à réaliser de la valeur au fil du temps, la conclusion de la transaction visant la fusion de Lion (telle qu'elle est définie aux présentes) et le calendrier connexe et les attentes publiées par les filiales de la Société, y compris à la suite des acquisitions des activités liées aux services de retraite de MassMutual, de Personal Capital et de Northleaf ainsi que les synergies, les incidences et le calendrier connexes. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'utilisation de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

De par leur nature, les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des attentes, des prévisions, des prédictions, des projections et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être atteints. Divers facteurs, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales, touchent les activités, le rendement et les résultats de la Société et de ses filiales ainsi que leurs entreprises. En raison de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou prévus. Ces facteurs comprennent notamment l'incidence, ou l'incidence imprévue, de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des fluctuations des taux d'intérêt, du taux d'inflation et des taux de change, des politiques monétaires, des investissements des entreprises et de la santé des marchés boursiers et des marchés

financiers locaux et mondiaux, de la gestion des risques liés à la liquidité des marchés et au financement, des risques liés aux placements dans des titres de sociétés fermées et des titres illiquides, des risques liés aux instruments financiers, des changements de conventions et de méthodes comptables utilisées pour présenter l'information financière (y compris les incertitudes liées aux estimations, aux hypothèses et aux jugements importants), l'incidence de l'application de modifications comptables futures, de la concurrence, des risques opérationnels et de ceux liés à la réputation, des changements technologiques, des risques liés à la cybersécurité, de modifications à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes naturelles, des catastrophes causées par l'homme, des attaques terroristes, des guerres et d'autres conflits, d'une pandémie ou de toute autre crise de santé publique (telle que la COVID-19), de la capacité de la Société et de ses filiales à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance, ainsi que de la capacité de la Société et de ses filiales à prévoir et à gérer avec succès les facteurs susmentionnés et, en ce qui concerne les déclarations prospectives des filiales de la Société publiées dans cette revue de la performance financière, les facteurs présentés par ces filiales dans leur rapport de gestion annuel respectif.

Le lecteur est prié d'examiner attentivement ces facteurs et d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. L'information contenue dans les déclarations prospectives est fondée sur certaines hypothèses importantes ayant permis de tirer une conclusion ou d'effectuer une prévision ou une projection, incluant les perceptions de la direction en ce qui concerne les tendances historiques, les conditions actuelles et l'évolution future prévue, ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances, notamment la disponibilité de la trésorerie pour effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et des rachats d'actions privilégiées de premier rang de la Société et de la Financière Power, le fait qu'on ne s'attend pas à ce que les facteurs mentionnés dans le paragraphe qui précède, collectivement, aient une incidence importante sur la Société et ses filiales et, en ce qui concerne les déclarations prospectives des filiales de la Société publiées dans la présente revue de la performance financière, les risques présentés par ces filiales dans leur rapport de gestion annuel et leur notice annuelle respectifs les plus récemment déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au www.sedar.com. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose actuellement la direction, elles pourraient se révéler inexactes.

À moins que les lois canadiennes applicables ne l'exigent expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs, ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes liés aux activités de la Société, et les facteurs et hypothèses importants sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés, sont fournis dans ses documents d'information, y compris son plus récent rapport de gestion et sa plus récente notice annuelle, déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au www.sedar.com.

Nous rappelons au lecteur qu'une liste des abréviations utilisées se trouve au début de ce rapport annuel. De plus, l'abréviation suivante figure dans la revue de la performance financière et les états financiers et notes annexes : les états financiers consolidés audités de Power Corporation et les notes annexes pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 (les états financiers consolidés de 2020 ou les états financiers).

Aperçu

POWER CORPORATION DU CANADA

Constituée en 1925, Power Corporation (TSX : POW; POW.PR.E) est une société internationale de gestion et de portefeuille axée sur les services financiers en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Ses principales participations consistent en des sociétés de premier plan dans les secteurs de l'assurance, de la retraite, de la gestion de patrimoine et de l'investissement, incluant un portefeuille de plateformes de placements dans des actifs alternatifs. Par l'intermédiaire de la Financière Power, elle contrôle Lifeco et IGM et a mis en œuvre une stratégie active en matière de technologies financières au cours des dernières années. De plus, conjointement avec le groupe Frère, de Belgique, elle détient une participation donnant le contrôle dans GBL.

Power Corporation exerce ses activités d'investissement fondées sur des relations solides de longue date afin d'offrir des rendements supérieurs. Les activités d'investissement comprennent des investissements dans des gestionnaires d'actifs alternatifs et des fonds d'investissement, y compris Sagard Holdings et Power Sustainable, ainsi que des participations en Chine qui sont le fruit de plus de 40 années d'engagement.

Power Corporation adhère aux quatre principes d'investissement fondamentaux suivants pour atteindre une création de valeur soutenue à long terme, dans le meilleur intérêt de la Société :

- Perspective à long terme;
- Entreprises de premier plan offrant un profil de croissance intéressant;
- Supervision étroite de la gouvernance;
- Approche prudente à l'égard de la gestion du risque.

La stratégie de création de valeur de Power Corporation vise à réaliser des rendements supérieurs et des flux de trésorerie stables. Les participations principales de Power Corporation, qu'elle détient par l'entremise de la Financière Power, sont ses participations lui donnant le contrôle dans Lifeco et IGM et sa participation dans GBL, qui ont historiquement fourni des flux de trésorerie stables au moyen de leurs dividendes réguliers. D'importants placements ont aussi été effectués dans des plateformes de placements dans des actifs alternatifs :

- Depuis sa création en 2005, Sagard Holdings a évolué pour devenir un gestionnaire d'actifs alternatifs à stratégies multiples. Sagard Holdings cherche à générer des rendements attrayants en appariant des occasions d'investissement avec des solutions souples en matière de capital et en jumelant des entrepreneurs avec des équipes dotées d'une connaissance approfondie du secteur. Sagard Holdings investit dans quatre catégories d'actifs : les instruments de crédit privés, les redevances du secteur des soins de santé, le capital de risque et les actions de sociétés fermées (y compris des actions de sociétés fermées européennes), en plus d'offrir des services de gestion de patrimoine.
- Power Sustainable est un gestionnaire d'actifs alternatifs d'envergure mondiale axé sur le développement durable et ayant une approche d'investissement à long terme. L'objectif de Power Sustainable est de créer de la valeur à long terme en investissant activement dans des équipes de direction entrepreneuriales, des sociétés et des projets dotés de modèles d'affaires durables. Power Sustainable gère actuellement deux plateformes principales :
 - Power Pacific investit dans les marchés des titres de sociétés ouvertes en Chine en choisissant des sociétés dotées de modèles d'affaires durables et qui se sont très bien adaptées à la transition, survenue sur plusieurs décennies, de l'économie chinoise vers une économie axée sur l'innovation. Power Pacific investit en suivant un processus de placement de grande conviction fondé sur des analyses fondamentales.

- Énergie Power investit activement dans le développement, la construction et l'exploitation d'infrastructures d'énergie renouvelable en Amérique du Nord. Énergie Power applique les principes de la Société en matière de collaboration et établit des relations de confiance dans des secteurs tirant parti de la transformation de l'énergie à l'échelle mondiale.

Les plateformes de placements dans des actifs alternatifs exercent aussi une influence notable et détiennent des participations donnant le contrôle dans plusieurs entreprises autonomes, qui seront gérées de manière à réaliser de la valeur au fil du temps.

Les relations que la Société entretient depuis plusieurs générations sont à la base de la création d'occasions de placement en Chine. China AMC, un des plus importants gestionnaires d'actifs en Chine, diversifie les participations de la Société en lui procurant des occasions stratégiques de collaboration avec d'autres gestionnaires d'actifs au sein des sociétés du groupe de Power.

FAITS SAILLANTS DE 2020

Réorganisation

Le 13 décembre 2019, la Société et la Financière Power ont annoncé la signature d'une convention définitive en vue d'effectuer une opération de réorganisation (la réorganisation) aux termes de laquelle chacune des actions ordinaires de la Financière Power détenues par les porteurs d'actions ordinaires de la Financière Power autres que la Société et ses filiales en propriété exclusive (les actionnaires minoritaires de CFP) serait échangée contre 1,05 action comportant des droits de vote limités de la Société et 0,01 \$ en espèces.

Le 13 février 2020, la Société a complété la réorganisation avec succès. La Société a acquis 238 693 580 actions ordinaires de la Financière Power et a émis 250 628 173 de ses actions comportant des droits de vote limités à l'intention des actionnaires minoritaires de CFP. La Société détient désormais la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de la Financière Power, lesquelles ont été radiées de la cote de la Bourse de Toronto. La Financière Power demeure un émetteur assujéti dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada, puisque ses actions privilégiées de premier rang et ses débentures à 6,9 % échéant le 11 mars 2033 demeurent en circulation.

La réorganisation a été profitable à la Société, et devrait continuer de l'être, en servant de fondement et de catalyseur à un ensemble plus vaste d'initiatives stratégiques visant à créer de la valeur à long terme :

- Structure d'entreprise simplifiée – La réorganisation a permis d'éliminer la structure comportant deux sociétés de portefeuille et de consolider la propriété des sociétés de services financiers en exploitation du groupe, qui sont des chefs de file dans le secteur, tout en réduisant simultanément la complexité organisationnelle.
- Accent sur les services financiers – La stratégie de la Société met désormais l'accent sur les services financiers, notamment les entreprises de la Financière Power et les activités des plateformes de placements dans des actifs alternatifs de la Société.
- Sociétés en exploitation de la Financière Power – Engagement à créer de la valeur au sein de Lifeco, d'IGM et de GBL, les entreprises de premier plan de la Financière Power en matière d'assurance, de retraite, de gestion de patrimoine et de placement.

- **Plateformes de placements dans des actifs alternatifs de la Société** – La Société a développé des plateformes de placement qui gèrent des portefeuilles pour le compte de la Société et d'investisseurs tiers dans plusieurs catégories d'actifs alternatifs où la Société présente un avantage concurrentiel. La Société continuera de prioriser le développement de ces plateformes de placement. De plus, la Société exerce une influence notable et détient le contrôle majoritaire de plusieurs entreprises autonomes, qui seront gérées de manière à réaliser de la valeur au fil du temps.
- **Réduction des charges d'exploitation** – La Société prévoit des réductions significatives des coûts à court terme d'environ 50 M\$ par année dans un délai de deux ans à partir de la date de la réorganisation en éliminant les frais liés à deux sociétés ouvertes et en rationalisant d'autres frais généraux et administratifs. Jusqu'à maintenant, la Société a mis en place des mesures lui permettant de réaliser 61 % des réductions visées.
- **Réduction des charges financières** – La Société et la Financière Power entendent racheter un total de 350 M\$ de leurs actions privilégiées de premier rang au moyen de la trésorerie disponible, dans un délai de deux ans à partir de la date de la réorganisation, ce qui se traduirait par une réduction des charges financières annuelles d'environ 15 M\$ par année.
- **Augmentation du dividende trimestriel de la Société** – La Société a augmenté son dividende trimestriel de 10,5 % pour le porter à 44,75 ¢ par action, à compter du deuxième trimestre de 2020.

Le 12 février 2020, dans le cadre de la réorganisation et conformément au droit préférentiel de souscription en faveur des porteurs d'actions privilégiées participantes prévu dans ses statuts, la Société a émis 6 006 094 actions privilégiées participantes. Le droit préférentiel de souscription donnait droit aux porteurs d'actions privilégiées participantes de faire l'acquisition, auprès de la Société, au prorata du nombre d'actions privilégiées participantes qu'ils détenaient respectivement, d'un nombre total d'actions privilégiées participantes équivalant à 12,0 % du nombre d'actions comportant des droits de vote limités émises dans le cadre de la réorganisation. Pansolo Holding Inc. (Pansolo), une société contrôlée par la Fiducie familiale résiduaire Desmarais, a acheté six millions d'actions privilégiées participantes en vertu du droit préférentiel le 12 février 2020, se traduisant par la propriété directe et indirecte, par Pansolo, d'actions comportant droit de vote de la Société auxquelles sont rattachés 50,6 % du total des droits de vote rattachés à l'ensemble des actions de la Société en circulation.

Faits saillants stratégiques des sociétés en exploitation cotées en bourse

Un certain nombre de transactions stratégiques ont été complétées tout au long de 2020, dont les suivantes :

- **Irish Progressive Services International Limited (IPSI)** : Le 4 août 2020, Irish Life, une filiale de Lifeco, a complété la vente d'IPSI, une filiale en propriété exclusive dont l'activité principale est la prestation de services administratifs impartis à l'intention des compagnies d'assurance-vie, à un membre du groupe de sociétés FNZ. Lifeco a comptabilisé un profit net de 94 M\$ après impôt à la suite de cette transaction.
 - **Personal Capital Corporation (Personal Capital)** : Le 17 août 2020, Empower Retirement, une filiale de Lifeco, a complété l'acquisition de Personal Capital, un gestionnaire de patrimoine hybride qui allie une expérience numérique de pointe à des conseils personnalisés fournis par des conseillers. Aux termes de l'entente, Empower Retirement a acquis la totalité des fonds propres de Personal Capital, y compris la participation de 24,8 % détenue par IGM (environ 21,7 % compte tenu de l'effet dilutif), pour une contrepartie nette de 813 M\$ US à la clôture et une contrepartie différée de 20 M\$ US, un montant représentant la meilleure estimation de la direction de Lifeco et pouvant augmenter pour atteindre jusqu'à 175 M\$ US, sous réserve de l'atteinte de certains objectifs de croissance ciblée. Lifeco a financé la contrepartie initiale au moyen des fonds en caisse et d'un financement par emprunt de 500 M\$ US. Les résultats de Personal Capital sont inclus dans l'unité d'exploitation Services financiers de l'exploitation américaine de Lifeco depuis la date d'acquisition.
- Lifeco prévoit engager des charges de 57 M\$ US avant impôt, dont une tranche de 3 M\$ US a été engagée jusqu'à maintenant (2 M\$ US après impôt), relativement à l'intégration de Personal Capital, qui devrait être finalisée au premier trimestre de 2022. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, Lifeco a engagé des coûts de transaction de 22 M\$ US avant impôt (20 M\$ US après impôt) liés à l'acquisition de Personal Capital.
- Au cours du troisième trimestre de 2020, IGM a comptabilisé la vente de sa participation dans Personal Capital, pour un produit de 233 M\$ (176 M\$ US) et une contrepartie additionnelle d'au plus 25 M\$ US, sous réserve de l'atteinte par Personal Capital de certains objectifs de croissance ciblée. La participation dans Personal Capital a été classée comme une participation dans une entreprise associée par la Société et comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. À la suite de cette transaction, la Société a obtenu le contrôle de Personal Capital par l'intermédiaire de Lifeco, ce qui a entraîné la comptabilisation d'un profit d'un montant de 37 M\$, en raison de l'évaluation à la juste valeur de la participation dans Personal Capital à la date d'acquisition du contrôle.
- **Northleaf Capital Group Ltd. (Northleaf)** : Le 29 octobre 2020, Mackenzie, une filiale d'IGM, et Lifeco ont établi une relation stratégique avec Northleaf visant à accroître et à améliorer les capacités en matière de produits relatifs aux marchés privés dans l'ensemble des réseaux de distribution. Mackenzie et Lifeco ont acquis conjointement une participation ne donnant pas le contrôle dans Northleaf au moyen d'un véhicule d'acquisition détenu à 80 % par Mackenzie et à 20 % par Lifeco, leur donnant ainsi une présence importante dans le vaste secteur des placements sur les marchés privés, qui connaît une croissance rapide. Le véhicule d'acquisition appartenant à Mackenzie et à Lifeco a acquis une participation avec droit de vote ne donnant pas le contrôle de 49,9 % et un intérêt économique de 70 % dans Northleaf pour une contrepartie en trésorerie de 241 M\$ et une contrepartie additionnelle d'au plus 245 M\$ au terme d'une période de cinq ans si l'entreprise enregistre une croissance exceptionnelle en ce qui a trait à certaines mesures de performance au cours de cette période. Dans environ cinq ans et au cours des périodes suivantes, Mackenzie et Lifeco auront l'obligation et le droit d'acheter l'intérêt économique et les droits de vote restants dans Northleaf. Dans le cadre de la transaction, Lifeco et IGM se sont engagées conjointement à effectuer des investissements minimaux dans les gammes de produits de Northleaf jusqu'en 2022.

Northleaf est un gestionnaire de fonds d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privés et d'infrastructures à l'échelle mondiale dont le siège social est situé à Toronto et qui compte plus de 150 employés répartis dans sept bureaux au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Australie. L'actif géré de Northleaf, y compris le capital investi et les engagements non investis, s'établissait à 14,6 G\$ au 31 décembre 2020.

IGM a déterminé que le véhicule d'acquisition exerce une influence notable sur Northleaf et a comptabilisé son placement dans Northleaf en tant qu'entreprise associée selon la méthode de la mise en équivalence.

- **GLC Asset Management Group Ltd. (GLC) et Gamme de fonds Quadrus :** Le 31 décembre 2020, Mackenzie a acquis la totalité des actions ordinaires de GLC, une filiale en propriété exclusive de Lifeco, pour une contrepartie en trésorerie de 185 M\$. L'activité principale de GLC consiste principalement à offrir des services de gestion de placements auprès de la Canada Vie. GLC, dont l'actif géré s'élève à 37 G\$, fournit depuis 50 ans des services-conseils en matière de placements à une variété de fonds communs de placement et de fonds distincts individuels et collectifs offerts par la Canada Vie ou par l'entremise de celle-ci.

Au quatrième trimestre, Lifeco a comptabilisé un profit net à la cession de 143 M\$, déduction faite des coûts de restructuration de 16 M\$ après impôt. Puisque la Société consolide actuellement GLC, la transaction n'a pas eu d'incidence sur les états consolidés des résultats ni sur les bilans consolidés.

Dans le cadre d'une transaction distincte, la Canada Vie a fait l'acquisition des contrats de gestion de fonds liés à la marque privée Gamme de fonds Quadrus auprès de Mackenzie pour une contrepartie en trésorerie totalisant 30 M\$. Mackenzie était auparavant le gestionnaire et le fiduciaire de la Gamme de fonds Quadrus. À la suite de la vente, Mackenzie continue d'offrir des services de placement et d'administration à la Gamme de fonds Quadrus. Au quatrième trimestre de 2020, IGM a comptabilisé un profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus de 21 M\$ après impôt, déduction faite des coûts d'acquisition (25 M\$ avant impôt). Puisque la Société a éliminé ce profit à la consolidation, la transaction n'a pas eu d'incidence sur les états consolidés des résultats ni sur les bilans consolidés.

Les avantages que Mackenzie retire de l'entente comprennent une augmentation nette de 30,1 G\$ de l'actif géré, ce qui fait de Mackenzie l'un des plus importants gestionnaires d'actifs au Canada. La transaction élargit aussi le réseau de distribution de Mackenzie en lui permettant d'accéder au canal d'affaires des services de retraite collectifs, qui connaît une croissance rapide, en plus d'établir Mackenzie comme l'un des trois principaux fournisseurs de solutions de placement destinées aux régimes à cotisations définies et à d'autres régimes collectifs de retraite au Canada.

Cette transaction permet à Lifeco d'accroître sa portée et de se doter de capacités de placement bonifiées. Lifeco a aussi procédé à la création de sa propre société de gestion de fonds communs de placement, Gestion de placements Canada Vie limitée (GPCVL) qui, le 31 décembre 2020, a pris en charge la gestion des Fonds communs de placement de la Canada Vie offerts par Services d'investissement Quadrus Itée, une filiale de la Canada Vie, ainsi que d'autres fonds de placement de la bannière Canada Vie offerts au Canada. GPCVL a conclu une entente d'administration à long terme avec Mackenzie et la Canada Vie, et GPCVL et la Canada Vie ont conclu une entente de distribution à long terme avec Mackenzie afin de pouvoir profiter des services de gestion de placements de Mackenzie à des tarifs préférentiels.

- **Activités liées aux services de retraite de Massachusetts Mutual Life Insurance Company (MassMutual) :** Le 31 décembre 2020, Empower Retirement a acquis les activités liées aux services de retraite de MassMutual, par l'intermédiaire d'une convention de réassurance à caractère indemnitaire, consolidant ainsi la position qu'occupe Empower Retirement en tant que deuxième plus important fournisseur de services de retraite aux États-Unis. Parallèlement à l'acquisition des activités liées aux services de retraite de MassMutual, Empower Retirement offre des services de tenue de dossiers pour le régime à cotisations définies de MassMutual. Lifeco a payé à MassMutual une commission de réassurance de 2,3 G\$ US, déduction faite des ajustements au fonds de roulement, et a financé la transaction au moyen de la trésorerie existante, de la dette à court terme et de titres d'emprunt à long terme de 1,5 G\$ US émis le 17 septembre 2020.

Cette transaction accroît le potentiel synergique de l'acquisition de Personal Capital par Empower Retirement au sein d'un plus large éventail d'activités regroupées. De plus, Empower Retirement et MassMutual ont l'intention de conclure un partenariat stratégique qui permettra aux clients d'Empower Retirement et de Personal Capital d'avoir accès aux produits d'assurance numériques offerts par Haven Life Insurance Agency, LLC ainsi qu'aux produits d'assurance facultative et de revenu viager de MassMutual.

Lifeco prévoit réaliser des synergies de coûts en procédant à la migration des activités liées aux services de retraite de MassMutual vers la plateforme de tenue de dossiers d'Empower Retirement. Les synergies de coûts annualisées devraient s'établir à 160 M\$ US avant impôt à la fin de l'intégration, en 2022. Lifeco s'attend à ce que les synergies relatives aux produits réalisées en 2022 se chiffrent à 30 M\$ US avant impôt et à ce qu'elles continuent de s'accroître par la suite. Lifeco prévoit engager des charges liées à l'intégration et à la restructuration de 125 M\$ US avant impôt, dont une tranche de 29 M\$ US avant impôt (23 M\$ US après impôt) a été comptabilisée au cours du quatrième trimestre de 2020. Lifeco a engagé des coûts de transaction de 46 M\$ US avant impôt (36 M\$ US après impôt) au quatrième trimestre de 2020 (51 M\$ US avant impôt et 40 M\$ US après impôt pour l'exercice clos le 31 décembre 2020) relativement à la transaction avec MassMutual. Lifeco s'attend à ce que l'intégration soit achevée dans les 18 mois suivant la conclusion de l'entente.

- **Simplification de la structure de société de portefeuille actuelle du Groupe Bruxelles Lambert (GBL) :** Le 11 mars 2020, Parjointco et Pargesa ont annoncé une entente visant une opération de simplification de la structure du groupe. Parjointco a lancé une offre d'échange publique visant la totalité des actions de Pargesa dont Parjointco n'était pas déjà propriétaire et aux termes de laquelle les actionnaires de Pargesa ont reçu 0,93 action de GBL pour chaque action au porteur de Pargesa qu'ils détenaient. À la suite de l'opération, Pargesa a été radiée de la cote de la Bourse de la Suisse.

Une fois l'opération finalisée, Parjointco a maintenu environ le même intérêt économique dans GBL, soit 28 %. Lors de l'assemblée extraordinaire des actionnaires de GBL du 28 avril 2020, les actionnaires de GBL ont approuvé la mise en œuvre de droits de vote doubles, qui était une des conditions de l'opération. Par conséquent, Parjointco a conservé le contrôle de fait de GBL. Le 12 juin 2020, après la fin de la période d'acceptation initiale, Parjointco avait reçu des acceptations des actionnaires qui, combinées à la participation existante de Parjointco, représentaient 94 % du total des droits de vote de Pargesa. Une période d'acceptation additionnelle s'est terminée le 26 juin 2020, à la suite de laquelle la participation de Parjointco dans Pargesa a augmenté, lors du règlement de l'offre en juillet 2020, pour s'établir à 97,4 % (98,5 % des droits de vote).

Une fois l'offre d'échange publique de Parjointco réussie, le 30 juillet 2020, le conseil d'administration de Pargesa a approuvé la fusion de Pargesa et de Parjointco Switzerland SA, une filiale en propriété exclusive de Parjointco. Dans le cadre de la fusion, les actionnaires restants de Pargesa ont reçu une compensation d'une valeur à peu près équivalente au ratio d'échange offert par Parjointco durant l'offre d'échange, selon les modalités décrites dans l'accord de fusion. La fusion a été approuvée par les actionnaires de Pargesa lors d'une assemblée extraordinaire tenue le 4 septembre 2020 et a été finalisée le 20 novembre 2020. La réorganisation de Pargesa simplifie davantage la structure d'entreprise du groupe de sociétés Power et s'inscrit dans la stratégie de création de valeur continue.

Faits saillants stratégiques des plateformes de placements dans des actifs alternatifs et des autres placements

Sagard Holdings

- **Ronde de financement de Wealthsimple :** Le 14 octobre 2020, Wealthsimple a annoncé la clôture d'un investissement de 114 M\$ selon une évaluation préfinancement de 1,4 G\$. L'investissement a été dirigé par TCV, l'un des plus importants investisseurs en capital de croissance axés sur la technologie, de concert avec Greylock Partners, Meritech Capital, Allianz X et Two Sigma Ventures. À la suite de cet investissement, ces investisseurs ont acquis une participation entièrement diluée de 7,5 %.

Au troisième trimestre, l'augmentation de la juste valeur de Wealthsimple a donné lieu à une charge attribuable à la réévaluation à la juste valeur du passif au titre du droit de vente de certaines participations ne donnant pas le contrôle dans Wealthsimple et aux intéressements aux plus-values à payer. La quote-part revenant à la Société de cette charge s'est élevée à 69 M\$, dont une tranche de 36 M\$ a été reflétée dans l'apport de Lifeco et d'IGM au bénéfice net ajusté en fonction de leur participation respective. La Société détient indirectement une participation lui donnant le contrôle dans Wealthsimple et consolide ses résultats. Une fois la transaction complétée, la Société a comptabilisé un profit sur dilution de 77 M\$, qui a été inclus dans les fonds propres au quatrième trimestre.

- **Ronde de financement de Koho :** Au 31 décembre 2020, Portag3 I, Portag3 II, la Financière Power, Lifeco et IGM détenaient, par l'intermédiaire d'une société en commandite contrôlée par la Financière Power (le Groupe), une participation de 48,7 % dans Koho (54,4 % au 31 décembre 2019). Koho est une plateforme numérique canadienne offrant aux clients une expérience qui diffère de celle proposée par les banques traditionnelles. Au 31 décembre 2020, le coût de l'investissement du Groupe dans Koho se chiffrait à 47 M\$ (32 M\$ au 31 décembre 2019).

Le 1^{er} décembre 2020, Koho a complété une ronde de financement, menée par Drive Capital, et a ainsi obtenu 50 M\$ de nouveaux capitaux. Portag3 II a participé à cette ronde et a investi un montant additionnel de 12 M\$. La participation indirecte détenue par la Société a diminué, passant de 54,4 % à 48,7 % le 1^{er} décembre 2020. Parallèlement, la convention des actionnaires a été modifiée, et la Société a déterminé qu'elle n'avait plus le contrôle de Koho. Depuis la clôture de la ronde de financement, la Société exerce une influence notable sur Koho et comptabilisera cette participation en tant que participation dans une entreprise associée. Par conséquent, au quatrième trimestre, la Société a décomptabilisé les actifs et les passifs de Koho dans ses états financiers et a comptabilisé un profit de 90 M\$ qui est inclus dans les produits de placement nets de l'état des résultats. La quote-part revenant à la Société de ce profit s'élève à 71 M\$, avant déduction des intéressements aux plus-values connexes, dont une tranche de 40 M\$ a été reflétée dans l'apport de Lifeco et d'IGM au bénéfice net ajusté en fonction de leur participation respective.

Power Sustainable

- **Power Sustainable annonce la création du Partenariat Power Sustainable en infrastructure énergétique :** Après la clôture de l'exercice, en janvier 2021, Power Sustainable a annoncé le lancement d'une plateforme d'investissement dont le capital engagé initial s'élève à 1 G\$, qui est destinée au secteur de l'énergie renouvelable, incluant des engagements de 400 M\$ de Power Sustainable et de 150 M\$ de Lifeco. Grâce à Potentia Renewables et à Nautilus Solar Energy, des filiales en propriété exclusive de Power Sustainable et propriétaires-exploitantes intégrées de premier plan en matière d'actifs d'énergie renouvelable de grande qualité, le Partenariat investira dans le développement, la construction, le financement et l'exploitation d'actifs d'énergie renouvelable à l'échelle de l'Amérique du Nord.

- **Lion annonce une convention de fusion avec Northern Genesis Acquisition Corp. :** Le 30 novembre 2020, Lion, un fabricant novateur de véhicules sans émission dans lequel Power Sustainable détenait une participation indirecte de 44,1 %, a annoncé son intention de fusionner avec Northern Genesis Acquisition Corp. (Northern Genesis). Northern Genesis est une société d'acquisition à vocation spécifique cotée en bourse qui est axée sur la durabilité et souscrit aux principes environnementaux, sociaux et de gouvernance. Après la clôture de la transaction proposée, une filiale en propriété exclusive de Lion fusionnera avec Northern Genesis et, par conséquent, Lion devrait être inscrite à la cote de la Bourse de Toronto et de la Bourse de New York. La transaction proposée comporte également un placement privé engagé de 200 M\$ US visant des actions ordinaires de Lion, auquel Power Sustainable prévoit investir un montant additionnel de 17 M\$ US (environ 22 M\$ CA).

Power Sustainable détient également des droits d'achat pour l'acquisition d'actions supplémentaires auprès de certains actionnaires actuels de Lion. Au 31 décembre 2020, la juste valeur des droits d'achat était estimée à 102 M\$ (nil au 31 décembre 2019), et la variation de la juste valeur a été comptabilisée dans les produits de placement nets de l'état consolidé des résultats.

Après la clôture de la transaction proposée, Power Sustainable devrait détenir une participation d'environ 34,6 % dans Lion, en fonction du prix de souscription, dans l'hypothèse où elle exerce certains de ses droits d'achat et que les actionnaires publics de Northern Genesis ne procèdent à aucun rachat. L'incidence de la variation de la participation devrait donner lieu à un profit qui sera comptabilisé en résultat à la clôture de la transaction.

COVID-19

L'éclosion de la nouvelle souche de coronavirus, plus précisément identifiée comme la « COVID-19 », a forcé les gouvernements à l'échelle mondiale à mettre en œuvre des mesures d'urgence pour freiner la propagation du virus. Ces mesures, qui comprennent des interdictions de voyage, des périodes d'isolement volontaire et la distanciation sociale, ont perturbé de façon significative les entreprises à l'échelle mondiale, ce qui s'est traduit par un ralentissement économique. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi en mettant en place des interventions monétaires et fiscales importantes afin de stabiliser les conditions économiques. Les marchés boursiers ont particulièrement été volatils, subissant des reculs importants et rapides au cours du premier trimestre de 2020. Les marchés ont cependant montré des signes de reprise durant le reste de l'exercice 2020.

Se reporter à la section Gestion des risques de la présente revue de performance financière pour consulter un résumé de la façon dont la Société gère les risques liés à la COVID-19 et à la section Sommaire des estimations et jugements comptables critiques de la présente revue de performance financière et à la note 2 des états financiers consolidés de 2020 pour obtenir des informations supplémentaires au sujet de l'incidence sur les estimations, les hypothèses et les jugements importants de la Société. Pour une analyse détaillée des conséquences possibles de la COVID-19, de la gestion des risques, de l'incertitude relative à la mesure et des risques éventuels auxquels sont exposées Lifeco et IGM, se reporter à leur rapport de gestion annuel.

SOCIÉTÉS EN EXPLOITATION COTÉES EN BOURSE

Par l'entremise de la Financière Power, la Société détient des participations donnant le contrôle dans Lifeco et IGM. Elle détient également des participations importantes, par l'entremise de sa participation dans GBL, dans des sociétés d'envergure mondiale établies en Europe.

Lifeco

Great-West Lifeco Inc. (TSX: GWO), avec une capitalisation boursière de 28,2 G\$ au 31 décembre 2020, est une société de portefeuille internationale spécialisée dans les services financiers qui détient des participations dans l'assurance-vie, l'assurance-maladie, les services de retraite et de placement, la gestion d'actifs et la réassurance. Lifeco exerce des activités au Canada, aux États-Unis et en Europe sous les marques Canada Vie, Empower Retirement, Putnam Investments et Irish Life. Aux fins de la présentation de l'information, Lifeco a cinq secteurs à présenter, soit l'exploitation canadienne, l'exploitation américaine, l'exploitation européenne, le secteur Solutions de gestion du capital et des risques et l'exploitation générale, lesquels reflètent les emplacements géographiques ainsi que la structure de gestion et la structure interne des sociétés. Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2020, à la suite de changements opérationnels stratégiques, Lifeco a scindé l'ancien secteur de l'exploitation européenne en deux secteurs à présenter distincts : exploitation européenne et Solutions de gestion du capital et des risques.

Au Canada, par l'entremise des unités d'exploitation Client individuel et Client collectif, Lifeco offre un vaste éventail de solutions financières et de régimes d'avantages sociaux aux particuliers, aux familles, aux entreprises et aux organismes, y compris des produits d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves, de même que des produits de constitution de patrimoine, d'épargne et axés sur le revenu et d'autres produits spécialisés. En 2019, les trois compagnies d'assurance-vie canadiennes de Lifeco, La Great-West, compagnie d'assurance-vie, la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie et La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie, ont adopté une seule marque au Canada : la Canada Vie. La Canada Vie est devenue la marque utilisée par l'organisation pour créer, offrir et promouvoir les produits et services à travers tous ses secteurs d'activité au Canada. Le 1^{er} janvier 2020, la Great-West, la London Life et la Canada Vie, ainsi que leurs sociétés de portefeuille, la Corporation Financière Canada Vie et le Groupe d'assurances London Inc., ont fusionné en une seule compagnie d'assurance-vie : La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie. Cette fusion donne lieu à des efficacités opérationnelles et vient simplifier la structure du capital de Lifeco, lui permettant ainsi d'utiliser son capital de manière plus efficiente. Lifeco estime que l'incidence financière de la fusion ne devrait toutefois pas être significative.

L'exploitation américaine gère deux principales unités d'exploitation, soit Services financiers et Gestion d'actifs. Empower Retirement, l'unité Services financiers, est un fournisseur de premier plan de régimes d'épargne-retraite offerts par l'employeur dans le secteur public, dans les organismes sans but lucratif et dans le milieu corporatif qui fournit des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur, des services de gestion et de tenue de dossiers, des comptes de retraite individuels, des services de gestion de fonds et des services de placements et de consultation. Acquis en 2020, Personal Capital Corporation est un gestionnaire de patrimoine hybride qui allie une expérience numérique de pointe à des conseils personnalisés. Ses produits et services sont commercialisés à l'échelle du pays par l'entremise de son équipe de vente, de courtiers, de consultants, de conseillers, d'administrateurs tiers et d'institutions financières. L'unité Services financiers comprend également un bloc de polices d'assurance-vie conservé, principalement constitué de polices avec participation, dont l'administration est assurée par Protective Life Insurance Company (Protective Life), ainsi qu'un bloc fermé de polices d'assurance-vie rétrocedé. L'unité Gestion d'actifs, Putnam, offre des services de gestion de placements, des services administratifs et des services de distribution par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement, y compris les fonds Putnam, sa gamme de fonds communs de placement exclusifs à l'intention des épargnants et des investisseurs institutionnels. PanAgora, une société liée de Putnam, offre une vaste gamme de solutions de placement utilisant des techniques quantitatives sophistiquées.

L'unité Activités d'assurance et de rentes réassurées de l'exploitation américaine correspond à presque toutes les activités d'assurance-vie et de rentes individuelles qui ont été vendues à Protective Life par l'intermédiaire d'une convention de réassurance à caractère indemnitaire, qui est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2019. Il s'agit notamment de produits d'assurance-vie, de produits de rentes et de régimes d'avantages à l'intention des cadres qui ne sont maintenant plus offerts par l'exploitation américaine.

L'exploitation européenne comprend trois unités d'exploitation distinctes : Royaume-Uni, Irlande et Allemagne. L'unité d'exploitation du Royaume-Uni offre des produits de rentes immédiates individuelles et collectives, de prêts hypothécaires rechargeables, de placement (y compris des obligations sous forme d'assurance-vie, des produits de retrait des comptes de retraite et des produits de retraite), d'assurance individuelle et d'assurance collective. L'unité d'exploitation de l'Irlande offre des produits d'épargne et de placement, d'assurance-vie individuelle et collective, d'assurance-maladie et de retraite. L'unité d'exploitation de l'Allemagne offre des produits de retraite, des produits assortis de garanties de retrait minimum à vie et des produits d'assurance individuelle. Les unités britannique et allemande exercent leurs activités par l'entremise de la marque Canada Vie, et l'unité irlandaise exerce ses activités par l'entremise de la marque Irish Life.

Le secteur Solutions de gestion du capital et des risques inclut les résultats d'exploitation de l'unité Réassurance, qui exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade, aux Bermudes et en Irlande.

Au 31 décembre 2020, la Financière Power et IGM détenaient des participations respectives de 66,8 % et de 4,0 % dans les actions ordinaires de Lifeco, correspondant à environ 65 % des droits de vote afférents à toutes les actions avec droit de vote de Lifeco en circulation. En vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, la participation en droits de vote dans les compagnies d'assurance-vie est limitée à 65 %.

Pour obtenir des renseignements additionnels, se reporter au rapport de gestion annuel de Lifeco.

Financière IGM

La Société financière IGM Inc., TSX: IGM; avec une capitalisation boursière de 8,2 G\$ au 31 décembre 2020, est une société de gestion de patrimoine et d'actifs de premier plan qui soutient des conseillers financiers et les clients qu'ils servent au Canada, ainsi que des investisseurs institutionnels en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Les principales filiales en exploitation d'IGM sont le gestionnaire de patrimoine IG Gestion de patrimoine et le gestionnaire d'actifs Placements Mackenzie. Au troisième trimestre de 2020, IGM a restructuré ses secteurs à présenter afin de mieux refléter ses secteurs d'activité et d'améliorer la transparence en ce qui a trait aux indicateurs clés de ses activités. IGM compte maintenant trois secteurs à présenter, soit Gestion de patrimoine, Gestion d'actifs et Investissements stratégiques et autres.

Le secteur Gestion de patrimoine reflète les activités des sociétés en exploitation qui sont principalement axées sur la prestation de services de planification financière et de services connexes à des ménages canadiens. Ce secteur comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine et d'Investment Planning Counsel (IPC). Ces sociétés sont des organisations de distribution au détail qui offrent des services aux ménages canadiens par l'entremise de leurs courtiers en valeurs mobilières, de leurs courtiers de fonds communs de placement et d'autres filiales autorisées à distribuer des produits et des services financiers. Le secteur Gestion de patrimoine suit une démarche exhaustive en matière de planification par l'intermédiaire des conseillers d'IG Gestion de patrimoine et d'IPC, qui offrent une vaste gamme de produits et de services financiers, y compris une grande sélection de fonds communs de placement, de portefeuilles gérés, de comptes de conseillers et de programmes uniques de gestion de portefeuille, de même que des produits d'assurance, des prêts hypothécaires et des solutions bancaires. IG Gestion de patrimoine se distingue de ses concurrents en offrant à ses clients des services complets de planification tout en favorisant une relation à long terme avec ceux-ci. Investment Planning Counsel est un distributeur indépendant de produits, de services et de conseils financiers au Canada.

Le secteur Gestion d'actifs reflète les activités des sociétés en exploitation qui sont principalement axées sur la prestation de services de gestion de placements, soit les activités de Placements Mackenzie. Les services de gestion de placements sont destinés à une gamme de fonds d'investissement distribués par l'intermédiaire de courtiers et de conseillers financiers externes, ainsi qu'au moyen de mandats de conseiller institutionnel pour des institutions financières, des fonds de retraite et d'autres investisseurs institutionnels. Placements Mackenzie est un fournisseur de solutions de gestion d'actifs diversifiées qui offre une vaste gamme de mandats de placement au moyen d'une structure d'équipes spécialisées utilisant une multitude de canaux de distribution. Mackenzie cherche à devenir le fournisseur et le partenaire privilégié à l'égard des solutions en matière de gestion d'actifs mondiaux au Canada.

Le secteur Investissements stratégiques et autres représente les principaux investissements stratégiques effectués par IGM, y compris ceux dans China AMC (se reporter à la section China AMC), Lifeco, Northleaf, Wealthsimple et les fonds Portag3 Ventures (se reporter à la section Plateformes de placements dans des actifs alternatifs), ainsi que le capital non attribué.

Au 31 décembre 2020, la Financière Power et la Canada Vie, une filiale de Lifeco, détenaient des participations respectives de 62,1 % et de 3,9 % dans les actions ordinaires d'IGM.

Pour obtenir des renseignements additionnels, se reporter au rapport de gestion annuel d'IGM.

GBL

Power Financial Europe SA, une filiale en propriété exclusive de la Financière Power, et le groupe Frère détiennent chacun une participation de 50 % dans Parjointco. Parjointco détient une participation donnant le contrôle dans GBL, une société de portefeuille belge cotée à la Bourse de Bruxelles.

La participation de Parjointco dans Parjointco Switzerland (auparavant Pargesa) a augmenté, passant de 55,5 % (75,4 % des droits de vote) au 31 décembre 2019 à 100 % (100 % des droits de vote) au 31 décembre 2020. La participation de Parjointco Switzerland dans GBL a quant à elle diminué, passant de 50,0 % au 31 décembre 2019 à 28,2 % (43,2 % des droits de vote) au 31 décembre 2020.

GBL, EBR: GBLB; avec une capitalisation boursière de 13,3 G€, est l'une des plus importantes sociétés de portefeuille ouvertes en Europe. En tant que société de portefeuille axée sur la création de valeur à long terme, GBL s'appuie sur un actionariat familial stable et solidaire. Son portefeuille comprend des sociétés industrielles et de services d'envergure mondiale qui sont des chefs de file dans leurs marchés et auprès desquels GBL joue son rôle d'actionnaire professionnel.

Au 31 décembre 2020, le portefeuille de GBL était essentiellement composé de placements dans les sociétés suivantes :

SOCIÉTÉS OUVERTES

- Imerys (EPA: NK) – produits minéraux de spécialités industriels
- SGS (SIX: SGSN) – contrôle, vérification et certification
- adidas (XETR: ADS) – conception et distribution de vêtements de sport
- Pernod Ricard (EPA: RI) – vins et spiritueux
- LafargeHolcim (SIX: HOLN et EPA: LHN) – ciment, granulats et béton
- Umicore (EBR: UMI) – technologie des matériaux et recyclage des métaux précieux
- GEA (XETR: G1A) – fournisseur d'équipement et de services de gestion de projets pour un vaste éventail d'industries de transformation, principalement dans les secteurs des aliments et des boissons
- Ontex (EBR: ONTEX) – produits d'hygiène jetables
- MOWI (OSE: MOWI) – producteur de saumon atlantique

SOCIÉTÉS FERMÉES

- Webhelp – expérience client et services d'impartition de processus d'affaires
- Parques – exploitation de parcs de loisirs régionaux

De plus, par l'entremise de sa filiale Sienna Capital, GBL développe un portefeuille composé d'actions de sociétés fermées, de titres d'emprunt et de fonds thématiques.

Au cours du deuxième trimestre de 2019, GBL a vendu la quasi-totalité de sa participation de 0,6 % dans Total au moyen de contrats de vente à terme arrivant à échéance en janvier 2020. GBL a réalisé un profit de 411 M€ au premier trimestre de 2020.

Le 15 décembre 2020, GBL a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition d'une participation majoritaire dans Canyon Bicycles GmbH (Canyon). Canyon est un fabricant allemand de premier plan de vélos conventionnels et électriques haut de gamme distribués mondialement, qui connaît une croissance rapide, en plus d'être un chef de file de la vente directe aux consommateurs. Après la clôture de l'exercice, le 9 mars 2021, GBL a complété l'acquisition et a investi 0,4 G€. GBL contrôle le véhicule d'acquisition puisqu'elle détenait, à la clôture de la transaction, 60 % de son capital.

Au cours du premier trimestre de 2021, jusqu'au 10 mars 2021, GBL a conclu des contrats de vente à terme arrivant à échéance le 26 mars 2021 relativement à une tranche de sa participation dans LafargeHolcim, représentant 0,98 % du capital (six millions d'actions), pour un montant net de 285 M€. Ces ventes généreront un profit en capital de 62 M€. La participation de GBL diminuera pour passer de 7,57 % du capital de LafargeHolcim à la fin de 2020 à 6,6 % à la suite de ces cessions.

La valeur de l'actif net de GBL au 31 décembre 2020 s'établissait à 20 498 M€, comparativement à 20 349 M€ au 31 décembre 2019.

Pour obtenir des renseignements additionnels, se reporter aux documents d'information publiés par GBL.

PLATEFORMES DE PLACEMENTS DANS DES ACTIFS ALTERNATIFS

Depuis le lancement du premier fonds Sagard en 2002, Power Corporation a continué de développer des plateformes de placements dans des actifs alternatifs (plateformes de placement) qui gèrent des portefeuilles pour le compte de la Société et de tiers investisseurs dans plusieurs catégories d'actifs alternatifs dans trois régions principales : en Europe, en Amérique du Nord et en Chine. Les plateformes de placement Sagard Holdings et Power Sustainable sont gérées localement par des professionnels en placement expérimentés qui possèdent une connaissance approfondie des marchés publics et privés locaux et qui tirent parti de leur collaboration avec le groupe de sociétés de Power. Les plateformes de placement de Power Corporation

visent à fournir des rendements attrayants à leurs investisseurs i) en attirant des équipes de professionnels en placements chevronnés pour mettre en œuvre des stratégies de placement dans le cadre desquelles l'écosystème des plateformes de placement leur donne un avantage concurrentiel, ii) en tirant parti du réseau mondial créé au fil des décennies par le groupe Power pour favoriser le succès commercial de leurs stratégies de placement et de leurs placements sous-jacents et iii) en fournissant des solutions souples en matière de capital pour répondre à un éventail de besoins d'affaires et financiers.

Les plateformes de placement comprennent des activités de gestion d'actifs et des activités d'investissement. Le bénéfice provenant des activités de gestion d'actifs comprend les produits tirés des honoraires de gestion et les intéressements aux plus-values, déduction faite des charges liées aux plateformes de placement. Le bénéfice des activités d'investissement comprend les produits tirés du capital investi par la Société (capital exclusif) dans les fonds d'investissement gérés par chaque plateforme et la quote-part du bénéfice (de la perte) des filiales contrôlées et consolidées détenues au sein des plateformes de placement.

L'actif géré des plateformes de placement comprend :

- la valeur de l'actif net des fonds d'investissement gérés, y compris les engagements non capitalisés;
- l'actif géré au nom des clients par des gestionnaires d'actifs contrôlés au sein des plateformes de placement;
- la juste valeur des participations dans des entreprises autonomes;
- la trésorerie et les autres actifs détenus par le gestionnaire.

Sagard Holdings

Sagard Holdings, une filiale en propriété exclusive de la Société, a été fondée en 2005 en complément des activités d'investissement mondiales de la Société. Actuellement, Sagard Holdings est un gestionnaire d'actifs alternatifs à stratégies multiples avec des professionnels situés principalement au Canada, aux États-Unis et en Europe. Sagard Holdings cherche à générer des rendements attrayants en appariant des occasions d'investissement avec des solutions souples en matière de capital et en jumelant des entrepreneurs avec des équipes dotées d'une connaissance approfondie du secteur. Sagard Holdings développe des partenariats à long terme et favorise la croissance de ses investissements par l'entremise d'un réseau mondial unique de sociétés de portefeuille, de commanditaires, de conseillers et d'autres relations importantes.

Les activités de Sagard Holdings comprennent des activités de gestion d'actifs et des activités d'investissement.

Activités de gestion d'actifs

L'actif géré de Sagard Holdings se chiffre à 6,1 G\$ US et comprend des engagements non capitalisés, dont une tranche de 181 M\$ US qui se rapporte à des participations dans des entreprises autonomes (se reporter à la section Entreprises autonomes ci-après), dans quatre catégories d'actifs, soit les instruments de crédit privés, les redevances du secteur des soins de santé, le capital de risque et les actions de sociétés fermées. Sagard Holdings gère aussi 0,7 G\$ US d'actifs par l'intermédiaire de ses activités de gestion de patrimoine.

Le tableau suivant présente un sommaire des fonds gérés par Sagard Holdings et les participations de la Société dans chacun de ces fonds :

31 décembre 2020 [en millions, sauf indication contraire]			Participation détenue		Engagement				Rémunération du gestionnaire	
	Année de l'engagement initial	Engagement en capital total	Power Corporation	Tiers et entreprises associées ^[1]	Capitalisé – total	Non capitalisé	Distributions à ce jour ^[2]	Valeur de l'actif net du fonds ^[3]	Honoraires de base ^[4]	Intéressement aux plus-values de base
		\$	%	%	\$	%	\$	\$	%	%
Instruments de crédit privés (en \$ US)										
Sagard Credit Partners	2017	557	18,0	82,0	300	46,1	96	377	1,50	15,0
Sagard Credit Partners II ^[5]	2020	650	7,7	92,3	–	100,0	–	–	1,50	20,0
Redevances du secteur des soins de santé (en \$ US)										
Sagard Healthcare Royalty Partners	2019	563	13,3	86,7	61	89,2	–	51	1,75	20,0
Capital de risque (en \$ CA)										
Portag3 Ventures I LP ^{[6][7]}	2016	396	37,8	62,2	396	–	17	1 042	2,00	10,0
Portag3 Ventures II LP ^[6]	2018	427	12,4	87,6	189	55,8	–	323	2,00	20,0
Actions de sociétés fermées (en €)										
Sagard Europe II	2006	748	22,0	78,0	721	3,7	991	129	1,75	20,0
Sagard Europe 3	2013	808	37,3	62,7	646	20,0	250	899	2,00	20,0
Sagard Europe 4 ^[5]	2020	395	38,2	61,8	112	71,8	–	106	1,75	20,0
Sagard NewGen ^[5]	2020	111	54,4	45,6	12	88,9	–	10	2,00	20,0

[1] Les tiers et entreprises associées comprennent les engagements des gestionnaires ainsi que les engagements de Lifeco (50 M\$ US dans Sagard Credit Partners II et 33 M\$ dans Portag3 II), d'IGM (33 M\$ dans Portag3 II), de Pargesa (37 M€ dans Sagard Europe II) et de GBL (113 M€ dans Sagard Europe II, 218 M€ dans Sagard Europe 3, 149 M€ dans Sagard Europe 4 et 50 M€ dans Sagard NewGen). Lifeco et IGM ont respectivement investi 23 M\$ et 223 M\$ dans Portag3 I.

[2] Exclut les distributions qui ont été rappelées par le fonds pour être réinvesties, de même que les distributions faites par le fonds en raison d'un rééquilibrage lié à une augmentation de la taille du fonds.

[3] Les participations contrôlées et consolidées détenues par l'entremise des fonds d'investissement sont présentées à la juste valeur.

[4] Les honoraires de gestion sont fondés sur le capital engagé ou investi.

[5] Sagard Credit Partners II, Sagard Europe 4 et Sagard NewGen poursuivront leurs activités de mobilisation de capitaux en 2021.

[6] Comprend les participations respectives de 37,8 % et de 7,7 % dans Portag3 I et Portag3 II détenues par l'entremise de la Financière Power.

[7] Comprend les placements dans Wealthsimple et Koho détenus par Portag3 I, la Financière Power et IGM par l'entremise de sociétés en commandite contrôlées par la Financière Power.

INSTRUMENTS DE CRÉDIT PRIVÉS

- Sagard Credit Partners gère 1 283 M\$ US d'actifs, y compris des engagements non capitalisés.
- Sagard Credit Partners LP, un fonds lancé en 2017, fournit du financement par crédit directement aux entreprises de taille moyenne des secteurs public et privé des États-Unis et du Canada. Sagard Holdings a engagé un montant de 100 M\$ US, dont une tranche de 54 M\$ US avait été investie au 31 décembre 2020. Sagard Credit Partners LP détenait des placements de 463 M\$ (363 M\$ US) au 31 décembre 2020.

En mars 2021, une société ouverte à laquelle le fonds avait accordé un prêt a déposé une demande de protection à l'égard des créanciers en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* et du chapitre 15 du *Bankruptcy Code* des États-Unis. Les demandes découlent de phénomènes météorologiques sans précédent au Texas et des charges connexes du Electric Reliability Council du Texas. L'exposition du fonds à cette contrepartie se chiffrait à 93 M\$ US au 31 décembre 2020. Sagard Credit Partners continue de surveiller cette société de près.

- En octobre 2020, Sagard Holdings a lancé Sagard Credit Partners II, LP, son deuxième fonds de financement par crédit, qui investira dans les instruments de crédit privés, principalement au moyen de prêts garantis à des entreprises non parrainées du marché intermédiaire au Canada et aux États-Unis, segment que le gestionnaire de placements du fonds estime mal desservi. Au cours du quatrième trimestre, Sagard Holdings a annoncé avoir complété la première clôture de capitaux de Sagard Credit Partners II, avec des engagements totalisant 650 M\$ US, dont un montant de 50 M\$ US engagé par Sagard Holdings. Sagard Credit Partners poursuivra ses activités de mobilisation de capitaux en 2021.

REDEVANCES DU SECTEUR DES SOINS DE SANTÉ

- Sagard Healthcare Royalty Partners (SHRP) gère 553 M\$ US d'actifs, y compris des engagements non capitalisés. Sagard Holdings a engagé un montant de 75 M\$ US, dont une tranche d'un montant net de 8 M\$ US avait été investie au 31 décembre 2020. Sagard Healthcare Royalty Partners LP (SHRP LP), un fonds lancé en 2019, investit dans le secteur des sciences de la vie en ciblant des placements protégés par de solides droits de propriété intellectuelle. SHRP LP investit dans diverses structures comprenant des redevances traditionnelles du secteur des soins de santé, de la titrisation des redevances et du crédit lié à des redevances.

SHRP LP détenait des placements de 72 M\$ (56 M\$ US) au 31 décembre 2020.

Après la clôture de l'exercice, le 18 février 2021, Sagard Holdings a annoncé la clôture finale de SHRP, grâce à des engagements totalisant 725 M\$ US.

CAPITAL DE RISQUE (INVESTISSEMENTS DANS LES TECHNOLOGIES FINANCIÈRES)

- Portag3 Ventures, la branche de capital de risque de Sagard Holdings, gère 1 239 M\$ US (1 578 M\$ CA) d'actifs, y compris des engagements non capitalisés et un investissement dans WealtheSimple, une filiale consolidée. La Société, par l'entremise des placements détenus par la Financière Power, en partenariat avec IGM et Lifeco, sont les investisseurs principaux dans les fonds Portag3 I et Portag3 II. En tant qu'investisseur de calibre mondial du secteur des technologies financières, Portag3 Ventures concentre ses efforts sur la recherche d'entrepreneurs visionnaires qui bâtiront les entreprises de services financiers de demain. Cette orientation mondiale lui permet de profiter de connaissances communes d'une région à l'autre. Par l'entremise de ses fonds, Portag3 I et Portag3 II, Portag3 Ventures a investi dans plus de 50 sociétés et fonds d'investissement du secteur des technologies financières.

- Au 31 décembre 2020, Portag3 I détenait des placements de 101 M\$ (64 M\$ au 31 décembre 2019), en excluant l'investissement dans WealtheSimple, une filiale consolidée présentée ci-après (WealtheSimple et Koho ont été exclues au 31 décembre 2019). Au cours du deuxième trimestre de 2020, Portag3 I a distribué 12 M\$ à ses investisseurs.
- Le montant total des engagements en capital de Portag3 II s'élève à 427 M\$, à l'égard desquels Sagard Holdings a engagé un montant de 20 M\$, et la Financière Power, Lifeco et IGM ont chacune engagé un montant de 33 M\$, pour un total de 119 M\$. Au 31 décembre 2020, la juste valeur et le coût du portefeuille de placements de Portag3 II se chiffraient respectivement à 369 M\$ (143 M\$ au 31 décembre 2019, en excluant l'investissement dans la filiale consolidée Koho) et à 210 M\$ (110 M\$ au 31 décembre 2019).

ACTIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES

- Sagard Holdings, par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive Sagard SAS, une société française de gestion dont le siège social est situé à Paris, gère 2,1 G\$ US (1,7 G€) d'actifs, y compris des engagements non capitalisés. Sagard SAS gère des fonds d'investissement dont l'objectif est d'investir dans des sociétés fermées de taille moyenne et de petite capitalisation établies en Europe. Sagard SAS détient actuellement quatre fonds d'actions de sociétés fermées, y compris Sagard Europe II, Sagard Europe 3, Sagard Europe 4 et Sagard NewGen.

En 2020, Sagard SAS a lancé un nouveau fonds, Sagard Europe 4. Au quatrième trimestre de 2020, Sagard SAS a complété une clôture additionnelle, augmentant les engagements en capital de Sagard Europe 4 de 93 M€, pour un capital engagé total de 395 M€. La Société a engagé un montant de 150 M€ dans Sagard Europe 4. Dans certaines circonstances, ce montant pourrait être augmenté pour atteindre 200 M€.

Au deuxième trimestre de 2020, la Société a engagé un montant de 60 M€ dans Sagard NewGen, un nouveau fonds lancé par Sagard SAS. Sagard NewGen, un fonds européen de sociétés de petite capitalisation axé sur les secteurs des soins de santé et des technologies, investira dans des participations majoritaires et minoritaires dans le cadre d'ententes dont la valeur se situera généralement entre 10 M€ et 50 M€. Sagard NewGen aura pour objectif d'investir dans des entreprises visant à devenir des chefs de file dans leur marché et qui partagent son engagement envers l'innovation et le développement durable.

Sagard SAS continuera de mobiliser des capitaux pour Sagard Europe 4 et Sagard NewGen en 2021.

- En janvier 2021, Sagard Holdings a annoncé le lancement de sa plateforme de placements privés au Canada, dont la stratégie est axée sur le marché canadien des PME. Sagard s'attend à ce que les activités de mobilisation de capitaux externes commencent au second semestre de 2021.

GESTION DE PATRIMOINE

- Le 6 octobre 2020, Sagard Holdings a annoncé l'acquisition d'une participation de 50,8 % donnant le contrôle dans Grayhawk Investment Strategies Inc. (Grayhawk). Grayhawk, un gestionnaire de portefeuille, gestionnaire de placements et courtier sur le marché non réglementé inscrit, gère des actifs de 0,9 G\$ pour des familles canadiennes fortunées.

Activités d'investissement

La Société détient les investissements suivants dans des fonds, y compris les investissements détenus par l'entremise de la Financière Power, qui sont gérés par Sagard Holdings :

Catégorie d'actif	Instruments de crédit privés	Redevances du secteur des soins de santé	Capital de risque		Actions de sociétés fermées			
31 décembre 2020 [en millions de dollars canadiens]	Sagard Credit Partners LP	Sagard Healthcare Royalty Partners LP	Portag3 I LP ^[1]	Portag3 II LP	Sagard Europe II	Sagard Europe 3	Sagard Europe 4	Sagard NewGen
Investissements à ce jour ^[2]	124	50	150	33	221	518	130	10
Quote-part des distributions à ce jour ^[2]	53	41	11	10	289	310	66	-
Juste valeur de l'investissement au 31 décembre 2020	88	9	389	45	34	493	68	9

[1] Inclut les placements dans Wealthsimple, une filiale contrôlée et consolidée, à la juste valeur.

[2] Inclut les distributions qui ont été rappelées par le fonds et les distributions découlant du rééquilibrage.

Investissements dans les technologies financières

Les investissements dans les technologies financières comprennent des placements, principalement détenus par l'entremise de la Financière Power, dans les fonds Portag3 I et Portag3 II et Wealthsimple.

WEALTHSIMPLE

Au 31 décembre 2020, Portag3 I, la Financière Power et IGM détenaient, par l'intermédiaire d'une société en commandite contrôlée par la Financière Power, une participation non diluée de 74,9 % (84,9 % au 31 décembre 2019) dans Wealthsimple, représentant des droits de vote de 75,9 % et une participation entièrement diluée de 61,7 %. Wealthsimple est l'une des principales sociétés du secteur des technologies financières au Canada. Elle offre l'une des plateformes de placement en ligne les plus complètes et figure parmi celles ayant affiché la croissance la plus rapide au pays.

Wealthsimple continue d'étendre sa présence sur le marché et d'élargir sa gamme de produits de placement et d'épargne, qui comprend Wealthsimple Comptant, Placements Wealthsimple, Épargne Wealthsimple, Wealthsimple Trade, Wealthsimple Crypto et Wealthsimple pour les entreprises. Au 31 décembre 2020, Wealthsimple comptait plus de 500 000 clients sur les marchés du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni, en excluant les clients en fiscalité, avec un actif administré de plus de 9,7 G\$, comparativement à 5,0 G\$ (en excluant l'actif administré de Wealthsimple pour les conseillers) au 31 décembre 2019, ce qui représente une croissance de 94 % d'un exercice à l'autre.

Le 14 septembre 2020, Wealthsimple a complété la vente de Wealthsimple pour les conseillers à Purpose Advisor Solutions.

Le 4 mars 2021, Wealthsimple a annoncé qu'elle avait vendu son portefeuille d'affaires américain et qu'elle prévoyait transférer tous les comptes de ses clients établis aux États-Unis au milieu de 2021. Cette cession cadre avec la stratégie de Wealthsimple de se concentrer sur le marché canadien.

Au 31 décembre 2020, le coût de l'investissement du Groupe dans Wealthsimple se chiffrait à 315 M\$ (soit le même montant qu'au 31 décembre 2019).

Power Sustainable

Power Sustainable est un gestionnaire d'actifs alternatifs d'envergure mondiale à plateformes multiples ayant une approche d'investissement à long terme axée sur des stratégies durables. Ses bureaux sont situés à Montréal, à Toronto, à Shanghai, à Beijing et au New Jersey. Power Sustainable comprend deux plateformes de placement. La plateforme Pacific, qui investit dans les marchés boursiers en Chine et recherche des modèles d'entreprises de grande qualité et durables dont le processus de placement s'appuie sur des analyses fondamentales et sur la recherche, et la plateforme Infrastructure énergétique, qui investit dans le développement, la construction et l'exploitation d'infrastructures d'énergie renouvelable en Amérique du Nord.

Power Pacific

Power Pacific (auparavant Sagard China) investit sur le marché des actions de catégorie A en Chine continentale grâce à un permis d'investisseur institutionnel étranger admissible et par l'intermédiaire du programme Hong Kong Stock Connect. Power Pacific adhère à des principes de placement à long terme fondés sur des analyses fondamentales et tire ainsi parti de la croissance continue observée dans plusieurs secteurs intéressants en Chine.

Depuis sa création en 2005, la Société a investi 336 M\$ dans Power Pacific et a reçu des distributions de 177 M\$, y compris des distributions de 57 M\$ en 2020. Au 31 décembre 2020, la juste valeur du placement de la Société dans Power Pacific, y compris la trésorerie et autres, s'élevait à 1 142 M\$ (incluant des profits latents de 402 M\$), comparativement à 739 M\$ au 31 décembre 2019.

31 décembre	2020	2019
Placement en actions de catégorie A	1 025	731
Trésorerie et autres	117	8
Total du portefeuille, à la juste valeur	1 142	739

Énergie Power

Énergie Power gère activement des placements dans le secteur de l'énergie renouvelable afin de développer et de détenir, à long terme, des sociétés susceptibles de générer des flux de trésorerie croissants et stables. Énergie Power investit dans des sociétés tirant parti de la transformation de l'énergie à l'échelle mondiale et détient actuellement des placements dans des sociétés qui développent, détiennent et exploitent des installations de production d'énergies solaire et éolienne situées en Amérique du Nord.

- **Potentia Renewables:** Énergie Power détient une participation de 100 % dans Potentia, une société de production d'énergie renouvelable qui est un concepteur, propriétaire et exploitant d'actifs de production d'énergies solaire et éolienne entièrement intégré et qui exerce ses activités en Amérique du Nord et dans les Caraïbes.
- **Nautilus:** Énergie Power détient une participation de 100 % dans Nautilus, une société dont le siège social est situé au New Jersey, aux États-Unis, et qui se spécialise dans l'acquisition, le développement, le financement et la gestion de projets de distribution d'énergie solaire sur les marchés communautaires, municipaux ou de services publics, ainsi que sur les marchés commerciaux et industriels.

Le total des actifs du portefeuille d'infrastructure d'énergie renouvelable s'élevait à 1 909 M\$ au 31 décembre 2020. Le portefeuille comprend des actifs de production d'énergies solaire et éolienne d'une capacité combinée de 1 302 MW, incluant des actifs de 330 MW en cours de construction et des actifs dans des projets de 575 MW dont le développement est avancé.

En 2020, Énergie Power a investi un montant de 128 M\$ dans le portefeuille d'infrastructure d'énergie renouvelable. Au 31 décembre 2020, Énergie Power avait investi un total de 609 M\$ dans son portefeuille. La juste valeur du portefeuille d'infrastructure d'énergie renouvelable s'élevait à 730 M\$ au 31 décembre 2020.

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

En janvier 2021, Power Sustainable a lancé le Partenariat Power Sustainable en infrastructure énergétique, un partenariat destiné au secteur de l'énergie renouvelable dont le capital engagé initial s'élève à 1 G\$, incluant des engagements de 400 M\$ de Power Sustainable et de 150 M\$ de Lifeco. À la clôture, certains actifs en exploitation existants et projets en cours d'aménagement de Potentia Renewables et de Nautilus ont été transférés au partenariat en échange d'une contrepartie en trésorerie et en parts du fonds. Dans l'avenir, Power Sustainable pourrait transférer d'autres projets actuellement en cours de construction à la date de leur exploitation commerciale.

Entreprises autonomes

La Société détient également des placements en titres de participation dans les entreprises autonomes suivantes, qui sont gérées de manière à réaliser de la valeur au fil du temps :

Sagard Holdings

- **Peak:** Sagard Holdings détient une participation de 42,6 % et 50 % des droits de vote dans Peak. Peak conçoit et commercialise des articles et des vêtements de sport pour le hockey sur glace, le baseball, la balle molle et la crosse sous des marques emblématiques incluant Bauer et Easton. La participation de la Société est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Le 20 octobre 2020, Easton Diamond Sports, LLC (Easton), une filiale en propriété exclusive de Peak, et Rawlings Sporting Goods, Inc. (Rawlings) ont annoncé avoir conclu une entente définitive visant l'acquisition d'Easton par Rawlings. En vertu de l'entente, les actionnaires actuels de Peak conserveront une participation à titre de propriétaires minoritaires de l'organisation combinée. La transaction a été complétée au cours du quatrième trimestre. Peak a comptabilisé un profit à la cession, et la quote-part revenant à la Société de ce profit s'est élevée à 15 M\$ US. Peak a déterminé qu'elle exerce une influence notable sur l'organisation combinée, et elle comptabilisera sa participation en tant qu'entreprise associée selon la méthode de la mise en équivalence. Cette transaction ne devrait pas avoir une incidence significative sur le bénéfice courant de la Société.

- **GP Strategies:** Sagard Holdings détient une participation de 21,2 % dans GP Strategies Corporation, une société mondiale axée sur l'amélioration du rendement, qui offre de la formation technique et dans le secteur des ventes, des solutions de formation en ligne, des services-conseils en gestion et des services d'ingénierie. La Société comptabilise sa participation selon la méthode de la mise en équivalence.
- **IntegraMed:** Sagard Holdings détenait une participation de 91,6 % dans IntegraMed, une société fermée du domaine des soins de santé qui exploite un réseau de cliniques de fertilité en Amérique du Nord. Le 20 mai 2020, IntegraMed a entamé des procédures de restructuration et, par conséquent, la Société ne contrôle plus IntegraMed. Avec prise d'effet le 20 mai 2020, la Société a décomptabilisé les actifs et les passifs d'IntegraMed, ce qui a entraîné une reprise à la déconsolidation de 27 M\$ (19 M\$ US), qui a été incluse dans les ajustements au deuxième trimestre de 2020.

Power Sustainable

- **Lumenpulse:** Power Sustainable, par l'entremise d'Énergie Power, détient une participation donnant le contrôle de 60,5 % dans Lumenpulse, une entreprise reconnue internationalement au niveau de la conception, du développement et de la fabrication d'une large gamme de solutions DEL de catégorie de spécifications durables et de haute performance pour des environnements commerciaux, institutionnels et urbains.
- **Lion:** Au 31 décembre 2020, Power Sustainable, par l'entremise d'Énergie Power, détenait une participation de 44,1 % dans Lion, un fabricant novateur de véhicules sans émission, qui conçoit et produit des autobus scolaires et des midi/minibus pour les besoins particuliers ou le transport urbain ainsi que des camions urbains 100 % électriques. Lion jouit d'une position de chef de file parmi les fabricants d'équipement d'origine dans le domaine de l'électrification des transports en Amérique du Nord. Se reporter à la section Faits saillants de 2020.

CHINA AMC

Fondée en 1998 comme l'une des premières sociétés de gestion de fonds en Chine, China AMC s'est taillé et maintient une position de chef de file dans le secteur chinois de la gestion d'actifs. L'actif géré total de China AMC, excluant l'actif géré des filiales, s'élevait à 1 461 milliards RMB¥ (285 G\$ CA) au 31 décembre 2020.

La Société et IGM détiennent chacune une participation de 13,9 % dans China AMC, ce qui représente une participation combinée de 27,8 %. Ensemble, elles exercent une influence notable et comptabilisent leur participation respective en tant qu'entreprise associée selon la méthode de la mise en équivalence.

La participation dans China AMC met à profit l'expérience du groupe à l'échelle mondiale en matière de gestion de patrimoine et de distribution. Le groupe de sociétés de Power bénéficie d'une relation stratégique avec China AMC, qui lui offre des occasions de collaboration afin de développer des produits et de tisser des relations de sous-conseiller.

Mode de présentation

MESURES FINANCIÈRES ET PRÉSENTATION CONFORMES AUX NORMES IFRS

Les états financiers consolidés de 2020 de la Société ont été préparés conformément aux normes IFRS et sont présentés en dollars canadiens.

Les états financiers consolidés présentent l'actif, le passif, les produits, les charges et les flux de trésorerie de la société mère et de ses filiales comme s'ils faisaient partie d'une seule entité économique. Les états financiers consolidés présentent les résultats financiers de Power Corporation (la société mère) et de ses filiales après l'élimination des soldes et des transactions intersociétés.

Les états financiers de la Société incluent les résultats consolidés de la Financière Power, qui comprennent les résultats de Lifeco, d'IGM, de Wealthsimple et des fonds Portag3, des entités sous le contrôle de la Financière Power.

La participation de la Financière Power dans GBL est détenue par l'entremise de Parjointco. Parjointco est une société de portefeuille contrôlée conjointement par la Financière Power et le groupe Frère et est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Selon la méthode de la mise en équivalence, le placement est initialement comptabilisé au coût et ajusté par la suite en fonction de toute modification survenant à l'égard de la quote-part du bénéfice net (de la perte nette), des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et des variations des fonds propres. La participation est diminuée du montant des dividendes reçus.

Les plateformes de placement gèrent et exploitent des fonds d'investissement dans des actifs alternatifs auxquels peuvent participer des tiers investisseurs, la Société et ses entreprises associées. La Société contrôle un fonds lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec le fonds et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle a de diriger les activités pertinentes du fonds.

Le tableau suivant présente un résumé de la comptabilisation des placements de la Société :

Contrôle	Méthode comptable	Bénéfice et autres éléments de bénéfice global	Test de dépréciation	Reprise d'une perte de valeur
Participation donnant le contrôle dans l'entité	Consolidation	Consolidées avec des participations ne donnant pas le contrôle	Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumis à un test de dépréciation au moins tous les ans	Une perte de valeur du goodwill ne peut être reprise Une perte de valeur des immobilisations incorporelles est reprise s'il existe une preuve du recouvrement de la valeur
Influence notable ou contrôle conjoint	Méthode de la mise en équivalence	Quote-part revenant à la Société du bénéfice et des autres éléments de bénéfice global	La totalité du placement est soumise à un test de dépréciation	Reprise de valeur s'il existe une preuve du recouvrement de la valeur du placement
Placements	Disponibles à la vente	Le bénéfice correspond aux dividendes reçus et aux profits ou pertes sur cessions Les placements sont évalués à la valeur de marché par le biais des autres éléments de bénéfice global Des charges pour perte de valeur sont imputées au bénéfice, le cas échéant	Le test de dépréciation est effectué au niveau de chaque placement Un recul important ou prolongé de la valeur du placement se traduit par une charge pour perte de valeur Une diminution du prix de l'action à la suite d'une charge pour perte de valeur donne lieu à une dépréciation additionnelle	Un recouvrement ultérieur de la valeur ne donnera pas lieu à une reprise

Au 31 décembre 2020, les placements de la Société se présentaient comme suit :

Placements	Intérêt économique en pourcentage	Type de placement	Méthode comptable
Sociétés en exploitation cotées en bourse ^[1]			
Lifeco ^[2]	66,8	Participation donnant le contrôle	Consolidation
IGM ^[3]	62,1	Participation donnant le contrôle	Consolidation
GBL ^[4]	14,1	Contrôle conjoint	Méthode de la mise en équivalence
China AMC ^[5]	13,9	Influence notable	Méthode de la mise en équivalence
Plateformes de placements dans des actifs alternatifs			
Sagard Holdings	100,0	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Wealthsimple ^{[1][6]}	18,7	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Portag3 I ^{[1][7]}	63,0	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Portag3 II ^{[1][8]}	12,4	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Sagard Credit Partners LP	18,0	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Sagard Healthcare Royalty	13,3	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Sagard Europe II	22,0	Placement	Disponible à la vente
Sagard Europe 3	37,3	Placement	Disponible à la vente
Sagard Europe 4	38,2	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Sagard NewGen	54,4	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Power Sustainable	100,0	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Power Pacific	100,0	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Placements	< 5,0	Placements	Disponibles à la vente
Énergie Power	100,0	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Potentia	100,0	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Nautilus	100,0	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Entreprises autonomes			
Peak	42,6	Contrôle conjoint	Méthode de la mise en équivalence
Lumenpulse	60,5	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Lion	44,1	Influence notable	Méthode de la mise en équivalence
GP Strategies	21,2	Influence notable	Méthode de la mise en équivalence

[1] Placements détenus par la Société par l'entremise de la Financière Power.

[2] IGM détient également une participation de 4,0 % dans Lifeco.

[3] La Canada Vie détient également une participation de 3,9 % dans IGM.

[4] Détenue par l'entremise de Parjointco, une entreprise contrôlée conjointement (50 %). Parjointco détient une participation donnant le contrôle dans GBL.

[5] IGM, par l'entremise de Mackenzie, détient également une participation de 13,9 % dans China AMC.

[6] Portag3 I et IGM détiennent également des participations respectives de 14,8 % et de 41,4 % dans Wealthsimple (se reporter également à la section Wealthsimple).

[7] Lifeco et IGM détiennent également chacune une participation de 18,5 % dans Portag3 I.

[8] La Financière Power détient une participation de 7,7 %, et Sagard Holdings détient une participation de 4,7 %. Lifeco et IGM détiennent également chacune une participation de 7,7 % dans Portag3 II.

Au 31 décembre 2020, les principaux placements de Parjointco se présentaient comme suit :

Placements	Intérêt économique en pourcentage	Type de placement	Méthode comptable
GBL	28,2	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Sociétés ouvertes			
Imerys	54,6	Participation donnant le contrôle	Consolidation
SGS	18,9	Placement	Disponible à la vente
adidas	6,8	Placement	Disponible à la vente
Pernod Ricard	7,6	Placement	Disponible à la vente
LafargeHolcim	7,6	Placement	Disponible à la vente
Umicore	18,0	Placement	Disponible à la vente
GEA	8,5	Placement	Disponible à la vente
Ontex	20,0	Placement	Disponible à la vente
Mowi	5,8	Placement	Disponible à la vente
Autres placements	< 5,0	Placements	Disponibles à la vente
Sociétés fermées			
Sienna Capital ^[1]	100,0	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Webhelp	61,5	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Parques	23,0	Influence notable	Méthode de la mise en équivalence

[1] Sienna Capital détient un portefeuille de placements dans des fonds d'investissement alternatifs.

Le tableau suivant présente un résumé du classement des placements détenus par les fonds contrôlés et consolidés, qui sont gérés par les plateformes de placement.

Fonds d'investissement	Classement des placements détenus par le fonds	Évaluation
Sagard Credit Partners	Prêts et créances	Coût amorti
Sagard Healthcare Royalty Partners	À la juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur
Portag3 Ventures I LP ^[1]	Disponible à la vente	Juste valeur
Portag3 Ventures II LP	À la juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur
Sagard Europe 4	À la juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur
Sagard NewGen	À la juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur

[1] Exclut le placement dans Wealthsimple, qui est contrôlé et consolidé par la Société.

Ce mode de présentation doit être lu parallèlement aux notes annexes aux états financiers consolidés de 2020 de la Société qui suivent :

- Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables (note 2);
- Placements (note 5);
- Participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées (note 7);
- Goodwill et immobilisations incorporelles (note 10);
- Participations ne donnant pas le contrôle (note 20).

MESURES FINANCIÈRES ET PRÉSENTATION NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

La présente revue de la performance financière présente et analyse des mesures financières qui ne sont pas conformes aux normes IFRS. La direction se sert de ces mesures financières pour présenter et analyser la performance financière de Power Corporation et elle croit qu'elles procurent au lecteur un supplément d'information utile pour l'analyse des résultats de la Société. Les mesures financières non conformes aux normes IFRS utilisées dans la présente revue de la performance financière sont définies ci-dessous :

Mesure financière non conforme aux normes IFRS	Définition	Objectif
Mode de présentation non consolidée	Les participations de Power Corporation, détenues par l'entremise de la Financière Power, lui donnant le contrôle dans Lifeco, IGM, Portag3 I, Portag3 II et Wealthsimple ainsi que dans les autres filiales consolidées par Power Corporation sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.	Utilisé par la Société pour présenter et analyser ses résultats, sa situation financière et ses flux de trésorerie. Présente les résultats de la société de portefeuille (la société mère) séparément des résultats de ses sociétés en exploitation consolidées. Puisque la Société est une société de portefeuille, la direction examine et évalue la performance selon l'apport de chaque société en exploitation au bénéfice net et au bénéfice net ajusté. Cette présentation aide le lecteur à évaluer l'incidence de l'apport au bénéfice de chaque filiale.
Bénéfice net ajusté	Bénéfice net, excluant les ajustements	Aide à comparer les résultats de la période considérée à ceux des périodes précédentes puisqu'il reflète l'avis de la direction en ce qui concerne la performance opérationnelle de la Société et de ses filiales et exclut les éléments qui ne sont pas considérés comme des composantes des résultats des activités sous-jacentes.
Ajustements	Incidence après impôt des éléments qui, selon le jugement de la direction, rendraient la comparaison des résultats liés à l'exploitation d'une période à l'autre moins significative, y compris les éléments identifiés par la direction de ses sociétés en exploitation cotées en bourse. Comprennent la quote-part revenant à la Société de l'incidence sur Lifeco de la révision des hypothèses actuarielles et des mesures prises par la direction, de l'incidence directe des cours des actions et des taux d'intérêt du marché sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance, déduction faite de la couverture, et certains éléments qui, de l'avis de la direction, ne sont pas représentatifs des résultats des activités sous-jacentes, qui comprennent celles identifiées comme tel par une filiale ou une entreprise contrôlée conjointement.	Mettent en évidence les éléments qui ne sont pas considérés comme des composantes de la performance opérationnelle par la direction, y compris des éléments identifiés par la direction de ses sociétés en exploitation cotées en bourse. L'exclusion de ces éléments aide la direction et le lecteur à évaluer les résultats de la période considérée, car ces éléments ne sont pas représentatifs des résultats des activités sous-jacentes.
Bénéfice net ajusté par action	Bénéfice par action calculé selon le bénéfice net ajusté. Bénéfice net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation.	Aide à comparer le bénéfice net ajusté au moyen d'une mesure par action.
Valeur de l'actif net	La valeur de l'actif net correspond à la juste valeur des actifs non consolidés de Power Corporation, moins sa dette nette et ses actions privilégiées. Les placements détenus dans des entités ouvertes (y compris Lifeco, IGM et GBL) sont évalués à leur valeur de marché, et les placements dans des entités fermées et des fonds de placement sont évalués selon la meilleure estimation de leur juste valeur par la direction.	Présente la juste valeur de l'actif net de la société de portefeuille et sert à évaluer la valeur. Les investisseurs et les analystes peuvent utiliser cette mesure pour déterminer ou comparer la juste valeur des placements que détient la société ou sa juste valeur globale.
Valeur de l'actif net par action	Valeur de l'actif net calculée par action. Valeur de l'actif net divisée par le nombre d'actions participantes en circulation.	Aide le lecteur à comparer la valeur de l'actif net au moyen d'une mesure par action.

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Société a adopté une définition modifiée de sa mesure du bénéfice non conforme aux normes IFRS, le bénéfice net ajusté. Ce changement cadre avec l'adoption, par Lifeco, du bénéfice fondamental au premier trimestre de 2020 pour refléter l'avis de la direction en ce qui concerne la performance opérationnelle de Lifeco. Lifeco définit le bénéfice fondamental (la perte fondamentale) comme le bénéfice net excluant l'incidence de la révision des hypothèses actuarielles et des mesures prises par la direction, l'incidence directe des cours des actions et des taux d'intérêt du marché sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance, déduction faite de la couverture, et des éléments qui, de l'avis de la direction, ne sont pas représentatifs des résultats des activités sous-jacentes de la société. La définition des ajustements inclut les autres éléments tels qu'ils étaient auparavant présentés par la Société ainsi que l'incidence sur Lifeco de la révision des hypothèses actuarielles et des mesures prises par la

direction et l'incidence directe des cours des actions et des taux d'intérêt du marché sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance, déduction faite de la couverture. La définition des ajustements utilisée pour le bénéfice net ajusté a été adoptée pour améliorer la comparabilité des résultats entre les périodes de présentation de l'information financière et en prévision de la mise en œuvre, par Lifeco, des modifications comptables liées à IFRS 17, *Contrats d'assurance*, le 1^{er} janvier 2023. Les données des périodes comparatives ont été retraitées pour tenir compte de l'adoption de cette mesure modifiée.

Ces mesures financières non conformes aux normes IFRS n'ont pas de définition normalisée et pourraient ne pas être comparables aux mesures semblables utilisées par d'autres entités. Des rapprochements entre la valeur de l'actif net et le mode de présentation non conforme aux normes IFRS et la présentation conforme aux normes IFRS figurent plus loin dans la présente revue de la performance financière.

RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES CONFORMES AUX NORMES IFRS ET DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

Les tableaux suivants présentent un rapprochement du bénéfice net présenté conformément aux normes IFRS avec les mesures financières non conformes aux normes IFRS: le bénéfice net ajusté, les ajustements et les montants par action connexes. Le bénéfice net ajusté et le bénéfice net ajusté par action sont présentés dans la section États non consolidés des résultats.

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Bénéfice net – mesure financière conforme aux normes IFRS ^[1]	1 994	1 108
Quote-part des ajustements ^[2] , déduction faite de l'impôt		
Lifeco	(76)	230
IGM	34	9
GBL ^[3]	6	37
Placements alternatifs et autres placements	(27)	16
Activités propres	8	(22)
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle de la Financière Power	4	(103)
	(51)	167
Bénéfice net ajusté – mesure financière non conforme aux normes IFRS ^[1]	1 943	1 275

[1] Attribuable aux détenteurs d'actions participantes de Power Corporation.

[2] Se reporter à la section Ajustements pour obtenir plus de détails sur les ajustements de Lifeco, d'IGM, de GBL, des placements alternatifs et autres placements et des activités propres.

[3] Auparavant présenté par Pargesa.

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Bénéfice net par action – mesure financière conforme aux normes IFRS ^[1]	3,08	2,53
Quote-part des ajustements ^[2] , déduction faite de l'impôt		
Lifeco	(0,11)	0,34
IGM	0,05	0,02
GBL ^[3]	0,01	0,05
Placements alternatifs et autres placements	(0,04)	0,04
Activités propres	0,01	(0,06)
	(0,08)	0,39
Bénéfice net ajusté par action – mesure financière non conforme aux normes IFRS ^[1]	3,00	2,92

[1] Attribuable aux détenteurs d'actions participantes de Power Corporation.

[2] Se reporter à la section Ajustements pour obtenir plus de détails sur les ajustements de Lifeco, d'IGM, de GBL, des placements alternatifs et autres placements et des activités propres. La quote-part des ajustements par action est présentée déduction faite des montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle de la Financière Power.

[3] Auparavant présenté par Pargesa.

Résultats de Power Corporation

Cette section présente :

- les États consolidés des résultats conformes aux normes IFRS;
- les États non consolidés des résultats, qui présentent les apports à Power Corporation de ses filiales en exploitation (Lifeco et IGM) et de GBL, qui sont détenues par l'entremise de la Financière Power, ainsi que l'apport des placements alternatifs et autres placements de la Société et de China AMC au bénéfice net et au bénéfice net ajusté de Power Corporation.

Se reporter à la section Mesures financières et présentation non conformes aux normes IFRS pour obtenir une description du mode de présentation sur une base non consolidée ainsi qu'un rapprochement des mesures financières conformes aux normes IFRS et des mesures financières non conformes aux normes IFRS.

CHANGEMENT DE PRÉSENTATION

(SUR UNE BASE NON CONSOLIDÉE)

La Société a annoncé une réorganisation et sa stratégie au début de 2020. La Société a modifié la présentation des activités détenues par l'entremise de la Financière Power. Auparavant, les résultats de la Financière Power, y compris ses activités propres, étaient présentés séparément par la Société. Depuis la réorganisation, les activités propres de la Société et celles de la Financière Power sont gérées conjointement et sont présentées sur une base combinée à la section Résultats de la Société. Les activités d'investissement de la Financière Power sont composées principalement des investissements dans les technologies financières, qui sont toutes gérées par Sagard Holdings et sont présentées sur une base combinée avec les activités d'investissement de Sagard Holdings, représentant la structure de gestion et de supervision. Les chiffres comparatifs des états non consolidés des résultats, des bilans non consolidés et des états non consolidés des flux de trésorerie ont été retraités pour refléter ce changement.

De plus, au deuxième trimestre de 2020, la Société a modifié la présentation des sociétés de gestion d'actifs détenues par les plateformes de placement. Auparavant, les activités de gestion d'actifs étaient consolidées et incluses en tant qu'activités propres dans le bilan non consolidé de la Société. Les activités de chaque société de gestion d'actifs sont maintenant présentées avec leurs résultats. Les chiffres comparatifs des bilans non consolidés et des états non consolidés des flux de trésorerie ont été retraités pour refléter ce changement.

REPORT D'IFRS 9 - INSTRUMENTS FINANCIERS (IFRS 9)

En mai 2017, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance*, qui remplacera IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et qui sera appliquée de façon rétrospective. En juin 2020, l'IASB a publié des modifications à IFRS 17, y compris un changement de la date d'entrée en vigueur de la norme pour la faire passer au 1^{er} janvier 2023. De plus, l'IASB a reporté au 1^{er} janvier 2023 l'échéance de l'exemption visant les assureurs qui doivent appliquer IFRS 9, *Instruments financiers*, afin que les dates d'entrée en vigueur d'IFRS 9 et d'IFRS 17 restent les mêmes.

IGM, une filiale, et GBL, détenue par l'entremise de Parjointco, une entreprise contrôlée conjointement, ne sont pas admissibles à l'exemption et ont adopté IFRS 9 le 1^{er} janvier 2018. Conformément à la modification apportée à IFRS 4 visant le report de l'adoption d'IFRS 9, la Société peut, sans toutefois y être tenue, conserver les méthodes comptables utilisées par une entreprise associée ou une entreprise contrôlée conjointement comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. La Société a décidé de continuer d'appliquer les méthodes comptables conformément à IAS 39, *Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation*, aux résultats de GBL. Au moment de la consolidation, la Société a ajusté les résultats d'IGM et de GBL pour que ceux-ci soient conformes à IAS 39. Se reporter à l'analyse portant précisément sur cette question qui se trouve dans les sections d'IGM et de GBL, sous Apport au bénéfice net et au bénéfice net ajusté.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS CONFORMES AUX NORMES IFRS

Les états consolidés des résultats de Power Corporation pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 sont présentés ci-dessous. Les secteurs opérationnels à présenter de la Société sont Lifeco, IGM et GBL. Ce tableau reflète les apports au bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions participantes de Power Corporation provenant de ses secteurs opérationnels à présenter et des placements alternatifs et autres placements de la Société, y compris ses plateformes de placement, lesquels comprennent des fonds d'investissement et des participations contrôlés et consolidés ainsi que sa participation dans China AMC.

Bénéfice net consolidé

	Lifeco	IGM ^[1]	GBL ^[2]	Plateformes de placement et autres ^[3]	Activités propres ^[4]	Incidence de la consolidation ^[5]	Power Corporation Bénéfice net consolidé	
Exercices clos les 31 décembre							2020	2019
PRODUITS								
Total des primes, montant net ^[6]	43 019	–	–	–	–	(20)	42 999	24 489
Produits de placement nets	11 662	190	–	574	19	(299)	12 146	13 442
Honoraires ^[6]	5 902	3 084	–	101	–	(145)	8 942	10 081
Autres produits	–	–	–	529	–	–	529	829
Total des produits	60 583	3 274	–	1 204	19	(464)	64 616	48 841
CHARGES								
Total des sommes versées ou créditées								
aux titulaires de polices	48 487	–	–	–	–	–	48 487	33 091
Commissions	2 396	1 088	–	–	–	(45)	3 439	3 480
Charges d'exploitation et								
frais administratifs	6 344	1 148	–	1 111	175	(84)	8 694	8 341
Charges financières	284	111	–	86	55	19	555	544
Total des charges	57 511	2 347	–	1 197	230	(110)	61 175	45 456
Bénéfice avant les participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées, et impôt sur le bénéfice	3 072	927	–	7	(211)	(354)	3 441	3 385
Quote-part du bénéfice des participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées	–	38	27	25	43	37	170	212
Bénéfice avant impôt	3 072	965	27	32	(168)	(317)	3 611	3 597
Impôt sur le bénéfice	(82)	201	–	(14)	(52)	24	77	554
Bénéfice net	3 154	764	27	46	(116)	(341)	3 534	3 043
ATTRIBUABLE AUX								
Participations ne donnant pas le contrôle	1 362	360	33	(59)	133	(341)	1 488	1 883
Détenteurs d'actions non participantes	–	–	–	–	52	–	52	52
Détenteurs d'actions participantes de Power Corporation ^[5]	1 792	404	(6)	105	(301)	–	1 994	1 108
	3 154	764	27	46	(116)	(341)	3 534	3 043

[1] Les résultats présentés par IGM sont conformes à IFRS 9. Comme la Société n'a pas adopté IFRS 9, des ajustements apportés conformément à IAS 39 ont été comptabilisés par la Société au moment de la consolidation et inclus au titre de l'incidence de la consolidation.

[2] Les résultats présentés par GBL sont conformes à IFRS 9. La quote-part du bénéfice de GBL revenant à la Société comprend des ajustements apportés conformément à IAS 39.

[3] La colonne Plateformes de placement et autres comprend les placements alternatifs et autres placements de la Société, y compris ses plateformes de placement, qui incluent des fonds d'investissement consolidés, Énergie Power et IntegraMed (jusqu'à la date de déconsolidation, le 20 mai 2020), ainsi que les activités d'investissement détenues par l'entremise de la Financière Power, y compris Portag3 I, Portag3 II et Wealthsimple. Le 1^{er} décembre 2020, la Société a déterminé qu'elle ne contrôlait plus Koho et a déconsolidé Koho à la date de la perte de contrôle. Les résultats de Koho ont été inclus au titre des Plateformes de placement et autres jusqu'à la date de la déconsolidation et comprennent un profit comptabilisé à la déconsolidation de 90 M\$ (la quote-part revenant à la Société s'est élevée à 71 M\$).

[4] La colonne Activités propres comprend les activités de la Financière Power et celles de la Société, présentées sur une base combinée.

[5] Les résultats présentés pour Lifeco et IGM sont les mêmes que ceux présentés par chaque filiale en exploitation. L'incidence de la consolidation comprend l'élimination des transactions intersociétés et reflète les ajustements apportés à IGM conformément à IAS 39. Les apports de Lifeco, d'IGM, de GBL et des plateformes de placements et autres au bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions participantes de la Société comprennent l'incidence de la consolidation.

[6] Au deuxième trimestre de 2019, en raison de la vente, par l'intermédiaire d'une convention de réassurance à caractère indemnitaire, des activités d'assurance-vie et de rentes individuelles de Lifeco aux États-Unis à Protective Life, qui est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2019, le total des primes, montant net, comprend un montant de 13,9 G\$ au titre des primes cédées à Protective Life, et les honoraires comprennent un montant de 1,1 G\$ au titre de la commission de réassurance reçue de Protective Life.

En tant que société de portefeuille, la Société évalue la performance de chaque secteur en fonction de son apport au bénéfice net et au bénéfice net ajusté. Une analyse des résultats de Lifeco, d'IGM et de GBL est présentée à la section Apport au bénéfice net et au bénéfice net ajusté ci-après.

ÉTATS NON CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Dans cette section, les apports de Lifeco et d'IGM au bénéfice net et au bénéfice net ajusté attribuables aux détenteurs d'actions participantes de Power Corporation sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. L'apport au bénéfice net et au bénéfice net ajusté de la Société comprend les apports de GBL, des placements alternatifs et autres placements de la Société, y compris ses plateformes de placement, lesquels comprennent des participations contrôlées et consolidées comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, et de China AMC. Les activités propres de la Financière Power et celles de Power Corporation sont présentées sur une base combinée.

Apport au bénéfice net ajusté et au bénéfice net

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Bénéfice net ajusté ^[1]		
Lifeco ^[2]	1 784	1 814
IGM ^[2]	474	473
GBL ^[2]	89	181
Incidence de la consolidation ^[3]	(67)	33
	2 280	2 501
Placements alternatifs et autres placements ^[4]	90	(18)
China AMC	42	30
Charges d'exploitation et autres charges des activités propres	(164)	(246)
Dividendes sur actions non participantes et privilégiées perpétuelles	(189)	(191)
Participations ne donnant pas le contrôle de la Financière Power	(116)	(801)
	1 943	1 275
Ajustements ^[5]		
Lifeco	76	(230)
IGM	(34)	(9)
GBL	(6)	(37)
Placements alternatifs et autres placements	27	(16)
Activités propres	(8)	22
Participations ne donnant pas le contrôle de la Financière Power	(4)	103
	51	(167)
Bénéfice net ^[6]	1 994	1 108

[1] Pour obtenir un rapprochement du bénéfice net ajusté, une mesure non conforme aux normes IFRS, de Lifeco, d'IGM et de GBL, et de leur bénéfice net, se reporter à la section Apport au bénéfice net et au bénéfice net ajusté ci-après.

[2] Tel qu'il a été présenté par Lifeco, IGM et GBL.

[3] Voir le tableau ci-après pour obtenir plus de renseignements sur l'incidence de la consolidation.

[4] Comprend le bénéfice des plateformes de placement de la Société, y compris les placements détenus par l'entremise de la Financière Power, et le bénéfice (la perte) provenant d'Énergie Power et des entreprises autonomes, incluant IntegraMed (jusqu'à la date de la déconsolidation, le 20 mai 2020).

[5] Se reporter à la section Ajustements ci-après.

[6] Attribuable aux détenteurs d'actions participantes.

Apport au bénéfice net ajusté par action et au bénéfice net par action

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Bénéfice net ajusté par action – de base		
Lifeco ^[1]	2,65	2,67
IGM ^[1]	0,71	0,70
GBL ^[1]	0,14	0,27
Incidence de la consolidation ^[2]	(0,16)	0,05
	3,34	3,69
Placements alternatifs et autres placements ^[3]	0,14	(0,03)
China AMC	0,06	0,07
Charges d'exploitation et autres charges des activités propres et dividendes sur les actions non participantes et privilégiées perpétuelles	(0,54)	(0,81)
	3,00	2,92
Ajustements ^[4]		
Lifeco	0,11	(0,34)
IGM	(0,05)	(0,02)
GBL	(0,01)	(0,05)
Placements alternatifs et autres placements	0,04	(0,04)
Activités propres	(0,01)	0,06
	0,08	(0,39)
Bénéfice net par action ^[5]	3,08	2,53

[1] Selon les données présentées à cet égard par Lifeco, IGM et GBL. Pour obtenir un rapprochement du bénéfice net ajusté par action, une mesure non conforme aux normes IFRS, de Lifeco, d'IGM et de GBL, et de leur bénéfice net par action, se reporter à la section Apport au bénéfice net et au bénéfice net ajusté ci-après.

[2] Voir le tableau ci-après pour obtenir plus de renseignements sur l'incidence de la consolidation.

[3] Comprend le bénéfice des plateformes de placement de la Société, y compris les placements détenus par l'entremise de la Financière Power, et le bénéfice (la perte) provenant d'Énergie Power et des entreprises autonomes, y compris IntegraMed (jusqu'à la date de la déconsolidation, le 20 mai 2020).

[4] Se reporter à la section Ajustements ci-après.

[5] Attribuable aux détenteurs d'actions participantes.

L'incidence de la consolidation reflète :

- l'élimination des transactions intersociétés;
- le traitement comptable que la Société applique au bénéfice net présenté par les sociétés en exploitation cotées en bourse pour les placements détenus conjointement, incluant une répartition des résultats du portefeuille d'investissements dans les technologies financières, y compris Wealthsimple, Koho, Portag3 I et Portag3 II, et dans les apports de Lifeco et d'IGM en fonction de leur participation respective;
- les ajustements apportés conformément à IAS 39 pour IGM et GBL.

Le tableau suivant présente un résumé de l'incidence de la consolidation selon sa nature pour Lifeco, IGM et GBL :

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
LIFECO		
Répartition du portefeuille d'investissements dans les technologies financières et autres ^[1]	8	(5)
IGM		
Répartition du portefeuille d'investissements dans les technologies financières ^[1]	(30)	(29)
Ajustement pour inclure le profit lié à Personal Capital dans le bénéfice net ajusté	19	-
Ajustements apportés conformément à IAS 39 et autres	(8)	18
	(19)	(11)
GBL		
Ajustements apportés conformément à IAS 39 et autres	(56)	49
	(67)	33
Participations ne donnant pas le contrôle de la Financière Power	(32)	(14)
	(99)	19
Par action	(0,16)	0,05

[1] Les résultats du troisième trimestre de 2020 comprennent une charge de 36 M\$ relative à la répartition de la réévaluation à la juste valeur du passif au titre du droit de vente des participations ne donnant pas le contrôle dans Wealthsimple et des intéressements aux plus-values à payer.

2020 par rapport à 2019

Bénéfice net	1 994 M\$ (3,08 \$ par action), comparativement à 1 108 M\$ (2,53 \$ par action) pour la période correspondante de 2019, soit une augmentation de 21,7 % par action.
Bénéfice net ajusté	1 943 M\$ (3,00 \$ par action), comparativement à 1 275 M\$ (2,92 \$ par action) pour la période correspondante de 2019, soit une augmentation de 2,7 % par action.
Apport de Lifeco, d'IGM et de GBL au bénéfice net et au bénéfice net ajusté	Apport de 2 312 M\$ au bénéfice net, comparativement à 2 325 M\$ pour la période correspondante de 2019. Apport de 2 280 M\$ au bénéfice net ajusté, comparativement à 2 501 M\$ pour la période correspondante de 2019, soit une diminution de 8,8 %.

Une analyse des résultats de la Société est présentée aux sections Apport au bénéfice net et au bénéfice net ajusté, Placements alternatifs et autres placements, China AMC, Activités propres et Ajustements ci-après.

APPORT AU BÉNÉFICE NET ET AU BÉNÉFICE NET AJUSTÉ

Les secteurs opérationnels à présenter de Power Corporation sont Lifeco, IGM et GBL.

LIFECO**Apport à Power Corporation**

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Apport aux éléments suivants de Power Corporation ^[1] :		
Bénéfice net ajusté		
Tel qu'il a été présenté par Lifeco	1 784	1 814
Incidence de la consolidation	8	(5)
	1 792	1 809
Ajustements ^[2]	76	(230)
Participations ne donnant pas le contrôle de la Financière Power	(76)	(561)
Bénéfice net	1 792	1 018

[1] La participation directe moyenne de la Financière Power dans Lifeco était de 66,9 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 (67,1 % pour la période correspondante de 2019). L'apport de la Financière Power au bénéfice pour les périodes précédant et suivant la réorganisation se fonde sur des participations respectives de 64,1 % et de 100 % dans la Financière Power (participation directe moyenne de 64,5 % pour l'exercice correspondant de 2019).

[2] Exclut le profit comptabilisé par Lifeco à la vente de GLC. Se reporter à la section Ajustements ci-après.

Bénéfice net ajusté par action et bénéfice net par action, tels qu'ils ont été présentés par Lifeco

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Bénéfice net ajusté par action ^{[1][2]}	2,878	2,859
Ajustements ^[3]	0,295	(0,365)
Bénéfice net par action ^[1]	3,173	2,494

[1] Attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco.

[2] Désigné par Lifeco comme le « bénéfice fondamental par action ordinaire ». Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, Lifeco a adopté une définition bonifiée de sa mesure du bénéfice non conforme aux normes IFRS pour refléter l'avis de la direction en ce qui concerne la performance opérationnelle de Lifeco. Cette mesure – le bénéfice fondamental (la perte fondamentale) – a été adoptée pour améliorer la comparabilité des résultats entre les périodes de présentation de l'information financière et en prévision de l'adoption des modifications comptables liées à IFRS 17, *Contrats d'assurance*, le 1^{er} janvier 2023. Les données des périodes comparatives ont été retraitées pour tenir compte de l'adoption de ce changement.

[3] Se reporter à la section Ajustements ci-après.

Bénéfice net (perte nette) ajusté et bénéfice net (perte nette), tels qu'ils ont été présentés par Lifeco

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Bénéfice net (perte nette) ajusté⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾		
Exploitation canadienne	1 206	1 178
Exploitation américaine	273	350
Exploitation européenne	688	796
Solutions de gestion du capital et des risques	536	401
Exploitation générale de Lifeco	(34)	(21)
	2 669	2 704
Ajustements⁽⁴⁾⁽⁵⁾		
Révision des hypothèses actuarielles et autres mesures prises par la direction	113	170
Incidences liées aux marchés sur les passifs	(127)	(89)
Profit net (charge nette) à la cession d'entreprises	237	(191)
Coûts de transaction liés aux acquisitions de Personal Capital et de MassMutual	(78)	-
Réévaluation d'un actif d'impôt différé	196	(199)
Coûts de restructuration et d'intégration	(67)	(36)
	274	(345)
Bénéfice net (perte nette)⁽¹⁾⁽³⁾		
Exploitation canadienne	1 070	1 051
Exploitation américaine	380	(61)
Exploitation européenne	913	1 004
Solutions de gestion du capital et des risques	614	386
Exploitation générale de Lifeco	(34)	(21)
Bénéfice net⁽¹⁾	2 943	2 359

[1] Attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco.

[2] Désigné comme le « bénéfice fondamental » dans les documents d'information publiés par Lifeco.

[3] Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2020, à la suite de changements opérationnels stratégiques, Lifeco a scindé l'ancien secteur de l'exploitation européenne en deux secteurs à présenter distincts : exploitation européenne et Solutions de gestion du capital et des risques. Les autres secteurs à présenter de Lifeco, soit l'exploitation canadienne, l'exploitation américaine et l'exploitation générale de Lifeco, demeurent inchangés. Les chiffres comparatifs ont été reclassés pour tenir compte de la nouvelle composition des secteurs à présenter.

[4] Désigné comme les « éléments exclus du bénéfice fondamental » dans les documents d'information publiés par Lifeco.

[5] Se reporter à la section Ajustements ci-après.

Bénéfice net (perte nette) par secteur, tels qu'ils ont été présentés par Lifeco

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
CANADA^[1]		
Client individuel	317	431
Client collectif	667	632
Exploitation générale canadienne	86	(12)
	1 070	1 051
ÉTATS-UNIS^[1]		
Services financiers ^[2]	286	278
Gestion d'actifs	18	33
Exploitation générale américaine	76	(236)
Activités d'assurance et de rentes réassurées ^[2]	-	(136)
	380	(61)
EUROPE^[1]		
Royaume-Uni	423	566
Irlande	335	279
Allemagne	168	160
Exploitation générale européenne	(13)	(1)
	913	1 004
SOLUTIONS DE GESTION DU CAPITAL ET DES RISQUES^[1]		
Réassurance	621	397
Exploitation générale du secteur Solutions de gestion du capital et des risques	(7)	(11)
	614	386
Exploitation générale de Lifeco ^[1]	(34)	(21)
Bénéfice net^[3]	2 943	2 359

[1] Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2020, à la suite de changements opérationnels stratégiques, Lifeco a scindé l'ancien secteur de l'exploitation européenne en deux secteurs à présenter distincts : exploitation européenne et Solutions de gestion du capital et des risques. Les autres secteurs à présenter de Lifeco, soit l'exploitation canadienne, l'exploitation américaine et l'exploitation générale de Lifeco, demeurent inchangés. Les chiffres comparatifs ont été reclassés pour tenir compte de la nouvelle composition des secteurs à présenter.

[2] L'unité Activités d'assurance et de rentes réassurées comprend les activités transférées à Protective Life en vertu d'une convention de réassurance à caractère indemnitaire, entrée en vigueur le 1^{er} juin 2019. Les chiffres comparatifs ont été ajustés afin de tenir compte de la présentation pour l'exercice considéré.

[3] Attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco.

2020 par rapport à 2019

Bénéfice net	2 943 M\$ (3,173 \$ par action), comparativement à 2 359 M\$ (2,494 \$ par action) pour la période correspondante de 2019, soit une augmentation de 27,2 % par action.
Bénéfice net ajusté	2 669 M\$ (2,878 \$ par action), comparativement à 2 704 M\$ (2,859 \$ par action) pour la période correspondante de 2019, soit une augmentation de 0,7 % par action.

Canada

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net a augmenté de 19 M\$ par rapport à la période correspondante de 2019, pour s'établir à 1 070 M\$. Le bénéfice net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'est chiffré à 1 206 M\$, excluant les ajustements de 136 M\$ détaillés ci-après, comparativement à 1 178 M\$ pour la période correspondante de 2019. Les ajustements pour la période correspondante de 2019 se chiffraient à 127 M\$.

CLIENT INDIVIDUEL

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net a diminué de 114 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 317 M\$. La diminution est principalement attribuable à :

- l'incidence défavorable accrue des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance;
- des incidences défavorables liées aux marchés, principalement attribuables à l'incidence des reculs et de la volatilité des marchés boursiers, au premier trimestre de 2020, sur les garanties liées aux fonds distincts et sur l'inefficacité de la couverture connexe;
- la diminution des honoraires nets et l'incidence moindre des nouvelles affaires découlant de la baisse des taux d'intérêt et des résultats défavorables au chapitre de la morbidité;
- partiellement contrebalancées par les résultats favorables au chapitre de la mortalité et du comportement des titulaires de polices.

CLIENT COLLECTIF

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net a augmenté de 35 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 667 M\$, principalement en raison des résultats favorables au chapitre de la morbidité et de la hausse des économies d'impôt, partiellement contrebalancés par la baisse de l'apport des placements et l'incidence défavorable des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

États-Unis

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net a augmenté de 441 M\$ par rapport à la période correspondante de 2019, pour s'établir à 380 M\$. Le bénéfice net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'est chiffré à 273 M\$, excluant les ajustements représentant une incidence favorable de 107 M\$ sur le bénéfice détaillés ci-après, comparativement à 350 M\$ pour la période correspondante de 2019. Les ajustements pour la période correspondante de 2019 se chiffraient à 411 M\$.

SERVICES FINANCIERS

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net s'est établi à 213 M\$ US (286 M\$ CA), comparativement à 211 M\$ US (278 M\$ CA) à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de 2 M\$ US est principalement attribuable à :

- la hausse de l'apport des placements et la croissance nette des activités;
- la hausse de l'apport découlant des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par :

- une perte nette de 12 M\$ US liée à Personal Capital;
- les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité et la volatilité des marchés, qui a entraîné des pertes liées à l'inefficacité de la couverture en ce qui a trait aux produits assortis de garanties de retrait minimum à vie, et les coûts d'intégration.

De plus, les résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2019 tenaient compte de l'incidence positive du règlement partiel d'un régime de retraite d'employés.

GESTION D'ACTIFS

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net s'est établi à 14 M\$ US (18 M\$ CA), comparativement à un bénéfice net de 24 M\$ US (33 M\$ CA) à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de 10 M\$ US est principalement attribuable à la hausse des charges liées aux ventes et à la rémunération, partiellement contrebalancée par la hausse des honoraires liés au rendement. Le bénéfice net pour 2020 comprend des charges financières et autres charges de 37 M\$ US (50 M\$ CA), comparativement à 35 M\$ US (45 M\$ CA) à la période correspondante de l'exercice précédent. Les charges financières et autres charges ont augmenté de 2 M\$ US, principalement en raison de l'affectation des charges des sociétés liées, partiellement contrebalancée par la baisse des coûts de financement.

ACTIVITÉS D'ASSURANCE ET DE RENTES RÉASSURÉES

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, il n'y a eu aucune incidence sur le bénéfice, comparativement à une perte nette de 101 M\$ US (136 M\$ CA) pour la période correspondante de l'exercice précédent. Après la vente à Protective Life, par l'intermédiaire d'une convention de réassurance à caractère indemnitaire, en 2019, il n'y a pas eu d'autres ventes, honoraires et autres produits ni bénéfice net liés à cette unité d'exploitation.

Europe

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net a diminué de 91 M\$ par rapport à la période correspondante de 2019, pour s'établir à 913 M\$. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 688 M\$, excluant les ajustements représentant une incidence favorable de 225 M\$ sur le bénéfice détaillés ci-après, comparativement à 796 M\$ pour la période correspondante de 2019. Les ajustements pour la période correspondante de 2019 comprenaient une incidence positive de 208 M\$ sur le bénéfice.

ROYAUME-UNI

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net a diminué de 143 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 423 M\$. La diminution est principalement attribuable à :

- la baisse de l'apport découlant des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance;
- l'incidence moindre des nouvelles affaires, des résultats défavorables au chapitre de la mortalité à l'égard des produits collectifs et la baisse de l'apport des placements.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par :

- les résultats favorables au chapitre de la morbidité et de la longévité à l'égard des produits collectifs;
- les incidences défavorables moindres liées aux marchés relatives aux modifications de certaines estimations liées à l'impôt découlant des reculs des marchés boursiers en 2020.

De plus, les résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 comprenaient l'incidence positive du règlement d'un litige en cours avec une administration fiscale étrangère.

IRLANDE

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net s'est établi à 335 M\$, comparativement à un bénéfice net de 279 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de 56 M\$ est principalement attribuable à :

- des résultats favorables au chapitre de la mortalité et de la morbidité;
- un profit net de 94 M\$ à la vente d'IPSI.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par :

- l'incidence moindre des nouvelles affaires, la hausse des charges et l'apport moins favorable découlant des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance;
- les incidences défavorables liées aux marchés relativement aux fluctuations de marchés non couvertes au cours du premier trimestre de 2020. Les incidences liées aux marchés s'expliquent principalement par l'incidence des reculs et de la volatilité des marchés boursiers et la diminution des taux d'intérêt au premier trimestre de 2020 sur les garanties liées aux fonds distincts.

ALLEMAGNE

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net a augmenté de 8 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 168 M\$. L'augmentation est principalement attribuable à l'incidence des modifications de certaines estimations liées à l'impôt et à l'incidence accrue des nouvelles affaires, partiellement contrebalancées par les incidences défavorables liées aux marchés boursiers relativement aux garanties liées aux produits de rentes variables, ainsi que par l'inefficacité de la couverture connexe.

Solutions de gestion du capital et des risques

RÉASSURANCE

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net a augmenté de 224 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 621 M\$. L'augmentation est principalement attribuable à des résultats favorables au chapitre de la longévité, à la hausse des volumes d'affaires et à la hausse de l'apport découlant des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par les pressions exercées par les nouvelles affaires et les résultats moins favorables en matière de sinistres au chapitre des activités d'assurance-vie.

Ajustements

Les ajustements sont des éléments exclus du bénéfice net lors du calcul du bénéfice net ajusté par la direction de Lifeco.

En 2020, les ajustements, qui représentaient une incidence favorable de 274 M\$ sur le bénéfice, comprenaient ce qui suit :

- Une révision des hypothèses actuarielles et d'autres mesures prises par la direction, qui ont eu une incidence favorable de 113 M\$.
 - Au cours du quatrième trimestre de 2020, l'incidence défavorable s'est chiffrée à 23 M\$. Pour l'exploitation canadienne, l'incidence défavorable de 147 M\$ sur le bénéfice net est principalement attribuable à la révision des hypothèses au chapitre du comportement des titulaires de polices et des hypothèses économiques et relatives aux actifs, partiellement contrebalancée par la révision des hypothèses au chapitre de la mortalité à l'égard de l'assurance-vie. Pour l'exploitation européenne, l'incidence

favorable de 78 M\$ sur le bénéfice net est principalement attribuable à la révision des hypothèses au chapitre de la mortalité à l'égard des rentes, partiellement contrebalancée par la révision des hypothèses économiques et relatives aux actifs. Pour le secteur Solutions de gestion du capital et des risques, l'incidence favorable de 43 M\$ sur le bénéfice net est principalement attribuable à la révision des hypothèses économiques et des hypothèses au chapitre de la mortalité à l'égard des rentes, partiellement contrebalancée par la révision des hypothèses au chapitre des charges. Pour l'exploitation américaine, l'incidence positive de 3 M\$ sur le bénéfice net est principalement attribuable à la révision des hypothèses au chapitre de la mortalité à l'égard des rentes.

- Au cours du troisième trimestre de 2020, l'incidence favorable nette s'est chiffrée à 66 M\$. Pour l'exploitation américaine, l'incidence favorable de 38 M\$ sur le bénéfice net est principalement attribuable à la révision des hypothèses économiques. Pour l'exploitation européenne, l'incidence favorable de 22 M\$ sur le bénéfice net est principalement attribuable à la révision des hypothèses à l'égard du comportement des titulaires de polices. Pour l'exploitation canadienne, l'incidence favorable sur le bénéfice net s'est chiffrée à 4 M\$. Pour le secteur Solutions de gestion du capital et des risques, l'incidence favorable de 2 M\$ sur le bénéfice net est principalement attribuable à la révision des hypothèses au chapitre de la mortalité à l'égard des rentes et au raffinement de la modélisation. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la révision des hypothèses au chapitre de la mortalité à l'égard de l'assurance-vie et des hypothèses à l'égard du comportement des titulaires de polices.
- Au cours du deuxième trimestre de 2020, Lifeco a révisé certaines hypothèses économiques à la suite de la reprise des marchés boursiers au cours du trimestre, ce qui s'est traduit par une incidence favorable de 98 M\$. La révision des hypothèses économiques à l'égard des rendements de l'immobilier au Canada a eu une incidence défavorable de 33 M\$. De plus, la révision des hypothèses au chapitre de la mortalité et de la morbidité ainsi que le raffinement de la modélisation ont eu une incidence favorable nette de 57 M\$. L'incidence nette pour le deuxième trimestre a été une incidence favorable de 122 M\$.
- Au cours du premier trimestre de 2020, Lifeco a révisé certaines hypothèses économiques liées aux incidences du marché pour le trimestre considéré. Cette révision a donné lieu à une incidence défavorable de 98 M\$, partiellement contrebalancée par la révision du raffinement de la modélisation, d'autres hypothèses économiques et des hypothèses au chapitre de la morbidité ayant eu une incidence favorable de 46 M\$, ce qui s'est traduit par une incidence défavorable nette de 52 M\$ sur le bénéfice net.
- Les incidences liées aux marchés ont eu une incidence défavorable de 127 M\$ sur les passifs.
 - Les incidences défavorables liées aux marchés se sont chiffrées à 31 M\$ au quatrième trimestre de 2020, principalement en raison de l'incidence défavorable des modifications de certaines estimations liées à l'impôt, attribuables à la reprise des marchés boursiers au quatrième trimestre de 2020, ainsi que de l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance qui sont soutenus par des actions et des biens immobiliers, découlant de la faiblesse des marchés plus tôt au cours de l'exercice. L'incidence défavorable totale de 31 M\$ au quatrième trimestre de 2020 comprend une incidence favorable de 7 M\$ se rapportant aux affaires relatives à d'anciens blocs de garanties liées aux fonds distincts.

- Les incidences favorables liées aux marchés se sont chiffrées à 18 M\$ au troisième trimestre de 2020, reflétant principalement l'incidence des signes de reprise des marchés boursiers au cours du trimestre sur la valeur des garanties liées aux fonds distincts et aux produits de rentes variables, incluant l'inefficacité de la couverture connexe, ainsi que sur l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance qui sont soutenus par des actions et des biens immobiliers. L'incidence favorable totale de 18 M\$ au troisième trimestre de 2020 comprend une incidence favorable de 13 M\$ se rapportant aux affaires relatives à d'anciens blocs de garanties liées aux fonds distincts.
 - Les incidences favorables liées aux marchés se sont chiffrées à 35 M\$ au deuxième trimestre de 2020, reflétant principalement l'incidence de la reprise des marchés boursiers au cours du trimestre sur la valeur des garanties liées aux fonds distincts et aux produits de rentes variables, incluant l'inefficacité de la couverture connexe, ainsi que sur l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance qui sont soutenus par des actions et des biens immobiliers. L'incidence positive totale de 35 M\$ au deuxième trimestre de 2020 comprend une incidence positive de 45 M\$ se rapportant aux affaires relatives à d'anciens blocs de garanties liées aux fonds distincts.
 - Les incidences défavorables liées aux marchés se sont chiffrées à 149 M\$ au premier trimestre de 2020, reflétant les incidences défavorables du recul des marchés boursiers et des taux d'intérêt au cours de la période considérée sur la valeur des garanties liées aux fonds distincts et aux produits de rentes variables, incluant l'inefficacité de la couverture connexe, ainsi que sur l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance qui sont soutenus par des actions et des biens immobiliers. Du montant total de l'incidence de 149 M\$, une tranche de 68 M\$ se rapporte aux affaires relatives à d'anciens blocs de garanties liées aux fonds distincts.
 - Un profit net à la cession d'entreprises de 237 M\$:
 - Au quatrième trimestre, Lifeco a comptabilisé un profit net de 143 M\$ lié à la vente de GLC Groupe de gestion d'actifs Ltée, déduction faite des coûts de restructuration de 16 M\$ après impôt. La Société continuera de consolider GLC puisqu'elle a été acquise par IGM. Par conséquent, la transaction n'a pas d'incidence sur les états consolidés des résultats ni sur les bilans consolidés. La Société a éliminé le profit de 159 M\$ comptabilisé par Lifeco au moment de la consolidation. Au troisième trimestre, Lifeco a comptabilisé un profit net de 94 M\$ lié à la vente d'IPSI.
 - La réévaluation d'un actif d'impôt différé de 196 M\$ (151 M\$ US) au quatrième trimestre de 2020 :
 - À la suite des acquisitions, au sein de l'exploitation américaine, des activités liées aux services de retraite de MassMutual et de Personal Capital en 2020, Lifeco a révisé ses estimations à l'égard du bénéfice imposable futur et a comptabilisé un actif d'impôt différé qui avait auparavant été décomptabilisé au quatrième trimestre de 2019. La réévaluation de l'actif d'impôt différé a donné lieu à une économie d'impôt de 196 M\$.
 - Des coûts de transaction de 78 M\$:
 - Lifeco a comptabilisé des coûts de transaction en ce qui a trait aux acquisitions de Personal Capital et des activités liées aux services de retraite de MassMutual, dont une tranche de 31 M\$ a été comptabilisée au troisième trimestre et une tranche de 47 M\$, au quatrième trimestre de 2020.
 - Des coûts de restructuration et d'intégration de 67 M\$ comptabilisés au quatrième trimestre de 2020 :
 - Lifeco a comptabilisé des coûts de restructuration et d'intégration en ce qui a trait aux acquisitions de Personal Capital et des activités liées aux services de retraite de MassMutual ainsi qu'aux initiatives stratégiques au sein de l'exploitation canadienne. Au quatrième trimestre, Lifeco a annoncé deux initiatives ayant une incidence sur les activités de l'exploitation canadienne, y compris des changements à sa stratégie de distribution canadienne et à sa vision en matière de distribution axée sur les conseillers. De plus, la Financière IGM, une société liée de Lifeco, a avisé celle-ci de son intention de résilier, au premier trimestre de 2021, son entente de partage à long terme liée à l'infrastructure technologique conclue avec Lifeco. Ces initiatives, conjuguées à la vente de GLC, donneront lieu à une réduction de l'effectif, à des coûts de sortie pour certains contrats de location d'installations, ainsi qu'à des activités liées à la technologie et à d'autres actifs mis hors service. Les modifications relatives à ces initiatives devraient être entièrement mises en œuvre d'ici la fin de 2022.
- En 2019, les ajustements de 345 M\$ comprenaient ce qui suit :
- Au quatrième trimestre de 2019, les ajustements se sont chiffrés à 318 M\$ et comprenaient un montant de 78 M\$ lié à la révision des hypothèses actuarielles, aux mesures prises par la direction et à des incidences défavorables liées aux marchés de 13 M\$. Les ajustements du quatrième trimestre de 2019 comprenaient aussi la réévaluation d'un actif d'impôt différé, qui a donné lieu à une charge de 199 M\$ (151 M\$ US) comptabilisée dans l'exploitation générale américaine et des charges de restructuration de 36 M\$ liées aux mesures prises par Putnam pour restructurer ses ressources afin de mieux se positionner pour saisir les occasions présentes et à venir. Ces facteurs ont été contrebalancés par un profit net de 8 M\$ lié à la transaction avec Scottish Friendly et comptabilisé dans l'exploitation générale européenne.
 - Au troisième trimestre de 2019, les ajustements comprenaient une incidence favorable de 53 M\$ sur le bénéfice et une incidence favorable de 81 M\$ sur le bénéfice qui se rapportait à la révision des hypothèses actuarielles et aux mesures prises par la direction, contrebalancées par des incidences défavorables liées aux marchés de 28 M\$.
 - Au deuxième trimestre de 2019, les ajustements se sont chiffrés à 168 M\$ et comprenaient une incidence favorable de 38 M\$ sur le bénéfice, qui se rapportait à la révision des hypothèses actuarielles et aux mesures prises par la direction, contrebalancées par des incidences défavorables liées aux marchés de 7 M\$ et une perte nette de 199 M\$ à la vente, par l'intermédiaire d'une convention de réassurance à caractère indemnitaire, des activités d'assurance-vie et de rentes individuelles aux États-Unis à Protective Life.
 - Au premier trimestre de 2019, les ajustements comprenaient une incidence favorable de 88 M\$ sur le bénéfice, qui se rapportait à une incidence de 129 M\$ liée à la révision des hypothèses actuarielles et aux mesures prises par la direction, contrebalancée par les incidences défavorables liées aux marchés de 41 M\$.

L'information ci-dessus est tirée du rapport de gestion annuel de Lifeco.

FINANCIÈRE IGM

Apport à Power Corporation

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Apport aux éléments suivants de Power Corporation ^[1] :		
Bénéfice net ajusté		
Tel qu'il a été présenté par IGM	474	473
Incidence de la consolidation ^{[2][3]}	(19)	(11)
	455	462
Ajustements ^[3]	(34)	(9)
Participations ne donnant pas le contrôle de la Financière Power	(17)	(162)
Bénéfice net	404	291

[1] La participation directe moyenne de la Financière Power dans IGM était de 62,1 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 (61,9 % pour la période correspondante de 2019). L'apport de la Financière Power au bénéfice pour les périodes précédant et suivant la réorganisation se fonde sur des participations respectives de 64,1 % et de 100 % dans la Financière Power (participation directe moyenne de 64,5 % pour l'exercice correspondant de 2019).

[2] L'apport à Power Corporation comprend des ajustements apportés par la Financière Power conformément à IAS 39 et la répartition des résultats de Wealthisimple, de Portag3 I et de Portag3 II. En 2020, l'ajustement comprend la répartition de la réévaluation à la juste valeur du passif au titre du droit de vente des participations ne donnant pas le contrôle dans Wealthisimple et l'augmentation des intéressements aux plus-values à payer. Cette charge a été partiellement contrebalancée par le profit d'IGM à la vente de Personal Capital, que la Société n'a pas inclus dans les ajustements. En 2019, IGM a acquis une influence notable sur Personal Capital, et son placement, auparavant classé comme étant disponible à la vente, a été reclassé en tant qu'entreprise associée, ce qui s'est traduit par un profit en vertu d'IAS 39. L'apport à Power Corporation a été ajusté pour inclure la quote-part revenant à la Société de ce profit.

[3] Comprend la quote-part revenant à IGM des ajustements de Lifeco au titre de l'incidence de la révision des hypothèses actuarielles et des mesures prises par la direction, ainsi que des incidences liées aux marchés sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance, conformément à la définition de la Société du bénéfice net ajusté. Se reporter à la section Mesures financières et présentation non conformes aux normes IFRS. Exclut la quote-part revenant à la Société des ajustements d'IGM liés au profit à la vente de Personal Capital ainsi que le profit comptabilisé par IGM à la vente de la Gamme de fonds Quadrus. Se reporter à la section Ajustements ci-après.

Bénéfice net ajusté par action et bénéfice net par action, tels qu'ils ont été présentés par IGM (conformément à IFRS 9)

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Bénéfice net ajusté par action ^[1]	3,20	3,19
Ajustements ^{[2][3]}	0,01	(0,07)
Bénéfice net par action ^[1]	3,21	3,12

[1] Attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires d'IGM.

[2] Se reporter à la section Ajustements ci-après.

[3] Désigné comme les « autres éléments » dans les documents d'information publiés par IGM.

Bénéfice net ajusté et bénéfice net par secteur, tels qu'ils ont été présentés par IGM (conformément à IFRS 9)

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Gestion de patrimoine ^[1]	702	745
Gestion d'actifs ^[1]	234	222
Investissements stratégiques et autres ^[1]	149	127
Bénéfice net ajusté (avant intérêts, impôt sur le bénéfice, dividendes sur actions privilégiées et autres) ^[2]	1 085	1 094
Charges d'intérêts, impôt sur le bénéfice, dividendes sur actions privilégiées et autres ^[3]	(322)	(330)
Bénéfice net ajusté ^[4]	763	764
Ajustements ^{[5][6]}	1	(17)
Bénéfice net ^[4]	764	747

[1] Au troisième trimestre de 2020, IGM a restructuré ses secteurs à présenter afin de mieux refléter ses secteurs d'activité et d'améliorer la transparence en ce qui a trait aux indicateurs clés de ses activités. IGM a restructuré les anciens secteurs à présenter qu'étaient IG Gestion de patrimoine, Placements Mackenzie et Activités internes et autres en trois nouveaux secteurs afin que la présentation de l'information financière représente ses secteurs d'activité distincts. Les secteurs restructurés sont : Gestion de patrimoine, Gestion d'actifs et Investissements stratégiques et autres. Les chiffres comparatifs ont été reclassés pour tenir compte de la nouvelle composition des secteurs à présenter.

[2] Cette mesure financière non conforme aux normes IFRS est décrite dans les documents d'information publiés par IGM.

[3] Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et des intérêts sur les contrats de location.

[4] Attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires d'IGM.

[5] IGM n'affecte pas les ajustements aux secteurs.

[6] Désigné comme les « autres éléments » dans les documents d'information publiés par IGM.

2020 par rapport à 2019

Bénéfice net	764 M\$ (3,21 \$ par action), comparativement à 747 M\$ (3,12 \$ par action) pour la période correspondante de 2019, soit une augmentation de 2,9 % par action.
Bénéfice net ajusté	763 M\$ (3,20 \$ par action), comparativement à 764 M\$ (3,19 \$ par action) pour la période correspondante de 2019, soit une augmentation de 0,3 % par action.

Le 1^{er} janvier 2018, IGM a adopté IFRS 9, *Instruments financiers*. La Financière Power a reporté l'adoption d'IFRS 9 et continue d'appliquer IAS 39. L'apport à la Financière Power comprend des ajustements au titre du renversement de l'incidence de l'application d'IFRS 9 par IGM.

En janvier 2019, IGM a investi un montant additionnel de 67 M\$ (50 M\$ US) dans Personal Capital, augmentant ainsi ses droits de vote à 22,7 %. Depuis janvier 2019, IGM exerçait par conséquent une influence notable et comptabilisait sa participation en tant qu'entreprise associée selon la méthode de la mise en équivalence. Conformément à IFRS 9, IGM classait auparavant sa participation dans Personal Capital à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. En vertu de ce classement, les variations de la juste valeur demeurent de façon permanente dans les fonds propres. Conformément à IAS 39, la Société comptabilisait quant à elle la participation d'IGM dans Personal Capital comme un placement disponible à la vente. Au premier trimestre de 2019, le reclassement du placement, auparavant classé comme étant disponible à la vente, en tant que participation dans une entreprise associée, en vertu d'IAS 39, s'est traduit par un profit. L'apport d'IGM à Power Corporation a été ajusté en conséquence.

Le bénéfice net ajusté exclut une incidence positive de 1 M\$ sur le bénéfice pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, tandis qu'il excluait des charges de 17 M\$ pour la période correspondante close le 31 décembre 2019. Ces ajustements ne sont pas affectés aux secteurs. Le bénéfice net de chaque secteur est résumé ci-dessous.

Gestion de patrimoine

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net a diminué de 43 M\$ par rapport à la période correspondante de 2019, pour s'établir à 702 M\$. La diminution du bénéfice net est principalement liée à une baisse de 41 M\$ du bénéfice net d'IG Gestion de patrimoine, principalement attribuable aux éléments suivants :

- Une diminution de 15 M\$ des honoraires de consultation, qui se sont établis à 1 019 M\$. La diminution est attribuable à une baisse du taux des honoraires de consultation, partiellement contrebalancée par une hausse de 2,5 % de l'actif sous services-conseils moyen. Pour l'exercice, le taux moyen des honoraires de consultation s'est établi à 106,3 points de base de l'actif sous services-conseils moyen comparativement à 110,5 points de base en 2019, reflétant principalement des changements dans la composition des produits et de la clientèle.
- Une diminution de 15 M\$ des autres produits de planification financière, qui se sont établis à 150 M\$, principalement en raison de la baisse des produits tirés des honoraires de distribution provenant des produits d'assurance.
- Une diminution de 10 M\$ des produits tirés des frais de rachat, qui se sont établis à 16 M\$.

- Une diminution de 9 M\$ des produits de placement nets et autres, qui se sont établis à 1 M\$. Les produits de placement nets et autres se rapportent principalement aux produits tirés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi qu'aux titres et aux autres produits qui ne sont pas liés aux principales activités d'IG Gestion de patrimoine. Ils comprennent également une charge provenant du secteur Investissements stratégiques et autres visant l'utilisation de capital non attribué.
- Une augmentation de 21 M\$ des charges liées aux activités et aux services de soutien, qui se sont chiffrées à 407 M\$, comprenant les coûts engagés pour soutenir la fonction de gestion de patrimoine et les autres fonctions générales et administratives, comme la gestion des produits, la technologie et les activités, ainsi que d'autres unités d'exploitation fonctionnelles et les charges de la société. L'augmentation des charges est principalement attribuable aux charges liées aux technologies de l'information, y compris le Portail des conseillers, et aux charges liées au programme de transformation en cours au sein d'IGM.
- Une augmentation de 4 M\$ des charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller, qui se sont établies à 150 M\$.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par :

- Une augmentation de 6 M\$ des produits tirés des honoraires liés aux produits et aux programmes, principalement en raison de l'augmentation de 2,3 % de l'actif géré moyen. Le taux moyen des honoraires liés aux produits et aux programmes pour l'exercice s'est établi à 86,3 points de base de l'actif géré moyen, comparativement à 87,6 points de base en 2019, reflétant des changements dans la composition des produits.
- Une diminution de 27 M\$ des charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires, qui se sont chiffrées à 740 M\$ pour l'exercice, incluant la rémunération versée aux conseillers, dont la plus grande part varie directement en fonction du volume des actifs ou des ventes. La rémunération fondée sur les ventes a diminué de 59 M\$ pour s'établir à 36 M\$, étant donné que les commissions versées à la vente de produits de placement sont inscrites à l'actif en 2020 en raison des changements apportés à la structure de paiement des commissions aux conseillers d'IG. Les autres charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires ont diminué de 8 M\$, pour s'établir à 199 M\$, en raison de la réduction de certains coûts attribuables à la COVID-19. Ces réductions ont été partiellement contrebalancées par une augmentation de 49 M\$ de la rémunération fondée sur l'actif principalement attribuable à une augmentation de l'actif sous services-conseils moyen et aux changements liés à la rémunération apportés en 2020.

Gestion d'actifs

Le secteur Gestion d'actifs comprend les honoraires provenant des fonds communs de placement d'IGM, du secteur Gestion de patrimoine et de tierces parties en ce qui concerne les services de gestion de placement.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net a augmenté de 12 M\$ par rapport à la période correspondante de 2019, pour s'établir à 234 M\$, principalement en raison des éléments suivants :

- Une augmentation de 10 M\$ des honoraires de gestion d'actifs nets, soit les honoraires de gestion d'actifs contrebalancés par les charges de rémunération versées aux courtiers, qui se sont établis à 614 M\$, principalement en raison d'une augmentation de 14 M\$ des honoraires de gestion d'actifs nets – tierces parties attribuable à une augmentation de 8,5 % de l'actif géré moyen partiellement contrebalancée par un recul du taux effectif des honoraires de gestion d'actifs nets. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le taux des honoraires de gestion d'actifs nets de Mackenzie s'est établi à 71,8 points de base, comparativement à 76,0 points de base pour la période correspondante de 2019. La diminution du taux des honoraires de gestion d'actifs nets au cours de la période considérée est attribuable à une modification de la composition de l'actif géré, y compris l'incidence de la proportion accrue de produits à tarification autre que de détail. L'augmentation des honoraires de gestion d'actifs nets – tierces parties a été contrebalancée par une diminution de 4 M\$ des honoraires de gestion – Gestion de patrimoine attribuable à un recul de 1,5 % de l'actif géré moyen, de même qu'à une baisse du taux effectif des honoraires de gestion découlant d'une modification de la composition de l'actif géré.
- Une diminution de 3 M\$ des charges, qui se sont établies à 383 M\$, principalement en raison d'une diminution de 2 M\$ des charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller et d'une diminution de 1 M\$ des

charges liées aux activités et aux services de soutien. Les charges liées aux activités et aux services de soutien comprennent les coûts liés aux activités d'exploitation, y compris les processus technologiques et d'affaires, la gestion des placements et la gestion des gammes de produits à l'interne et les fonctions de gestion d'entreprise et de soutien. Ces charges incluent principalement des charges liées à la rémunération et à la technologie et d'autres charges liées aux fournisseurs de services.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par :

- Une diminution de 1 M\$ des produits de placement nets et autres, qui se sont établis à 3 M\$. Les produits de placement nets et autres incluent principalement les rendements des placements liés aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs, qui sont généralement effectués lors du lancement d'un fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs.

Actif géré et actif sous services-conseils

L'actif sous services-conseils est l'indicateur clé du secteur Gestion de patrimoine. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement détenus dans les comptes des clients des sociétés en exploitation du secteur Gestion de patrimoine d'IGM.

L'actif géré est l'indicateur clé du secteur Gestion d'actifs et un indicateur secondaire des produits et des charges du secteur Gestion de patrimoine en ce qui concerne ses activités de gestion de placements. L'actif géré regroupe les actifs des clients pour lesquels IGM fournit des services de gestion de placements et comprend des fonds d'investissement dont IGM est le gestionnaire de fonds, des mandats de services-conseils en placement à des institutions et d'autres comptes de clients pour lesquels IGM assume la gestion de portefeuille discrétionnaire.

Le tableau suivant présente le total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils :

31 décembre [en milliards de dollars]	2020	2019
Gestion de patrimoine		
Actif géré	103,0	98,6
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	29,6	26,3
Actif sous services-conseils	132,6	124,9
Gestion d'actifs		
Actif géré, excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine	111,0	68,2
Comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine	75,8	73,6
Actif géré	186,8	141,8
Données consolidées ^[1]		
Actif géré	214,0	166,8
Autres éléments de l'actif sous services-conseils ^[2]	26,0	23,2
Total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils ^[2]	240,0	190,0

[1] Représente l'actif géré et l'actif sous services-conseils consolidés d'IGM. Dans le secteur Gestion de patrimoine, l'actif géré est une composante de l'actif sous services-conseils. Tous les cas où le secteur Gestion d'actifs fournit des services de gestion de placements ou distribue ses produits par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine ont été éliminés de la présentation d'IGM. Ainsi, les actifs des mêmes clients détenus dans les différentes sociétés en exploitation d'IGM ne font pas l'objet d'une double comptabilisation.

[2] Comprend un ajustement représentant l'élimination de la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.

Le tableau suivant présente le total de l'actif géré moyen et de l'actif sous services-conseils moyen :

[en milliards de dollars]	2020				2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Gestion de patrimoine								
Actif sous services-conseils	128,3	124,3	117,1	121,9	123,2	121,2	120,9	117,1
Actif géré	100,4	97,7	91,9	96,2	97,3	95,8	95,6	92,3
Gestion d'actifs								
Actif géré, excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine	77,2	73,7	67,3	67,1	67,2	66,3	66,2	63,6
Total de l'actif géré	150,9	145,8	135,6	138,5	140,2	139,2	139,8	135,7
Données consolidées ^[1]								
Actif géré	177,6	171,4	159,2	163,3	164,5	162,1	161,8	155,9
Actif géré et actif sous services-conseils ^[2]	202,2	194,9	181,5	186,0	187,4	184,7	184,2	177,8

[1] Représente l'actif géré et l'actif sous services-conseils consolidés d'IGM. Tous les cas où le secteur Gestion d'actifs fournit des services de gestion de placements ou distribue ses produits par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine ont été éliminés de la présentation d'IGM. Ainsi, les actifs des mêmes clients détenus dans les différentes sociétés en exploitation d'IGM ne font pas l'objet d'une double comptabilisation.

[2] Comprend un ajustement représentant l'élimination de la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.

Ajustements

Les ajustements sont des éléments exclus du bénéfice net lors du calcul du bénéfice net ajusté par la direction d'IGM.

En 2020, le bénéfice net ajusté excluait une incidence positive de 1 M\$ sur le bénéfice comprenant les éléments suivants :

- Au quatrième trimestre, IGM a comptabilisé un profit à la vente de la participation dans la Gamme de fonds Quadrus à Lifeco, déduction faite des coûts d'acquisition, de 21 M\$ après impôt (25 M\$ avant impôt). La Société n'a pas inclus le montant de 30 M\$ du profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus dans ses ajustements puisqu'il a été éliminé à la consolidation.
- Au quatrième trimestre, une incidence positive de 3 M\$ sur le bénéfice, correspondant à la quote-part revenant à IGM des ajustements après impôt de Lifeco relativement à la réévaluation d'un actif d'impôt différé, moins certaines charges de restructuration et certains coûts de transaction.
- Au troisième trimestre, un profit de 31 M\$ après impôt (37 M\$ avant impôt) à la vente de la participation dans Personal Capital. La Société n'a pas inclus le montant du profit à la vente de Personal Capital dans ses ajustements puisqu'il a été éliminé au moment de la consolidation. La Société a comptabilisé un profit se rapportant à la réévaluation à la juste valeur de la participation dans Personal Capital à la date à laquelle Lifeco a acquis le contrôle. Conformément à la définition de la Société du bénéfice net ajusté, ce profit n'a pas été inclus dans les ajustements.

Ces facteurs ont été contrebalancés par ce qui suit :

- Au troisième trimestre, des charges de restructuration et d'autres charges de 54 M\$ après impôt (75 M\$ avant impôt) relatives aux démarches de transformation en cours au sein d'IGM s'échelonnant sur plusieurs années et aux efforts d'amélioration de son efficacité opérationnelle, de même qu'à l'acquisition de GLC et à d'autres changements apportés aux équipes de gestion des placements d'IGM. Cela comprenait des activités visant à accroître l'efficacité et les capacités en tirant parti de la taille et de l'expertise de fournisseurs de plus grande taille grâce à des partenariats d'impartition, ainsi que des initiatives d'automatisation des processus au niveau des processus internes clés. En raison de ces initiatives, IGM a comptabilisé des charges relatives à la restructuration et à la rationalisation des activités, ainsi qu'une perte de valeur à l'égard des logiciels générés à l'interne excédentaires. Au cours du troisième trimestre, IGM a aussi engagé des charges liées aux indemnités de cessation d'emploi et d'autres charges ayant trait à l'acquisition de GLC, de même qu'à d'autres changements à l'égard du personnel.

En 2019, le bénéfice net ajusté excluait une charge nette de 17 M\$ correspondant à la quote-part revenant à IGM des ajustements de Lifeco, conformément à la définition d'IGM du bénéfice net ajusté, dont une tranche de 9 M\$ a été comptabilisée au quatrième trimestre et une tranche de 8 M\$, au deuxième trimestre.

L'information ci-dessus est tirée du rapport de gestion annuel d'IGM.

GBL

Au cours du quatrième trimestre de 2020, à la suite de la fusion de Parjointco SA et de Pargesa (se reporter à la section Faits saillants de 2020), Pargesa a été radiée de la cote de la Bourse de la Suisse et a donc cessé de publier de l'information financière trimestrielle. Par conséquent, la Société a commencé à présenter dans cette section l'information financière publiée par GBL, y compris les informations comparatives. L'apport à Power Corporation pour les trois premiers trimestres de 2020 est fondé sur le bénéfice net ajusté et bénéfice net présentés par Pargesa, incluant la quote-part revenant à la Société des ajustements de Pargesa. GBL ne présente pas d'ajustements ni de bénéfice net ajusté.

Apport à Power Corporation

Exercices clos les 31 décembre [en millions de dollars canadiens]	2020	2019
Apport aux éléments suivants de Power Corporation ^[1] :		
Bénéfice net (perte nette) ajusté		
Tel qu'il a été présenté par GBL ^[2]	89	181
Incidence de la consolidation ^[3]	(56)	49
	33	230
Ajustements ^[2]	(6)	(37)
Participations ne donnant pas le contrôle de la Financière Power	(33)	(68)
Bénéfice net (perte nette)	(6)	125

[1] Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la participation indirecte moyenne de la Financière Power dans GBL était de 14,2 % (13,9 % pour la période correspondante de 2019). L'apport de la Financière Power au bénéfice pour les périodes précédant et suivant la réorganisation se fonde sur des participations respectives de 64,1 % et de 100 % dans la Financière Power (participation directe moyenne de 64,5 % pour l'exercice correspondant de 2019).

[2] Avant le quatrième trimestre, l'apport à la Société était fondé sur les résultats financiers de Pargesa, y compris les ajustements identifiés par Pargesa. Depuis le quatrième trimestre de 2020, l'apport à la Société est fondé sur les résultats financiers présentés par GBL.

[3] La Société n'a pas adopté IFRS 9. L'apport à la Société comprend un ajustement lié à GBL, conformément à IAS 39, tel qu'il est décrit ci-après.

Bénéfice net (perte nette) ajusté et bénéfice net (perte nette), tels qu'ils ont été présentés par GBL (conformément à IFRS 9)

Exercices clos les 31 décembre [en millions d'euros]	2020	2019
Quote-part du bénéfice (de la perte) des entreprises associées et des sociétés en exploitation consolidées de:		
Imerys	16	66
Webhelp	27	(20)
Piolin II/Parques	(72)	(86)
Sienna Capital	38	40
	9	-
Dividendes nets tirés des placements:		
SGS	108	87
LafargeHolcim	89	111
Pernod Ricard	53	62
GEA	13	13
Umicore	11	34
Total	-	36
adidas	-	43
Ontex	-	7
Autres ^[1]	39	115
	313	508
Produits (charges) d'intérêts	(24)	4
Autres produits financiers (charges financières)	239	139
Autres produits (charges) d'exploitation	(146)	(62)
Profits (pertes) liés aux cessions, aux pertes de valeur et aux reprises d'actifs non courants	1	116
Impôt	(1)	-
Bénéfice net (perte nette) ^{[2][3]}	391	705

[1] Les données de 2020 comprennent principalement le remboursement de retenues d'impôt à la source à recevoir des autorités fiscales françaises à l'égard de dividendes reçus d'Engie et de Total en 2008 et entre 2016 et 2018 (les données de 2019 comprennent principalement le remboursement de retenues d'impôt à la source à l'égard de dividendes reçus de Total et d'Engie entre 2013 et 2016).

[2] Désigné comme le « résultat net consolidé conforme aux normes IFRS » dans les documents d'information publiés par GBL.

[3] Attribuable aux actionnaires de GBL.

2020 par rapport à 2019

Bénéfice net 391 M€, comparativement à 705 M€ pour la période correspondante de 2019, soit une diminution de 44,5 %.

Ajustements apportés à l'apport de GBL conformément à IAS 39

Le 1^{er} janvier 2018, GBL a adopté IFRS 9, *Instruments financiers*. La majorité de ses placements dans des entités ouvertes est classée à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, un classement facultatif des instruments de placement en vertu duquel toutes les variations de la juste valeur demeurent de façon permanente dans les autres éléments du résultat global. Les classements de GBL et de Pargesa sont uniformes et conformes à IFRS 9.

Les placements dans des fonds d'actions de sociétés fermées et d'autres fonds d'investissement sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les dispositions transitoires d'IFRS 9 exigent que tous les profits et pertes latents au 1^{er} janvier 2018 sur les placements auparavant classés comme disponibles à la vente demeurent de façon permanente dans les fonds propres. Depuis le 1^{er} janvier 2018, les variations subséquentes de la juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Power Corporation a reporté l'adoption d'IFRS 9 et continue d'appliquer IAS 39. Le tableau suivant présente les ajustements de l'apport de GBL au bénéfice de Power Corporation, conformément à IAS 39.

Exercices clos les 31 décembre [en millions de dollars canadiens]	2020	2019
Cession du placement dans Total ^[1]	45	-
Cession partielle du placement dans adidas ^[2]	-	46
Cession partielle du placement dans LafargeHolcim ^[3]	-	15
Charges pour perte de valeur ^[4]	(52)	(8)
Cession de fonds d'actions de sociétés fermées et autres ^[5]	18	-
Reprise de (profits) pertes latents sur les fonds d'actions de sociétés fermées et autres ^[6]	(100)	(22)
Total	(89)	31

- [1] Au cours du deuxième trimestre de 2019, GBL a vendu la quasi-totalité de sa participation de 0,6 % dans Total au moyen de contrats de vente à terme, lesquels sont arrivés à échéance en janvier 2020 et ont entraîné un profit. Le profit de 411 M€ de GBL n'a pas été comptabilisé dans son bénéfice, puisque le placement était classé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La quote-part revenant à Power Corporation de ce profit réalisé s'est chiffrée à 45 M\$.
- [2] Au cours des premier et deuxième trimestres de 2019, une partie du placement dans adidas a été cédée, ce qui s'est traduit par des profits respectifs de 86 M€ et de 247 M€. Ces profits n'ont pas été comptabilisés dans le bénéfice de GBL puisque le placement est classé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La quote-part revenant à Power Corporation du profit réalisé s'est chiffrée à 12 M\$ au premier trimestre et à 34 M\$ au deuxième trimestre.
- [3] Au cours du quatrième trimestre de 2019, une partie du placement dans LafargeHolcim a été cédée, ce qui s'est traduit par un profit lié à la reprise de pertes de valeur précédemment comptabilisées. Ce profit n'a pas été comptabilisé dans le bénéfice de GBL puisque le placement est classé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La quote-part revenant à Power Corporation s'est chiffrée à 15 M\$.
- [4] En vertu d'IFRS 9, GBL classe la majorité de ses placements dans des entités ouvertes à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et, par conséquent, les charges pour perte de valeur ne sont pas comptabilisées dans le bénéfice. Power Corporation a comptabilisé des charges pour perte de valeur sur les placements suivants :
- GEA – Le placement dans GEA avait déjà subi une perte de valeur, qui s'était traduite par un coût ajusté de 22,50 € par action. Au cours du premier trimestre de 2020, le cours de l'action a diminué pour s'établir à 18,73 €, ce qui a donné lieu à une charge pour perte de valeur. La quote-part revenant à Power Corporation s'est chiffrée à 13 M\$.
 - LafargeHolcim – Le placement dans LafargeHolcim avait déjà subi une perte de valeur, qui s'était traduite par un coût ajusté de 35,83 € par action. Au cours du premier trimestre de 2020, le cours de l'action a diminué pour atteindre 33,41 €, entraînant une charge pour perte de valeur. La quote-part revenant à Power Corporation s'est chiffrée à 27 M\$.
 - Ontex – Le placement dans Ontex avait déjà subi une perte de valeur, qui s'était traduite par un coût ajusté de 14,18 € par action. Au cours du deuxième trimestre de 2020, le cours de l'action a diminué pour atteindre 13,03 €, entraînant une charge pour perte de valeur. La quote-part revenant à Power Corporation s'est chiffrée à 5 M\$. Au cours du troisième trimestre de 2020, le cours de l'action a diminué pour atteindre 11,15 €, entraînant une charge pour perte de valeur. La quote-part revenant à Power Corporation s'est chiffrée à 7 M\$. Au deuxième trimestre de 2019, Power Corporation avait comptabilisé la quote-part lui revenant d'une charge pour perte de valeur de 8 M\$ sur Ontex.
- [5] Au cours des premier et quatrième trimestres de 2020, Power Corporation a comptabilisé sa quote-part des profits à la vente d'autres placements d'un montant de 8 M\$ et de 7 M\$, respectivement. Au premier trimestre, le profit découlait d'une reprise de perte de valeur comptabilisée antérieurement. Au cours des deuxième et troisième trimestres de 2020, la Société a comptabilisé des montants respectifs de 4 M\$ et de 2 M\$, principalement liés à la quote-part lui revenant de la perte de valeur d'un placement détenu par l'entremise d'un fonds d'actions de sociétés fermées. Au cours du premier trimestre de 2020, un placement détenu par l'entremise de fonds d'actions de sociétés fermées, classé à la juste valeur par le biais du résultat net conformément à IFRS 9, a été cédé, ce qui a donné lieu à un profit réalisé. La quote-part revenant à Power Corporation du profit réalisé s'est chiffrée à 9 M\$, conformément à IAS 39.
- [6] GBL classe les placements dans des actions de sociétés fermées à la juste valeur par le biais du résultat net, conformément à IFRS 9, et comptabilise les variations latentes de la juste valeur dans les résultats. Power Corporation ne comptabilise pas ces variations latentes de la juste valeur dans les résultats et continue de classer ces fonds d'actions de sociétés fermées comme étant disponibles à la vente, conformément à IAS 39.

À l'exception de la quote-part des résultats d'Imerys, de Webhelp, de Parques et de Sienna Capital, une grande part du bénéfice net de GBL est composée de dividendes provenant de ses placements non consolidés, qui sont généralement déclarés comme suit :

- LafargeHolcim (deuxième trimestre)
- SGS (premier trimestre)
- adidas (deuxième trimestre)
- Umicore (deuxième et troisième trimestres)
- Pernod Ricard (deuxième et quatrième trimestres)
- GEA (deuxième trimestre)
- Ontex (deuxième trimestre)

Compte tenu de l'incidence de la COVID-19, adidas, Umicore, Pernod Ricard et Ontex ont temporairement suspendu ou réduit les versements de dividendes.

Résultats

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net a diminué de 314 M€ par rapport à la période correspondante de 2019, pour s'établir à 391 M€. Cette diminution du bénéfice net est principalement attribuable à :

- Une baisse de 50 M€ de l'apport d'Imerys au bénéfice net, qui s'est chiffré à 16 M€ au 31 décembre 2020.
- Un apport négatif de 72 M€ de Piolin II au 31 décembre 2020, comparativement à un apport négatif de 86 M€ pour la période correspondante de 2019, principalement en raison de pertes de valeur importantes comptabilisées par Parques.
- Une baisse de 195 M€ des dividendes, qui se sont établis à 313 M€, comparativement à 508 M€ pour la période correspondante de 2019. Une hausse de 21 M€ du dividende reçu de SGS attribuable à l'augmentation de la participation a été contrebalancée par des baisses respectives de 22 M€ et de 36 M€ des dividendes reçus de LafargeHolcim et de Total, en raison de la diminution de la participation détenue. Les dividendes reçus des autres sociétés de portefeuille ont diminué de 82 M€, reflétant les décisions de suspendre temporairement ou de réduire les versements de dividendes en raison des conditions actuelles du marché. Les autres dividendes d'un montant de 39 M€ se rapportent principalement au remboursement de retenues d'impôt à la source à recevoir des autorités fiscales françaises à l'égard de dividendes reçus d'Engie et de Total en 2008 et entre 2016 et 2018, comparativement à un montant de 107 M€ reçu en 2019.
- L'apport de Sienna Capital a diminué de 2 M€ pour se chiffrer à 38 M€.
- Les charges d'intérêts nettes se sont chiffrées à 24 M€ en 2020, comparativement à des produits d'intérêts nets de 4 M€ en 2019. Les charges d'intérêts nettes comprennent les charges d'intérêts sur les obligations institutionnelles en circulation et les intérêts chargés à GBL, partiellement contrebalancés par les produits d'intérêts provenant de Sienna Capital et les intérêts moratoires sur les retenues d'impôt mentionnés précédemment.
- Une augmentation de 84 M€ des autres charges d'exploitation, qui se sont chiffrées à 146 M€. Les autres charges d'exploitation comprennent une charge de 73 M€ liée à l'augmentation de la dette comptabilisée en vertu du régime de rémunération incitative des employés de Webhelp en raison de l'incidence de l'actualisation et de l'acquisition des droits ainsi qu'aux charges indirectes liées à Sienna Capital.
- Une diminution de 115 M€ des profits (pertes) liés aux cessions, pertes de valeur et reprises de perte de valeur des actifs non courants. En 2019, GBL a comptabilisé des profits nets à la vente de deux placements détenus par Sienna Capital.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par :

- une augmentation de 100 M€ des autres produits financiers, qui se sont chiffrés à 239 M€, ce qui comprend une augmentation nette de 392 M€ de la juste valeur des placements de Sienna Capital dans les fonds qui ne sont pas consolidés ni comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et l'incidence positive de l'évaluation à la valeur de marché d'un dérivé détenu par GBL, partiellement contrebalancées par l'incidence négative nette de 209 M€ de l'évaluation à la valeur de marché des titres d'emprunt détenus par GBL auprès des actionnaires minoritaires de Webhelp;
- un apport de 27 M€ provenant de Webhelp, qui a été acquise à la fin de 2019. L'apport négatif au bénéfice net de 20 M€ en 2019 se rapportait à la quote-part revenant à GBL des coûts de transaction liés à l'acquisition de Webhelp.

Ajustements

Les ajustements sont des éléments exclus du bénéfice net lors du calcul du bénéfice net ajusté par la direction de Pargesa. L'apport au bénéfice net ajusté et au bénéfice net de la Société pour les trois premiers trimestres de 2020 et l'exercice clos le 31 décembre 2019 comprend la quote-part revenant à la Société des ajustements présentés par Pargesa. GBL ne présente pas d'ajustements ni de bénéfice net ajusté.

Pargesa a présenté des ajustements respectifs de 5 M FS, de 6 M FS et de 2 M FS aux premier, deuxième et troisième trimestres de 2020. En 2020, les ajustements ont totalisé 13 M FS et comprenaient principalement la quote-part revenant à Pargesa des charges d'Imerys, de Parques et de Webhelp.

En 2019, les ajustements s'étaient chiffrés à 101 M FS et comprenaient principalement ce qui suit :

- La quote-part revenant à Pargesa des charges d'Imerys de 49 M FS :
 - Des charges de 21 M FS relatives à la mise en œuvre d'un programme de transformation et à la fermeture temporaire d'une usine aux États-Unis, comptabilisées essentiellement au deuxième trimestre.
 - Des charges de 28 M FS relatives aux coûts engagés par Imerys dans le cadre de son programme de transformation et à la perte de valeur des actifs secondaires attribuable à la déconsolidation des filiales nord-américaines de produits de talc, comptabilisées au quatrième trimestre.
- La quote-part revenant à Pargesa des charges de Parques de 38 M FS relatives à des dépenses non récurrentes de Parques, dont une tranche de 16 M FS a été comptabilisée au troisième trimestre et une tranche de 22 M FS, au quatrième trimestre.
- La quote-part revenant à Pargesa de 11 M FS liée à l'apport comptabilisé par GBL à la suite de l'acquisition de Webhelp, qui consistait principalement en la quote-part revenant à GBL des coûts de transaction engagés pour compléter l'acquisition, comptabilisée au quatrième trimestre.

Taux de change moyens

Les taux de change moyens pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 étaient les suivants :

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019	Variation en %
€/ \$ CA	1,530	1,486	3,0
FS/ \$ CA	1,429	1,335	7,0

L'information ci-dessus est tirée des documents d'information publiés par GBL.

PLACEMENTS ALTERNATIFS ET AUTRES PLACEMENTS

Les placements alternatifs et autres placements comprennent les résultats des plateformes de placement, lesquels comprennent les produits tirés des activités de gestion d'actifs et les activités d'investissement. Les activités de gestion d'actifs comprennent les honoraires de gestion et les intéressements aux plus-values, déduction faite des charges liées aux plateformes de placement. Les activités d'investissement comprennent les produits tirés du capital investi par la Société (capital exclusif) dans chaque plateforme et la quote-part du bénéfice (de la perte) des filiales contrôlées et consolidées détenues au sein des plateformes de placement. Le poste Autres comprend la quote-part du bénéfice (de la perte) des entreprises autonomes et des participations de la Société dans des fonds d'investissement et de couverture.

Les produits tirés des activités d'investissement (capital exclusif) et le bénéfice provenant des autres placements sont de nature volatile puisqu'ils dépendent de plusieurs facteurs, incluant, plus particulièrement, le moment auquel ils sont réalisés.

Sommaire du bénéfice (de la perte) provenant des placements alternatifs et autres placements de la Société :

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
PLATEFORMES DE PLACEMENT		
Sagard Holdings		
Activités de gestion d'actifs		
Honoraires de gestion ^[1]	62	40
Charges liées aux plateformes de placement	(82)	(75)
	(20)	(35)
Intéressement aux plus-values, montant net	17	4
	(3)	(31)
Activités d'investissement (capital exclusif)		
Actions de sociétés fermées et autres stratégies	39	10
Capital de risque (investissements dans les technologies financières) ^[2]	(11)	(30)
	25	(51)
Power Sustainable		
Activités d'investissement (capital exclusif)		
Power Pacific ^[3]	138	124
Énergie Power (quote-part du bénéfice)	(38)	(33)
Charges liées aux plateformes de placement ^[4]	(83)	(30)
	17	61
Bénéfice (perte) des plateformes de placement	42	10
Entreprises autonomes^[5]	31	(76)
Autres		
Fonds d'investissement et de couverture	13	24
Autres ^[6]	4	24
	17	48
Bénéfice (perte) des placements alternatifs et autres placements	90	(18)

[1] Comprend les honoraires de gestion facturés par la plateforme de placement sur le capital exclusif. Les honoraires de gestion versés par la Société sont déduits des produits tirés des activités d'investissement.

[2] Comprend la quote-part revenant à la Société du bénéfice (de la perte) de Wealthsimple et de Koho (jusqu'à la date de la déconsolidation, le 1^{er} décembre 2020). En 2020, comprend la quote-part de 31 M\$ revenant à la Société du profit à la déconsolidation de Koho et une charge de 36 M\$ se rapportant à la quote-part revenant à la Société de la réévaluation à la juste valeur du passif au titre du droit de vente des participations ne donnant pas le contrôle dans Wealthsimple et des intéressements aux plus-values à payer. L'augmentation de la juste valeur du placement de la Société, détenu par l'entremise de la Financière Power, dans Portag3 I, Portag3 II, Koho et Wealthsimple s'est établie à 201 M\$ en 2020 (20 M\$ en 2019).

[3] Comprend principalement les profits (pertes) réalisés à la cession de placements et les dividendes reçus.

[4] Comprend l'intéressement aux plus-values des activités d'investissement de Power Pacific et d'Énergie Power.

[5] Comprend l'augmentation de la juste valeur du droit d'achat détenu par Power Sustainable visant l'acquisition de participations additionnelles dans Lion, qui s'est traduite par un profit de 102 M\$, partiellement contrebalancé par une hausse de 47 M\$ des montants à payer au titre des régimes de rémunération incitative à long terme et de l'impôt différé ainsi que par la quote-part revenant à la Société de la perte nette de Lion, d'un montant de 35 M\$. La perte nette de Lion inclut des charges liées au régime de rémunération incitative des employés et une hausse de la juste valeur des bons de souscription. Comprend la quote-part revenant à la Société du bénéfice (de la perte) d'IntegraMed (jusqu'à la date de la déconsolidation, le 20 mai 2020), de Lumenpulse, de Lion, d'une entreprise contrôlée conjointement et d'entreprises associées.

[6] Comprend principalement les profits ou les pertes de change et les intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les charges pour perte de valeur des placements alternatifs et autres placements se présentaient comme suit :

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Sagard Holdings	24	-
Power Pacific	4	1
Entreprises autonomes	28	33
Fonds d'investissement et de couverture	7	4
	63	38

Sagard Holdings

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, les charges pour perte de valeur se sont chiffrées à 24 M\$, comparativement à nil pour la période correspondante de 2019. Les charges pour perte de valeur comprennent une charge de 6 M\$ pour le deuxième trimestre de 2020 et une charge de 18 M\$ pour le premier trimestre de 2020 au titre de la quote-part revenant à la Société d'une charge pour perte de valeur sur un placement détenu dans le fonds Sagard 3.

Power Pacific

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, les charges pour perte de valeur se sont chiffrées à 4 M\$, comparativement à 1 M\$ pour la période correspondante de 2019. En 2020, les charges pour perte de valeur étaient attribuables à un recul des valeurs des actions.

Entreprises autonomes

Les charges pour perte de valeur pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 se sont chiffrées à 28 M\$, comparativement à 33 M\$ pour la période correspondante de 2019. Les charges pour perte de valeur comprennent une charge pour perte de valeur au titre d'un placement comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence au premier trimestre de 2020 attribuable à un recul des valeurs des actions à la fin du mois de mars 2020. En 2019, les charges pour perte de valeur comptabilisées au cours du troisième trimestre se rapportaient principalement à un placement mis en équivalence. Les charges pour perte de valeur de 2019 excluaient la quote-part revenant à Sagard Holdings d'une charge pour perte de valeur comptabilisée par IntegraMed au quatrième trimestre, d'un montant de 16 M\$ (13 M\$ US), qui a été incluse dans les ajustements.

CHINA AMC

Les produits tirés de China AMC pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 se sont chiffrés à 42 M\$, comparativement à 30 M\$ pour la période correspondante de 2019.

ACTIVITÉS PROPRES

Les activités propres incluent les charges d'exploitation, les charges financières, l'amortissement et l'impôt sur le bénéfice.

Charges d'exploitation et autres charges

Le sommaire des charges d'exploitation et autres charges de la Société et de la Financière Power sur une base combinée se présente comme suit :

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Charges d'exploitation ^[1]	145	185
Charges financières ^[2]	55	55
Amortissement	16	16
Impôt sur le bénéfice ^[3]	(52)	(10)
	164	246

[1] Les charges d'exploitation de l'exercice clos le 31 décembre 2020 comprennent un profit de 11 M\$ lié à la réduction d'un régime découlant du retrait de certains membres de la direction du régime de retraite de la Société et à la révision des hypothèses liées aux régimes utilisées pour certains membres de la direction, ainsi qu'une diminution des autres charges d'exploitation attribuable à la réorganisation.

[2] Les charges financières liées à la Financière Power se sont chiffrées à 18 M\$ pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019.

[3] Comprend la comptabilisation d'actifs d'impôt différé n'ayant pas été comptabilisés précédemment pour contrebalancer les passifs d'impôt différé qui ont été comptabilisés sur les profits latents dans les autres éléments de bénéfice global.

AJUSTEMENTS (exclus du bénéfice net ajusté)

Le tableau suivant présente la quote-part revenant à la Société des ajustements :

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Lifeco		
Révision des hypothèses actuarielles et autres mesures prises par la direction	76	115
Incidences liées aux marchés sur les passifs	(85)	(60)
Profit net (charge nette) à la cession d'entreprises	63	(128)
Coûts de transaction liés aux acquisitions de Personal Capital et de MassMutual	(52)	-
Réévaluation d'un actif d'impôt différé	131	(133)
Charges de restructuration et d'intégration	(56)	(24)
Quote-part des ajustements d'IGM	(1)	-
	76	(230)
IGM		
Charges de restructuration et autres charges	(34)	-
Coûts de transaction liés à l'acquisition de GLC	(3)	-
Quote-part des ajustements de Lifeco ^[1]	3	(9)
	(34)	(9)
GBL^[2]		
Imerys – pertes de valeur, charges de restructuration et autres	(3)	(18)
Parques et autres charges	(3)	(19)
	(6)	(37)
Placements alternatifs et autres placements		
Reprise à la déconsolidation d'IntegraMed	27	-
Quote-part de la charge pour perte de valeur du goodwill d'IntegraMed	-	(16)
	27	(16)
Activités propres		
Réduction des estimations liées à l'impôt	-	31
Charges au titre de la réorganisation	(8)	(9)
	(8)	22
Participations ne donnant pas le contrôle de la Financière Power		
	(4)	103
	51	(167)

[1] Comprend la quote-part revenant à IGM des ajustements de Lifeco au titre de l'incidence de la révision des hypothèses actuarielles et des mesures prises par la direction, ainsi que des incidences liées aux marchés sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance, conformément à la définition de la Société du bénéfice net ajusté.

[2] Telle qu'elle était présentée auparavant par Pargesa.

Placements alternatifs et autres placements

- Au quatrième trimestre de 2019, la quote-part revenant à la Société d'une charge pour perte de valeur du goodwill comptabilisée par IntegraMed se chiffrait à 16 M\$ (13 M\$ US). Au deuxième trimestre de 2020, la reprise à la déconsolidation d'IntegraMed comptabilisée par la Société était de 27 M\$ (19 M\$ US).

Activités propres

- Au cours du quatrième trimestre de 2020, la Société a comptabilisé des charges de 14 M\$ dans le cadre de la réorganisation relativement à la perte de valeur de certaines améliorations locatives et d'actifs au titre de droits d'utilisation liés à des immeubles, qui ont été partiellement contrebalancées par un profit de 6 M\$ comptabilisé au quatrième trimestre à la cession d'un immeuble.

- Au cours du quatrième trimestre de 2019, la Financière Power a engagé des coûts de 9 M\$ au titre de la réorganisation, principalement liés aux frais juridiques et aux honoraires des conseillers financiers.
- Au troisième trimestre de 2019, les ajustements de 31 M\$ se rapportaient à une modification favorable des estimations de la charge d'impôt.

Pour obtenir des renseignements additionnels, se reporter aux sections Ajustements portant sur Lifeco, IGM et GBL et à la section IntegraMed sous Entreprises autonomes ci-dessus.

Situation financière

BILANS CONSOLIDÉS (résumés)

Les bilans résumés de Lifeco, d'IGM et des plateformes de placement et autres ainsi que le bilan non consolidé combiné de Power Corporation et de la Financière Power (Activités propres) sont présentés ci-dessous. Le tableau suivant présente un rapprochement du bilan non consolidé, qui n'est pas présenté conformément aux normes IFRS, et du bilan consolidé résumé de la Société au 31 décembre 2020.

31 décembre	Lifeco	IGM	Plateformes de placement et autres ⁽¹⁾	Activités propres	Incidence de la consolidation	Power Corporation Bilans consolidés	
						2020	2019
ACTIF							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 946	772	545	1 226	(449)	10 040	6 805
Placements	190 633	6 964	1 271	4 082	(2 965)	199 985	173 057
Participations:							
Financière Power, Lifeco et IGM	354	962	–	17 304	(18 620)	–	–
Parjointco	–	–	–	4 216	–	4 216	3 954
Autres ⁽²⁾	65	969	331	–	948	2 313	1 939
Fonds détenus par des assureurs cédants	18 383	–	–	–	–	18 383	8 714
Actifs au titre des cessions en réassurance	22 121	–	–	–	–	22 121	20 707
Autres actifs	12 565	2 270	2 860	280	(203)	17 772	14 885
Immobilisations incorporelles	4 285	1 322	704	2	(34)	6 279	5 843
Goodwill	10 106	2 803	441	–	613	13 963	10 324
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	334 032	–	–	–	–	334 032	231 022
Total de l'actif	600 490	16 062	6 152	27 110	(20 710)	629 104	477 250
PASSIF							
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	218 047	–	–	–	–	218 047	176 177
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	6 174	–	–	–	6 174	6 914
Débtures et autres instruments d'emprunt de Power Corporation	–	–	–	756	–	756	683
Débtures et autres instruments d'emprunt sans recours ⁽³⁾	9 693	2 100	1 344	250	(88)	13 299	9 255
Autres passifs	11 703	2 745	1 993	1 067	555	18 063	16 614
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	334 032	–	–	–	–	334 032	231 022
Total du passif	573 475	11 019	3 337	2 073	467	590 371	440 665
FONDS PROPRES							
Actions privilégiées perpétuelles	–	–	–	2 830	(2 830)	–	–
Actions non participantes	2 714	–	–	956	(2 714)	956	960
Fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions participantes	21 314	4 994	2 596	21 251	(28 904)	21 251	13 214
Participations ne donnant pas le contrôle ⁽⁴⁾⁽⁵⁾	2 987	49	219	–	13 271	16 526	22 411
Total des fonds propres	27 015	5 043	2 815	25 037	(21 177)	38 733	36 585
Total du passif et des fonds propres	600 490	16 062	6 152	27 110	(20 710)	629 104	477 250

[1] Comprend les fonds d'investissement consolidés, Wealthsimple et Énergie Power.

[2] Comprend les participations dans une entreprise contrôlée conjointement et les entreprises associées.

[3] Les débtures et autres instruments d'emprunt des participations contrôlées et consolidées sont garantis par leurs actifs, lesquels sont sans recours contre la Société.

[4] Les participations ne donnant pas le contrôle de Lifeco comprennent le surplus attribuable au compte de participation de filiales.

[5] Les ajustements liés à la consolidation des participations ne donnant pas le contrôle sont relatifs aux participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds propres de Lifeco, d'IGM et des participations contrôlées et consolidées.

Le total de l'actif de la Société a augmenté pour s'établir à 629,1 G\$ au 31 décembre 2020, comparativement à 477,3 G\$ au 31 décembre 2019, principalement en raison des acquisitions de MassMutual et de Personal Capital en 2020 ainsi que des fluctuations sur les marchés, partiellement contrebalancées par la vente d'IPSI par Lifeco et les fluctuations des devises. La transaction avec MassMutual a permis d'ajouter un montant de 115 G\$ au total de l'actif figurant au bilan de Lifeco.

Le passif a augmenté pour s'établir à 590,4 G\$ au 31 décembre 2020, comparativement à 440,7 G\$ au 31 décembre 2019, principalement en raison des éléments suivants, tels qu'ils ont été présentés par Lifeco :

- Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ont augmenté de 41,9 G\$, principalement en raison d'une hausse de 27,3 G\$ attribuable à l'acquisition des activités liées aux services de retraite de MassMutual, de l'incidence des nouvelles affaires et des ajustements liés à la juste valeur.
- Les contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts ont augmenté de 103,0 G\$, principalement en raison d'une hausse de 84,8 G\$ attribuable à l'acquisition des activités liées aux services de retraite de MassMutual, de l'incidence combinée des hausses de la valeur de marché et des produits de placement de 12,1 G\$ et de l'incidence des fluctuations des devises de 3,9 G\$.

BILANS NON CONSOLIDÉS

Dans le mode de présentation non consolidée ci-dessous, les bilans non consolidés de Power Corporation et de la Financière Power sont présentés sur une base combinée; les participations dans les filiales sont présentées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces bilans non consolidés, qui ne sont pas présentés conformément aux normes IFRS, rehaussent l'information fournie dans le rapport de gestion et aident le lecteur à cibler les changements dans le bilan non consolidé combiné de Power Corporation et de la Financière Power.

31 décembre	2020	2019
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie ^[1]	1 226	1 392
Participations:		
Lifeco	14 451	13 654
IGM	2 853	2 729
GBL ^[2]	4 216	3 954
Placements alternatifs et autres placements ^[3]	3 367	2 678
China AMC	715	658
Autres actifs ^[4]	282	360
Total de l'actif	27 110	25 425
PASSIF		
Débtentures et autres instruments d'emprunt ^[5]	1 006	933
Autres passifs	1 067	1 024
Total du passif	2 073	1 957
FONDS PROPRES		
Actions privilégiées perpétuelles	2 830	2 830
Actions non participantes	956	960
Fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions participantes	21 251	13 214
Total des fonds propres	25 037	17 004
Participation ne donnant pas le contrôle	–	6 464
Total du passif et des fonds propres	27 110	25 425

[1] Les équivalents de trésorerie comprennent des titres à revenu fixe dont l'échéance est de plus de trois mois d'un montant de 544 M\$ (309 M\$ au 31 décembre 2019). Conformément aux normes IFRS, ceux-ci sont classés à titre de placements dans les états financiers consolidés.

[2] Détenu indirectement par l'intermédiaire de Parjointco.

[3] Comprend les placements de la Financière Power dans Portag3 I, Portag3 II et Wealthisimple présentés selon la méthode de la mise en équivalence ainsi que son placement dans Koho.

[4] Comprend des dividendes d'un montant de 83 M\$ déclarés au quatrième trimestre par IGM et reçus par la Financière Power le 29 janvier 2021 (soit le même montant qu'au 31 décembre 2019).

[5] Comprend les débtentures de la Financière Power de 250 M\$ au 31 décembre 2020 (même montant qu'au 31 décembre 2019).

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus par la Société et la Financière Power se sont élevés à 1 226 M\$ au 31 décembre 2020, comparativement à 1 392 M\$ à la fin de décembre 2019 (pour obtenir plus de détails, se reporter à la section États non consolidés des flux de trésorerie présentée plus loin).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus par Sagard Holdings et Power Pacific se sont élevés à 280 M\$ au 31 décembre 2020 (193 M\$ au 31 décembre 2019) et sont compris dans la valeur comptable de la plateforme de placement.

Placements

Participations dans Lifeco, IGM et Parjointco (selon la méthode de la mise en équivalence)

Le tableau ci-dessous présente, selon la méthode de la mise en équivalence, la continuité des participations dans Lifeco, IGM et GBL, aux fins de la présentation non consolidée, qui n'est pas conforme aux normes IFRS. La valeur comptable des participations dans Lifeco, IGM et GBL, comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, a augmenté pour s'établir à 21 520 M\$ au 31 décembre 2020, comparativement à 20 337 M\$ au 31 décembre 2019.

	Lifeco	IGM	GBL ^[1]	Total
Valeur comptable au début de l'exercice	13 654	2 729	3 954	20 337
Quote-part du bénéfice net ajusté	1 792	455	33	2 280
Quote-part des ajustements	76	(34)	(6)	36
Quote-part des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(5)	2	320	317
Dividendes	(1 087)	(333)	(88)	(1 508)
Autres ^[2]	21	34	3	58
Valeur comptable au 31 décembre 2020	14 451	2 853	4 216	21 520

[1] Détenu indirectement par l'intermédiaire de Parjointco.

[2] Le poste Autres comprend l'incidence de la réorganisation de Pargesa, qui a donné lieu à une augmentation de 19 M\$ des bénéfices non distribués.

Placements alternatifs et autres placements

Les placements alternatifs et autres placements comprennent les placements suivants:

Valeur comptable aux 31 décembre	2020	2019
Sagard Holdings		
Sociétés de gestion d'actifs	163	153
Placements ^[1]	825	689
Power Sustainable		
Power Pacific ^[2]	1 142	739
Énergie Power ^[2]	427	325
Autres		
Entreprises autonomes	563	523
Autres ^[3]	247	249
	3 367	2 678

[1] Comprend les placements de la Financière Power dans Portag3 I, Portag3 II, Wealthsimple et Koho.

[2] Comprend les activités de gestion des plateformes de placement.

[3] Comprend les participations en portefeuille dans des fonds d'actions de sociétés fermées et dans un certain nombre de fonds de couverture. Ces placements sont classés comme disponibles à la vente et sont comptabilisés à la juste valeur. Au 31 décembre 2020, la Société avait des engagements en cours visant à faire des versements en capital futurs à ces fonds pour un montant total de 37 M\$.

Participation dans China AMC

La valeur comptable de la participation de Power Corporation dans China AMC s'élevait à 715 M\$ au 31 décembre 2020, comparativement à 658 M\$ au 31 décembre 2019.

Valeur comptable au début de l'exercice	658
Dividendes	(14)
Quote-part du bénéfice net	42
Quote-part des autres éléments de bénéfice global	29
Valeur comptable au 31 décembre 2020	715

L'actif géré total de China AMC, excluant l'actif géré des filiales, s'élevait à 1 461 milliards RMB¥ (285 G\$ CA) au 31 décembre 2020, comparativement à 1 032 milliards RMB¥ (192 G\$ CA) au 31 décembre 2019.

FONDS PROPRES

Actions non participantes

Les actions non participantes (privilégiées) de la Société comprennent six séries d'actions privilégiées de premier rang d'un montant en capital déclaré total de 956 M\$ au 31 décembre 2020 (960 M\$ au 31 décembre 2019), dont une tranche de 950 M\$ est à dividende non cumulatif. Toutes les séries d'actions sont des actions privilégiées perpétuelles et elles sont rachetables en totalité ou en partie uniquement au gré de la Société à partir de dates déterminées.

Les modalités des actions privilégiées de premier rang en circulation sont décrites à la note 18 des états financiers consolidés de 2020 de la Société.

Fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions participantes

Les fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions participantes se sont chiffrés à 21 251 M\$ au 31 décembre 2020, comparativement à 13 214 M\$ au 31 décembre 2019:

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions participantes au début de l'exercice	13 214	14 104
Variation des actions participantes		
Émission d'actions comportant des droits de vote limités dans le cadre de l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle dans la Financière Power	8 687	-
Émission d'actions privilégiées participantes	206	-
Rachat aux fins d'annulation d'actions comportant des droits de vote limités en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(110)	-
Émission d'actions comportant des droits de vote limités (1 497 952 actions en 2020 et 1 422 502 actions en 2019) en vertu du Régime d'options sur actions à l'intention des dirigeants de la Société	48	33
	8 831	33
Variation des bénéfices non distribués		
Bénéfice net avant les dividendes sur les actions non participantes	2 046	1 160
Dividendes déclarés	(1 263)	(920)
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle dans la Financière Power	(2 847)	-
Coûts de transaction liés à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle dans la Financière Power	(46)	-
Rachat aux fins d'annulation d'actions comportant des droits de vote limités en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(83)	-
Rachat d'actions comportant des droits de vote limités en vertu de l'offre de PCC	-	(1 350)
Incidence de la variation du capital et des participations dans les filiales, et autres ^[1]	64	143
	(2 129)	(967)
Variations des réserves		
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)		
Écarts de change	15	(321)
Réévaluation des placements et couvertures de flux de trésorerie	316	160
Écarts actuariels liés aux régimes à prestations définies	(137)	(87)
Quote-part de Parjointco et des autres entreprises contrôlées conjointement et entreprises associées	413	264
Réattribution à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle dans la Financière Power	647	-
Rémunération fondée sur des actions, y compris l'incidence des filiales ^[2]	81	28
	1 335	44
Fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions participantes aux 31 décembre	21 251	13 214

[1] Se rapporte principalement à l'incidence de la variation du pourcentage de détention sur la participation de Parjointco dans GBL et de la participation de la Financière Power dans Wealthisimple.

[2] Comprend la réattribution de la rémunération fondée sur des actions à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle dans la Financière Power.

La valeur comptable par action participante de la Société s'est établie à 31,38 \$ au 31 décembre 2020, comparativement à 30,98 \$ à la fin de 2019.

Nombre d'actions participantes en circulation

À la date du présent rapport de gestion, 54 860 866 actions privilégiées participantes de la Société étaient en circulation, comparativement à 48 854 772 au 31 décembre 2019, et 621 703 526 actions comportant des droits de vote limités de la Société étaient en circulation, comparativement à 377 614 607 au 31 décembre 2019.

Dans le cadre de la réorganisation, la Société a pris en charge le Régime d'options sur actions à l'intention des employés de la Financière Power. Les 13 079 888 options en circulation au 13 février 2020 en vertu du Régime d'options sur actions à l'intention des employés de la Financière Power ont été échangées contre 13 733 786 options visant l'acquisition d'actions comportant

des droits de vote limités de la Société (les options de remplacement). Chacune des options de remplacement donne aux porteurs d'options le droit de recevoir 1,05 action comportant des droits de vote limités de la Société.

À la date du présent rapport de gestion, des options visant l'achat d'un nombre maximal total de 30 253 897 actions comportant des droits de vote limités de la Société étaient en circulation en vertu du Régime d'options sur actions à l'intention des dirigeants de la Société et du Régime d'options sur actions à l'intention des employés de la Financière Power, incluant 12 154 754 actions comportant des droits de vote limités pouvant être émises en vertu des options de remplacement.

Réorganisation

Le 12 février 2020, dans le cadre de la réorganisation et conformément au droit préférentiel de souscription, la Société a émis 6 006 094 actions privilégiées participantes aux porteurs ayant dûment exercé leur droit préférentiel de souscription, à un prix de 34,27 \$ par action privilégiée participante, ce qui représente une contrepartie en trésorerie de 206 M\$.

De plus, le 13 février 2020, la Société a acquis 238 693 580 actions ordinaires de la Financière Power, chacune ayant été échangée contre 1,05 action comportant des droits de vote limités de la Société et 0,01 \$ par action en espèces. La Société a émis 250 628 173 actions comportant des droits de vote limités au prix de 34,66 \$ par action et a versé un montant de 2 M\$ en espèces, pour une contrepartie totale de 8,7 G\$.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 20 février 2020, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui était en vigueur jusqu'au 19 février 2021 ou jusqu'à la date à laquelle la Société aurait racheté le nombre maximal d'actions comportant des droits de vote limités permis, selon la première éventualité. Conformément à cette offre, la Société était autorisée à racheter jusqu'à 30 millions de ses actions comportant des droits de vote limités en circulation au 20 février 2020 (soit environ 5,2 % du flottant des actions comportant des droits de vote limités en circulation) aux prix du marché.

Au cours du premier trimestre de 2020, la Société a racheté aux fins d'annulation 7 352 500 actions comportant des droits de vote limités en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un montant de 193 M\$. Le capital social de la Société a été réduit de la valeur comptable moyenne des actions rachetées aux fins d'annulation. L'excédent du montant payé sur la valeur comptable moyenne du capital social s'est chiffré à 83 M\$ et a été comptabilisé en réduction des bénéfices non distribués. À la fin du mois de mars 2020, en raison des conditions sur le marché, la Société a suspendu temporairement ses rachats d'actions et n'a fait aucun autre rachat avant l'expiration de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Événement postérieur à la date de clôture

Le 25 février 2021, la Société a entrepris une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui demeurera en vigueur jusqu'au 24 février 2022, ou jusqu'à la date à laquelle la Société aura racheté le nombre maximal

d'actions comportant des droits de vote limités permis, selon la première éventualité. Conformément à cette offre, la Société peut racheter jusqu'à 30 millions de ses actions comportant des droits de vote limités en circulation au 17 février 2021 (soit environ 5,3 % du flottant des actions comportant des droits de vote limités en circulation) aux prix du marché. La Société a décidé d'entreprendre des rachats d'actions à la fin du mois de février 2021 pour contrebalancer l'effet dilutif de l'exercice d'options sur actions par les employés. Au 17 mars 2021, la Société avait racheté 1 160 000 actions comportant des droits de vote limités au prix de 36 M\$.

Offres publiques de rachat importantes

Le 17 avril 2019, Lifeco a complété une offre publique de rachat importante (l'offre de Lifeco) et a racheté aux fins d'annulation 59 700 974 de ses actions ordinaires à un prix de rachat de 33,50 \$ par action ordinaire. La Financière Power a participé à l'offre de Lifeco et, par conséquent, sa participation dans Lifeco, qui atteignait 67,8 %, a diminué pour s'établir à 66,8 % (en excluant la participation de 4,0 % d'IGM).

Le 17 avril 2019, la Financière Power a complété une offre publique de rachat importante (l'offre de CFP) et a racheté aux fins d'annulation 49 999 973 de ses actions ordinaires à un prix de rachat de 33,00 \$ par action ordinaire. La Société a participé à l'offre de CFP et, par conséquent, sa participation dans la Financière Power, qui atteignait 65,5 %, a diminué pour s'établir à 64,1 %.

La diminution de la participation dans Lifeco et dans la Financière Power s'est traduite par la comptabilisation de profits sur dilution de 71 M\$ et de 66 M\$, respectivement, dans les bénéfices non distribués et dans la réserve au titre des autres éléments du bénéfice global ainsi que par une diminution correspondante des participations ne donnant pas le contrôle.

Le 17 avril 2019, la Société a complété son offre publique de rachat importante (l'offre de PCC) et a racheté aux fins d'annulation 40 909 041 de ses actions comportant des droits de vote limités, à un prix de rachat de 33,00 \$ par action comportant des droits de vote limités, pour un montant total de 1,35 G\$. L'excédent du montant payé en vertu de l'offre de PCC sur le capital social, soit 1,28 G\$, a été comptabilisé en réduction des bénéfices non distribués. Les coûts de transaction de 5 M\$ engagés dans le cadre de l'offre de PCC ont été comptabilisés dans les bénéfices non distribués.

Valeur de l'actif net

La valeur de l'actif net est présentée pour Power Corporation. La valeur de l'actif net correspond à l'estimation, par la direction, de la juste valeur des fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions participantes de la Société. La valeur de l'actif net correspond à la juste valeur des actifs présentés dans les bilans combinés non consolidés de la Financière Power et de Power Corporation, moins leurs dettes nettes et leurs actions privilégiées. Pour déterminer la juste valeur des actifs, les placements dans les filiales, les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées sont ajustés à la juste valeur, comme suit :

- Les placements dans des sociétés cotées en bourse sont évalués à leur valeur de marché, soit le cours de clôture à la date de présentation de l'information financière.

- Les placements dans des entités fermées sont évalués à la juste valeur estimée par la direction, au moyen de modèles d'évaluation appliqués de façon uniforme et fondés sur un multiple de valorisation ou sur les flux de trésorerie actualisés. Certaines évaluations sont préparées par des évaluateurs externes ou font l'objet d'une révision par des évaluateurs externes. Les transactions comparables sur le marché sont généralement utilisées pour corroborer la juste valeur estimative. La valeur des placements dans des entités fermées est présentée déduction faite de toute rémunération incitative de la direction.
- Les placements dans des fonds d'investissement sont évalués à la juste valeur présentée par le fonds, déduction faite de l'intéressement aux plus-values ou aux autres incitatifs.

La présentation des placements dans les filiales, les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées à la juste valeur n'est pas conforme aux normes IFRS. La valeur de l'actif net est une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

La valeur de l'actif net par action de la Société est présentée selon une approche transitive. Les bilans combinés non consolidés de Power Corporation et de la Financière Power comprennent les placements détenus dans des sociétés ouvertes par l'intermédiaire de la Financière Power (Lifeco, IGM et GBL) ainsi que les dettes nettes et les actions privilégiées de la Financière Power. Au 31 décembre 2020, la valeur de l'actif net par action se chiffrait à 41,27 \$, comparativement à 34,94 \$ au 30 septembre 2020, soit une augmentation de 18,1 %. Au 31 décembre 2019, la valeur de l'actif net par action se chiffrait à 44,98 \$.

	2020			2019		
	Bilan non consolidé combiné	Ajustement lié à la juste valeur	Valeur de l'actif net	Bilan non consolidé combiné	Ajustement lié à la juste valeur	Valeur de l'actif net
31 décembre						
ACTIF						
Placements						
Financière Power ^[1]						
Lifeco	14 451	4 374	18 825	13 654	6 976	20 630
IGM	2 853	2 252	5 105	2 729	2 786	5 515
GBL ^[2]	4 216	(1 346)	2 870	3 954	(1 413)	2 541
Placements alternatifs et autres placements						
Sagard Holdings						
Sociétés de gestion d'actifs ^[3]	163	–	163	153	–	153
Placements ^[4]	825	310	1 135	689	126	815
Power Sustainable						
Power Pacific	1 142	–	1 142	739	–	739
Énergie Power	427	303	730	325	320	645
Autres						
Entreprises autonomes ^[5]	563	788	1 351	523	173	696
Autres	247	19	266	249	51	300
China AMC ^[6]	715	–	715	658	–	658
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 226	–	1 226	1 392	–	1 392
Autres actifs	282	–	282	360	–	360
Total de l'actif	27 110	6 700	33 810	25 425	9 019	34 444
PASSIF ET ACTIONS NON PARTICIPANTES						
Débtentures et autres instruments d'emprunt	1 006	–	1 006	933	–	933
Autres passifs ^[7]	1 067	–	1 067	1 024	–	1 024
Actions non participantes et actions privilégiées perpétuelles	3 786	–	3 786	3 790	–	3 790
Total du passif et des actions non participantes	5 859	–	5 859	5 747	–	5 747
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	6 464	3 050	9 514
	5 859	–	5 859	12 211	3 050	15 261
VALEUR NETTE						
Fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions participantes/ Valeur de l'actif net	21 251	6 700	27 951	13 214	5 969	19 183
Par action	31,38		41,27	30,98		44,98

[1] Les placements détenus par la Financière Power ont été présentés selon une approche transitive au 31 décembre 2019. L'ajustement correspondant, qui se rapporte à la participation non détenue par Power Corporation, est inclus dans les participations ne donnant pas le contrôle.

[2] La réorganisation de Pargesa a été complétée au cours du quatrième trimestre de 2020, et Pargesa a été radiée de la cote de la Bourse de la Suisse; la juste valeur au 31 décembre 2019 était basée sur la valeur de marché de Pargesa. La juste valeur, fondée sur la valeur de marché de GBL au 31 décembre 2019, s'élevait à 3 032 M\$.

[3] Les sociétés de gestion des fonds d'investissement sont présentées à leur valeur comptable, conformément aux normes IFRS.

[4] Comprend les placements de la Société dans Portag3 I, Portag3 II, Wealthsimple et Koho détenus par la Financière Power.

[5] Au 31 décembre 2020, le placement dans Lion était évalué en fonction d'un prix de souscription de 10,00 \$ US par action pour le placement privé d'actions ordinaires annoncé dans le cadre de la transaction de fusion avec Northern Genesis Acquisition Corp.

[6] Évalué à la valeur comptable conformément aux normes IFRS.

[7] Conformément à IAS 12, *Impôts sur le résultat*, aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé relativement aux différences temporaires liées aux participations dans les filiales et dans les entreprises contrôlées conjointement, car la Société est en mesure d'exercer un contrôle sur la date à laquelle les différences temporaires se résorberont, et qu'il est probable que les différences temporaires ne se résorberont pas dans un avenir prévisible. Si la Société devait céder une participation dans une filiale ou une entreprise contrôlée conjointement, les impôts exigibles à la suite de cette cession seraient minimisés grâce à une planification et une structure fiscales minutieuses et prudentes, de même qu'en utilisant les attributs fiscaux disponibles qui n'ont pas été autrement comptabilisés dans le bilan, notamment les pertes fiscales, les coûts fiscaux, le revenu protégé et les surplus fiscaux étrangers liés à la filiale ou à l'entreprise contrôlée conjointement.

Les placements évalués à la valeur de marché et la trésorerie représentent 87,3 % du total des actifs à la juste valeur au 31 décembre 2020 (83,9 % au 31 décembre 2019). Une variation de 10 % de la valeur de marché des placements dans des sociétés cotées en bourse se traduirait par une variation de 2 798 M\$, ou 4,13 \$ par action, de la valeur de l'actif net de la Société.

Flux de trésorerie

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (résumés)

Les flux de trésorerie résumés de Lifeco, d'IGM et des plateformes de placement de la Société ainsi que les flux de trésorerie non consolidés de Power Corporation et de la Financière Power sur une base combinée sont présentés ci-dessous. Le tableau suivant présente un rapprochement de l'état non consolidé des flux de trésorerie, qui n'est pas présenté conformément aux normes IFRS, et de l'état consolidé résumé des flux de trésorerie de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 :

Exercices clos les 31 décembre	Lifeco	IGM	Plateformes de placement et autres ⁽¹⁾	Activités propres	Incidence de la consolidation	Power Corporation Données consolidées	
						2020	2019
Flux de trésorerie liés aux :							
Activités d'exploitation	9 610	737	(13)	1 299	(1 532)	10 101	6 621
Activités de financement	2 010	(1 358)	1 117	(1 270)	1 139	1 638	(4 631)
Activités d'investissement	(8 202)	673	(849)	(195)	158	(8 415)	(1 478)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(100)	-	11	-	-	(89)	(148)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 318	52	266	(166)	(235)	3 235	364
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	4 628	720	374	1 392	(309)	6 805	6 441
Trésorerie et équivalents de trésorerie aux 31 décembre	7 946	772	640	1 226	(544)	10 040	6 805

[1] Comprend les fonds d'investissement consolidés, Wealthsimple et Énergie Power.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie consolidés ont augmenté de 3 235 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à une augmentation de 364 M\$ pour la période correspondante de 2019.

Les activités d'exploitation ont donné lieu à des entrées de trésorerie nettes de 10 101 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à des entrées de trésorerie nettes de 6 621 M\$ pour la période correspondante de 2019.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement, qui comprennent l'émission et le rachat d'instruments de capital, le rachat d'actions dans le cadre des offres de Lifeco, de CFP et de PCC, le rachat d'actions participantes, l'émission d'actions privilégiées participantes, les dividendes versés sur les actions participantes et non participantes de la Société, ainsi que les dividendes versés par les filiales aux participations ne donnant pas le contrôle, ont représenté des entrées de trésorerie nettes de 1 638 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à des sorties de trésorerie nettes de 4 631 M\$ pour la période correspondante de 2019.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont représenté des sorties de trésorerie nettes de 8 415 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à des sorties de trésorerie nettes de 1 478 M\$ pour la période correspondante de 2019.

La Société a augmenté son volume de titres à revenu fixe dont l'échéance est de plus de trois mois, ce qui a donné lieu à des sorties de trésorerie nettes de 235 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à des entrées de trésorerie nettes de 65 M\$ pour la période correspondante de 2019.

Pour une analyse des flux de trésorerie respectifs de Lifeco et d'IGM, se reporter à leur rapport de gestion annuel.

ÉTATS NON CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Power Corporation est une société de portefeuille. Par conséquent, les flux de trésorerie de la Société sont principalement constitués des dividendes reçus, des produits de ses placements, ainsi que des produits tirés de (pertes sur) la trésorerie et les équivalents de trésorerie, moins les charges d'exploitation, les charges financières, l'impôt sur le bénéfice et les dividendes sur les actions non participantes et les actions participantes.

Les états combinés non consolidés des flux de trésorerie de Power Corporation et de la Financière Power ci-dessous, qui ne sont pas présentés conformément aux normes IFRS, ont été préparés afin d'aider le lecteur puisqu'ils permettent d'isoler les flux de trésorerie des activités propres.

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Dividendes		
Lifeco ^[1]	1 087	1 045
IGM	333	333
GBL ^[2]	88	80
China AMC	14	10
Activités propres, déduction faite des éléments sans effet sur la trésorerie ^[3]	(223)	(151)
	1 299	1 317
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés sur :		
Actions non participantes	(52)	(52)
Actions participantes	(1 081)	(695)
Actions privilégiées perpétuelles	(138)	(139)
Actions ordinaires	(108)	(436)
Émission d'actions privilégiées participantes	206	-
Émission d'actions comportant des droits de vote limités	42	30
Rachat d'actions comportant des droits de vote limités	(193)	-
Rachat d'actions non participantes	(4)	(2)
Rachat d'actions en vertu des offres ^[1]	-	(1 600)
Variations des autres instruments d'emprunt	63	36
Charges liées au rachat d'actions et autres	(5)	(15)
	(1 270)	(2 873)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Distributions et produit de la cession de placements	212	165
Acquisition de placements	(371)	(299)
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle dans la Financière Power, y compris les coûts de transaction payés	(48)	-
Produit du dépôt d'actions dans le cadre des offres ^[1]	-	1 652
Autres ^[4]	12	1
	(195)	1 519
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(166)	(37)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	1 392	1 429
Trésorerie et équivalents de trésorerie aux 31 décembre	1 226	1 392

[1] Comprend le rachat d'actions comportant des droits de vote limités par Power Corporation en vertu de son offre publique de rachat importante et le rachat d'actions ordinaires par la Financière Power dans le cadre de son offre publique de rachat importante au deuxième trimestre de 2019. La Financière Power a participé à l'offre de Lifeco au deuxième trimestre de 2019, et le nombre d'actions détenues par la Financière Power a diminué de 7,4 %, soit de 49 318 032 actions. Power Corporation a participé à l'offre de CFP au deuxième trimestre de 2019, et le nombre d'actions détenues par Power Corporation a diminué de 9,1 %, soit de 42 436 370 actions.

[2] Détenue par l'intermédiaire de Parjointco.

[3] Comprend les variations des créances à court terme des plateformes de placement et les variations des montants à payer aux plateformes de placement.

[4] Comprend le produit reçu de la vente de biens immobiliers par la Société.

Sur une base non consolidée, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société et de la Financière Power ont diminué de 166 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à une diminution de 37 M\$ pour la période correspondante de 2019.

Les activités d'exploitation ont donné lieu à des entrées de trésorerie nettes de 1 299 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à des entrées de trésorerie nettes de 1 317 M\$ pour la période correspondante de 2019. Les dividendes versés par les sociétés en exploitation cotées en bourse comprennent :

Exercices clos les 31 décembre [en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire]	2020		2019	
	Dividende par action	Total des dividendes reçus	Dividende par action	Total des dividendes reçus
Lifeco	1,752	1 087	1,652	1 045
IGM	2,25	333	2,25	333
Pargesa ^[1]	2,63 FS	61 FS	2,56 FS	60 FS

[1] Le total des dividendes reçus de Pargesa s'est chiffré à 88 M\$ pour la période close le 31 décembre 2020 et à 80 M\$ pour la période close le 31 décembre 2019.

Les activités de financement de la Société ont représenté des sorties de trésorerie nettes de 1 270 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à des sorties de trésorerie nettes de 2 873 M\$ pour la période correspondante de 2019, et elles comprenaient ce qui suit :

- Le versement de dividendes par la Société sur ses actions non participantes et ses actions participantes d'un montant de 1 133 M\$, comparativement à 747 M\$ pour la période correspondante de 2019. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, les dividendes versés par la Société sur ses actions participantes ont totalisé 1,7475 \$ par action, comparativement à 1,5970 \$ par action pour la période correspondante de 2019.
- Le versement de dividendes par la Financière Power sur ses actions privilégiées et ses actions ordinaires, déduction faite des dividendes reçus par la Société, d'un montant de 246 M\$, comparativement à 575 M\$ pour la période correspondante de 2019.
- L'émission d'actions privilégiées participantes d'un montant de 206 M\$ dans le cadre de la réorganisation, comparativement à aucune émission d'actions privilégiées participantes pour la période correspondante de 2019.
- Le rachat d'actions comportant des droits de vote limités de 193 M\$ dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au premier trimestre de 2020, comparativement à aucun rachat pour la période correspondante de 2019.

- Aucun rachat d'actions dans le cadre d'offres publiques de rachat importantes, comparativement à un rachat d'actions comportant des droits de vote limités dans le cadre de l'offre de PCC et à un rachat d'actions ordinaires dans le cadre de l'offre de CFP, qui représentent un montant net de 1 600 M\$ pour la période correspondante de 2019.
- L'augmentation de 63 M\$ des autres instruments d'emprunt, comparativement à 36 M\$ pour la période correspondante de 2019.
- L'émission d'actions comportant des droits de vote limités de la Société d'un montant de 42 M\$ en vertu du Régime d'options sur actions à l'intention des dirigeants de la Société, comparativement à une émission d'un montant de 30 M\$ pour la période correspondante de 2019.

Les activités d'investissement de la Société ont représenté des sorties de trésorerie nettes de 195 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à des entrées de trésorerie nettes de 1 519 M\$ pour la période correspondante de 2019. Les activités d'investissement de la période correspondante de 2019 comprenaient le produit reçu de la participation à l'offre de CFP et à l'offre de Lifeco, qui représentait un montant net de 1 652 M\$.

Le produit de la cession de placements et les acquisitions de placements comprennent les activités d'investissement de la Société et de ses plateformes de placement.

Gestion du capital

En tant que société de portefeuille, Power Corporation a les objectifs suivants en matière de gestion du capital :

- offrir des rendements à long terme attrayants aux actionnaires de la Société;
- offrir une flexibilité financière suffisante pour mettre en application sa stratégie de croissance qui vise à investir en temps opportun dans ses sociétés en exploitation et à effectuer d'autres placements lorsque des occasions se présentent;
- maintenir une structure du capital qui correspond à la nature à long terme de ses placements en maximisant l'utilisation du capital permanent;
- maintenir une notation de crédit appropriée qui lui garantit un accès stable aux marchés financiers.

La Société gère son capital en tenant compte des caractéristiques de risque et de la liquidité de ses placements. Afin de maintenir ou de modifier sa structure du capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires ou émettre du capital.

Le conseil d'administration de la Société est responsable de la gestion du capital. La direction de la Société est responsable de l'établissement des procédures de gestion du capital et de la mise en œuvre et du suivi de ses plans de capital. Le conseil d'administration de la Société examine et approuve les transactions liées au capital, telles que l'émission, le remboursement et le rachat d'actions participantes, d'actions non participantes et de débentures. Les conseils d'administration des filiales de la Société, de même que ceux de Parjointco et de GBL, supervisent et sont responsables de la gestion du capital de leur société respective.

À l'exception des débentures et autres instruments d'emprunt, le capital de la Société est permanent, ce qui correspond à la nature à long terme de ses placements. La structure du capital de la Société comprend : les débentures, les actions non participantes, les fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions participantes et les participations ne donnant pas le contrôle. La Société considère les actions non participantes comme une source efficiente de capitaux permanents.

La structure du capital consolidé de la Société comprend les débetures, les actions privilégiées et les autres instruments d'emprunt émis par ses filiales consolidées. Les débetures et autres instruments d'emprunt émis par la Financière Power, Lifeco, IGM et les participations contrôlées sont sans recours contre la Société. La Société ne garantit pas les instruments d'emprunt émis par ses filiales. Les actions non participantes et le total des fonds propres représentaient 73 % de la structure du capital consolidé au 31 décembre 2020.

31 décembre	2020	2019
DÉBENTURES ET AUTRES INSTRUMENTS D'EMPRUNT		
Power Corporation	756	683
Financière Power	250	250
Lifeco	9 693	5 993
IGM	2 100	2 100
Autres ^[1]	1 344	1 013
Ajustements liés à la consolidation	(88)	(101)
	13 299	9 255
	14 055	9 938
ACTIONS NON PARTICIPANTES		
Power Corporation	956	960
Financière Power	2 830	2 830
Lifeco	2 714	2 714
	5 544	5 544
	6 500	6 504
FONDS PROPRES		
Fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions participantes	21 251	13 214
Participations ne donnant pas le contrôle ^[2]	10 982	16 867
	32 233	30 081
	52 788	46 523

[1] Comprend les autres instruments d'emprunt des placements et des entreprises autonomes contrôlés et consolidés, qui sont composés d'une dette en vertu de facilités de crédit renouvelables de 28 M\$ (8 M\$ en 2019) détenue par les fonds de placement, d'une dette de 1 176 M\$ (730 M\$ en 2019) liée à des projets détenue par les filiales du secteur de l'énergie renouvelable et d'une autre dette de 140 M\$ (275 M\$ en 2019) détenue par les entreprises autonomes. Les autres instruments d'emprunt sont garantis par les actifs des participations contrôlées, lesquels sont sans recours contre la Société. Se reporter à la note 15 b) des états financiers consolidés de 2020 de la Société pour obtenir plus de détails.

[2] Représente les participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds propres des filiales de la Société, excluant les actions privilégiées de la Financière Power et de Lifeco, lesquelles sont présentées comme des actions non participantes dans le présent tableau.

POWER CORPORATION

- La Société a déposé un prospectus préalable de base simplifié daté du 23 novembre 2020, en vertu duquel, pendant une période de 25 mois à partir de cette date, elle peut émettre jusqu'à un total de 5 G\$ d'actions privilégiées de premier rang, d'actions comportant des droits de vote limités, de reçus de souscription et de titres d'emprunt non garantis, ou toute combinaison de ces titres. Ce dépôt donne à la Société la flexibilité nécessaire pour accéder aux marchés des titres d'emprunt et de participation en temps opportun.
- Dans le cadre de la réorganisation, la Société a émis 6 006 094 actions privilégiées participantes le 12 février 2020, en contrepartie d'un montant de 206 M\$, et 250 628 173 actions comportant des droits de vote limités le 13 février 2020. Se reporter à la section Faits saillants de 2020 pour obtenir plus de détails.
- Le 25 février 2021, la Société a entrepris une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui demeurera en vigueur jusqu'au 24 février 2022 ou jusqu'à la date à laquelle la Société aura racheté le nombre maximal d'actions comportant des droits de vote limités permis, selon la première éventualité. Se reporter à la section Fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions participantes pour en savoir davantage.

FINANCIÈRE POWER

- La Financière Power a déposé un prospectus préalable de base simplifié daté du 23 novembre 2020, en vertu duquel, pendant une période de 25 mois à partir de cette date, elle peut émettre jusqu'à un total de 3 G\$ d'actions privilégiées de premier rang et de titres d'emprunt non garantis, ou toute combinaison de ces titres. Ce dépôt donne à la Société la flexibilité nécessaire pour accéder aux marchés des titres d'emprunt et de participation en temps opportun par l'intermédiaire de la Financière Power.

LIFECO

- Le 14 mai 2020, Lifeco a émis à la valeur nominale des débentures à 2,379 % sur 10 ans, d'un montant de 600 M\$, arrivant à échéance le 14 mai 2030. Lifeco s'est servi du produit net pour rembourser le montant en capital de 500 M\$ de ses débentures à 4,65 % arrivant à échéance, ainsi que les intérêts courus, le 13 août 2020, et pour les besoins généraux de l'entreprise.
- Le 8 juillet 2020, Lifeco a émis à la valeur nominale des débentures à 2,981 % sur 30 ans, d'un montant de 250 M\$, arrivant à échéance le 8 juillet 2050. Le 13 juillet 2020, Lifeco a procédé à la réouverture du placement des débentures à 2,981 % arrivant à échéance le 8 juillet 2050 et, le 15 juillet 2020, elle a émis un montant en capital total additionnel de 250 M\$. Les débentures du 15 juillet 2020 ont été émises à un prix de 986,31 \$ par rapport à une valeur en capital de 1 000 \$, pour un rendement réel de 3,051 %. Lifeco se sert du produit net pour les besoins généraux de l'entreprise.
- Le 12 août 2020, Great-West Lifeco U.S. Finance 2020, LP, une filiale de Lifeco, a émis des billets de premier rang à 0,904 %, d'un montant de 663 M\$ (500 M\$ US), arrivant à échéance le 12 août 2025. Lifeco s'est servi du produit net pour financer une partie de son acquisition de Personal Capital.
- Le 17 septembre 2020, Empower Finance 2020, LP, une filiale de Lifeco, a émis des billets de premier rang à 1,357 %, d'un montant de 526 M\$ (400 M\$ US), arrivant à échéance le 17 septembre 2027, des billets de premier rang à 1,776 %, d'un montant de 526 M\$ (400 M\$ US), arrivant à échéance le 17 mars 2031 et des billets de premier rang à 3,075 %, d'un montant de 921 M\$ (700 M\$ US), arrivant à échéance le 17 septembre 2051. Lifeco a utilisé le produit net pour financer une partie de son acquisition des activités liées aux services de retraite de MassMutual ainsi que les honoraires, les dépenses et les coûts engagés dans le cadre de cette transaction.
- Le 2 novembre 2020, Great-West Lifeco U.S. LLC, une filiale de Lifeco, a établi une facilité de crédit renouvelable d'un montant de 635 M\$ (500 M\$ US) d'une durée d'un an et portant intérêt sur le montant prélevé au TIOL majoré de 1,0 %. La facilité avait été entièrement utilisée au 31 décembre 2020, conformément au plan de financement de l'acquisition des activités liées aux services de retraite de MassMutual. Lifeco a l'intention de rembourser le montant prélevé en 2021.

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital réglementaire imposée de l'extérieur. Toutefois, Lifeco et certaines de ses principales filiales, les filiales d'IGM, de même que certaines autres filiales de la Société sont assujetties à des exigences en matière de capital réglementaire. Se reporter à la note 21 des états financiers consolidés de 2020 de la Société pour obtenir des renseignements additionnels.

Pour une description plus détaillée des activités de gestion du capital respectives de Lifeco et d'IGM, se reporter à leur rapport de gestion annuel.

NOTATIONS

La notation actuellement attribuée par Standard & Poor's (S&P) aux débentures de la Société est de « A+ » avec une perspective stable. La notation actuellement attribuée par Dominion Bond Rating Service (DBRS) aux débentures de la Société est de « A », avec une tendance stable.

Les notations de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis soient faits ainsi que la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation. Les descriptions des catégories de notations de chacune des agences de notation présentées ci-dessous proviennent de leurs sites Web respectifs. Ces notations ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres d'une société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, les notations pourraient ne pas tenir compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notations ou les retirer à tout moment.

La notation « A+ » attribuée aux débentures de la Société par S&P correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Une débenture à long terme notée « A+ » est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les obligations mieux notées. Toutefois, le débiteur obligataire a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations.

La notation « A » attribuée aux débentures de la Société par DBRS correspond à la sixième notation la plus élevée sur les 26 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Une débenture à long terme notée « A » indique que la capacité à l'égard du paiement est appréciable, mais que sa qualité de crédit est inférieure à celle d'une débenture notée « AA » et qu'elle peut être vulnérable aux événements futurs, bien que les facteurs négatifs que la notation « A » comporte soient gérables.

La notation actuellement attribuée par S&P aux débentures de la Financière Power est de « A+ » avec une perspective stable. La notation actuellement attribuée par DBRS aux débentures de la Financière Power est de « A (élevée) », avec une tendance stable.

Gestion des risques

Power Corporation est une société internationale de gestion et de portefeuille axée sur les services financiers en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Ses principales participations consistent en des sociétés de premier plan dans les secteurs de l'assurance, de la retraite, de la gestion de patrimoine et de l'investissement, incluant un portefeuille de plateformes de placements dans des actifs alternatifs. La Société, par l'intermédiaire de la Financière Power, détient une participation lui donnant le contrôle dans Lifeco et IGM et détient également une participation lui donnant le contrôle conjoint dans Parjointco, qui elle-même détient une participation lui donnant le contrôle dans GBL. Par conséquent, la Société est exposée aux risques du fait qu'elle est un actionnaire important de ces sociétés en exploitation. Une description complète de ces risques est présentée dans les documents d'information qu'elles publient. Les conseils d'administration respectifs de Lifeco, d'IGM et de GBL sont responsables de la surveillance des risques au sein de leurs sociétés respectives. Les comités de gestion des risques des conseils d'administration respectifs de Lifeco et d'IGM sont responsables de la surveillance de leurs risques. Certains dirigeants de la Société siègent à ces conseils et aux comités de ceux-ci, incluant les comités de gestion des risques, et, dans le cadre de leurs fonctions à titre d'administrateurs, ils participent par le fait même à la surveillance des risques au sein des sociétés en exploitation. Pour obtenir des renseignements additionnels sur les risques liés à Lifeco et à IGM, se reporter à leur rapport de gestion annuel.

SURVEILLANCE DES RISQUES

La Société estime qu'une gestion prudente des risques ne peut se concrétiser qu'en adoptant un modèle de gouvernance axé sur la surveillance active des sociétés dans lesquelles elle détient une participation. Le conseil d'administration et les hauts dirigeants de la Société exercent une surveillance globale et ont la responsabilité de la gestion des risques liés aux activités d'investissement et d'exploitation de la société de portefeuille, et maintiennent un ensemble exhaustif et approprié de politiques et de contrôles.

Le conseil d'administration supervise la gestion des risques et s'acquitte de ce mandat, en plus de se concentrer sur les risques opérationnels, principalement par l'intermédiaire des comités suivants :

- Le comité d'audit se concentre sur les risques inhérents à la présentation de l'information financière et à la cybersécurité.
- Le comité des ressources humaines évalue les risques liés aux politiques et pratiques de rémunération de la Société.
- Le comité de gouvernance et des mises en candidature s'assure que la Société traite adéquatement les risques potentiels en matière de gouvernance.
- Le comité des opérations entre personnes reliées et de révision examine et évalue les transactions avec des parties liées de la Société aux fins d'approbation.

Un placement dans les titres de la Société de même que les activités qu'exerce la Société comportent certains risques intrinsèques, dont ceux énumérés ci-dessous et d'autres risques présentés ailleurs dans le rapport de gestion, que l'investisseur est invité à étudier attentivement avant d'investir dans des titres de la Société. Le texte qui suit constitue une analyse de certains risques qui pourraient avoir une incidence sur la situation financière et la performance financière de la Société, ainsi que sur la valeur de ses fonds propres. Cette description des risques ne comprend pas tous les risques possibles, et il pourrait exister d'autres risques dont la Société n'est pas au courant actuellement.

La section qui suit présente les risques propres à la Société, y compris le risque de liquidité, le risque de crédit et le risque de marché de la Société, incluant la Financière Power et les plateformes de placement.

Pour obtenir des renseignements additionnels sur la façon dont Lifeco et IGM gèrent les risques, se reporter à leur rapport de gestion annuel.

COVID-19

La Société gère les risques liés à la pandémie de COVID-19 au moyen de son cadre de gestion des risques existant. Au sein de Power Corporation et des sociétés de son groupe, la gestion de la sécurité et du bien-être des employés, le maintien de l'efficacité opérationnelle et de la prestation de services aux clients du groupe, l'évaluation des incidences sur le bénéfice, les liquidités et le capital, la planification en vue de différents scénarios éventuels et les communications avec les parties prenantes demeurent les priorités. Les conseils d'administration respectifs de Lifeco, d'IGM et de GBL sont responsables des structures de gouvernance et des processus afin de superviser la gestion des risques et les incidences potentielles du ralentissement économique actuel ainsi que les autres conséquences possibles de la COVID-19.

Pour obtenir des renseignements additionnels sur les risques ainsi que sur les processus mis en œuvre au sein de Lifeco et d'IGM, se reporter à leur rapport de gestion annuel.

Les mesures suivantes ont été mises en œuvre par la Société en réponse à l'incidence de la COVID-19 sur la Société et ses employés :

- L'équipe de continuité des affaires, composée de gestionnaires des différents services, surveille activement la situation et ses effets sur les employés et les activités, conformément aux plus récentes directives des gouvernements.
- Une politique de télétravail a été mise en œuvre pour l'ensemble des employés. Tous les déplacements d'affaires ont été suspendus, et les réunions se font de façon virtuelle.
- Conformément à la priorité que s'est donnée la Société de veiller à la santé et au bien-être des employés, des communications et des mises à jour fréquentes sont transmises aux employés, y compris des communications sur les risques liés aux technologies et à l'information.
- Le plan et l'échéancier pour le retour des employés dans les bureaux de la Société seront gérés de façon prudente en fonction de nombreux facteurs, y compris les directives de la santé publique et des gouvernements.

La Société surveille ses liquidités et son capital. Au 31 décembre 2020, la Société détenait un montant de 1,2 G\$ en trésorerie et équivalents de trésorerie, incluant des titres à revenu fixe et des sommes détenues par la Financière Power, et n'avait aucune dette importante arrivant à échéance à court terme.

La capacité de la Société, en tant que société de portefeuille, à verser des dividendes dépend de ceux qu'elle reçoit de ses principales sociétés en exploitation, de ses plateformes de placement et de ses autres investissements. Lifeco et ses filiales sont assujetties à des restrictions énoncées dans les lois et les règlements pertinents sur les sociétés et l'assurance, de même qu'à des directives particulières des organismes de réglementation durant la pandémie de COVID-19. Globalement, les communications relatives à la réglementation avec les filiales réglementées de Lifeco ont quelque peu diminué, reflétant les conditions plus stables. Toutefois, les organismes de réglementation continuent de surveiller l'incidence de la pandémie afin de s'assurer que les entreprises réglementées maintiennent des liquidités et un capital suffisants. Lifeco se conforme aux directives des organismes de réglementation suivantes :

- Au Canada, le 13 mars 2020, le Bureau du surintendant des institutions financières (le BSIF) a indiqué qu'il s'attendait à ce que les banques canadiennes et les assureurs canadiens suspendent les rachats d'actions et n'augmentent pas les versements de dividendes.
- Au Royaume-Uni, la Prudential Regulatory Authority (la PRA) a communiqué avec toutes les compagnies d'assurance en mars et avril 2020 afin de leur rappeler de gérer leurs ressources financières avec prudence pour s'assurer de respecter leurs engagements envers les titulaires de polices et d'en maintenir la sécurité et la viabilité, ainsi que pour s'assurer que tout dividende consenti soit prudent, qu'il cadre avec leur tolérance au risque et qu'il se base sur une analyse de divers scénarios, y compris ceux qui sont très pessimistes.
- En Irlande, la banque centrale d'Irlande (la CBI) est d'avis que, comme l'incidence de la COVID-19 demeure incertaine, les compagnies d'assurance devraient, à l'heure actuelle, reporter tout paiement de dividendes ou toute transaction similaire jusqu'au moment où elles seront en mesure d'établir avec davantage de certitude leurs prévisions à l'égard des coûts et des produits à venir. La CBI a indiqué qu'elle continuera d'évaluer sa position en fonction des directives régulièrement émises par l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles et le Comité européen du risque systémique.

Les filiales d'IGM sont également assujetties à des exigences minimales en matière de capital. Les exigences imposées par les organismes de réglementation dans un territoire donné peuvent varier de temps à autre et, par conséquent, avoir une incidence sur la capacité de la filiale en exploitation à verser des dividendes.

La déclaration et le versement de dividendes par la Société au cours des périodes futures demeurent à la discrétion de son conseil d'administration et dépendent de la performance opérationnelle, de la rentabilité, de la situation financière et de la solvabilité de ses filiales en exploitation, de ses plateformes de placement et de ses autres investissements, ainsi que de leur capacité à verser des dividendes. Cette dernière sera tributaire de la durée de la pandémie de COVID-19, de même que de la gravité et de la durée de ses répercussions financières. Bien qu'il ne puisse y avoir de certitude, si la pandémie régresse et que les mesures prises par les gouvernements mènent à une reprise financière mondiale soutenue dans un délai raisonnable, la Société ne s'attend pas à ce qu'il y ait une incidence négative sur sa capacité à verser des dividendes aux niveaux actuels.

La durée et l'incidence de la pandémie de COVID-19 demeurent incertaines pour l'instant. Bien que les conditions se soient stabilisées, les gouvernements et les banques centrales des territoires où la Société et ses filiales en exploitation exercent leurs activités ont mis en place et prolongé plusieurs mesures introduites plus tôt en 2020 afin de gérer les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19. Toutefois, l'intensité et la durée de la récession, le déploiement et l'efficacité des vaccins et la durabilité et l'efficacité des interventions des gouvernements et des banques centrales demeurent inconnus. Il n'est pas possible d'évaluer de façon fiable la durée et la gravité de cette situation, tout comme son incidence sur les résultats financiers ou la situation financière de la Société et de ses filiales en exploitation pour les périodes futures.

RISQUE STRATÉGIQUE

Le risque stratégique découle de prises de décisions inefficaces et de stratégies inadéquates ou d'un manque de réactivité face aux changements majeurs au sein de l'environnement d'affaires, y compris les manifestations du risque macroéconomique ou du risque pays, ou aux changements à la réglementation. De plus, le risque stratégique inclut les risques associés à la structure de société de portefeuille et aux acquisitions futures possibles de la Société.

La réussite de la mise en œuvre de la stratégie de la Société en matière d'investissement est incertaine du fait qu'elle nécessite l'existence d'occasions intéressantes, qu'elle doit être réalisée au moment opportun et qu'elle nécessite l'exercice d'un jugement professionnel. L'approche de la Société consiste à surveiller, par l'entremise du conseil d'administration, ses sociétés en exploitation et ses participations dans l'objectif de générer, à long terme, une croissance soutenue des bénéfices et des dividendes. La Société cherche à agir comme un propriétaire doté d'une perspective à long terme et d'une vision stratégique articulées autour de valeurs fondamentales solides.

Le chef de la direction a la responsabilité d'élaborer les plans stratégiques proposés de la Société, en tenant compte des occasions et des risques émergents, en vue de créer une croissance rentable soutenue et de la valeur à long terme pour la Société, ainsi que de mettre en œuvre les plans stratégiques approuvés. Le conseil d'administration a la responsabilité d'approuver les buts et les objectifs à long terme de la Société et d'approuver les plans stratégiques élaborés par le chef de la direction, après avoir évalué les options possibles. Également, le conseil d'administration surveille la mise en œuvre, par la haute direction, des plans approuvés, évalue l'atteinte des buts et des objectifs de la Société, révisé et approuve, au moins une fois par année, le plan financier de la direction en plus d'examiner et d'approuver les transactions importantes et les décisions stratégiques en matière de gestion du capital qui concernent la Société.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter la totalité de ses engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance ou qu'elle ne puisse, au moment opportun, obtenir du capital ou monétiser des actifs dans des conditions normales de marché.

La capacité de Power Corporation, à titre de société de portefeuille, à s'acquitter de ses obligations, notamment à l'égard du paiement des intérêts et d'autres charges d'exploitation et du versement des dividendes, à faire des acquisitions ainsi qu'à tirer parti des occasions d'amélioration qui se présentent ou qui seraient souhaitables dans l'avenir, dépend généralement des dividendes de ses principales filiales et de ses autres placements ainsi que de sa capacité à obtenir du capital additionnel. Le versement de dividendes aux actionnaires de Power Corporation dépend de la performance opérationnelle, de la rentabilité, de la situation financière et de la solvabilité de ses filiales, des entreprises contrôlées conjointement et des entreprises associées ainsi que de leur capacité à verser des dividendes. Le paiement d'intérêts et le versement de dividendes par les principales filiales de la Société sont assujettis à des restrictions énoncées dans les lois et les règlements pertinents sur les sociétés et l'assurance, qui exigent le maintien de ratios de solvabilité et de capitalisation (se reporter à l'analyse détaillée figurant dans la section COVID-19).

La Société effectue certains placements, par l'entremise de ses plateformes de placement, dans des titres de sociétés fermées et des titres illiquides. Ces placements peuvent offrir des rendements potentiels relativement élevés, mais ils peuvent également être exposés à un niveau de risque relativement plus élevé. De temps à autre, il pourrait être dans l'intérêt de la Société de liquider ces placements. Cependant, il est possible qu'il n'y ait pas de marché pour la vente de titres de sociétés fermées et de titres illiquides et que la Société ne soit pas en mesure de vendre ceux-ci à des prix acceptables et au moment opportun, ou même de les vendre tout simplement. L'illiquidité pourrait limiter la capacité de la Société à réaliser un rendement ou à diversifier son portefeuille de placement rapidement afin de réagir à l'évolution de la conjoncture. Dans certains cas, la Société pourrait également être limitée

dans sa capacité à vendre ces titres pendant une période de temps donnée en vertu de contrats ou des lois applicables. Il est difficile d'évaluer les sociétés fermées étant donné qu'il existe un certain niveau d'incertitude relativement aux hypothèses utilisées afin d'établir la juste valeur de ces placements.

La Société et la Financière Power évaluent régulièrement leurs exigences en matière de liquidités et cherchent à maintenir un niveau de liquidités suffisant pour s'acquitter de leurs obligations à l'égard des charges d'exploitation, des charges financières et du versement de dividendes sur les actions privilégiées pendant une période raisonnable, tel qu'il est défini dans leurs politiques. La capacité de Power Corporation, y compris par l'intermédiaire de la Financière Power, à obtenir du financement supplémentaire dans l'avenir dépendra en partie de la conjoncture observée sur le marché ainsi que du rendement des affaires de la Société et de ses filiales. Bien que la Société ait été en mesure d'avoir accès à des liquidités sur les marchés des capitaux par le passé, rien ne garantit qu'il en sera de même dans l'avenir. Si Power Corporation n'était pas en mesure de réunir suffisamment de capitaux à des conditions acceptables, cela pourrait avoir des répercussions défavorables significatives sur ses activités, ses perspectives, sa capacité à verser des dividendes, sa situation financière, ses occasions d'amélioration ou ses acquisitions.

La Société a également accès à des liquidités au moyen de ses marges de crédit obtenues auprès de banques canadiennes. La Société dispose d'une marge de crédit engagée de 250 M\$ et d'une marge de crédit non engagée de 100 M\$, sur laquelle toute avance est consentie au gré de la banque. Au 31 décembre 2020, un montant de 70 M€ (110 M\$ CA) avait été prélevé sur la marge de crédit engagée, et la marge de crédit non engagée n'avait pas été utilisée.

Les plateformes de placement, y compris les participations contrôlées et consolidées, disposent de marges de crédit engagées de 400 M\$ auprès de banques canadiennes et américaines (un montant de 372 M\$ était disponible au 31 décembre 2020). Après la clôture de l'exercice, Sagard 4 a conclu une facilité de crédit sans recours de 100 M€ portant intérêt au TIOL majoré de 1,70 %. La facilité de crédit est garantie par les actifs et les engagements non capitalisés de Sagard 4.

Les remboursements de capital sur les débentures et autres instruments d'emprunt et la capitalisation des régimes de retraite (autres que ceux de Lifeco et d'IGM) représentent les seules obligations contractuelles importantes en matière de liquidités. Les instruments d'emprunt de la Financière Power ainsi que ceux détenus par les plateformes de placement, y compris les participations contrôlées et consolidées, sont sans recours contre la Société.

31 décembre 2020	Paiements exigibles par période			Total
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Débentures et autres instruments d'emprunt	320	367	1 688	2 375
Paiements de loyers futurs	20	43	112	175
Cotisations au titre des régimes de retraite	5	–	–	5
	345	410	1 800	2 555

Power Corporation et la Financière Power sont d'avis que leurs flux de trésorerie récurrents liés aux opérations, leurs soldes de trésorerie disponibles et leurs liquidités accessibles au moyen de leurs marges de crédit sont suffisants pour répondre à leurs besoins en matière de liquidités.

La gestion du risque de liquidité de Power Corporation n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2019.

RISQUE DE CRÉDIT ET RISQUE DE MARCHÉ

Afin de conserver un niveau approprié de liquidité disponible, la Société maintient un portefeuille d'instruments financiers qui peuvent être composés d'une combinaison de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, de titres à revenu fixe, d'autres placements (incluant des titres de participation, des fonds d'investissement et des fonds de couverture) et de dérivés. La Société détient aussi, par l'entremise de la Financière Power et de ses plateformes de placement, des actions de sociétés fermées et de sociétés cotées en bourse, de même que d'autres prêts. Ces placements sont exposés aux risques de crédit et de marché, tels qu'ils sont décrits ci-dessous.

Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte à l'éventualité d'une perte financière pour la Société si, dans le cadre d'une transaction, une contrepartie ne respecte pas ses obligations de paiement. Le risque de crédit peut être lié à la défaillance d'un seul émetteur de titres d'emprunt, à la variation des écarts de crédit associés aux titres à revenu fixe négociables et au risque de contrepartie, qui se rapporte aux dérivés.

Power Corporation et la Financière Power gèrent le risque de crédit lié à leurs titres à revenu fixe en respectant une politique en matière de placement, laquelle établit des directives quant aux limites d'exposition en définissant les titres admissibles, les notations minimales et les limites de concentration.

Les titres à revenu fixe, qui sont compris dans les placements et dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, se composent principalement d'obligations, d'acceptations bancaires et de dépôts temporaires très liquides auprès de banques à charte canadiennes et de banques dans les territoires où Power Corporation, la Financière Power et les plateformes de placement exercent leurs activités, ainsi que d'obligations et de titres à court terme émis ou garantis par le gouvernement canadien ou américain. La Société et la Financière Power évaluent régulièrement les notations de crédit de leurs contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

Les dérivés peuvent aussi être utilisés, principalement pour atténuer l'exposition au risque de change et au risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Power Corporation et la Financière Power évaluent régulièrement les notations de crédit de leurs contreparties relatives aux instruments financiers dérivés. Les contrats sur dérivés sont négociés sur le marché hors cote avec des contreparties qui sont des institutions financières bien cotées.

Les instruments financiers détenus par les plateformes de placement comprennent d'autres prêts et sont assujettis au risque de crédit. Les plateformes de placement évaluent régulièrement les notations de crédit de leurs contreparties, et l'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux titres à revenu fixe et aux dérivés, et la façon dont elle gère ce risque, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2019.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la valeur de marché ou les flux de trésorerie futurs d'une participation fluctuent en raison de variations des facteurs du marché. Ces derniers comprennent le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix.

Risque de change

Le risque de change réside dans le fait que les activités de la Société, de la Financière Power et des plateformes de placement sont libellées dans différentes devises et que les placements et les bénéfices en devises sont convertis à divers moments et à divers taux de change lorsque des fluctuations défavorables des taux de change se produisent.

Dans le cadre de ses activités courantes, la Société peut maintenir un solde de trésorerie libellé en devises et, par le fait même, être exposée aux fluctuations des cours du change. Afin de se prémunir contre ces fluctuations, Power Corporation et la Financière Power peuvent, à l'occasion, conclure avec des institutions financières bien cotées des contrats de couverture. Au 31 décembre 2020, environ 4 % du montant de 1 226 M\$ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des titres à revenu fixe de Power Corporation et de la Financière Power étaient libellés en devises, soit 43 M\$ en dollars américains, 6 M\$ en euros et 3 M\$ en francs suisses. Au 31 décembre 2020, environ 78 % de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des titres à revenu fixe de Power Corporation, de la Financière Power et des plateformes de placement étaient libellés en dollars canadiens (82 % au 31 décembre 2019).

La plupart des autres placements de Power Corporation sont classés comme étant disponibles à la vente. Par conséquent, les profits et les pertes latents sur ces placements, qui découlent des fluctuations des taux de change, sont comptabilisés dans les autres éléments de bénéfice global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés. Power Corporation détient aussi, par l'entremise de ses plateformes de placement, des placements dans des sociétés étrangères qui sont assujettis au risque de change. Ces fonds d'investissement présentent une diversification parmi le dollar américain, l'euro, le renminbi chinois et le dollar de Hong Kong, ce qui contribue à réduire la concentration du risque de change. Au 31 décembre 2020, l'incidence d'un raffermissement de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait par la comptabilisation d'une perte latente d'environ 103 M\$ dans les autres éléments de bénéfice global. Les débentures de Power Corporation et celles de la Financière Power sont libellées en dollars canadiens.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt.

Les instruments financiers de Power Corporation, de la Financière Power et des plateformes de placement ne sont pas exposés de façon importante au risque de taux d'intérêt.

Risque de prix

Le risque de prix correspond au risque d'une perte éventuelle liée à la sensibilité du cours de marché d'un instrument financier découlant de la volatilité des marchés boursiers.

La plupart des autres placements de Power Corporation sont classés comme étant disponibles à la vente. Les profits et les pertes latents sur ces placements sont comptabilisés dans les autres éléments de bénéfice global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés. Les autres placements sont examinés périodiquement afin de déterminer s'il existe des preuves objectives de dépréciation.

Power Corporation détient également, par l'entremise de ses plateformes de placement, des actions de sociétés fermées et de sociétés cotées en bourse qui sont assujetties au risque de prix. Au 31 décembre 2020, Sagard Holdings et Power Sustainable détenaient collectivement des actions de sociétés cotées en bourse d'un montant de 1 025 M\$ et des actions de sociétés fermées d'un montant de 985 M\$, en excluant les participations détenues dans des placements consolidés. Les plateformes de placement investissent de façon diversifiée au sein de trois régions économiques distinctes, soit l'Europe, l'Amérique du Nord et la Chine. Cette diversification permet d'éviter une concentration dans une seule économie.

Au 31 décembre 2020, l'incidence d'une perte de valeur de 10 % des autres placements, y compris ceux détenus par Sagard Holdings et Power Sustainable, se traduirait par la comptabilisation d'une perte latente de 178 M\$ dans les autres éléments de bénéfice global et par la comptabilisation d'un montant de 16 M\$ en résultat net.

Les cours des titres de participation des filiales et des placements de Power Corporation peuvent être volatiles et assujettis à de nombreux facteurs sur lesquels ces filiales n'exercent aucun contrôle. Les marchés des capitaux enregistrent à l'occasion d'importantes fluctuations des cours et des volumes qui influent sur les cours des titres de participation des filiales et des placements, mais qui ne sont pas souvent liées à la performance en matière d'exploitation, à la valeur des actifs sous-jacents ou aux perspectives des sociétés en question. La volatilité des cours des titres de participation des filiales et des placements peut avoir une incidence sur la valeur de l'actif net publiée par la Société.

La gestion du risque lié aux instruments financiers de Power Corporation n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2019. Pour obtenir plus de détails sur la gestion des risques de Power Corporation, se reporter à la note 22 des états financiers consolidés de 2020 de la Société.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte en raison d'erreurs commises par des personnes, de défaillances ou d'insuffisances des processus internes et des technologies, ou d'événements externes. Il comprend les risques liés aux fraudes internes et externes, aux pratiques inadéquates en matière de ressources humaines, aux erreurs d'exécution et de procédures, aux modèles, aux fournisseurs et aux tiers, à l'interruption des activités et à la cybersécurité, de même que le risque juridique et le risque lié à la non-conformité à la réglementation. Bien que le risque opérationnel ne puisse être complètement éliminé, les processus de gestion des risques de la Société sont conçus pour gérer ce risque de façon rigoureuse et diligente.

La Société gère le risque opérationnel en adoptant et en appliquant une série de politiques, de procédures et de pratiques en matière de gouvernance d'entreprise, dont des politiques relatives aux ressources humaines et aux pratiques de rémunération, une politique de récupération de la rémunération pour tous les dirigeants, un code de conduite et de déontologie destiné aux employés, un code de conduite à l'intention des tiers, des procédures relatives à la continuité des activités, de la révision des opérations entre parties liées et d'autres lignes directrices en matière de gouvernance d'entreprise. La Société a aussi établi divers contrôles aux fins de la présentation et de la communication de l'information financière et ces contrôles, qui font régulièrement l'objet de tests, peuvent contribuer à identifier et à atténuer les risques opérationnels.

Risque lié à la cybersécurité

La Société est exposée à des risques liés à la cybersécurité, en particulier les cybermenaces, qui comprennent, mais sans s'y limiter, les cyberattaques comme les intrusions informatiques, les virus informatiques, l'accès non autorisé à de l'information confidentielle de nature exclusive ou sensible, ou d'autres brèches touchant le réseau ou la sécurité des technologies de l'information (TI). La Société continue de surveiller les menaces pour la cybersécurité, en plus d'améliorer ses mécanismes de protection ainsi que ses procédures de prévention, de détection, d'intervention et de gestion relativement à de telles menaces, qui évoluent constamment. Par conséquent, les mesures de protection des TI de la Société sont surveillées et adaptées de façon continue afin de prévenir et de détecter les cyberattaques, puis de les résoudre. D'éventuelles perturbations des systèmes d'information ou brèches de sécurité pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers de la Société ou encore nuire à sa réputation.

Risque lié à la non-conformité à la réglementation

Le risque lié à la non-conformité à la réglementation correspond au risque que la Société ou ses employés ne se conforment pas aux exigences réglementaires en vigueur là où la Société exerce ses activités, tant au Canada que dans d'autres pays. Un grand nombre de lois, de règles et de réglementations gouvernementales, y compris en ce qui a trait à la présentation et à la communication de l'information financière, s'appliquent à la Société. L'interprétation de ces lois, règles et réglementations par la Société, les agences gouvernementales ou les tribunaux pourrait se traduire par des cas de non-conformité aux dispositions réglementaires et avoir une incidence défavorable sur la réputation de la Société, en plus d'entraîner des pénalités, des amendes et des sanctions ou une surveillance accrue de la part des autorités réglementaires. En plus d'être tenue de respecter ces lois, règles et réglementations, la Société doit aussi surveiller leur évolution de près, afin que toute modification à leur égard soit prise en compte dans la gestion de ses activités.

La Société s'assure que les incidences fiscales de toutes ses décisions stratégiques respectent ses obligations en matière de présentation de l'information juridique et fiscale en plus de prévoir les changements éventuels au cadre juridique actuel afin d'éviter tout risque de non-conformité qui pourrait avoir des incidences défavorables.

RISQUE LIÉ À LA RÉPUTATION

Le risque lié à la réputation correspond au risque qu'une activité entreprise par la Société soit perçue de manière négative par ses parties prenantes ou le public, que ce jugement soit fondé ou non, causant ainsi du tort à son image et se traduisant éventuellement par la perte d'activités commerciales, une capacité de financement limitée, des poursuites judiciaires ou une surveillance accrue de la part des autorités réglementaires. Le risque lié à la réputation peut découler de divers événements et est généralement associé à une gestion insuffisante d'un autre risque. Par exemple, le non-respect des lois et des règlements ainsi que des manquements aux obligations en matière de présentation et de communication de l'information financière peuvent avoir une incidence importante sur la réputation de l'entreprise.

Le conseil d'administration de la Société a adopté un code de conduite et de déontologie (le code de conduite, qui inclut les directives de la Société en matière de conflits d'intérêts), de même qu'un code de conduite à l'intention des tiers, qui régissent la conduite des administrateurs, dirigeants et employés de la Société, ainsi que de ses consultants et fournisseurs. Le conseil d'administration de la Société s'assure de la conformité au code de conduite en collaboration avec le chef du contentieux et secrétaire de la Société, qui surveille la conformité au code de conduite. Les administrateurs et les employés de la Société sont tenus de confirmer une fois par année, et les dirigeants de la Société, une fois par trimestre, leur compréhension du code de conduite et leur accord à s'y conformer.

RISQUE LIÉ À LA DURABILITÉ

Le risque lié à la durabilité correspond au risque d'une perte éventuelle résultant de l'incapacité de la Société et de ses employés à identifier et à gérer les risques environnementaux et sociaux et les risques liés à la gouvernance, qui pourraient avoir une incidence défavorable sur la situation financière et la réputation de la Société.

Les risques environnementaux sont liés aux effets néfastes que pourraient avoir le réchauffement et les changements climatiques, les déchets et la consommation d'énergie. Les risques sociaux sont liés aux effets néfastes que pourraient avoir, pour les individus, des pratiques répréhensibles en matière de droits humains, de conditions de travail, de santé et de sécurité, de harcèlement, de diversité, de rémunération et d'avantages sociaux et de gestion des fournisseurs. Les risques liés à la gouvernance ont trait aux effets néfastes de pratiques contraires à l'éthique, comme la corruption, des conflits d'intérêts et une protection inadéquate des données.

S'appuyant sur une solide culture de gestion responsable, la Société suit les lignes directrices claires énoncées dans son code de conduite et de déontologie, lequel s'applique aux administrateurs, aux directeurs et aux employés de la Société, ainsi que dans son code de conduite à

l'intention des tiers, lequel s'applique aux consultants et aux fournisseurs. La Société maintient aussi d'autres politiques, procédures et contrôles connexes, notamment un énoncé de responsabilité sociale, une politique environnementale, une politique anticorruption mondiale, une politique sur la protection des renseignements personnels et une politique sur le respect en milieu de travail.

La Société a adopté une approche équilibrée dans le cadre de l'exercice de ses activités et fournit à ses employés de la formation et des moyens d'acquérir des compétences afin que le risque lié à la durabilité soit identifié et géré conformément aux politiques et procédures. La fonction de surveillance de la gestion des risques du conseil d'administration prévoit notamment de veiller à ce que les risques environnementaux et sociaux importants et ceux liés à la gouvernance soient correctement identifiés et fassent l'objet d'une gestion et d'un suivi appropriés.

RISQUES ÉMERGENTS

Un risque émergent est un risque qui n'est pas actuellement bien compris et pour lequel l'incidence sur la stratégie et les résultats financiers sont difficiles à évaluer ou dont l'évaluation est en cours.

Surveiller les risques émergents est une composante importante de la gestion des risques. Power Corporation surveille activement les risques émergents grâce aux moyens suivants :

- Des examens et des analyses sont effectués au sein des conseils et des comités de ses sociétés en exploitation à l'échelle mondiale, par l'entremise desquels les dirigeants locaux décrivent les risques émergents de leurs environnements respectifs.
- L'équipe de la haute direction de la Société fait office de comité de gestion des risques de la Société. Les membres de l'équipe de la haute direction se rencontrent régulièrement afin d'identifier, d'analyser et d'examiner les risques de la Société et de mettre en œuvre des stratégies en vue d'atténuer ces risques.

Instruments financiers et autres instruments

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur représente le montant qui pourrait être échangé dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions de concurrence normale entre des parties consentantes, ce montant reposant sur le cours du marché, lorsqu'il est disponible. Les justes valeurs représentent les estimations de la direction et sont généralement calculées selon les informations de marché disponibles à un moment précis. Ces valeurs peuvent ne pas refléter les justes valeurs futures. Les calculs sont subjectifs et comportent des incertitudes et des éléments importants sur lesquels il convient de poser un jugement éclairé.

La Société a classé ses actifs et ses passifs comptabilisés à la juste valeur et ceux pour lesquels la juste valeur est présentée selon la hiérarchie des justes valeurs suivantes :

- Le niveau 1 utilise des données d'entrée observables sur les prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, auxquelles la Société a accès.
- Le niveau 2 utilise des données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement.

- Le niveau 3 utilise une ou plusieurs données d'entrée importantes qui ne sont pas fondées sur des données d'entrée de marché observables et il inclut des cas où il y a peu d'activité, voire aucune, sur le marché pour l'actif ou le passif.

La Société et ses filiales maximisent l'utilisation des données d'entrée observables et limitent l'utilisation des données d'entrée non observables aux fins de l'évaluation de la juste valeur. Dans certains cas, il se peut que les données d'entrée utilisées dans l'évaluation de la juste valeur soient classées dans différents niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Dans ces cas, le classement de l'évaluation de la juste valeur dans un des niveaux de la hiérarchie a été déterminé en fonction du niveau le plus bas d'une donnée d'entrée importante par rapport à l'évaluation de la juste valeur. L'appréciation par la Société et ses filiales de l'importance d'une donnée d'entrée précise dans l'évaluation de la juste valeur requiert l'exercice du jugement, compte tenu des facteurs propres à l'actif ou au passif considéré.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs comptabilisés ou présentés à la juste valeur de la Société et de ses filiales. Le tableau présente de façon distincte les actifs et les passifs comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente et ceux présentés à la juste valeur. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Les éléments exclus sont : la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dividendes, les intérêts à recevoir et les débiteurs, les avances consenties aux titulaires de polices, certains autres actifs financiers, les crédateurs, les dividendes et les intérêts à verser, et certains autres passifs financiers.

	2020		2019	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Aux 31 décembre				
ACTIFS				
Actifs comptabilisés à la juste valeur				
Obligations				
À la juste valeur par le biais du résultat net	102 782	102 782	85 845	85 845
Disponibles à la vente	11 897	11 897	12 028	12 028
Prêts hypothécaires et autres prêts				
À la juste valeur par le biais du résultat net	2 095	2 095	1 314	1 314
Actions				
À la juste valeur par le biais du résultat net	10 697	10 697	9 925	9 925
Disponibles à la vente	1 839	1 839	1 474	1 474
Immeubles de placement	6 270	6 270	5 887	5 887
Fonds détenus par des assureurs cédants	16 188	16 188	6 661	6 661
Instruments dérivés	973	973	474	474
Actifs au titre des cessions en réassurance	130	130	127	127
Autres actifs	980	980	1 490	1 490
	153 851	153 851	125 225	125 225
Actifs présentés à la juste valeur				
Obligations				
Prêts et créances	23 348	26 545	17 372	19 344
Prêts hypothécaires et autres prêts				
Prêts et créances	32 546	34 607	30 461	31 420
Actions				
Disponibles à la vente ^[1]	124	124	150	150
Fonds détenus par des assureurs cédants	137	137	80	80
	56 155	61 413	48 063	50 994
Total	210 006	215 264	173 288	176 219
PASSIFS				
Passifs comptabilisés à la juste valeur				
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	9 145	9 145	1 656	1 656
Instruments dérivés	1 270	1 270	1 410	1 410
Autres passifs	311	311	430	430
	10 726	10 726	3 496	3 496
Passifs présentés à la juste valeur				
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	6 174	6 345	6 914	6 997
Déventures et autres instruments d'emprunt de Power Corporation	756	1 013	683	856
Déventures et autres instruments d'emprunt sans recours	13 299	15 206	9 255	10 595
Dépôts et certificats	2 246	2 246	886	887
Autres passifs	951	951	838	838
	23 426	25 761	18 576	20 173
Total	34 152	36 487	22 072	23 669

[1] La juste valeur de certaines actions disponibles à la vente ne peut pas être évaluée de manière fiable. Par conséquent, ces placements sont comptabilisés au coût.

Se reporter à la note 27 des états financiers consolidés de 2020 de la Société pour obtenir des informations supplémentaires au sujet de l'évaluation de la juste valeur de la Société au 31 décembre 2020.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cours de leurs activités, la Société et ses filiales ont recours à des instruments financiers dérivés. Lorsqu'elles utilisent ces dérivés, elles ne font qu'agir en qualité d'utilisateurs finals limités, et non en qualité de teneurs de marché.

L'utilisation des dérivés est contrôlée et revue régulièrement par la haute direction de la Société et par la haute direction de ses filiales. La Société et ses filiales ont chacune établi des politiques, des lignes directrices et des procédures en matière d'exploitation relatives à l'utilisation d'instruments financiers dérivés visant essentiellement à :

- empêcher l'utilisation des instruments dérivés à des fins spéculatives;
- documenter les opérations et s'assurer de leur conformité avec les politiques en matière de gestion des risques;
- faire état de l'efficacité des relations de couverture;
- surveiller les relations de couverture.

Aucun changement majeur n'a été apporté aux politiques et procédures de la Société et de ses filiales relativement à l'utilisation des instruments dérivés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Le tableau suivant présente un résumé du portefeuille de dérivés de la Société et de ses filiales :

	2020			2019		
	Montant nominal	Risque de crédit maximal	Total de la juste valeur	Montant nominal	Risque de crédit maximal	Total de la juste valeur
31 décembre						
Power Corporation	21	1	1	11	2	2
Financière Power	23	3	3	23	6	6
Lifeco	30 121	829	(392)	21 634	451	(930)
IGM	2 273	38	3	2 608	15	(2)
Autres filiales	260	102	88	288	–	(12)
	32 677	972	(298)	24 553	472	(938)
	32 698	973	(297)	24 564	474	(936)

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, le montant nominal des contrats d'instruments dérivés en cours a augmenté de 8,1 G\$, principalement en raison des activités de couverture courantes, d'une augmentation liée à certaines opérations sur titres adossés à des prêts hypothécaires dont le règlement reste à venir (les titres liés à des opérations n'ayant pas encore été annoncées) et d'une hausse des contrats de change à terme relativement à la transaction avec MassMutual. L'exposition de la Société et de ses filiales au risque de crédit lié à la contrepartie des instruments dérivés (qui représente la valeur de marché des instruments en position de profit) a augmenté pour s'établir à 973 M\$ au 31 décembre 2020, comparativement

à 474 M\$ au 31 décembre 2019. Cette augmentation est principalement attribuable à l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les swaps de devises payeurs de dollars américains et receveurs de dollars canadiens et à une augmentation de la valeur des droits d'achat détenus par Power Sustainable visant l'acquisition d'actions supplémentaires de Lion.

Se reporter à la note 26 des états financiers consolidés de 2020 de la Société pour obtenir des renseignements additionnels.

Arrangements hors bilan

GARANTIES

Dans le cours normal de leurs activités, la Société et ses filiales peuvent conclure certaines ententes dont la nature les empêche de faire une estimation raisonnable du montant maximal éventuel que la Société ou une filiale pourrait être tenue de verser à des tiers, car certaines de ces ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées. Se reporter aussi à la note 32 des états financiers consolidés de 2020 de la Société.

LETTRES DE CRÉDIT

Dans le cours normal de ses activités de réassurance, Lifeco fournit des lettres de crédit à d'autres parties ou à des bénéficiaires. Un bénéficiaire détiendra normalement une lettre de crédit à titre de garantie visant à acquérir du crédit statutaire pour les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement cédés à Lifeco ou les montants à payer par celle-ci. Lifeco pourrait être tenue de rechercher des solutions de rechange aux garanties si elle se révélait incapable de renouveler les lettres de crédit existantes à leur échéance. Se reporter également à la partie B du présent rapport de gestion et à la note 32 des états financiers consolidés de 2020 de la Société.

Passifs éventuels

De temps à autre, dans le cours normal de leurs activités, la Société et ses filiales peuvent faire l'objet de poursuites judiciaires, y compris d'arbitrages et de recours collectifs. Il est difficile de se prononcer avec certitude sur l'issue de ces poursuites et il est possible qu'une issue défavorable nuise de manière significative à la situation financière consolidée de la Société. Toutefois, selon l'information connue actuellement, la Société ne s'attend pas à ce que les poursuites en cours, prises individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société. Se reporter également à la note 31 des états financiers consolidés de 2020 de la Société.

Engagements et obligations contractuels

	Paiements exigibles par période				
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non définie	Total
Power Corporation ^{[1][2]}	111	3	654	609	1 377
Financière Power	14	3	254	–	271
Lifeco	3 361	1 896	7 803	–	13 060
IGM	2 658	4 701	2 253	–	9 612
Plateformes de placements dans des actifs alternatifs et écritures liées à la consolidation	1 575	412	809	18	2 814
Total	7 719	7 015	11 773	627	27 134
Débetures et autres instruments d'emprunt ^[3]	1 290	1 777	11 079	–	14 146
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	1 543	4 610	21	–	6 174
Dépôts et certificats	2 277	3	1	–	2 281
Obligations locatives ^[4]	136	397	635	–	1 168
Obligations d'achat ^[5]	262	112	37	–	411
Cotisations au titre des régimes de retraite ^[6]	348	–	–	–	348
Engagements contractuels ^{[1][7]}	1 863	116	–	627	2 606
Total	7 719	7 015	11 773	627	27 134

[1] Une tranche de 531 M\$ correspond à des engagements en cours de la Société visant à faire des versements en capital futurs à des fonds d'investissement. Le montant et le moment exacts de chaque versement en capital ne peuvent être déterminés.

[2] Comprend des débetures de 650 M\$ de la Société.

[3] Se reporter aux notes 14 et 15 des états financiers consolidés de 2020 de la Société pour obtenir des renseignements additionnels.

[4] Se reporter à la note 16 des états financiers consolidés de 2020 de la Société pour obtenir des renseignements additionnels.

[5] Les obligations d'achat correspondent aux engagements de Lifeco visant l'achat de biens et services, principalement liés aux services d'information, ainsi qu'aux contrats de construction et d'achat de turbines liés à des projets éoliens en cours d'aménagement de Potentia.

[6] Les cotisations au titre des régimes de retraite comprennent les cotisations prévues aux régimes de retraite à prestations définies et aux régimes de retraite à cotisations définies ainsi qu'aux avantages postérieurs à l'emploi et elles sont susceptibles de changer, étant donné que les décisions en matière de cotisations sont influencées par de nombreux facteurs, notamment le rendement des marchés, les exigences réglementaires et la capacité de la direction à modifier la politique de capitalisation. Les estimations en matière de capitalisation au-delà d'un an ne sont pas prises en compte en raison de la variabilité importante des hypothèses nécessaires pour prévoir le moment des cotisations futures.

[7] Une tranche de 1 990 M\$ correspond à des engagements pris par Lifeco. Ces engagements contractuels sont essentiellement des engagements à l'égard de transactions d'investissement effectuées dans le cours normal des activités, conformément aux politiques et aux lignes directrices de Lifeco, et doivent être payés lorsque certaines conditions contractuelles sont remplies.

Impôt sur le bénéfice (base non consolidée)

Au 31 décembre 2020, la Société disposait, conjointement avec la Financière Power, de pertes autres qu'en capital de 937 M\$ (soit un montant de 860 M\$ à l'égard duquel les avantages n'ont pas été comptabilisés) pouvant servir à réduire le bénéfice imposable futur (y compris les gains en capital). Ces pertes viendront à expiration entre 2028 et 2040.

Au 31 décembre 2020, la Société disposait, conjointement avec la Financière Power, de pertes en capital de 227 M\$ à l'égard desquelles les avantages n'ont pas été comptabilisés et qui peuvent être utilisées pour une durée indéfinie pour contrebalancer les gains en capital.

De plus, au 31 décembre 2020, les différences temporaires déductibles dont les avantages n'ont pas été comptabilisés se chiffraient à 393 M\$.

Transactions avec des parties liées

Power Corporation a un comité des opérations entre personnes reliées et de révision composé uniquement d'administrateurs indépendants par rapport aux membres de la direction et à l'actionnaire de contrôle de la Société. Ce comité a pour mandat de passer en revue les transactions proposées avec des parties liées de la Société, y compris l'actionnaire de contrôle, et de n'approuver que les transactions qu'il considère comme appropriées et qui sont effectuées selon les conditions du marché.

Dans le cours normal de leurs activités, Power Corporation et ses filiales prennent part à diverses transactions qui incluent des engagements en capital dans des fonds d'investissement, le versement d'honoraires liés au rendement et d'honoraires de gestion de base à des filiales du groupe et l'octroi de prêts à des employés. Ces transactions sont effectuées selon les conditions du marché et elles sont passées en revue par le comité des opérations entre personnes reliées et de révision concerné.

Dans le cours normal de leurs activités, la Canada Vie et Putnam prennent part à diverses transactions avec des parties liées, qui comprennent l'offre respective de prestations d'assurance collective et de services de sous-conseiller à d'autres sociétés du groupe de Power Corporation. Ces transactions sont effectuées selon les conditions du marché et elles sont passées en revue par le comité des opérations entre personnes reliées et de révision concerné.

Lifeco fournit des services de gestion d'actifs ainsi que des services administratifs à l'égard des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés de Power Corporation, de la Financière Power, ainsi qu'à ceux de Lifeco et de ses filiales. Ces transactions sont effectuées selon les conditions du marché et elles sont passées en revue par le comité des opérations entre personnes reliées et de révision concerné.

IGM conclut des transactions avec des filiales de Lifeco. Ces transactions ont lieu dans le cours normal des activités et comprennent: i) la prestation de certains services administratifs; ii) la distribution de produits d'assurance; iii) la vente de prêts hypothécaires résidentiels à la Canada Vie. Ces transactions sont effectuées selon les conditions du marché et elles sont passées en revue par le comité des opérations entre personnes reliées et de révision concerné.

En octobre 2017, IGM et une filiale de Power Corporation ont obtenu des décisions anticipées en matière d'impôt sur le revenu, qui permettaient des transactions de consolidation des pertes fiscales, aux termes desquelles les actions d'une filiale ayant généré des pertes fiscales pouvaient être acquises par IGM. La Société a comptabilisé l'économie au titre des pertes fiscales devant être réalisée pendant ce programme. Les 31 décembre 2020 et 2019, IGM a acquis des actions de sociétés ayant généré des pertes fiscales. Les avantages tirés de ces ententes de consolidation des pertes fiscales ont pris fin le 31 décembre 2020.

Le 13 février 2020, la Société et la Financière Power ont complété la réorganisation. Se reporter à la section Faits saillants de 2020 pour obtenir plus de détails.

En lien avec la réorganisation, Pansolo, une société contrôlée par la Fiducie familiale résiduaire Desmarais, a acheté six millions d'actions privilégiées participantes le 12 février 2020. Se reporter à la section Faits saillants de 2020 pour obtenir plus de détails.

Le 31 décembre 2020, Power Corporation a annoncé avoir complété une réorganisation interne du capital social de la Financière Power, dont l'objectif était de simplifier davantage la structure d'entreprise de la Société. À la suite de la réorganisation interne, la Société détient directement la totalité des actions ordinaires de la Financière Power (certaines de ces actions ordinaires étaient auparavant détenues par une filiale en propriété exclusive de la Société). En avril, en juillet et en octobre 2020, la Financière Power a avancé des montants totalisant 996 M\$ à la Société en échange de billets ne portant pas intérêt remboursables sur demande pour financer ce qui serait autrement sa distribution régulière déclarée sur ses actions ordinaires. Le 31 décembre 2020, la Financière Power a déclaré des dividendes de 1 328 M\$ sur ses actions ordinaires, dont une tranche de 996 M\$ a été utilisée pour contrebalancer les billets à payer par la Société.

En 2020, Lifeco a complété la vente de GLC à Mackenzie et l'acquisition de la totalité des fonds propres de Personal Capital, y compris la participation de 24,8 % détenue par IGM. De plus, Lifeco et Mackenzie ont acquis conjointement une participation ne donnant pas le contrôle dans Northleaf. Se reporter également à la section Faits saillants de 2020, de même qu'à la note 30 des états financiers consolidés de 2020 de la Société pour obtenir des renseignements additionnels.

Sommaire des estimations et jugements comptables critiques

Aux fins de la préparation des états financiers, la direction de la Société et la direction de ses filiales doivent porter des jugements importants, faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif, du passif, du bénéfice net et du bénéfice global, ainsi que sur l'information fournie à leur sujet. Les principales sources d'incertitude relatives aux estimations et les secteurs pour lesquels des jugements importants sont portés par la direction de la Société et la direction de ses filiales concernent les entités à consolider ou à comptabiliser selon la méthode de la mise en équivalence, les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, les évaluations de la juste valeur, la perte de valeur de placements, le goodwill et les immobilisations incorporelles, l'impôt sur le bénéfice et les avantages du personnel futurs. Ces éléments sont présentés dans les notes annexes aux états financiers consolidés de 2020 de la Société.

CONSOLIDATION

La direction de la Société consolide toutes les filiales et les entités sur lesquelles il a été déterminé que la Société exerce un contrôle. L'évaluation du contrôle se fonde sur la capacité de la Société à diriger les activités pertinentes des filiales ou d'autres entités structurées afin d'en tirer des rendements variables. La direction de la Société et la direction de chacune de ses filiales exercent leur jugement pour déterminer si un tel contrôle existe. Elles exercent également leur jugement pour évaluer les rendements variables et déterminer dans quelle mesure la Société ou ses filiales peuvent user de leur pouvoir afin d'influer sur les rendements variables.

ENTREPRISES CONTRÔLÉES CONJOINTEMENT ET ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les entreprises contrôlées conjointement sont les entités pour lesquelles le consentement unanime est requis en ce qui a trait aux décisions à l'égard des activités pertinentes. Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles la Société exerce une influence notable sur le plan des politiques opérationnelles et financières, mais dont elle n'a pas le contrôle ni le contrôle conjoint. Les participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La direction de la Société et la direction de chacune de ses filiales exercent leur jugement pour déterminer si un contrôle conjoint ou une influence notable existe.

PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET D'INVESTISSEMENT

Évaluation

Les passifs relatifs aux contrats d'assurance représentent les montants qui, en plus des primes et des produits de placement futurs, sont requis pour le paiement des prestations futures, des participations des titulaires de polices, des commissions et des frais afférents à l'administration de toutes les polices d'assurance et de rentes en vigueur de Lifeco. Les actuaires nommés par les filiales de Lifeco ont la responsabilité de déterminer le montant des passifs requis pour couvrir adéquatement les obligations de Lifeco à l'égard des titulaires de polices. Les actuaires nommés calculent le montant des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement selon les pratiques actuarielles généralement reconnues, conformément aux normes établies par l'Institut canadien des actuaires. L'évaluation est effectuée à l'aide de la méthode canadienne axée sur le bilan (MCAB), qui tient compte des événements futurs prévus afin de déterminer le montant de l'actif actuellement requis en vue de couvrir toutes les obligations futures et qui nécessite une part importante de jugement.

Dans le calcul des passifs relatifs aux contrats d'assurance, des hypothèses actuarielles ont été établies relativement aux taux de mortalité et de morbidité, au rendement des placements, aux charges d'exploitation, aux taux de résiliation des polices et aux taux d'utilisation des options ou des clauses facultatives liées aux polices. Ces hypothèses reposent sur les meilleures estimations des résultats futurs et incluent des marges pour tenir compte des écarts défavorables. Ces marges sont nécessaires pour parer à l'éventualité d'une mauvaise évaluation ou d'une détérioration future des hypothèses les plus probables et donnent une assurance raisonnable que les passifs relatifs aux contrats d'assurance couvrent diverses possibilités. Les marges sont révisées régulièrement afin de vérifier leur pertinence.

Les passifs relatifs aux contrats d'investissement sont évalués à la juste valeur, qui est déterminée au moyen des flux de trésorerie actualisés selon les courbes de rendement des instruments financiers dont les flux de trésorerie présentent des caractéristiques similaires.

Se reporter à la note 12 des états financiers consolidés de 2020 de la Société pour obtenir plus de détails sur ces estimations.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La valeur comptable des actifs financiers reflète la liquidité actuelle du marché et les primes de liquidité prises en compte dans les méthodes d'établissement des prix du marché sur lesquelles la Société et ses filiales s'appuient.

La variation de la juste valeur des actifs couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance a une influence majeure sur la variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Les variations de la juste valeur des obligations désignées ou classées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance sont essentiellement contrebalancées par les variations correspondantes de la juste valeur de ces passifs, sauf si les obligations sont considérées comme dépréciées.

La Société et ses filiales maximisent l'utilisation des données d'entrée observables et limitent l'utilisation des données d'entrée non observables aux fins de l'évaluation de la juste valeur. Les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur sont décrites ci-après.

Obligations et prêts hypothécaires et autres prêts à la juste valeur par le biais du résultat net ou disponibles à la vente

La juste valeur des obligations et des prêts hypothécaires et autres prêts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net ou disponibles à la vente est déterminée selon les cours acheteurs du marché provenant principalement de sources de prix de tiers indépendants. La Société et ses filiales obtiennent les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles, pour des actifs identiques aux dates de clôture afin d'évaluer les obligations et les prêts hypothécaires et autres prêts à la juste valeur. Lorsque les cours ne sont pas disponibles sur un marché généralement actif, la juste valeur est déterminée selon des modèles d'évaluation.

La Société et ses filiales évaluent la juste valeur des obligations et des prêts hypothécaires et autres prêts qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs en se basant sur les titres négociés activement qui présentent des caractéristiques semblables, les cotes des courtiers, les méthodes d'évaluation matricielle des prix, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou des modèles d'évaluation internes. Ces méthodes prennent en considération des facteurs tels que le secteur d'activité de l'émetteur, la notation du titre, son échéance, son taux d'intérêt nominal, sa position dans la structure du capital de

l'émetteur, les courbes de rendement et de crédit, les taux de remboursement anticipé et d'autres facteurs pertinents. Les évaluations des obligations et des prêts hypothécaires et autres prêts qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs sont ajustées afin de refléter le manque de liquidité, et ces ajustements se fondent normalement sur des données du marché disponibles. Lorsque de telles données ne sont pas disponibles, les meilleures estimations de la direction sont alors utilisées.

Actions à la juste valeur par le biais du résultat net ou disponibles à la vente

La juste valeur des actions négociées en bourse est généralement déterminée selon les derniers cours acheteurs de la bourse où se négocient principalement les titres en question. La juste valeur des actions pour lesquelles il n'existe pas de marché actif se fonde généralement sur d'autres techniques d'évaluation, comme l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie, l'examen des fluctuations du prix par rapport au marché, ainsi que l'utilisation de renseignements fournis par le gestionnaire du placement sous-jacent. La Société et ses filiales obtiennent les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles, pour des actifs identiques aux dates de clôture afin d'évaluer les actions à la juste valeur.

Prêts hypothécaires rechargeables à la juste valeur par le biais du résultat net

Puisqu'il n'y a pas de prix du marché observables pour les prêts hypothécaires rechargeables, un modèle d'évaluation interne est utilisé, lequel est fondé sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus et tient compte de la garantie contre une valeur nette réelle négative incorporée. Les données d'entrée du modèle comprennent des données d'entrée observables du marché, comme les rendements de référence et les écarts ajustés en fonction du risque. Les données d'entrée non observables sur le marché comprennent les taux de volatilité et de croissance liés aux immeubles, les taux prévus en ce qui a trait aux rachats volontaires, les hypothèses relatives à la mortalité, aux transferts dans les établissements de soins de longue durée et à l'arrêt de la capitalisation des intérêts ainsi que la valeur de la garantie contre une valeur nette réelle négative.

Obligations et prêts hypothécaires et autres prêts classés comme prêts et créances

La juste valeur des obligations et des prêts hypothécaires et autres prêts classés comme prêts et créances qui est présentée est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus aux taux en vigueur sur le marché pour des instruments semblables. Les données d'entrée d'évaluation comprennent habituellement les rendements de référence et les écarts ajustés en fonction du risque basés sur les activités de crédit courantes et l'activité du marché actuelle.

Immeubles de placement

La juste valeur des immeubles de placement est déterminée en ayant recours à des services d'évaluation indépendants qualifiés et reflète les ajustements apportés par la direction de Lifeco lorsque les flux de trésorerie liés aux propriétés, les dépenses d'investissement ou les conditions générales du marché subissent des modifications significatives au cours des périodes intermédiaires entre les évaluations. L'établissement de la juste valeur des immeubles de placement exige l'utilisation d'estimations, telles que les flux de trésorerie futurs (dont les hypothèses locatives, les taux de location, les dépenses d'investissement et d'exploitation futurs) et les taux d'actualisation, de capitalisation réversifs et de capitalisation globaux applicables aux actifs selon les conditions actuelles du marché. Les immeubles de placement en cours de construction sont évalués à la juste valeur si ces valeurs peuvent être déterminées de façon fiable. Ils sont autrement comptabilisés au coût.

PERTE DE VALEUR DE PLACEMENTS

Les placements sont examinés de façon individuelle à la fin de chaque période de présentation de l'information financière afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. La Société et ses filiales tiennent compte de divers facteurs lors du processus d'évaluation de la dépréciation, y compris, mais sans s'y limiter, la situation financière de l'émetteur, les conditions particulières défavorables propres à un secteur ou à une région, une diminution de la juste valeur qui ne découle pas des taux d'intérêt, d'une faillite ou d'une défaillance, ainsi que d'un éventuel défaut de paiement des intérêts ou du capital.

Les placements sont réputés s'être dépréciés lorsqu'il n'y a plus d'assurance raisonnable quant à la possibilité de recouvrement. La juste valeur d'un placement ne constitue pas un indice définitif de dépréciation, puisqu'elle peut être grandement influencée par d'autres facteurs, y compris la durée résiduelle jusqu'à l'échéance et la liquidité de l'actif. Cependant, le cours de marché est pris en compte dans l'évaluation de la dépréciation.

En ce qui a trait aux obligations et aux prêts hypothécaires et autres prêts dépréciés qui sont classés comme prêts et créances, des provisions sont établies ou des pertes de valeur sont inscrites dans le but d'ajuster la valeur comptable afin qu'elle corresponde à la valeur nette de réalisation. Dans la mesure du possible, la juste valeur du bien garantissant les prêts ou le cours de marché observable est utilisé aux fins de l'établissement de la valeur nette de réalisation. Lorsque des obligations disponibles à la vente sont considérées comme dépréciées, la perte cumulée comptabilisée dans les autres éléments de bénéfice global est reclassée dans les produits de placement nets. Une perte de valeur sur les instruments d'emprunt disponibles à la vente est reprise s'il existe une indication objective d'un recouvrement durable. De plus, les intérêts courus ne sont plus comptabilisés sur les obligations et les prêts hypothécaires et autres prêts dépréciés, et les intérêts courus antérieurs sont repris dans les produits de placement nets.

Des pertes de valeur relatives aux actions disponibles à la vente sont comptabilisées dans les produits de placement nets si la perte est significative ou prolongée. Toute perte de valeur subséquente est comptabilisée directement dans les produits de placement nets.

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES À DURÉE D'UTILITÉ INDÉTERMINÉE

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, y compris ceux découlant d'une acquisition effectuée au cours de l'exercice, sont soumis à un test de dépréciation tous les ans, ou plus souvent si les circonstances indiquent qu'il pourrait y avoir dépréciation. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ayant déjà subi une perte de valeur font l'objet d'un examen à chaque date de clôture afin de repérer des indications de reprise.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont été attribués aux unités génératrices de trésorerie ou aux groupes d'unités génératrices de trésorerie qui représentent le niveau le plus bas auquel les actifs font l'objet d'un suivi aux fins de l'information interne. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumis à un test de dépréciation en comparant la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie à la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont été attribués.

Si la valeur comptable des actifs excède leur valeur recouvrable, une perte de valeur d'un montant correspondant à cet excédent est comptabilisée. La valeur recouvrable correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur des actifs diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité, calculée en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés qui devraient être générés.

RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société et ses filiales offrent des régimes de retraite à prestations définies capitalisés aux employés et conseillers admissibles, des régimes complémentaires de retraite non capitalisés à l'intention des employés admissibles, ainsi qu'un régime d'avantages complémentaires de retraite, d'assurance-maladie, dentaire et vie non capitalisé aux employés et aux conseillers admissibles, de même qu'aux personnes à leur charge. La Société et ses filiales offrent également des régimes de retraite à cotisations définies aux employés et aux conseillers admissibles.

Les régimes de retraite à prestations définies prévoient des rentes établies en fonction des années de service et du salaire moyen de fin de carrière. Les charges liées aux régimes de retraite à prestations définies sont déterminées actuariellement selon la méthode des unités de crédit projetées au prorata des années de service, à partir des hypothèses de la direction de la Société et de la direction de ses filiales concernant les taux d'actualisation, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés, la mortalité et l'estimation des coûts liés aux soins de santé. Toute modification apportée à ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des prestations définies. Le passif au titre des prestations constituées de la Société et de ses filiales relatif aux régimes à prestations définies est calculé séparément pour chacun des régimes en actualisant le montant des prestations acquises par les employés en échange de leurs services au cours de la période considérée et des périodes antérieures et en déduisant la juste valeur des actifs du régime.

- La Société et ses filiales établissent la composante intérêts nets de la charge au titre des régimes de retraite pour la période en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour mesurer le passif au titre des prestations constituées au début de la période annuelle au montant net du passif au titre des prestations constituées. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les passifs est établi en fonction du rendement des obligations de sociétés de haute qualité sur le marché.
- Si les avantages au titre du régime sont modifiés ou si un régime fait l'objet d'une réduction, les coûts des services passés ou les gains ou les pertes sur réduction d'un régime sont immédiatement comptabilisés en résultat net.
- Les coûts financiers (montant net), les frais administratifs, les coûts des services rendus au cours de la période, les coûts des services passés et les gains ou les pertes sur réduction et sur règlement d'un régime sont compris dans les charges d'exploitation et frais administratifs.
- Les réévaluations représentent les écarts actuariels et le rendement réel de l'actif des régimes, moins l'intérêt calculé au taux d'actualisation, et les variations du plafond de l'actif. Les réévaluations sont comptabilisées immédiatement dans les autres éléments de bénéfice global et ne sont pas reclassées ultérieurement en résultat net.
- L'actif (le passif) au titre des prestations constituées représente l'excédent (le déficit) du régime et il est inclus dans les autres actifs (autres passifs).
- Les cotisations aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont engagées.

IMPÔT SUR LE BÉNÉFICE

Impôt exigible

L'impôt exigible sur le bénéfice est calculé selon le bénéfice imposable de l'exercice. Les passifs (actifs) d'impôt exigible de la période en cours et des périodes précédentes sont évalués au montant que la Société s'attend à payer aux administrations fiscales (ou à recouvrer auprès de celles-ci) selon les taux d'imposition et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Un actif et un passif d'impôt exigible peuvent être compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et si l'entité a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Impôt différé

L'impôt différé représente l'impôt que la Société prévoit payer ou recouvrer au titre des différences entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers et les valeurs fiscales correspondantes utilisées dans le calcul du bénéfice imposable et au titre des attributs fiscaux non utilisés, et il est comptabilisé selon la méthode du report variable. En général, des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables et des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs, auxquels les différences temporaires déductibles et les attributs fiscaux non utilisés pourront être imputés, seront disponibles.

La comptabilisation des actifs d'impôt différé se fonde sur le fait qu'il est probable que l'entité enregistrera des bénéfices imposables ou qu'elle pourra tirer parti d'occasions de planification fiscale, ou les deux, et qu'elle pourra ainsi utiliser les actifs d'impôt différé. Des changements de circonstances au cours de périodes futures pourraient avoir des répercussions défavorables sur l'appréciation du caractère recouvrable des actifs. L'incertitude quant à la recouvrabilité est prise en compte au moment de déterminer les actifs d'impôt différé. Le processus de planification financière de la Société et de ses filiales constitue un point de départ important pour l'évaluation des actifs d'impôt différé.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont évalués en fonction des taux d'imposition qui devraient s'appliquer pour l'année au cours de laquelle les actifs seront réalisés ou les passifs réglés, selon les taux d'imposition et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Un actif et un passif d'impôt différé peuvent être compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et les passifs d'impôt exigible, et que l'impôt différé est lié à une même entité imposable et à une même administration fiscale.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé fait l'objet d'un examen à chaque date de clôture et elle est réduite si la disponibilité de bénéfices imposables futurs suffisants pour utiliser la totalité ou une partie de ces actifs d'impôt différé cesse d'être probable. Les actifs d'impôt différé qui ne sont pas comptabilisés sont réexaminés à chaque date de clôture et sont comptabilisés si la disponibilité de bénéfices imposables futurs suffisants pour recouvrer ces actifs d'impôt différé devient probable.

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables liées à des participations dans les filiales, les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées, sauf si le groupe est capable de contrôler la date à laquelle les différences temporaires se résorberont et s'il est probable que les différences temporaires ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

Changements de méthodes comptables

Aucun changement n'a été apporté aux méthodes comptables de la Société depuis le 31 décembre 2019, à l'exception de ce qui est décrit ci-dessous.

La Société a adopté les modifications à portée limitée des normes IFRS pour IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, IAS 1, *Présentation des états financiers*, IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, IAS 39, *Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation*, et IFRS 7, *Instruments financiers: Informations à fournir*, avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2020. L'adoption de ces modifications à portée limitée n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

La Société surveille activement les modifications aux normes IFRS proposées et publiées par l'IASB dans le but d'évaluer leur incidence éventuelle sur la Société.

Modifications comptables futures

La Société et ses filiales assurent un suivi continu des modifications éventuelles proposées par l'IASB et analysent l'incidence que des modifications aux normes pourraient avoir sur leurs états financiers consolidés lorsqu'elles entreraient en vigueur.

Norme	Sommaire des modifications futures
IFRS 17 – <i>Contrats d'assurance</i>	<p>En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17, <i>Contrats d'assurance</i>, qui remplacera IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i>. Le 26 juin 2019, l'IASB a publié un exposé-sondage au sujet des modifications ciblées d'IFRS 17, dont une proposition de report de la date d'entrée en vigueur de la norme. En juin 2020, l'IASB a finalisé les modifications à IFRS 17, confirmant notamment la date d'entrée en vigueur de la norme, soit le 1^{er} janvier 2023. De plus, l'IASB a confirmé le report de l'échéance de l'exemption visant les assureurs qui doivent appliquer IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>, au 1^{er} janvier 2023, afin que les dates d'entrée en vigueur d'IFRS 9 et d'IFRS 17 restent les mêmes.</p> <p>L'adoption d'IFRS 17 est une initiative importante pour Lifeco, qui s'appuie sur un cadre de gouvernance et un plan de projet formels et à laquelle sont dédiées des ressources considérables. Lifeco a constitué une équipe qui travaille sur la mise en œuvre, qui comprend la préparation des systèmes d'information financière et des processus de présentation de l'information en vertu d'IFRS 17, l'élaboration de politiques et la gestion de l'exploitation et du changement. Cette équipe surveille également les faits nouveaux provenant de l'IASB et de divers groupes sectoriels où Lifeco est représentée. Lifeco continue de progresser dans la mise en œuvre de son plan, les principales décisions relatives aux politiques étant bien avancées et l'implantation de la solution technologique a grandement progressé.</p> <p>IFRS 17 présente les exigences concernant la comptabilisation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir relativement aux contrats d'assurance qu'une société émet et aux contrats de réassurance qu'elle détient. IFRS 17 présente trois nouveaux modèles d'évaluation fondés sur la nature des contrats d'assurance: le modèle général d'évaluation, la méthode de la répartition des primes et la méthode des honoraires variables. Selon IFRS 17, en ce qui concerne le modèle général d'évaluation et la méthode des honoraires variables, les entités doivent évaluer, au bilan, les passifs relatifs aux contrats d'assurance selon le total:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) des flux de trésorerie d'exécution: les estimations courantes des montants qu'une société s'attend à recouvrer à l'égard des primes et à payer à l'égard des réclamations, des prestations et des charges, y compris un ajustement au titre du calendrier et du risque liés à ces montants; b) de la marge sur services contractuels: le bénéfice futur tiré de la couverture d'assurance. <p>En vertu d'IFRS 17, le taux d'actualisation utilisé pour refléter la valeur temps de l'argent dans les flux de trésorerie d'exécution doit être fondé sur les caractéristiques du passif. Il s'agit d'un changement important par rapport à IFRS 4 et à la MCAB, selon lesquelles le taux d'actualisation était basé sur les courbes de rendement des actifs connexes à ces passifs (se reporter aux principales méthodes comptables de la Société, à la note 2 des états financiers).</p> <p>Le bénéfice futur tiré de la couverture d'assurance (y compris les incidences des nouvelles affaires) est reflété dans la comptabilisation initiale des passifs relatifs aux contrats d'assurance, puis comptabilisé en résultat net au fil du temps, à mesure que les services d'assurance sont fournis. Selon IFRS 17, Lifeco doit également distinguer les groupes de contrats qui devraient générer un bénéfice des groupes de contrats qui devraient être déficitaires. Lifeco doit mettre à jour les flux de trésorerie d'exécution à chaque date de clôture, au moyen des estimations courantes du montant, du calendrier et de l'incertitude relative aux flux de trésorerie et aux taux d'actualisation. En raison des nouvelles méthodes d'évaluation prescrites par IFRS 17, Lifeco s'attend à une augmentation de ses passifs relatifs aux contrats d'assurance à l'adoption.</p> <p>IFRS 17 aura une incidence sur la façon dont Lifeco comptabilise ses contrats d'assurance et présente sa performance financière dans les états des résultats, en particulier le calendrier de comptabilisation du bénéfice pour les contrats d'assurance. L'adoption d'IFRS 17 aura aussi une incidence importante sur la manière dont les résultats liés aux contrats d'assurance sont présentés et publiés dans les états financiers, ainsi que sur les cadres réglementaires et fiscaux qui reposent sur des valeurs comptables calculées en vertu des normes IFRS. De plus, Lifeco surveille activement les incidences potentielles sur le capital réglementaire ainsi que sur les ratios et les informations à fournir connexes. Lifeco continue d'évaluer toutes ces incidences par l'intermédiaire de son plan de mise en œuvre mondial.</p>

Norme	Sommaire des modifications futures
Incidence actuelle d'IFRS 9 – <i>Instruments financiers</i>	<p>En juillet 2014, l'IASB a publié une version définitive d'IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>, qui remplace IAS 39, <i>Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation</i>. La norme apporte des modifications à la comptabilisation des instruments financiers à l'égard des éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Classement et évaluation: cette phase nécessite que les actifs financiers soient classés soit au coût amorti, soit à la juste valeur, en fonction du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. ■ Méthode de dépréciation: cette phase remplace le modèle actuel fondé sur les pertes subies par un modèle fondé sur les pertes attendues pour déterminer la dépréciation des actifs financiers. ■ Comptabilité de couverture: cette phase remplace les exigences actuelles liées à la comptabilité de couverture fondées sur des règles décrites dans IAS 39 par des lignes directrices qui alignent plus étroitement la comptabilisation sur les activités de gestion des risques d'une entité. <p>En septembre 2016, l'IASB a publié une modification à IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i> (IFRS 4). La modification, intitulée Application d'IFRS 9, <i>Instruments financiers</i> et d'IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i>, propose deux options aux compagnies d'assurance admissibles pour atténuer la volatilité qui pourrait résulter de la mise en œuvre d'IFRS 9 avant l'entrée en vigueur de la nouvelle norme proposée sur les contrats d'assurance. Les deux options sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ <i>Approche du report</i>: permet de reporter la mise en œuvre d'IFRS 9 jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle norme sur les contrats d'assurance. ■ <i>Approche par superposition</i>: permet de comptabiliser la volatilité qui pourrait découler de l'application d'IFRS 9 dans les autres éléments du résultat global plutôt que dans le résultat net. <p>La Société est admissible à cette modification et elle applique l'approche du report afin de permettre l'adoption simultanée d'IFRS 9 et d'IFRS 17.</p> <p>Les informations fournies pour l'évaluation et le classement des placements de portefeuille de la Société incluent déjà en grande partie les informations qui sont requises en vertu d'IFRS 9. La Société et Lifeco continuent d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette norme de concert avec l'adoption d'IFRS 17.</p> <p>GBL (détenue par l'entremise de Parjointco), une entreprise contrôlée conjointement, n'est pas admissible à l'exemption et a adopté IFRS 9 le 1^{er} janvier 2018. Conformément à la modification apportée à IFRS 4 visant le report de l'adoption d'IFRS 9, la Société peut, sans toutefois y être tenue, conserver les méthodes comptables utilisées par une entreprise associée ou une entreprise contrôlée conjointement comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. La Société a décidé de continuer d'appliquer IAS 39 aux résultats de GBL.</p>
IAS 37 – <i>Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels</i>	<p>En mai 2020, l'IASB a publié des modifications à IAS 37, <i>Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels</i>. Ces modifications précisent les coûts à inclure pour déterminer si un contrat est déficitaire.</p> <p>Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, mais une application anticipée est permise. La Société et ses filiales évaluent actuellement l'incidence de l'adoption de ces modifications.</p>
IFRS 16 – <i>Contrats de location</i>	<p>En mai 2020, l'IASB a publié des modifications à IFRS 16, <i>Contrats de location</i>, qui permettent aux preneurs de bénéficier d'une exemption facultative de déterminer si un allègement de loyer lié à la COVID-19 constitue une modification du contrat de location.</p> <p>Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juin 2020, mais une application anticipée est permise. La Société et ses filiales ne s'attendent pas à ce que cette modification ait une incidence importante sur les états financiers.</p>
IFRS 9 – <i>Instruments financiers</i> ; IAS 39 – <i>Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation</i> ; IFRS 7 – <i>Instruments financiers: Informations à fournir</i> ; IFRS 4 – <i>Contrats d'assurance</i> ; et IFRS 16 – <i>Contrats de location</i>	<p>En août 2020, l'IASB a publié la phase 2 de son projet sur la réforme des taux d'intérêt de référence, dans le cadre duquel des modifications à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 ont été publiées. Ces modifications prévoient une mesure d'allègement à l'égard de l'incidence des réévaluations sur les instruments financiers, ainsi que la cessation des relations de couverture découlant de la réforme d'un taux d'intérêt de référence, notamment son remplacement par un autre taux d'intérêt de référence.</p> <p>Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021, mais une application anticipée est permise. La Société et ses filiales surveillent le processus de réforme des taux d'intérêt de référence et ont mis en place un programme interne pour assurer la transition complète vers d'autres taux de référence d'ici la fin de 2021. La transition vers d'autres taux de référence ne devrait pas avoir d'incidence sur la stratégie de gestion des risques de la Société et de ses filiales, et celles-ci ne s'attendent pas à ce que l'adoption de ces modifications ait une incidence importante sur les états financiers.</p>

Contrôles et procédures de communication de l'information

En fonction de leurs évaluations au 31 décembre 2020, le chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu que les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 31 décembre 2020.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est conçu pour offrir une assurance raisonnable que cette information est fiable et que les états financiers destinés à des parties externes sont préparés conformément aux normes IFRS. La direction de la Société, sous la supervision du chef de la direction et du chef des services financiers, est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière. Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites inhérentes et pourraient devenir inefficaces en raison de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

En tant que société de gestion et de portefeuille, la Société gère ses activités par l'intermédiaire de ses participations dans des entreprises ayant chacune leur propre équipe de direction. Par conséquent, la direction de la Société s'appuie sur les attestations déposées par la direction de Lifeco et d'IGM conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, ainsi que sur un processus de sous-attestation de la direction de ses autres filiales et entités émettrices importantes afin de prendre des décisions à l'égard des contrôles et des procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

La direction de la Société, sous la supervision du chef de la direction et du chef des services financiers, a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 31 décembre 2020, suivant les critères de l'*Internal Control – Integrated Framework* (le cadre COSO 2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. En se fondant sur cette évaluation, le chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société était efficace au 31 décembre 2020.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société n'a fait l'objet d'aucune modification ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence significative sur celui-ci au cours du trimestre clos le 31 décembre 2020.

LIMITATION DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Comme le permettent les lois sur les valeurs mobilières, pour la période close le 31 décembre 2020, la direction de Lifeco a limité l'étendue de la conception de ses contrôles et procédures de communication de l'information et de son contrôle interne à l'égard de l'information financière pour en exclure les contrôles, les politiques et les procédures de MassMutual, que Lifeco a acquise le 31 décembre 2020.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, Lifeco a engagé des charges d'acquisition de 52 M\$ après impôt (40 M\$ US après impôt), qui sont incluses dans les charges d'exploitation et frais administratifs des états consolidés des résultats. Puisque l'acquisition a eu lieu le 31 décembre 2020, les activités réassurées n'ont pas fourni d'apport au bénéfice de 2020. Au 31 décembre 2020, le total estimatif des actifs et du goodwill acquis se chiffrait à 115 169 M\$. Le total estimatif des passifs s'établissait à 112 232 M\$, et l'évaluation finale des actifs acquis et des passifs repris devrait être complétée en 2021.

Corporation Financière Power

La Financière Power se fonde sur certains des documents d'information continue déposés par Power Corporation du Canada aux termes d'une dispense des obligations prévues dans le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* (le Règlement 51-102) en vertu de l'article 13.1 du Règlement 51-102 et comme le prévoit la décision de l'Autorité des marchés financiers et de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario datée du 19 janvier 2021 concernant la Financière Power et Power Corporation. Les informations suivantes sont présentées en plus des exigences relatives à cette décision.

Au 31 décembre 2020	Lifeco	IGM	Activités propres ^[1]	Incidence de la consolidation	Total Financière Power	Total Power Corporation
Total de l'actif	600 490	16 062	24 904	(19 553)	621 903	629 104
Total du passif	573 475	11 019	2 492	(26)	586 960	590 371

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2020	Financière Power	Power Corporation
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	2 141	1 982

[1] Inclut les activités d'investissement de la Financière Power, y compris ses placements dans Portag3 I, Portag3 II et Wealthsimple.

AUTRES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LA FINANCIÈRE POWER

Actions privilégiées de premier rang émises et en circulation

31 décembre	2020		2019	
	Nombre d'actions	Capital social	Nombre d'actions	Capital social
		\$		\$
Série A ^[1]	4 000 000	100	4 000 000	100
Série D ^[1]	6 000 000	150	6 000 000	150
Série E ^[1]	8 000 000	200	8 000 000	200
Série F ^[1]	6 000 000	150	6 000 000	150
Série H ^[1]	6 000 000	150	6 000 000	150
Série I ^[1]	8 000 000	200	8 000 000	200
Série K ^[1]	10 000 000	250	10 000 000	250
Série L ^[1]	8 000 000	200	8 000 000	200
Série O ^[1]	6 000 000	150	6 000 000	150
Série P ^[1]	8 965 485	224	8 965 485	224
Série Q ^[1]	2 234 515	56	2 234 515	56
Série R ^[1]	10 000 000	250	10 000 000	250
Série S ^[1]	12 000 000	300	12 000 000	300
Série T ^[1]	8 000 000	200	8 000 000	200
Série V ^[1]	10 000 000	250	10 000 000	250
		2 830		2 830

Actions privilégiées de premier rang

[i] Les actions privilégiées de premier rang, série A, donnent droit à un dividende cumulatif trimestriel à un taux variable égal à un quart de 70 % de la moyenne des taux préférentiels de deux grandes banques à charte canadiennes. Ces actions sont rachetables au gré de la Financière Power au prix de 25,00 \$ par action plus tous les dividendes déclarés et non versés jusqu'à, mais excluant, la date de rachat.

[ii] Les séries d'actions privilégiées de premier rang suivantes donnent droit à des dividendes privilégiés en trésorerie non cumulatifs, payables trimestriellement. La Financière Power pourra racheter contre trésorerie les actions privilégiées de premier rang, en totalité ou en partie, au gré de la Financière Power, plus tous les dividendes déclarés et non versés jusqu'à, mais excluant, la date de rachat.

Le tableau suivant présente les dividendes et les modalités de rachat :

Actions privilégiées de premier rang		Dividendes en trésorerie payables trimestriellement	Première date de rachat par l'émetteur	Prix de rachat
		(en \$/action)		(en \$/action)
À dividende non cumulatif, à taux fixe				
Série D,	5,50 %	0,343750	Actuellement rachetable	25,00
Série E,	5,25 %	0,328125	Actuellement rachetable	25,00
Série F,	5,90 %	0,368750	Actuellement rachetable	25,00
Série H,	5,75 %	0,359375	Actuellement rachetable	25,00
Série I,	6,00 %	0,375000	Actuellement rachetable	25,00
Série K,	4,95 %	0,309375	Actuellement rachetable	25,00
Série L,	5,10 %	0,318750	Actuellement rachetable	25,00
Série O,	5,80 %	0,362500	Actuellement rachetable	25,00
Série R,	5,50 %	0,343750	Actuellement rachetable	25,25
Série S,	4,80 %	0,300000	Actuellement rachetable	25,50
Série V,	5,15 %	0,321875	31 juillet 2022	26,00
À dividende non cumulatif, rajusté tous les 5 ans ^[1]				
Série P,	2,31 % ^[2]	0,144125	31 janvier 2021	25,00
Série T,	4,22 %	0,263438	31 janvier 2024	25,00
À dividende non cumulatif, à taux variable				
Série Q,	Bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois + 1,60 % ^{[2][3]}	Variable	31 janvier 2021	25,00

[1] Le taux de dividende sera rajusté à la première date de rachat par l'émetteur et tous les cinq ans par la suite pour correspondre au taux de rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans majoré d'un écart de rajustement (1,60 % pour la série P et 2,37 % pour la série T). Les détenteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif à taux variable, sous réserve de certaines conditions, à la première date de rachat et tous les cinq ans par la suite à un taux correspondant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois majoré de l'écart de rajustement (série Q pour la série P et série U pour la série T) indiqué.

[2] En vertu des modalités régissant les actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série P (les actions de série P) et les actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif et à taux variable, série Q (les actions de série Q), les porteurs de 137 539 actions de série P ont choisi, le 1^{er} février 2021, de convertir leurs actions en actions de série Q, et les porteurs de 829 570 actions de série Q ont choisi de convertir leurs actions en actions de série P. Au 1^{er} février 2021, la Financière Power comptait 9 657 516 actions de série P et 1 542 484 actions de série Q. Le taux de dividende des actions de série P a été rajusté à un taux fixe de 1,998 % par année, soit un dividende en trésorerie de 0,124875 \$ par action, payable trimestriellement.

[3] Les détenteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang, série P, sous réserve de certaines conditions, à la première date de rachat et tous les cinq ans par la suite.

Principales données annuelles

Pour les exercices clos les 31 décembre	2020	2019	2018
Total des produits	64 616	48 841	48 098
Actif géré [en milliards]	1 142	941	860
Actif administré [en milliards]	2 195	1 823	1 571
Bénéfice net (attribuable aux détenteurs d'actions participantes)	1 994	1 108	1 287
Par action – de base	3,08	2,53	2,77
Par action – dilué	3,08	2,53	2,76
Bénéfice net ajusté (attribuable aux détenteurs d'actions participantes) ^[1]	1 943	1 275	1 145
Par action – de base	3,00	2,92	2,46
Actif consolidé	629 104	477 250	452 303
Total des passifs financiers	38 275	26 355	26 056
Débtures et autres instruments d'emprunt	14 055	9 938	9 977
Fonds propres attribuables aux actionnaires	22 207	14 174	15 118
Valeur comptable par action participante	31,38	30,98	30,38
Nombre d'actions participantes en circulation [en millions]			
Actions privilégiées participantes	54,9	48,9	48,9
Actions comportant des droits de vote limités	622,4	377,6	417,1
Dividendes par action (déclarés)			
Actions participantes ^[2]	1,7900	2,0020	1,5045
Actions privilégiées de premier rang de Power Corporation			
Série 1986 ^[3]	1,0124	1,3824	1,2390
Série A	1,4000	1,4000	1,4000
Série B	1,3375	1,3375	1,3375
Série C	1,4500	1,4500	1,4500
Série D	1,2500	1,2500	1,2500
Série G	1,4000	1,4000	1,4000
Actions privilégiées de premier rang de la Financière Power			
Série A ^[4]	0,4839	0,6913	0,6301
Série D	1,3750	1,3750	1,3750
Série E	1,3125	1,3125	1,3125
Série F	1,4750	1,4750	1,4750
Série H	1,4375	1,4375	1,4375
Série I	1,5000	1,5000	1,5000
Série K	1,2375	1,2375	1,2375
Série L	1,2750	1,2750	1,2750
Série O	1,4500	1,4500	1,4500
Série P ^[5]	0,5765	0,5765	0,5765
Série Q ^[6]	0,5403	0,8125	0,7091
Série R	1,3750	1,3750	1,3750
Série S	1,2000	1,2000	1,2000
Série T ^[7]	1,0538	1,0538	1,0500
Série V	1,2875	1,2875	1,2875

[1] Le bénéfice net ajusté et le bénéfice net ajusté par action sont des mesures financières non conformes aux normes IFRS. Pour obtenir une définition de ces mesures financières non conformes aux normes IFRS, se reporter à la section Mesures financières et présentation non conformes aux normes IFRS du présent rapport de gestion. La définition des ajustements a été modifiée au premier trimestre de 2020. Se reporter à la section Mesures financières et présentation non conformes aux normes IFRS du présent rapport de gestion pour en savoir davantage. Les montants comparatifs ont été retraités afin de refléter ce changement.

[2] Les données de 2019 comprennent le dividende déclaré par la Société le 12 décembre 2019 dans le cadre de la réorganisation.

[3] Les actions privilégiées de premier rang de série 1986 donnent droit à un dividende cumulatif trimestriel à un taux variable égal à un quart de 70 % de la moyenne des taux préférentiels de deux grandes banques à charte canadiennes.

[4] Les actions privilégiées de premier rang de série A donnent droit à un dividende cumulatif trimestriel à un taux variable égal à un quart de 70 % de la moyenne des taux préférentiels de deux grandes banques à charte canadiennes.

[5] Le 31 janvier 2021, les actions de série P ont fait l'objet d'un rajustement du taux de dividende pour la période de cinq ans commençant le 31 janvier 2021, inclusivement. Le taux de dividende a été rajusté à 1,998 %, soit 0,124875 \$ par action. Les dividendes seront payables en trésorerie chaque trimestre.

[6] Les actions privilégiées de premier rang de série Q donnent droit à un dividende non cumulatif annuel, payable trimestriellement à un taux variable correspondant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 1,60 %.

[7] Le 31 janvier 2019, les actions de série T ont fait l'objet d'un rajustement du taux de dividende pour la période de cinq ans commençant le 31 janvier 2019. Le taux de dividende a été rajusté à 4,215 % (0,263438 \$ par action), payable trimestriellement en trésorerie.

États financiers consolidés

Bilans consolidés

31 décembre [en M\$ CA]	2020	2019
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie [note 4]	10 040	6 805
Placements [note 5]		
Obligations	138 027	115 245
Prêts hypothécaires et autres prêts	34 641	31 775
Actions	12 660	11 549
Immeubles de placement	6 270	5 887
Avances consenties aux titulaires de polices	8 387	8 601
	199 985	173 057
Fonds détenus par des assureurs cédants [note 6]	18 383	8 714
Actifs au titre des cessions en réassurance [note 12]	22 121	20 707
Instruments financiers dérivés [note 26]	973	474
Participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées [note 7]	6 529	5 893
Biens immobiliers occupés par leur propriétaire et immobilisations [note 8]	3 217	3 063
Autres actifs [note 9]	12 500	10 546
Actifs d'impôt différé [note 17]	1 082	802
Immobilisations incorporelles [note 10]	6 279	5 843
Goodwill [note 10]	13 963	10 324
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts [note 11]	334 032	231 022
Total de l'actif	629 104	477 250
PASSIF		
Passifs relatifs aux contrats d'assurance [note 12]	208 902	174 521
Passifs relatifs aux contrats d'investissement [note 12]	9 145	1 656
Obligations à l'égard d'entités de titrisation [note 13]	6 174	6 914
Débtentures et autres instruments d'emprunt de Power Corporation [note 14]	756	683
Débtentures et autres instruments d'emprunt sans recours [note 15]	13 299	9 255
Instruments financiers dérivés [note 26]	1 270	1 410
Autres passifs [note 16]	15 712	13 707
Passifs d'impôt différé [note 17]	1 081	1 497
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts [note 11]	334 032	231 022
Total du passif	590 371	440 665
FONDS PROPRES		
Capital social [note 18]		
Actions non participantes	956	960
Actions participantes	9 557	726
Bénéfices non distribués	8 651	10 780
Réserves	3 043	1 708
Total des fonds propres attribuables aux actionnaires	22 207	14 174
Participations ne donnant pas le contrôle [note 20]	16 526	22 411
Total des fonds propres	38 733	36 585
Total du passif et des fonds propres	629 104	477 250

Approuvé par le conseil d'administration,

[Signé]

Siim A. Vanaselja
Administrateur

[Signé]

R. Jeffrey Orr
Administrateur

États consolidés des résultats

Pour les exercices clos les 31 décembre [en M\$ CA, sauf les montants par action]	2020	2019
PRODUITS		
Revenu-primés		
Primes brutes souscrites [note 12]	47 734	43 245
Primes cédées	(4 735)	(18 756)
Total des primes, montant net	42 999	24 489
Produits de placement nets [note 5]		
Produits de placement nets réguliers	6 354	6 455
Variation de la juste valeur par le biais du résultat net	5 792	6 987
Produits de placement nets	12 146	13 442
Honoraires	8 942	10 081
Autres produits	529	829
Total des produits	64 616	48 841
CHARGES		
Prestations aux titulaires de polices		
Montant brut [note 12]	39 605	37 769
Montant cédé	(2 946)	(2 916)
Total des prestations aux titulaires de polices, montant net	36 659	34 853
Variations des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement		
Montant brut	12 079	10 155
Montant cédé	(1 751)	(13 479)
Total des variations des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, montant net	10 328	(3 324)
Participations des titulaires de polices et bonifications	1 500	1 562
Total des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	48 487	33 091
Commissions	3 439	3 480
Charges d'exploitation et frais administratifs [note 23]	8 694	8 341
Charges financières [note 24]	555	544
Total des charges	61 175	45 456
Bénéfice avant les participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées, et impôt sur le bénéfice	3 441	3 385
Quote-part du bénéfice des participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées [note 7]	170	212
Bénéfice avant impôt	3 611	3 597
Impôt sur le bénéfice [note 17]	77	554
Bénéfice net	3 534	3 043
ATTRIBUABLE AUX		
Participations ne donnant pas le contrôle [note 20]	1 488	1 883
Détenteurs d'actions non participantes	52	52
Détenteurs d'actions participantes	1 994	1 108
	3 534	3 043
BÉNÉFICE PAR ACTION PARTICIPANTE [note 29]		
Bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions participantes		
- de base	3,08	2,53
- dilué	3,08	2,53

États consolidés du résultat global

Pour les exercices clos les 31 décembre [en M\$ CA]	2020	2019
Bénéfice net	3 534	3 043
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)		
ÉLÉMENTS QUI POURRAIENT ÊTRE RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT EN RÉSULTAT NET		
Profits (pertes) nets latents sur les placements disponibles à la vente		
Profits (pertes) latents	829	498
(Charge) économie d'impôt	(103)	(56)
(Profits) pertes réalisés transférés en résultat net	(332)	(220)
Charge (économie) d'impôt	17	10
	411	232
Profits (pertes) nets latents sur les couvertures de flux de trésorerie		
Profits (pertes) latents	20	2
(Charge) économie d'impôt	(6)	1
(Profits) pertes réalisés transférés en résultat net	(21)	-
Charge (économie) d'impôt	6	-
	(1)	3
Profits (pertes) de change nets latents à la conversion des établissements à l'étranger		
Profits (pertes) latents sur les conversions	122	(628)
(Charge) économie d'impôt	(7)	3
(Profits) pertes réalisés sur les conversions transférés en résultat net	-	(13)
Profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt libellés en euros désignés comme couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(90)	100
(Charge) économie d'impôt	12	(14)
	37	(552)
Quote-part des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) des participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées	389	448
(Charge) économie d'impôt	(9)	9
	380	457
Total des éléments qui pourraient être reclassés	827	140
ÉLÉMENTS QUI NE SERONT PAS RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT EN RÉSULTAT NET		
Écarts actuariels liés aux régimes à prestations définies [note 25]	(278)	(278)
(Charge) économie d'impôt	60	64
Écart de réévaluation lié au transfert aux immeubles de placement [note 27]	11	-
(Charge) économie d'impôt	(1)	-
Quote-part des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) des participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées	(4)	(6)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés	(212)	(220)
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	615	(80)
Bénéfice global	4 149	2 963
ATTRIBUABLE AUX		
Participations ne donnant pas le contrôle	1 496	1 754
Détenteurs d'actions non participantes	52	52
Détenteurs d'actions participantes	2 601	1 157
	4 149	2 963

États consolidés des variations des fonds propres

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 [en M\$ CA]	Capital social			Réserves				Total des fonds propres
	Actions non participantes	Actions participantes	Bénéfices non distribués	Rémunération fondée sur des actions	Autres éléments de bénéfice global [note 28]	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	
Solde au début de l'exercice	960	726	10 780	212	1 496	1 708	22 411	36 585
Bénéfice net	-	-	2 046	-	-	-	1 488	3 534
Autres éléments de bénéfice global	-	-	-	-	607	607	8	615
Bénéfice global	-	-	2 046	-	607	607	1 496	4 149
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle dans la Financière Power et émission d'actions comportant des droits de vote limités [notes 18 et 20]	-	8 687	(2 847)	66	647	713	(6 555)	(2)
Coûts de transaction connexes [note 20]	-	-	(46)	-	-	-	-	(46)
Incidence de la variation du pourcentage de détention sur la participation de Parjointco dans Pargesa [note 7]	-	-	19	-	-	-	-	19
Quote-part revenant à la Société des coûts de transaction connexes de Parjointco [note 7]	-	-	(23)	-	-	-	-	(23)
Émission d'actions privilégiées participantes [note 18]	-	206	-	-	-	-	-	206
Rachat et annulation d'actions comportant des droits de vote limités en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités [note 18]	-	(110)	(83)	-	-	-	-	(193)
Rachat d'actions de la Société aux fins d'annulation	(4)	-	-	-	-	-	-	(4)
Dividendes aux actionnaires								
Actions non participantes	-	-	(52)	-	-	-	-	(52)
Actions participantes	-	-	(1 211)	-	-	-	-	(1 211)
Dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	(926)	(926)
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions [note 19]	-	-	-	48	-	48	23	71
Options sur actions exercées	-	48	-	(36)	-	(36)	30	42
Autre incidence de la variation du capital et des participations dans les filiales, et autres	-	-	68	3	-	3	47	118
Solde à la fin de l'exercice	956	9 557	8 651	293	2 750	3 043	16 526	38 733

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 [en M\$ CA]	Capital social			Réserves				Total des fonds propres
	Actions non participantes	Actions participantes	Bénéfices non distribués	Rémunération fondée sur des actions	Autres éléments de bénéfice global [note 28]	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	
Solde au début de l'exercice	962	766	11 674	184	1 480	1 664	22 865	37 931
Bénéfice net	-	-	1 160	-	-	-	1 883	3 043
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	-	-	-	-	49	49	(129)	(80)
Bénéfice global	-	-	1 160	-	49	49	1 754	2 963
Offre publique de rachat importante visant les actions comportant des droits de vote limités [note 18]	-	(73)	(1 277)	-	-	-	-	(1 350)
Rachat d'actions de la Société aux fins d'annulation	(2)	-	-	-	-	-	-	(2)
Dividendes aux actionnaires								
Actions non participantes	-	-	(52)	-	-	-	-	(52)
Actions participantes	-	-	(868)	-	-	-	-	(868)
Dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	(1 348)	(1 348)
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions [note 19]	-	-	-	32	-	32	29	61
Options sur actions exercées	-	33	-	(20)	-	(20)	17	30
Incidence de la variation du capital et des participations dans les filiales, et autres ^[1]	-	-	143	16	(33)	(17)	(906)	(780)
Solde à la fin de l'exercice	960	726	10 780	212	1 496	1 708	22 411	36 585

[1] L'incidence de la variation du capital et des participations dans les filiales se rapporte à l'incidence du rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation par Lifeco et par la Financière Power en vertu de leurs offres publiques de rachat importantes, ainsi qu'à l'incidence de l'émission et du rachat d'actions ordinaires et privilégiées par des filiales (note 20).

États consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 31 décembre [en M\$ CA]	2020	2019
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice avant impôt	3 611	3 597
Impôt sur le bénéfice payé, déduction faite des remboursements	(542)	(477)
Éléments d'ajustement		
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	14 476	10 412
Variation des fonds détenus par des assureurs cédants	467	570
Variation des actifs au titre des cessions en réassurance	(1 629)	(900)
Variation de la juste valeur par le biais du résultat net	(5 792)	(6 987)
Autres	(490)	406
	10 101	6 621
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés		
Par des filiales à des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(926)	(1 349)
Actions non participantes	(52)	(52)
Actions participantes	(1 081)	(695)
	(2 059)	(2 096)
Émission de fonds propres		
Actions comportant des droits de vote limités par la Société [note 18]	42	30
Actions privilégiées participantes par la Société [note 18]	206	-
Actions ordinaires et parts de fonds à durée de vie limitée, par des filiales	584	336
Rachat ou remboursement de fonds propres		
Actions comportant des droits de vote limités aux fins d'annulation en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités [note 18]	(193)	-
Actions comportant des droits de vote limités aux fins d'annulation en vertu de l'offre publique de rachat importante [note 18]	-	(1 350)
Actions non participantes, par la Société	(4)	(2)
Actions ordinaires et parts de fonds à durée de vie limitée, par des filiales	(100)	(716)
Actions privilégiées, par des filiales	-	(150)
Contrepartie versée pour l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle dans la Financière Power, déduction faite des coûts de transaction	(48)	-
Augmentation des autres instruments d'emprunt de la Société [note 14]	63	37
Déventures et autres instruments d'emprunt sans recours [note 15]		
Émission de déventures et de billets de premier rang	3 713	250
Remboursement de déventures	(500)	(232)
Augmentation des autres instruments d'emprunt	980	109
Diminution des autres instruments d'emprunt	(131)	(121)
Remboursement d'obligations locatives [note 16]	(110)	(99)
Augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation	1 569	1 456
Remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation et autres	(2 374)	(2 083)
	1 638	(4 631)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Ventes, remboursements ou échéances		
Obligations	23 248	25 860
Prêts hypothécaires et autres prêts	5 051	4 778
Actions	5 039	3 959
Variation des avances consenties aux titulaires de polices	84	16
Acquisitions ou placements		
Obligations	(28 768)	(25 621)
Prêts hypothécaires et autres prêts	(5 395)	(5 691)
Actions	(5 377)	(3 610)
Entreprises contrôlées conjointement et entreprises associées	(304)	(130)
Acquisitions d'entreprises et acquisition d'actifs, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis [note 3]	(1 197)	(172)
Vente d'une entreprise, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dans une filiale [note 3]	75	-
Placement dans des immeubles de placement et autres	(871)	(867)
	(8 415)	(1 478)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(89)	(148)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 235	364
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	6 805	6 441
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	10 040	6 805
LES FLUX DE TRÉSORERIE NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
COMPRENENT LES ÉLÉMENTS SUIVANTS		
Intérêts et dividendes reçus	5 252	5 765
Intérêts versés	670	686

Notes annexes aux états financiers consolidés

(TOUS LES MONTANTS DES TABLEAUX SONT EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF INDICATION CONTRAIRE.) M\$ = MILLIONS DE DOLLARS G\$ = MILLIARDS DE DOLLARS

NOTE 1 Renseignements sur la Société

Power Corporation du Canada est une société cotée en bourse (TSX: POW; POW.PR.E) constituée en société par actions, domiciliée au Canada et située au 751, square Victoria, Montréal (Québec) Canada, H2Y 2J3.

Power Corporation est une société internationale de gestion et de portefeuille axée sur les services financiers en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Ses principales participations consistent en des sociétés de premier plan dans les secteurs de l'assurance, de la retraite, de la gestion de patrimoine et de l'investissement, incluant un portefeuille de plateformes de placements dans des actifs alternatifs.

Le 17 mars 2021, le conseil d'administration de Power Corporation a approuvé les états financiers consolidés (les états financiers) de la Société au 31 décembre 2020 et pour l'exercice clos à cette date.

NOTE 2 Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables

MODE DE PRÉSENTATION

Les états financiers de Power Corporation au 31 décembre 2020 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière.

Les états financiers regroupent les comptes de Power Corporation et de ses filiales sur une base consolidée, après élimination des transactions et des soldes intersociétés, ainsi que des ajustements liés à la consolidation.

Les états financiers de Power Corporation comprennent, sur une base consolidée, les résultats de la Financière Power, un émetteur assujéti dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada, et de Lifeco et de la Financière IGM, toutes deux des sociétés ouvertes. Les montants présentés dans les bilans consolidés, les états consolidés des résultats, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des fonds propres et les états consolidés des flux de trésorerie sont principalement préparés à partir des états financiers consolidés publiés de Lifeco et de la Financière IGM au 31 décembre 2020 et pour l'exercice clos à cette date. Certaines notes annexes aux états financiers de Power Corporation sont préparées à partir des notes annexes aux états financiers de Lifeco et de la Financière IGM.

Réorganisation

Le 13 février 2020, la Société et la Financière Power ont complété avec succès une opération de réorganisation (la réorganisation) aux termes de laquelle chacune des actions ordinaires de la Financière Power détenues par les porteurs autres que la Société et certaines de ses sociétés liées a été échangée contre 1,05 action comportant des droits de vote limités de la Société et 0,01 \$ en espèces.

La Société a acquis 238 693 580 actions ordinaires de la Financière Power et a émis 250 628 173 actions comportant des droits de vote limités au prix de 34,66 \$ par action comportant des droits de vote limités, pour une contrepartie totale de 8,7 G\$. Après la réalisation de la réorganisation, la Société détenait la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de la Financière Power, lesquelles ont été radiées de la cote de la Bourse de Toronto.

Le 12 février 2020, conformément au droit préférentiel de souscription en faveur des porteurs d'actions privilégiées participantes prévu dans ses statuts (le droit préférentiel de souscription), la Société a émis 6 006 094 actions privilégiées participantes aux porteurs ayant dûment exercé leur droit préférentiel de souscription, à un prix de 34,27 \$ par action privilégiée

participante. Six millions de ces actions privilégiées ont été achetées par l'actionnaire de contrôle de la Société. Le droit préférentiel de souscription donnait aux porteurs d'actions privilégiées participantes le droit d'acquiescer auprès de la Société, au prorata, un nombre total d'actions privilégiées participantes qui correspondait à 12 % du nombre d'actions comportant des droits de vote limités émises dans le cadre de la réorganisation.

Filiales

Les filiales sont des entités que la Société contrôle lorsqu'elle i) exerce un pouvoir sur l'entité; ii) est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens; et iii) a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle exerce sur l'entité. Les filiales de la Société sont consolidées à compter de la date d'acquisition, soit la date à laquelle la Société obtient le contrôle, et elles continuent d'être consolidées jusqu'à la date à laquelle la Société n'exerce plus ce contrôle. La Société réévalue si elle contrôle encore une entité si les faits et circonstances indiquent qu'un ou plusieurs des éléments du contrôle énumérés précédemment ont changé.

Entreprises contrôlées conjointement et entreprises associées

Les entreprises contrôlées conjointement sont les entités pour lesquelles le consentement unanime est requis en ce qui a trait aux décisions à l'égard des activités pertinentes. Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles la Société exerce une influence notable sur le plan des politiques opérationnelles et financières, mais dont elle n'a pas le contrôle ni le contrôle conjoint. Les participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la Société comptabilise sa quote-part du bénéfice net (de la perte nette), des autres éléments de bénéfice global (de perte globale), des variations des fonds propres des entreprises contrôlées conjointement et des entreprises associées, de même que des dividendes reçus. Pour ce qui est des participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées détenues par des entités qui répondent à la définition d'un organisme de capital de risque, la Société a choisi d'évaluer certaines de ses participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées à la juste valeur par le biais du résultat net.

NOTE 2 Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables (suite)**Principales filiales, entreprises contrôlées conjointement et entreprises associées**

Les états financiers de Power Corporation comprennent les activités des filiales directes et indirectes et des participations dans les entreprises contrôlées conjointement ainsi que des entreprises associées suivantes :

				% de participation	
Sociétés	Classement	Pays de constitution	Principale activité	2020	2019
ACTIVITÉS PROPRES					
Power Corporation du Canada	Société mère	Canada	Société de portefeuille		
China Asset Management Co., Ltd. ^[1]	Entreprise associée	Chine	Société de gestion d'actifs	27,8	27,8
Corporation Financière Power	Filiale	Canada	Société de portefeuille	100,0	100,0
SOCIÉTÉS COTÉES EN BOURSE					
Great-West Lifeco Inc. ^[2]	Filiale	Canada	Société de portefeuille spécialisée dans les services financiers	70,8	70,9
La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie	Filiale	Canada	Assurance et gestion de patrimoine	100,0	100,0
Irish Life Group Limited	Filiale	Irlande	Assurance et gestion de patrimoine	100,0	100,0
Great-West Life & Annuity Insurance Company	Filiale	États-Unis	Services financiers	100,0	100,0
Personal Capital Corporation	Filiale	États-Unis	Services financiers	100,0	24,8
Putnam Investments, LLC ^[3]	Filiale	États-Unis	Services financiers	96,3	96,5
Société financière IGM Inc. ^[4]	Filiale	Canada	Gestion de patrimoine et d'actifs	66,0	66,0
IG Gestion de patrimoine	Filiale	Canada	Services financiers	100,0	100,0
Corporation Financière Mackenzie	Filiale	Canada	Gestion de placements	100,0	100,0
Northleaf Capital Group Ltd. ^[5]	Entreprise associée	Canada	Gestion de placements	70,0	–
Parjointco SA	Contrôle conjoint	Belgique	Société de portefeuille	50,0	50,0
Pargesa SA	Filiale	Suisse	Société de portefeuille	100,0	55,5
Groupe Bruxelles Lambert	Filiale	Belgique	Société de portefeuille	28,2	50,0
PLATEFORMES DE PLACEMENTS DANS DES ACTIFS ALTERNATIFS ET AUTRES					
Capitaux durables Power Inc.	Filiale	Canada	Gestion d'actifs alternatifs	100,0	100,0
Potentia Renewables Inc.	Filiale	Canada	Énergie renouvelable	100,0	100,0
Nautilus Solar Energy, LLC	Filiale	États-Unis	Énergie renouvelable	100,0	100,0
Sagard Holdings Inc.	Filiale	Canada	Gestion d'actifs alternatifs	100,0	100,0
Wealthsimple Financial Corp. ^[6]	Filiale	Canada	Services financiers	74,9	84,9
Portag3 Ventures LP ^[7]	Filiale	Canada	Fonds d'investissement en capital de risque	100,0	100,0
Portag3 Ventures II LP ^[8]	Filiale	Canada	Fonds d'investissement en capital de risque	27,9	27,9
Sagard Credit Partners, LP	Filiale	Canada	Fonds de financement par crédit	18,0	18,0
Sagard Healthcare Royalty Partners, LP	Filiale	Îles Caïmans	Fonds de redevances	13,3	–
Sagard 4	Filiale	France	Fonds d'actions de sociétés fermées	38,2	–
Sagard NewGen	Filiale	France	Fonds d'actions de sociétés fermées	54,4	–
Entreprises autonomes					
Lumenpulse Group Inc.	Filiale	Canada	Énergie durable	60,5	60,5
Peak Achievement Athletics Inc.	Contrôle conjoint	Canada	Fabricant d'articles et de vêtements de sport	42,6	42,6
La Compagnie électrique Lion	Entreprise associée	Canada	Fabricant de véhicules sans émission	44,1	44,1

[1] Power Corporation et Placements Mackenzie détiennent chacune une participation de 13,9 % dans China AMC.

[2] La Financière Power et la Financière IGM détiennent des participations respectives de 66,8 % et de 4,0 % dans Lifeco.

[3] Lifeco détient 100 % des actions avec droit de vote et 96,5 % du total des actions en circulation.

[4] La Financière Power et la Canada Vie détiennent des participations respectives de 62,1 % et de 3,9 % dans la Financière IGM.

[5] Représente une participation avec droit de vote ne donnant pas le contrôle de 49,9 %. Détenue par l'entremise d'un véhicule d'acquisition détenu à 80 % par Mackenzie et à 20 % par Lifeco.

[6] La Financière Power, Portag3 et la Financière IGM détiennent des participations respectives de 18,7 %, de 14,8 % et de 41,4 % dans Wealthsimple.

[7] La Financière Power détient une participation de 63,0 % dans Portag3, et Lifeco et la Financière IGM détiennent chacune une participation de 18,5 % dans Portag3.

[8] La Financière Power, Lifeco et la Financière IGM détiennent chacune une participation de 7,7 % dans Portag3 II, et Sagard Holdings Inc. détient une participation de 4,7 % dans Portag3 II.

NOTE 2 Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables (suite)

CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES

La Société a adopté les modifications à portée limitée des normes IFRS pour IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, IAS 1, *Présentation des états financiers*, IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, IAS 39, *Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation*, et

IFRS 7, *Instruments financiers: Informations à fournir*, avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2020. L'adoption de ces modifications à portée limitée n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

INCIDENCE DE LA COVID-19 SUR LES ESTIMATIONS, LES HYPOTHÈSES ET LES JUGEMENTS IMPORTANTS

L'éclosion de la nouvelle souche de coronavirus, plus précisément identifiée comme la « COVID-19 », a forcé les gouvernements à l'échelle mondiale à mettre en œuvre des mesures d'urgence pour freiner la propagation du virus. Ces mesures, qui comprennent des interdictions de voyage, des périodes d'isolement volontaire et la distanciation sociale, ont perturbé de façon significative les entreprises à l'échelle mondiale, ce qui s'est traduit par un ralentissement économique. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi en mettant en place des interventions monétaires et fiscales importantes afin de stabiliser les conditions économiques. Les marchés boursiers ont particulièrement été volatils, subissant des reculs importants et rapides au cours du premier trimestre de 2020. Les marchés ont cependant montré des signes de reprise durant le reste de l'exercice 2020.

La durée et l'incidence de la pandémie de COVID-19 demeurent incertaines pour l'instant. Bien que les conditions se soient stabilisées, les gouvernements et les banques centrales des territoires où la Société et ses filiales en exploitation exercent leurs activités ont mis en place et prolongé plusieurs des mesures introduites plus tôt en 2020 afin de pallier les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19. Toutefois, l'intensité et la durée de la récession, le déploiement et l'efficacité des vaccins et la durabilité et l'efficacité des interventions des gouvernements et des banques centrales demeurent inconnus. Il n'est pas possible d'évaluer de façon fiable la durée et la gravité de cette situation, tout comme son incidence sur les résultats financiers ou la situation financière de la Société et de ses filiales en exploitation pour les périodes futures.

Les résultats de la Société reflètent les jugements de la direction de la Société et de la direction de ses filiales à l'égard de l'incidence de la conjoncture actuelle sur les marchés mondiaux du crédit, des actions, des immeubles de placement et des changes, ainsi que de l'incidence, en ce qui concerne Lifeco, des conditions actuelles liées aux résultats au chapitre de la morbidité et de la mortalité.

La correction de valeur pour pertes de crédit futures, incluse dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance de Lifeco, est tributaire des notations des placements. Lifeco a pour habitude d'utiliser les notations de tiers indépendants lorsqu'elles sont disponibles. Le jugement de la direction est requis lorsqu'il s'agit d'établir une notation pour les instruments qui ne se sont pas vu accorder de notation par un tiers. Compte tenu de l'évolution rapide des marchés, les variations des notations de tiers pourraient accuser un retard par rapport aux nouveaux développements concernant la conjoncture actuelle.

La juste valeur des placements, l'évaluation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles, l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et la recouvrabilité de la valeur comptable de l'actif d'impôt différé reflètent les jugements de la direction de la Société et de la direction de ses filiales.

En raison de l'incertitude entourant la conjoncture actuelle, les résultats financiers réels pourraient différer des estimations faites dans le cadre de la préparation des présents états financiers.

UTILISATION D'ESTIMATIONS, D'HYPOTHÈSES ET DE JUGEMENTS IMPORTANTS

Aux fins de la préparation des états financiers, la direction de la Société et la direction de ses filiales doivent porter des jugements importants, faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif, du passif, du bénéfice net et du bénéfice global, ainsi que sur l'information fournie à leur sujet. Les principales sources d'incertitude relatives aux estimations et les secteurs pour lesquels des jugements importants ont été portés par la direction de la Société et la direction de ses filiales sont énumérés ci-dessous et sont décrits dans les notes annexes aux présents états financiers. Ils comprennent notamment :

Élément ou solde concerné par des jugements ou des estimations	Mise en application par	Principaux jugements ou estimations	Note(s) correspondante(s)
Évaluation du contrôle	Direction de la Société et direction de ses filiales	Déterminer si la Société a la capacité de diriger les activités pertinentes des filiales ou d'autres entités structurées afin d'en tirer des rendements variables. Faire preuve de jugement pour évaluer les rendements variables et déterminer dans quelle mesure la Société peut user de son pouvoir en vue d'influer sur les rendements variables.	s.o.
Juste valeur des actifs et des passifs acquis	Direction de la Société et direction de ses filiales	Déterminer la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises nécessite l'exercice du jugement.	3
Évaluation de l'influence notable et du contrôle conjoint	Direction de la Société et direction de ses filiales	Déterminer si la Société exerce une influence notable sur les politiques opérationnelles et financières de l'entité, ou si le consentement unanime est requis en ce qui a trait aux décisions à l'égard des activités pertinentes.	s.o.

NOTE 2 Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables (suite)

Élément ou solde concerné par des jugements ou des estimations	Mise en application par	Principaux jugements ou estimations	Note(s) correspondante(s)
Classement des contrats d'assurance et des contrats de réassurance	Direction de Lifeco	Déterminer si les contrats doivent être comptabilisés à titre de contrats d'assurance, de contrats d'investissement ou de contrats de service.	12
Évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et à certains contrats d'investissement en vertu de la MCAB	Direction de Lifeco	Déterminer les hypothèses actuarielles, notamment celles portant sur les taux d'intérêt, l'inflation, le comportement des titulaires de polices et les taux de mortalité et de morbidité des titulaires de polices.	12
Correction de valeur pour pertes de crédit futures, incluse dans certains passifs relatifs aux contrats d'assurance	Direction de Lifeco	La correction de valeur pour pertes de crédit futures, incluse dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance, est tributaire des notations des placements. Lifeco a pour habitude d'utiliser les notations de tiers indépendants lorsqu'elles sont disponibles. Le jugement est requis lorsqu'il s'agit d'établir une notation pour les instruments qui ne se sont pas vu accorder de notation par un tiers.	12
Juste valeur des instruments financiers	Direction de la Société et direction de ses filiales	Déterminer les données d'entrée relatives à la juste valeur pour établir la juste valeur des instruments financiers, particulièrement pour les éléments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.	27
Juste valeur des prêts hypothécaires rechargeables	Direction de Lifeco	Des modèles d'évaluation internes sont utilisés pour déterminer la juste valeur des prêts hypothécaires rechargeables. Les évaluations sont ajustées pour tenir compte des jugements portés par la direction et des estimations qu'elle formule quant aux variations significatives des flux de trésorerie projetés liés aux actifs et des taux d'actualisation.	5
Juste valeur des immeubles de placement	Direction de Lifeco	Des services d'évaluation indépendants qualifiés sont utilisés pour déterminer la juste valeur des immeubles de placement, lesquels requièrent l'utilisation d'hypothèses nécessitant des jugements et des estimations. Les évaluations sont ajustées pour tenir compte des jugements portés par la direction et des estimations qu'elle formule quant aux variations significatives des flux de trésorerie liés aux immeubles, des dépenses d'investissement ou des conditions générales du marché.	5
Comptabilisation et évaluation initiales du goodwill et des immobilisations incorporelles, et évaluation ultérieure	Direction de la Société et direction de ses filiales	Évaluer les synergies et les avantages futurs dans le cadre de regroupements d'entreprises aux fins de la comptabilisation et de l'évaluation initiales du goodwill et des immobilisations incorporelles, de même que déterminer la valeur recouvrable. La détermination de la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (auxquelles sont affectés le goodwill et les immobilisations incorporelles) repose sur des méthodes d'évaluation qui exigent l'utilisation d'estimations.	3, 10
Détermination des groupes d'unités génératrices de trésorerie	Direction de la Société et direction de ses filiales	Déterminer les groupes d'unités génératrices de trésorerie constituant le niveau le plus bas auquel les actifs font l'objet d'un suivi aux fins de l'information interne.	10
Évaluation des obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi	Direction de la Société et direction de ses filiales	Formuler les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer la charge et les obligations au titre des prestations définies relatives aux régimes de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi. La direction examine les résultats antérieurs pour les participants aux régimes concernés et les conditions du marché, y compris les taux d'intérêt et d'inflation, lorsqu'elle évalue les hypothèses utilisées afin de déterminer la charge pour l'exercice considéré.	25
Comptabilisation et évaluation des charges d'impôt et des actifs et passifs d'impôt	Direction de la Société et direction de ses filiales	Interpréter les lois et règlements de nature fiscale dans les territoires où la Société et ses filiales exercent leurs activités afin de déterminer les charges d'impôt ainsi que la valeur comptable des actifs et passifs d'impôt.	17

NOTE 2 Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables (suite)

Élément ou solde concerné par des jugements ou des estimations	Mise en application par	Principaux jugements ou estimations	Note(s) correspondante(s)
Recouvrabilité de la valeur comptable de l'actif d'impôt différé	Direction de la Société et direction de ses filiales	Évaluer la recouvrabilité de la valeur comptable de l'actif d'impôt différé en fonction des projections relatives au bénéfice imposable des exercices futurs.	17
Comptabilisation et évaluation des provisions liées à des poursuites judiciaires ou autres	Direction de la Société et direction de ses filiales	Évaluer si un événement antérieur donnera lieu à une sortie de ressources économiques dans le but de régler l'obligation. Faire preuve de jugement pour évaluer les résultats et les risques éventuels afin d'établir la meilleure estimation de la provision à la date de clôture.	31
Décomptabilisation des prêts hypothécaires titrisés	Direction d'IGM	Déterminer si les prêts hypothécaires titrisés doivent être décomptabilisés requiert l'exercice du jugement quant à la mesure dans laquelle les risques et les avantages inhérents à la propriété sont transférés.	13
Classement des achats et des ventes de placements de portefeuille dans les états des flux de trésorerie	Direction de Lifeco	Déterminer si les achats et les ventes de placements de portefeuille sont de nature à long terme, auquel cas ils seront comptabilisés dans les activités d'investissement dans les états consolidés des flux de trésorerie.	s.o.
Classement des produits et des charges dans le cadre d'accords conclus avec des sous-conseillers	Direction de Lifeco	Déterminer si Lifeco conserve l'obligation primaire envers un client dans le cadre d'accords conclus avec des sous-conseillers. Si Lifeco conserve l'obligation primaire envers un client, les produits et les charges sont comptabilisés selon leur montant brut.	s.o.
Commissions de vente différées	Direction d'IGM	Déterminer si le client est le bénéficiaire ou le fonds et évaluer la recouvrabilité des commissions de vente différées.	9
Coûts d'acquisition différés	Direction de Lifeco	Déterminer si les coûts d'acquisition différés peuvent être comptabilisés dans les bilans consolidés. Les coûts d'acquisition différés sont comptabilisés si la direction de Lifeco détermine qu'ils répondent à la définition d'un actif et qu'ils sont marginaux et liés à l'émission du contrat d'investissement.	9
Classement des participations ne donnant pas le contrôle dans les parts de fonds à durée de vie limitée et les parts rachetables de fonds	Direction de la Société et direction de ses filiales	Déterminer si les participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds sont classées dans les passifs ou dans les fonds propres selon qu'il existe une obligation de distribuer les actifs nets résiduels aux participations ne donnant pas le contrôle lors de la liquidation sous forme de trésorerie ou d'un autre actif financier ou d'actifs remis en nature. Faire preuve de jugement pour déterminer ce que les documents constitutifs de chaque entité exigent ou permettent à cet égard.	16

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**COMPTABILISATION DES PRODUITS**

Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice au moyen du taux d'intérêt effectif pour les obligations et les prêts hypothécaires et autres prêts évalués au coût amorti. Le revenu de dividendes est comptabilisé lorsque le droit de percevoir le paiement est établi. Il s'agit de la date ex-dividende pour les actions cotées en bourse et, habituellement, de la date d'avis ou de la date à laquelle les actionnaires ont approuvé le dividende pour les instruments de fonds propres de sociétés fermées. Les produits d'intérêts et le revenu de dividendes sont comptabilisés dans les produits de placement nets des états consolidés des résultats (les états des résultats).

Lifeco

Les primes pour tous les types de contrats d'assurance ainsi que pour les contrats comportant des risques de mortalité et de morbidité limités sont généralement comptabilisées dans les produits lorsqu'elles sont exigibles et que leur recouvrement est raisonnablement assuré.

Les produits tirés des immeubles de placement comprennent les loyers reçus des locataires aux termes de contrats de location, ainsi que les recouvrements de sommes engagées au titre de l'impôt foncier et des coûts d'exploitation. Les contrats de location comportant des hausses de loyers et des périodes de location gratuite sont comptabilisés de façon linéaire pendant toute la durée du contrat. Les produits tirés des immeubles de placement sont inclus dans les produits de placement nets des états des résultats.

NOTE 2 Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables (suite)

Les produits liés aux honoraires comprennent surtout les honoraires gagnés pour la gestion des actifs des fonds distincts et des actifs des fonds communs de placement exclusifs, la tenue de dossiers, les contrats collectifs de garanties de soins de santé (services administratifs seulement), ainsi que les commissions et les honoraires gagnés pour la prestation de services de gestion. Les produits liés aux honoraires sont comptabilisés au moment du transfert des services aux clients, au montant correspondant à la contrepartie attendue en échange des services promis.

Lifeco a conclu des accords avec des sous-conseillers en vertu desquels Lifeco conserve l'obligation primaire envers le client. Par conséquent, les produits liés aux honoraires sont présentés sur une base brute et la charge connexe liée aux sous-conseillers est inscrite au titre des charges d'exploitation et frais administratifs.

Financière IGM

Les produits du secteur Gestion de patrimoine sont tirés de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Les produits tirés des honoraires de conseils financiers, des honoraires de gestion de placements et des honoraires d'administration connexes sont fondés sur la valeur liquidative des fonds d'investissement ou des autres actifs sous services-conseils et sont comptabilisés à mesure que les services sont fournis. Les produits tirés de la distribution ayant trait aux produits et aux services bancaires et d'assurance sont aussi comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, tandis que les honoraires de distribution liés aux opérations sur fonds d'investissement et sur titres sont comptabilisés à la date de transaction.

Les produits du secteur Gestion d'actifs se rapportant aux services-conseils en matière de gestion de placements et aux services administratifs sont fondés sur la valeur liquidative des fonds d'investissement et des autres actifs gérés et sont comptabilisés à mesure que les services sont fournis.

Les produits des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs sont inclus dans les honoraires des états des résultats.

Autres filiales

Les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients sont comptabilisés par les autres filiales lorsque le contrôle des biens est transféré au client ou lorsque les services lui sont fournis pour le montant qui reflète la contrepartie que la filiale s'attend à recevoir en échange des biens ou des services.

Les produits tirés des ventes d'électricité sont comptabilisés au moment de la livraison de l'électricité au point de raccordement du client et lorsqu'il n'existe aucune obligation non remplie susceptible d'empêcher le client d'accepter l'électricité. Les produits tirés des ventes d'électricité sont inclus dans les autres produits des états des résultats.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent la trésorerie, les comptes courants, les dépôts bancaires à un jour et les dépôts à terme ainsi que les titres à revenu fixe dont l'échéance initiale est de trois mois ou moins. Les découverts bancaires sont inclus dans les autres passifs.

PLACEMENTS

Les placements comprennent les obligations, les prêts hypothécaires et autres prêts, les actions, les immeubles de placement et les avances consenties aux titulaires de polices de Lifeco. Les placements sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance, ou encore comme des prêts et créances ou des instruments non financiers, selon l'intention de la direction relativement à la finalité et

à la nature des instruments ou selon les caractéristiques des placements. Actuellement, la Société et ses filiales ne détiennent aucun placement classé comme détenu jusqu'à son échéance.

Un actif financier est désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de la comptabilisation initiale s'il élimine ou réduit considérablement une non-concordance comptable ou s'il est géré et que sa performance est évaluée sur la base de la juste valeur. En ce qui a trait à Lifeco, la variation de la juste valeur des actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net est généralement compensée par la variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance, car l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance est déterminée en fonction des actifs qui couvrent les passifs.

Un actif financier est classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de la comptabilisation initiale s'il fait partie d'un portefeuille dont les titres sont négociés activement dans le but de générer des produits de placement.

Les placements dans les prêts hypothécaires et autres prêts sont initialement classés selon l'objectif du prêt à sa création.

Les placements dans les obligations (y compris les titres à revenu fixe), les prêts hypothécaires et autres prêts et les actions négociées activement sur un marché organisé ou dont la juste valeur peut être évaluée de manière fiable sont désignés ou classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, ou encore classés comme disponibles à la vente, et sont comptabilisés à la date de la transaction. Les prêts hypothécaires rechargeables sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les placements à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés (les bilans), et les profits et les pertes réalisés et latents sont comptabilisés dans les états des résultats. Les placements disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur dans les bilans, et les profits et les pertes latents sont inscrits dans les autres éléments de bénéfice global. Les profits et les pertes réalisés sont reclassés des autres éléments de bénéfice global vers les produits de placement nets dans les états des résultats lorsque le placement disponible à la vente est vendu ou déprécié.

Les placements dans les prêts hypothécaires et autres prêts et les obligations qui ne sont pas négociés activement sur un marché organisé sont classés comme des prêts et créances et sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite des corrections de valeur pour pertes de crédit. Les produits d'intérêts reçus, les pertes de valeur et les profits et les pertes réalisés à la vente de placements classés comme des prêts et créances sont comptabilisés au titre des produits de placement nets dans les états des résultats.

Les immeubles de placement correspondent à des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers ou en valoriser le capital et dont une partie négligeable est occupée par le propriétaire ou pour lesquels il n'existe aucune intention d'occupation à long terme. Les immeubles qui ne répondent pas à ces critères sont classés comme étant des biens immobiliers occupés par leur propriétaire. Les immeubles de placement sont initialement évalués au coût, puis comptabilisés à leur juste valeur dans les bilans. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées à titre de produits de placement nets dans les états des résultats.

Les avances consenties aux titulaires de polices de Lifeco sont classées dans les prêts et créances et sont évaluées au coût amorti. Le montant présenté au titre des avances consenties aux titulaires de polices correspond au solde du capital non remboursé de ces avances et les avances sont totalement garanties par les valeurs de rachat des polices visées. La valeur comptable des avances consenties aux titulaires de polices correspond approximativement à la juste valeur.

NOTE 2 Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables (suite)

Évaluation de la juste valeur

La valeur comptable des actifs financiers reflète la liquidité actuelle du marché et les primes de liquidité prises en compte dans les méthodes d'établissement des prix du marché sur lesquelles la Société et ses filiales s'appuient.

La variation de la juste valeur des actifs couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance a une influence majeure sur la variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Les variations de la juste valeur des obligations désignées ou classées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance sont essentiellement contrebalancées par les variations correspondantes de la juste valeur de ces passifs, sauf si les obligations sont considérées comme dépréciées.

La Société et ses filiales maximisent l'utilisation des données d'entrée observables et limitent l'utilisation des données d'entrée non observables aux fins de l'évaluation de la juste valeur. Les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur sont décrites ci-après.

Obligations et prêts hypothécaires et autres prêts à la juste valeur par le biais du résultat net ou disponibles à la vente

La juste valeur des obligations et des prêts hypothécaires et autres prêts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net ou disponibles à la vente est déterminée selon les cours acheteurs du marché provenant principalement de sources de prix de tiers indépendants. La Société et ses filiales obtiennent les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles, pour des actifs identiques aux dates de clôture afin d'évaluer les obligations et les prêts hypothécaires et autres prêts à la juste valeur. Lorsque les cours ne sont pas disponibles sur un marché généralement actif, la juste valeur est déterminée selon des modèles d'évaluation.

La Société et ses filiales évaluent la juste valeur des obligations et des prêts hypothécaires et autres prêts qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs en se basant sur les titres négociés activement qui présentent des caractéristiques semblables, les cotes des courtiers, les méthodes d'évaluation matricielle des prix, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou des modèles d'évaluation internes. Ces méthodes prennent en considération des facteurs tels que le secteur d'activité de l'émetteur, la notation du titre, son échéance, son taux d'intérêt nominal, sa position dans la structure du capital de l'émetteur, les courbes de rendement et de crédit, les taux de remboursement anticipé et d'autres facteurs pertinents. Les évaluations des obligations et des prêts hypothécaires et autres prêts qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs sont ajustées afin de refléter le manque de liquidité, et ces ajustements se fondent normalement sur des données du marché disponibles. Lorsque de telles données ne sont pas disponibles, les meilleures estimations de la direction sont alors utilisées.

Actions à la juste valeur par le biais du résultat net ou disponibles à la vente

La juste valeur des actions négociées en bourse est généralement déterminée selon les derniers cours acheteurs de la Bourse où se négocient principalement les titres en question. La juste valeur des actions pour lesquelles il n'existe pas de marché actif se fonde généralement sur d'autres techniques d'évaluation, comme l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie, l'examen des fluctuations du prix par rapport au marché, ainsi que l'utilisation de renseignements fournis par le gestionnaire du placement sous-jacent. La Société et ses filiales obtiennent les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles, pour des actifs identiques aux dates de clôture afin d'évaluer les actions à la juste valeur.

Prêts hypothécaires rechargeables à la juste valeur par le biais du résultat net

Puisqu'il n'y a pas de prix du marché observables pour les prêts hypothécaires rechargeables, un modèle d'évaluation interne est utilisé, lequel est fondé sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus et tient compte de la garantie contre une valeur nette réelle négative incorporée. Les données d'entrée du modèle comprennent des données d'entrée observables du marché, comme les rendements de référence et les écarts ajustés en fonction du risque. Les données d'entrée non observables sur le marché comprennent les taux de volatilité et de croissance liés aux immeubles, les taux prévus en ce qui a trait aux rachats volontaires, les hypothèses relatives à la mortalité, aux transferts dans les établissements de soins de longue durée et à l'arrêt de la capitalisation des intérêts ainsi que la valeur de la garantie contre une valeur nette réelle négative.

Obligations et prêts hypothécaires et autres prêts classés comme prêts et créances

La juste valeur des obligations et des prêts hypothécaires et autres prêts classés comme prêts et créances qui est présentée est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus aux taux en vigueur sur le marché pour des instruments semblables. Les données d'entrée d'évaluation comprennent habituellement les rendements de référence et les écarts ajustés en fonction du risque basés sur les activités de crédit courantes et l'activité du marché actuelle.

Immeubles de placement

La juste valeur des immeubles de placement est déterminée en ayant recours à des services d'évaluation indépendants qualifiés et reflète les ajustements apportés par la direction de Lifeco lorsque les flux de trésorerie liés aux propriétés, les dépenses d'investissement ou les conditions générales du marché subissent des modifications significatives au cours des périodes intermédiaires entre les évaluations. L'établissement de la juste valeur des immeubles de placement exige l'utilisation d'estimations, telles que les flux de trésorerie futurs (dont les hypothèses locatives, les taux de location, les dépenses d'investissement et d'exploitation futurs) et les taux d'actualisation, de capitalisation réversifs et de capitalisation globaux applicables aux actifs selon les conditions actuelles du marché. Les immeubles de placement en cours de construction sont évalués à la juste valeur si ces valeurs peuvent être déterminées de façon fiable. Ils sont autrement comptabilisés au coût.

Perte de valeur

Les placements sont examinés de façon individuelle à la fin de chaque période de présentation de l'information financière afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. La Société et ses filiales tiennent compte de divers facteurs lors du processus d'évaluation de la dépréciation, y compris, mais sans s'y limiter, la situation financière de l'émetteur, les conditions particulières défavorables propres à un secteur ou à une région, une diminution de la juste valeur qui ne découle pas des taux d'intérêt, d'une faillite ou d'une défaillance, ainsi que d'un éventuel défaut de paiement des intérêts ou du capital.

Les placements sont réputés s'être dépréciés lorsqu'il n'y a plus d'assurance raisonnable quant à la possibilité de recouvrement. La juste valeur d'un placement ne constitue pas un indice définitif de dépréciation, puisqu'elle peut être grandement influencée par d'autres facteurs, y compris la durée résiduelle jusqu'à l'échéance et la liquidité de l'actif. Cependant, le cours de marché est pris en compte dans l'évaluation de la dépréciation.

NOTE 2 Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables (suite)

En ce qui a trait aux obligations et aux prêts hypothécaires et autres prêts dépréciés qui sont classés comme prêts et créances, des provisions sont établies ou des pertes de valeur sont inscrites dans le but d'ajuster la valeur comptable afin qu'elle corresponde à la valeur nette de réalisation. Dans la mesure du possible, la juste valeur du bien garantissant les prêts ou le cours de marché observable est utilisé aux fins de l'établissement de la valeur nette de réalisation. Lorsque des obligations disponibles à la vente sont considérées comme dépréciées, la perte cumulée comptabilisée dans les autres éléments de bénéfice global est reclassée dans les produits de placement nets. Une perte de valeur sur les instruments d'emprunt disponibles à la vente est reprise s'il existe une indication objective d'un recouvrement durable. De plus, les intérêts courus ne sont plus comptabilisés sur les obligations et les prêts hypothécaires et autres prêts dépréciés, et les intérêts courus antérieurs sont repris dans les produits de placement nets.

Des pertes de valeur relatives aux actions disponibles à la vente sont comptabilisées dans les produits de placement nets si la perte est significative ou prolongée. Toute perte de valeur subséquente est comptabilisée directement dans les produits de placement nets.

Prêts de titres

Lifeco prend part à des prêts de titres par l'entremise de ses dépositaires de titres, qui agissent comme agents de prêt. Les titres prêtés ne sont pas décomptabilisés et sont toujours présentés dans les placements, car Lifeco conserve d'importants risques et avantages ainsi que des avantages économiques relatifs aux titres prêtés.

COÛTS DE TRANSACTION

Les coûts de transaction liés aux instruments financiers classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Dans le cas d'actifs financiers classés comme disponibles à la vente ou comme des prêts et créances, les coûts de transaction sont inclus dans la valeur de l'instrument au moment de l'acquisition et sont comptabilisés en résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Dans le cas de passifs financiers autres que ceux classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, les coûts de transaction sont déduits de la valeur de l'instrument émis et sont comptabilisés en résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

BIENS IMMOBILIERS OCCUPÉS PAR LEUR PROPRIÉTAIRE ET IMMOBILISATIONS

Les biens immobiliers occupés par leur propriétaire et les immobilisations comprennent les actifs au titre de droits d'utilisation.

Les biens immobiliers occupés par leur propriétaire et les immobilisations sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements, des cessions et des pertes de valeur. Les immobilisations comprennent le matériel, les actifs de production d'énergie renouvelable, le mobilier et les agencements. Les biens immobiliers occupés par leur propriétaire, le matériel, les actifs de production d'énergie renouvelable, le mobilier et les agencements sont amortis selon une méthode linéaire sur leur durée d'utilité estimative, comme suit : i) biens immobiliers occupés par leur propriétaire (de 10 à 50 ans); et ii) immobilisations (de 3 à 25 ans).

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis jusqu'à la fin de la durée d'utilité estimée des actifs au titre de droits d'utilisation ou du contrat, selon la première éventualité, au moyen de la méthode linéaire. La dotation aux amortissements est incluse dans les charges d'exploitation et frais administratifs.

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles font l'objet d'un examen au moins une fois par année et sont ajustés au besoin. Les biens immobiliers occupés par leur propriétaire et les immobilisations sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

CONTRATS DE LOCATION

Au moment de la passation d'un contrat, la Société et ses filiales évaluent si le contrat est, ou contient, un contrat de location et, si c'est le cas, la Société et ses filiales comptabilisent un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à la date de début du contrat de location.

L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au montant initial de l'obligation locative, ajusté du montant des paiements de loyers effectués à la date de début ou avant cette date, majoré des coûts directs initiaux engagés, le cas échéant, et d'une estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement du bien sous-jacent ou à la remise en état du bien sous-jacent ou du site sur lequel il est situé, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont inclus dans les biens occupés par leur propriétaire et les immobilisations, à l'exception des actifs au titre de droits d'utilisation qui respectent la définition d'immeuble de placement, qui sont présentés dans les immeubles de placement et qui sont assujettis à la méthode comptable de la Société qui leur est associée.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers qui ne sont pas effectués à la date de début, déterminée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location. Si ce taux ne peut être facilement déterminé, le taux d'emprunt marginal de la Société ou de ses filiales est utilisé. Habituellement, le taux d'emprunt marginal est utilisé. L'obligation locative est évaluée au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et est incluse dans les autres passifs. Les charges d'intérêts sur les obligations locatives sont incluses dans les charges financières.

La Société et ses filiales ne comptabilisent pas les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives liés aux contrats de location à court terme dont la durée est de 12 mois ou moins et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Les paiements de loyers liés à ces contrats de location sont comptabilisés dans les charges d'exploitation et frais administratifs à titre de charges, selon une méthode linéaire, sur la durée des contrats.

Lorsque la Société et ses filiales agissent en tant que bailleurs aux termes d'un contrat de location simple pour un immeuble de placement, les actifs qui font l'objet du contrat de location sont présentés dans les bilans. Les produits tirés de ces contrats de location ont été comptabilisés dans les états des résultats selon une méthode linéaire, sur la durée du contrat.

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont transférés au preneur ont été classés à titre de contrats de location-financement. Lorsque la Société et ses filiales agissent en tant que bailleurs aux termes d'un contrat de location-financement, l'investissement a été comptabilisé dans les bilans au titre des débiteurs à un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location, lequel correspond à la valeur actualisée des paiements de loyers minimaux à recevoir du preneur. Une partie des paiements reçus du preneur a été comptabilisée dans les produits tirés des contrats de location-financement, et le reste a été porté en diminution des créances liées à des contrats de location-financement. Les produits tirés des contrats de location-financement ont été comptabilisés dans les états des résultats à un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours de l'investissement net dans le contrat de location-financement.

NOTE 2 Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables (suite)

AUTRES ACTIFS

Les autres actifs comprennent les primes en voie de recouvrement, les débiteurs et les intérêts à recevoir, les charges payées d'avance, les coûts d'acquisition différés, les commissions de vente différées et divers autres actifs, lesquels sont évalués au coût amorti.

Coûts d'acquisition différés

Les coûts d'acquisition différés relatifs aux contrats d'investissement et aux contrats de service sont comptabilisés au titre des actifs s'ils sont marginaux et qu'ils ont été engagés dans le cadre de l'établissement du contrat. Les coûts d'acquisition différés sont amortis selon une méthode linéaire sur la durée du contrat, mais pas au-delà de 20 ans.

Commissions de vente différées

Les commissions sont versées au titre des ventes de produits de placement lorsqu'IGM perçoit des honoraires directement auprès du client ou lorsqu'elle reçoit des honoraires directement du fonds d'investissement.

Lorsqu'IGM perçoit des honoraires auprès d'un client, les commissions versées au titre des ventes de produits de placement sont inscrites à l'actif et amorties sur leur durée d'utilité estimée, qui est d'au plus sept ans. IGM examine régulièrement la valeur comptable des commissions de vente différées à la lumière d'événements ou de circonstances qui indiquent une dépréciation. Pour évaluer la recouvrabilité, IGM effectue notamment le test visant à comparer les avantages économiques futurs tirés de l'actif lié aux commissions de vente différées par rapport à sa valeur comptable.

Toutes les autres commissions versées à la vente de produits de placement sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées.

ACTIFS ET PASSIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Les groupes destinés à être cédés sont classés comme détenus en vue de la vente s'il a été établi que leur valeur comptable est recouvrée par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue. Le groupe destiné à être cédé est évalué à sa valeur comptable ou à sa juste valeur, diminuée des coûts de la vente, selon la moins élevée des deux valeurs. Les actifs et les passifs individuels faisant partie d'un groupe destiné à être cédé et qui ne sont pas assujettis à ces exigences d'évaluation comprennent les actifs financiers, les immeubles de placement et les passifs relatifs aux contrats d'assurance. Ces actifs et ces passifs sont évalués conformément aux méthodes comptables pertinentes qui sont décrites pour ces actifs et ces passifs dans la présente note, avant que l'ensemble du groupe destiné à être cédé ne soit évalué à sa valeur comptable ou à sa juste valeur, diminuée des coûts de la vente, selon la moins élevée des deux valeurs. Toute perte de valeur au titre du groupe destiné à être cédé est portée en réduction de la valeur comptable de la partie du groupe destiné à être cédé, selon les exigences d'évaluation d'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*.

Les actifs et les passifs faisant partie de groupes destinés à être cédés et qui sont classés comme détenus en vue de la vente sont présentés séparément dans les bilans. Les pertes sur les groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente sont comprises dans les charges d'exploitation et frais administratifs.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES, GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés à l'aide de la méthode de l'acquisition. Le goodwill représente l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net acquis. Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles comprennent les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée et indéterminée. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée comprennent la valeur de la technologie et des logiciels et celle de certains contrats conclus avec les clients et des conventions d'achat d'électricité. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée font l'objet d'un examen au moins une fois par année en vue de vérifier l'existence d'indices de dépréciation, et la période et le mode d'amortissement font l'objet d'un examen et sont ajustés au besoin. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont amorties selon une méthode linéaire sur leur durée d'utilité estimative, comme suit : i) technologie et logiciels (de 3 à 10 ans); ii) immobilisations liées aux contrats conclus avec les clients (de 7 à 30 ans); et iii) conventions d'achat d'électricité (20 ans).

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée comprennent les marques, les marques de commerce et les appellations commerciales, certains contrats conclus avec les clients, les contrats de gestion de fonds communs de placement et la tranche revenant aux actionnaires du profit futur lié au compte de participation acquis. Les immobilisations incorporelles sont considérées comme ayant une durée d'utilité indéterminée en fonction d'une analyse de tous les facteurs pertinents et lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la période au cours de laquelle on s'attend à ce que l'actif génère des entrées nettes de trésorerie. Les facteurs pertinents à considérer pour déterminer qu'une immobilisation incorporelle a une durée d'utilité indéterminée sont entre autres les cycles de vie des produits, l'obsolescence potentielle, la stabilité du secteur d'activité et la position concurrentielle. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont évaluées au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Test de dépréciation

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, y compris ceux découlant d'une acquisition effectuée au cours de l'exercice, sont soumis à un test de dépréciation tous les ans, ou plus souvent si les circonstances indiquent qu'il pourrait y avoir dépréciation. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ayant déjà subi une perte de valeur font l'objet d'un examen à chaque date de clôture afin de repérer des indications de reprise.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont été attribués aux unités génératrices de trésorerie ou aux groupes d'unités génératrices de trésorerie qui représentent le niveau le plus bas auquel les actifs font l'objet d'un suivi aux fins de l'information interne. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumis à un test de dépréciation en comparant la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie à la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont été attribués.

Si la valeur comptable des actifs excède leur valeur recouvrable, une perte de valeur d'un montant correspondant à cet excédent est comptabilisée. La valeur recouvrable correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur des actifs diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité, calculée en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés qui devraient être générés.

NOTE 2 Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables (suite)

FONDS DISTINCTS

L'actif et le passif des fonds distincts découlent de contrats en vertu desquels tous les risques financiers liés aux actifs connexes sont assumés par les titulaires de polices et ils sont présentés séparément dans les bilans. L'actif et le passif sont comptabilisés à un montant égal à la juste valeur du portefeuille d'actifs sous-jacents. Les produits de placement et la variation de la juste valeur de l'actif des fonds distincts sont contrebalancés par une variation correspondante du passif des fonds distincts.

PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET D'INVESTISSEMENT

Classement des contrats

Si un contrat comporte un risque d'assurance significatif, les produits de Lifeco sont classés lors de la prise d'effet du contrat à titre de contrats d'assurance conformément à IFRS 4, *Contrats d'assurance* (IFRS 4). Il existe un risque d'assurance important lorsque Lifeco accepte d'indemniser les titulaires de polices ou les bénéficiaires d'un contrat à l'égard d'événements futurs spécifiés qui ont une incidence défavorable sur ces derniers, sans que Lifeco ne sache s'ils surviendront, quand ils surviendront et la somme qu'elle serait alors tenue de payer. Se reporter à la note 12 pour une analyse du risque d'assurance de Lifeco.

Si un contrat ne comporte pas un risque d'assurance significatif, il sera classé à titre de contrat d'investissement ou de contrat de service. Les contrats d'investissement comportant des éléments de participation discrétionnaire sont comptabilisés conformément à IFRS 4 et ceux qui n'en comportent pas sont comptabilisés selon IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. Lifeco n'a classé aucun contrat à titre de contrat d'investissement comportant des éléments de participation discrétionnaire.

Les contrats d'investissement peuvent être reclassés à titre de contrats d'assurance après la prise d'effet si le risque d'assurance devient significatif. Un contrat classé à titre de contrat d'assurance lors de la prise d'effet du contrat demeure un contrat d'assurance jusqu'à l'extinction ou l'expiration de l'ensemble des droits et des obligations.

Les contrats d'investissement sont des contrats qui comportent un risque financier, c'est-à-dire le risque d'une variation future possible d'un ou de plusieurs des éléments suivants : taux d'intérêt, prix des marchandises, taux de change ou notation de crédit. Se reporter à la note 22 pour une analyse de la gestion des risques de Lifeco.

Évaluation

Les passifs relatifs aux contrats d'assurance représentent les montants qui, en plus des primes et des produits de placement futurs, sont requis pour le paiement des prestations futures, des participations des titulaires de polices, des commissions et des frais afférents à l'administration de toutes les polices d'assurance et de rentes en vigueur de Lifeco. Les actuaires nommés par les filiales de Lifeco ont la responsabilité de déterminer le montant des passifs requis pour couvrir adéquatement les obligations de Lifeco à l'égard des titulaires de polices. Les actuaires nommés calculent le montant des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement selon les pratiques actuarielles généralement reconnues, conformément aux normes établies par l'Institut canadien des actuaires. L'évaluation est effectuée à l'aide de la MCAB, qui tient compte des événements futurs prévus afin de déterminer le montant de l'actif actuellement requis en vue de couvrir toutes les obligations futures et qui nécessite une part importante de jugement.

Dans le calcul des passifs relatifs aux contrats d'assurance, des hypothèses actuarielles ont été établies relativement aux taux de mortalité et de morbidité, au rendement des placements, aux charges d'exploitation, aux taux de résiliation des polices et aux taux d'utilisation des options ou des clauses facultatives liées aux polices. Ces hypothèses reposent sur les meilleures estimations des résultats futurs et incluent des marges pour tenir compte des écarts défavorables. Ces marges sont nécessaires pour parer à l'éventualité d'une mauvaise évaluation et d'une détérioration future des hypothèses les plus probables et donnent une assurance raisonnable que les passifs relatifs aux contrats d'assurance couvrent diverses possibilités. Les marges sont révisées régulièrement afin de vérifier leur pertinence.

Les passifs relatifs aux contrats d'investissement sont évalués à la juste valeur, qui est déterminée au moyen des flux de trésorerie actualisés selon les courbes de rendement des instruments financiers dont les flux de trésorerie présentent des caractéristiques similaires.

CONTRATS DE RÉASSURANCE

Dans le cours normal des activités, Lifeco utilise des produits de réassurance de façon à limiter les pertes qui pourraient découler de certains risques et elle fournit également de tels produits. La réassurance prise en charge désigne la prise en charge par Lifeco de certains risques d'assurance d'une autre société. La réassurance cédée vise le transfert du risque d'assurance et des primes connexes à un ou à plusieurs réassureurs qui partageront les risques. Dans l'éventualité où lesdits réassureurs ne peuvent respecter leurs obligations, Lifeco demeure responsable auprès de ses titulaires de polices en ce qui a trait à la partie réassurée. Par conséquent, des provisions sont constituées à l'égard des montants liés aux contrats de réassurance jugés irrécouvrables.

Les contrats de réassurance sont des contrats d'assurance et sont classés conformément à ce qui est décrit dans la section Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement de la présente note. Les primes, les commissions et les règlements de sinistres liés à la réassurance prise en charge, ainsi que les actifs au titre des cessions en réassurance relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, sont comptabilisés conformément aux modalités du contrat de réassurance sous-jacent. Les actifs au titre des cessions en réassurance font l'objet de tests de dépréciation réguliers afin de déceler les événements qui pourraient entraîner leur dépréciation. Différents facteurs sont pris en compte par Lifeco au moment d'évaluer la dépréciation, y compris, mais sans s'y limiter, la recouvrabilité des montants à recevoir conformément aux modalités du contrat. La valeur comptable d'un actif au titre des cessions en réassurance est ajustée par l'intermédiaire d'un compte de correction de valeur et la perte de valeur est comptabilisée dans les états des résultats.

Les profits et les pertes lors de l'achat de réassurance sont comptabilisés dans les états des résultats immédiatement à la date de l'achat, en vertu de la MCAB.

Les montants bruts des actifs et des passifs liés à la réassurance sont présentés dans les bilans. Les estimations à l'égard du montant des passifs cédés aux réassureurs sont effectuées en fonction du passif lié aux sinistres qui est associé aux risques réassurés.

NOTE 2 Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables (suite)

FONDS DÉTENUS PAR DES ASSUREURS CÉDANTS ET FONDS DÉTENUS EN VERTU DE CONTRATS DE RÉASSURANCE

Sur le plan de l'actif, les fonds détenus par des assureurs cédants sont des actifs qui seraient normalement payés à Lifeco, mais qui sont retenus par le cédant afin de réduire le risque de crédit potentiel. Dans certaines formes de contrats de réassurance, il est d'usage pour le cédant de retenir des montants selon la méthode des fonds retenus afin de couvrir les passifs relatifs aux contrats d'assurance ou d'investissement cédés. En ce qui concerne les actifs sous forme de fonds retenus dans les cas où Lifeco gère le portefeuille d'actifs sous-jacents, Lifeco conserve le risque de crédit. Le solde des fonds retenus dont Lifeco assume le risque de crédit est évalué à la juste valeur du portefeuille d'actifs sous-jacents et la variation de cette juste valeur est comptabilisée dans les produits de placement nets. Se reporter à la note 6 pour plus de détails sur les fonds détenus par des assureurs cédants qui sont gérés par Lifeco. Les autres fonds détenus par des assureurs cédants constituent des obligations générales du cédant et sont affectés en garantie des passifs relatifs aux contrats d'assurance repris des cédants. Les actifs sous forme de fonds retenus liés à ces contrats n'ont pas de date d'échéance fixe, leur libération reposant habituellement sur le règlement différé des passifs relatifs aux contrats d'assurance correspondants.

Sur le plan du passif, les fonds détenus en vertu de contrats de réassurance se composent essentiellement de montants retenus par Lifeco relativement à des activités cédées et comptabilisés selon la méthode des fonds retenus. Lifeco retient des actifs liés aux passifs relatifs aux contrats d'assurance cédés afin de réduire le risque de crédit.

PRESTATIONS AUX TITULAIRES DE POLICES

Les prestations aux titulaires de polices comprennent les montants des prestations et des réclamations liées aux contrats d'assurance-vie, les versements à l'échéance, les paiements de rentes et les rachats. Les montants bruts des prestations et des réclamations liées aux contrats d'assurance-vie comprennent les coûts au titre de toutes les réclamations présentées au cours de l'exercice et le règlement des réclamations. Les sinistres-décès et les rachats sont comptabilisés en fonction des avis reçus. Les versements à l'échéance et les paiements de rentes sont comptabilisés à l'échéance.

DÉCOMPTABILISATION DE PRÊTS HYPOTHÉCAIRES TITRISÉS

IGM conclut des transactions au cours desquelles elle transfère des actifs financiers comptabilisés dans ses bilans. La décision quant à la décomptabilisation des actifs financiers est prise en fonction de la mesure dans laquelle les risques et les avantages inhérents à la propriété sont transférés.

Si la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à un actif financier est cédée, IGM décomptabilise l'actif financier. Les profits ou les pertes ainsi que les produits tirés des frais de gestion liés aux actifs financiers qui sont décomptabilisés sont inscrits dans les produits de placement nets des états des résultats.

Si la totalité ou la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents est conservée, les actifs financiers ne sont pas décomptabilisés et les transactions sont comptabilisées à titre de transactions de financement garanti.

AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les débetures et autres instruments d'emprunt ainsi que les débetures de fiducies de capital sont initialement comptabilisés à la juste valeur dans les bilans, puis sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La charge d'amortissement est comptabilisée dans les charges financières des états des résultats. Ces passifs sont décomptabilisés lorsque l'obligation est expirée ou annulée ou lorsque les titres sont remboursés.

Les crédettes, les dividendes et les intérêts à verser et les provisions au titre des produits différés sont évalués au coût amorti. Les provisions au titre des produits différés liés aux contrats d'investissement sont amorties selon une méthode linéaire afin que les frais initiaux liés aux polices soient comptabilisés sur la durée de la police, mais pas au-delà de 20 ans.

Les provisions sont comptabilisées dans les autres passifs lorsque la Société ou ses filiales ont une obligation actuelle, qu'elle soit juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant peut être estimé de manière fiable. Les provisions sont évaluées selon la meilleure estimation de la direction de la Société et de la direction de ses filiales à la date de clôture. La Société comptabilise une provision pour restructuration lorsqu'un plan de restructuration détaillé a été établi et que le plan a été créé, chez les personnes concernées, une attente fondée que la restructuration aura lieu.

Les parts de fonds à durée de vie limitée se rapportent aux participations détenues par des tiers dans des fonds consolidés par la Société. Ces parts de fonds ont une durée de vie fixe maximale déterminée, et la Société a une obligation de distribuer les participations résiduelles du fonds aux porteurs du fonds, en fonction de leur quote-part des fonds propres, sous forme de trésorerie ou d'autres actifs financiers, à la fin de la durée de vie du fonds. Les parts rachetables de fonds se rapportent aux participations détenues par des tiers dans des fonds consolidés par la Société qui ont une clause de rachat prévoyant la remise, par la société, de liquidités ou d'autres actifs financiers aux porteurs de parts sur réception d'un avis de rachat. Les parts de fonds à durée de vie limitée et les parts rachetables de fonds sont classées à titre de passifs financiers et sont comptabilisées à la juste valeur. Les variations de la valeur sont comptabilisées dans les états des résultats dans la période au cours de laquelle la variation a lieu.

RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société et ses filiales offrent des régimes de retraite à prestations définies capitalisés aux employés et conseillers admissibles, des régimes complémentaires de retraite non capitalisés à l'intention des employés admissibles, ainsi qu'un régime d'avantages complémentaires de retraite, d'assurance-maladie, dentaire et vie non capitalisé aux employés et aux conseillers admissibles, de même qu'aux personnes à leur charge. La Société et ses filiales offrent également des régimes de retraite à cotisations définies aux employés et aux conseillers admissibles.

NOTE 2 Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables (suite)

Les régimes de retraite à prestations définies prévoient des rentes établies en fonction des années de service et du salaire moyen de fin de carrière. Les charges liées aux régimes de retraite à prestations définies sont déterminées actuariellement selon la méthode des unités de crédit projetées au prorata des années de service, à partir des hypothèses de la direction de la Société et de la direction de ses filiales concernant les taux d'actualisation, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés, la mortalité et l'estimation des coûts liés aux soins de santé. Toute modification apportée à ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des prestations définies. Le passif au titre des prestations constituées de la Société et de ses filiales relatif aux régimes à prestations définies est calculé séparément pour chacun des régimes en actualisant le montant des prestations acquises par les employés en échange de leurs services au cours de la période considérée et des périodes antérieures et en déduisant la juste valeur des actifs du régime.

La Société et ses filiales établissent la composante intérêts nets de la charge au titre des régimes de retraite pour la période en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour mesurer le passif au titre des prestations constituées au début de la période annuelle au montant net du passif au titre des prestations constituées. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les passifs est établi en fonction du rendement des obligations de sociétés de haute qualité sur le marché.

Si les avantages au titre du régime sont modifiés ou si un régime fait l'objet d'une réduction, les coûts des services passés ou les gains ou les pertes sur réduction d'un régime sont immédiatement comptabilisés en résultat net.

Les coûts financiers (montant net), les frais administratifs, les coûts des services rendus au cours de la période, les coûts des services passés et les gains ou les pertes sur réduction et sur règlement d'un régime sont compris dans les charges d'exploitation et frais administratifs.

Les réévaluations représentent les écarts actuariels et le rendement réel de l'actif des régimes, moins l'intérêt calculé au taux d'actualisation, et les variations du plafond de l'actif. Les réévaluations sont comptabilisées immédiatement dans les autres éléments de bénéfice global et ne sont pas reclassées ultérieurement en résultat net.

L'actif (le passif) au titre des prestations constituées représente l'excédent (le déficit) du régime et il est inclus dans les autres actifs (autres passifs).

Les cotisations aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont engagées.

IMPÔT SUR LE BÉNÉFICE

La charge d'impôt sur le bénéfice de la période représente la somme de l'impôt sur le bénéfice exigible et de l'impôt sur le bénéfice différé. L'impôt sur le bénéfice est comptabilisé dans les états des résultats à titre de charge ou d'économie, sauf s'il se rapporte à des éléments qui ne sont pas comptabilisés dans les états des résultats (soit dans les autres éléments de bénéfice global, soit directement dans les fonds propres), auquel cas l'impôt sur le bénéfice est aussi comptabilisé dans les autres éléments de bénéfice global ou directement dans les fonds propres.

Impôt exigible

L'impôt exigible sur le bénéfice est calculé selon le bénéfice imposable de l'exercice. Les passifs (actifs) d'impôt exigible de la période en cours et des périodes précédentes sont évalués au montant que la Société s'attend à payer aux administrations fiscales (ou à recouvrer auprès de celles-ci) selon les taux d'imposition et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Un actif et un passif d'impôt exigible peuvent être compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et si l'entité a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Impôt différé

L'impôt différé représente l'impôt que la Société prévoit payer ou recouvrer au titre des différences entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers et les valeurs fiscales correspondantes utilisées dans le calcul du bénéfice imposable et au titre des attributs fiscaux non utilisés, et il est comptabilisé selon la méthode du report variable. En général, des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables et des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs, auxquels les différences temporaires déductibles et les attributs fiscaux non utilisés pourront être imputés, seront disponibles.

La comptabilisation des actifs d'impôt différé se fonde sur le fait qu'il est probable que l'entité enregistrera des bénéfices imposables ou qu'elle pourra tirer parti d'occasions de planification fiscale, ou les deux, et qu'elle pourra ainsi utiliser les actifs d'impôt différé. Des changements de circonstances au cours de périodes futures pourraient avoir des répercussions défavorables sur l'appréciation du caractère recouvrable des actifs. L'incertitude quant à la recouvrabilité est prise en compte au moment de déterminer les actifs d'impôt différé. Le processus de planification financière de la Société et de ses filiales constitue un point de départ important pour l'évaluation des actifs d'impôt différé.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont évalués en fonction des taux d'imposition qui devraient s'appliquer pour l'année au cours de laquelle les actifs seront réalisés ou les passifs réglés, selon les taux d'imposition et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Un actif et un passif d'impôt différé peuvent être compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et les passifs d'impôt exigible, et que l'impôt différé est lié à une même entité imposable et à une même administration fiscale.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé fait l'objet d'un examen à chaque date de clôture et elle est réduite si la disponibilité de bénéfices imposables futurs suffisants pour utiliser la totalité ou une partie de ces actifs d'impôt différé cesse d'être probable. Les actifs d'impôt différé qui ne sont pas comptabilisés sont réexaminés à chaque date de clôture et sont comptabilisés si la disponibilité de bénéfices imposables futurs suffisants pour recouvrer ces actifs d'impôt différé devient probable.

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables liées à des participations dans les filiales, les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées, sauf si le groupe est capable de contrôler la date à laquelle les différences temporaires se résorberont et s'il est probable que les différences temporaires ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

NOTE 2 Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables (suite)

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La Société et ses filiales utilisent des produits financiers dérivés en guise d'instruments de gestion des risques pour couvrir ou gérer leurs produits et leurs positions d'actif, de passif et de fonds propres. Les politiques de la Société et de ses filiales interdisent l'utilisation d'instruments dérivés à des fins de spéculation.

Les instruments dérivés sont évalués à la juste valeur, puis comptabilisés dans les bilans. La méthode de comptabilisation des profits et des pertes réalisés et latents liés à la juste valeur dépend de la désignation ou non des instruments dérivés comme instruments de couverture. Les profits et les pertes réalisés et latents liés aux instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture sont comptabilisés dans les produits de placement nets des états des résultats. Les profits et les pertes réalisés et latents liés aux instruments dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture sont comptabilisés en fonction de la nature de l'élément couvert.

Les instruments dérivés sont évalués en tenant compte des opérations et d'autres données sur le marché, lorsque cela est possible, y compris les données d'entrée sur le marché utilisées dans des modèles, les cotes des courtiers ou d'autres sources de prix dont le degré de transparence est jugé raisonnable. Lorsque des modèles sont utilisés aux fins de l'évaluation des instruments dérivés, leur sélection est faite en fonction des modalités contractuelles et des risques propres à chaque instrument, ainsi que de la disponibilité des données sur les prix au sein du marché. En général, la Société et ses filiales utilisent un modèle similaire lorsque les instruments évalués présentent des similitudes. Les modèles d'évaluation nécessitent l'utilisation de différentes données d'entrée, notamment les modalités contractuelles, les taux et les prix du marché, les courbes de rendement et de crédit, l'estimation de la volatilité, les taux de remboursement anticipé et les corrélations entre ces données d'entrée.

Pour être admissible à la comptabilité de couverture, la relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture doit respecter plusieurs conditions rigoureuses en matière de documentation, de probabilité de réalisation, d'efficacité de la couverture et de fiabilité de l'évaluation. Si ces conditions ne sont pas remplies, la relation n'est pas admissible à la comptabilité de couverture, et l'élément couvert et l'instrument de couverture sont alors comptabilisés de façon distincte comme s'il n'y avait pas de relation de couverture.

Lorsqu'il existe une relation de couverture, la Société et ses filiales documentent toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que leurs objectifs en matière de gestion des risques et la stratégie qu'elles emploient pour conclure diverses opérations de couverture. Ce processus consiste notamment à rattacher tous les instruments dérivés qui sont utilisés dans des opérations de couverture à des actifs et à des passifs précis figurant aux bilans, à des engagements fermes précis ou à des opérations prévues. La Société et ses filiales déterminent aussi, tant au moment de la mise en place de la couverture que de façon continue par la suite, si les instruments dérivés qui servent aux opérations de couverture permettent de compenser de façon efficace les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie des éléments couverts. L'efficacité de la couverture est évaluée chaque trimestre au moyen de tests de corrélation. La comptabilité de couverture est abandonnée lorsque la couverture n'y est plus admissible.

Couvertures de juste valeur

Les couvertures de juste valeur sont utilisées pour couvrir l'exposition à la variation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, ou d'une partie identifiée d'un tel actif, passif ou engagement ferme, imputable à un risque particulier et pouvant avoir une incidence sur le résultat net. En ce qui a trait aux couvertures de juste valeur, la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture et de l'élément couvert est comptabilisée dans les produits de placement nets. Par conséquent, toute tranche inefficace de la couverture est immédiatement comptabilisée dans les produits de placement nets.

Couvertures de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie sont utilisées pour couvrir l'exposition à la variabilité des flux de trésorerie imputable à un risque particulier lié à un actif ou à un passif comptabilisé, ou à une transaction prévue hautement probable, et qui pourrait avoir une incidence sur le résultat net. En ce qui a trait aux couvertures de flux de trésorerie, la tranche efficace de la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée dans les autres éléments de bénéfice global, alors que la tranche inefficace est comptabilisée immédiatement dans les produits de placement nets. Les profits et les pertes sur les couvertures de flux de trésorerie cumulés dans les autres éléments de bénéfice global sont comptabilisés dans les produits de placement nets au cours de la période où les éléments couverts ont une incidence sur le bénéfice net. Les profits et les pertes sur les couvertures de flux de trésorerie sont immédiatement reclassés des autres éléments de bénéfice global vers les produits de placement nets lorsque l'opération prévue n'a pas lieu ou s'il n'est plus prévu qu'elle ait lieu.

Couvertures d'investissements nets

Les couvertures d'investissements nets sont utilisées pour couvrir l'exposition aux variations de la quote-part de l'entité présentant l'information financière dans l'actif net d'un établissement à l'étranger. En ce qui a trait aux couvertures d'investissements nets, la tranche efficace de la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée dans les autres éléments de bénéfice global, alors que la tranche inefficace est comptabilisée immédiatement dans les produits de placement nets. Les profits (pertes) de change latents sur les instruments sont comptabilisés dans les autres éléments de bénéfice global et seront reclassés en résultat net lors de la décomptabilisation des investissements.

DÉRIVÉS INCORPORÉS

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat hôte qui a pour effet de faire varier les flux de trésorerie du contrat hôte d'une manière similaire à un dérivé, sur la base d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, d'un cours de change, d'un indice sous-jacent ou d'une autre variable. Les dérivés incorporés sont traités comme des contrats séparés et sont comptabilisés à la juste valeur si leurs caractéristiques et leurs risques économiques ne sont pas étroitement liés aux risques et aux caractéristiques du contrat hôte, et si le contrat hôte n'est pas lui-même comptabilisé à la juste valeur par le biais des états des résultats. Les dérivés incorporés qui satisfont à la définition de contrats d'assurance sont évalués et comptabilisés comme des contrats d'assurance.

NOTE 2 Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables (suite)

FONDS PROPRES

Les actions privilégiées sont classées dans les fonds propres si elles ne sont pas remboursables ou si elles sont rachetables uniquement au gré de la Société et que les dividendes sont discrétionnaires. Les coûts directement imputables à l'émission de capital social sont portés en réduction des bénéfices non distribués, déduction faite de l'impôt sur le bénéfice.

Les réserves sont composées de la rémunération fondée sur des actions et des autres éléments de bénéfice global. La réserve au titre de la rémunération fondée sur des actions représente l'acquisition des droits liés aux options, moins les options exercées. Les autres éléments de bénéfice global représentent le total des profits et des pertes de change latents à la conversion des établissements à l'étranger, des écarts actuariels liés aux régimes de retraite, des profits et des pertes latents sur les placements disponibles à la vente, des profits et des pertes latents sur les couvertures de flux de trésorerie, l'écart de réévaluation lié au transfert aux immeubles de placement, ainsi que la quote-part des autres éléments de bénéfice global des entreprises contrôlées conjointement et des entreprises associées.

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent la proportion des fonds propres attribuable aux actionnaires minoritaires des filiales.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les options attribuées aux employés de la Société et de ses filiales sont évaluées à la juste valeur à la date de l'octroi. La charge de rémunération est comptabilisée dans les charges d'exploitation et frais administratifs dans les états des résultats sur la période d'acquisition des droits liés aux options attribuées, augmentant du même montant la réserve au titre de la rémunération fondée sur des actions. Lorsque les options sur actions sont exercées, le produit reçu et le montant enregistré dans la réserve au titre de la rémunération fondée sur des actions sont inclus dans le capital social de l'entité qui émet les actions correspondantes.

La Société et ses filiales comptabilisent un passif au titre des attributions réglées en trésorerie, y compris celles qui sont octroyées en vertu des régimes d'unités d'actions liées au rendement et des régimes d'unités d'actions différées. La charge de rémunération est comptabilisée dans les charges d'exploitation et frais administratifs dans les états des résultats, déduction faite des couvertures connexes, et un passif est comptabilisé dans les bilans sur la période d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière, les variations étant comptabilisées dans les charges d'exploitation et frais administratifs.

ÉCART DE CHANGE

Dans le cadre de leurs activités, la Société et ses filiales ont recours à diverses monnaies fonctionnelles. Les états financiers de la Société sont préparés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Société.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle des différentes entités au cours du change en vigueur aux dates de clôture en ce qui a trait aux éléments monétaires et au cours du change en vigueur à la date de transaction en ce qui concerne les éléments non monétaires. Les produits et les charges libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle des différentes entités selon une moyenne des cours quotidiens. Les profits et les pertes de change réalisés et latents sont inclus dans les produits de placement nets.

Conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger

Les établissements à l'étranger sont des filiales, des entreprises contrôlées conjointement, des entreprises associées ou des unités d'exploitation dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien. Les actifs et les passifs sont convertis en dollars canadiens au cours du change en vigueur aux dates de clôture, et tous les produits et toutes les charges sont convertis selon une moyenne des cours quotidiens. Les profits et les pertes de change latents liés aux investissements nets de la Société dans ses établissements à l'étranger sont présentés à titre de composantes des autres éléments de bénéfice global. Les profits et les pertes de change latents sont comptabilisés proportionnellement en résultat net lors de la cession d'un établissement à l'étranger.

BÉNÉFICE PAR ACTION PARTICIPANTE

Le bénéfice de base par action participante est déterminé en divisant le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions participantes par le nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action participante est déterminé de la même façon que le bénéfice de base par action participante, sauf que le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions participantes et le nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation sont ajustés pour inclure l'incidence dilutive potentielle des options sur actions en circulation octroyées par la Société et ses filiales, telle qu'elle est déterminée par la méthode du rachat d'actions.

CHIFFRES COMPARATIFS

En 2020, la Société a modifié la présentation de son information sectorielle pour refléter la réorganisation et la stratégie de la Société. Auparavant, les résultats de la Financière Power, y compris ses activités propres, étaient présentés séparément par la Société. Depuis la réorganisation, les activités propres de la Société et de la Financière Power sont gérées conjointement et sont présentées sur une base combinée au titre des activités propres. Les plateformes de placements dans des actifs alternatifs et autres sont présentées séparément, ce qui est conforme à la structure de gestion et de supervision. Les chiffres comparatifs ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à la présentation pour l'exercice considéré (note 33).

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2020, Lifeco a scindé les activités de son exploitation européenne en deux activités distinctes : Exploitation européenne et Solutions de gestion du capital et des risques. L'ajustement n'a eu aucune incidence sur le bénéfice net ni sur les flux de trésorerie de la Société, mais a entraîné des modifications des chiffres comparatifs (notes 12 et 22).

Au cours de l'exercice, la Société a reclassé certains chiffres comparatifs afin que les éléments présentés soient conformes à la présentation pour l'exercice considéré. Les débentures et autres instruments d'emprunt ont été ventilés dans les bilans pour faire une distinction entre ceux émis par la Société et ceux émis par les filiales et qui sont sans recours contre la Société. Les flux de trésorerie connexes compris dans les activités de financement ont aussi été ventilés dans les états des flux de trésorerie. Ces reclassements n'ont eu aucune incidence sur le total de l'actif, du passif, des fonds propres, du bénéfice net ni des flux de trésorerie de la Société.

NOTE 2 Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables (suite)

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société et ses filiales assurent un suivi continu des modifications éventuelles proposées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et analysent l'incidence que des modifications aux normes pourraient avoir sur leurs états financiers consolidés lorsqu'elles entreront en vigueur.

Norme	Sommaire des modifications futures
IFRS 17 – <i>Contrats d'assurance</i>	<p>En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17, <i>Contrats d'assurance</i>, qui remplacera IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i>. Le 26 juin 2019, l'IASB a publié un exposé-sondage au sujet des modifications ciblées d'IFRS 17, dont une proposition de report de la date d'entrée en vigueur de la norme. En juin 2020, l'IASB a finalisé les modifications à IFRS 17, confirmant notamment la date d'entrée en vigueur de la norme, soit le 1^{er} janvier 2023. De plus, l'IASB a confirmé le report de l'échéance de l'exemption visant les assureurs qui doivent appliquer IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>, au 1^{er} janvier 2023, afin que les dates d'entrée en vigueur d'IFRS 9 et d'IFRS 17 restent les mêmes.</p> <p>L'adoption d'IFRS 17 est une initiative importante pour Lifeco, qui s'appuie sur un cadre de gouvernance et un plan de projet formels et à laquelle sont dédiées des ressources considérables. Lifeco a constitué une équipe qui travaille sur la mise en œuvre, qui comprend la préparation des systèmes d'information financière et des processus de présentation de l'information en vertu d'IFRS 17, l'élaboration de politiques et la gestion de l'exploitation et du changement. Cette équipe surveille également les faits nouveaux provenant de l'IASB et de divers groupes sectoriels où Lifeco est représentée. Lifeco continue de progresser dans la mise en œuvre de son plan, les principales décisions relatives aux politiques étant bien avancées et l'implantation de la solution technologique a grandement progressé.</p> <p>IFRS 17 présente les exigences concernant la comptabilisation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir relativement aux contrats d'assurance qu'une société émet et aux contrats de réassurance qu'elle détient. IFRS 17 présente trois nouveaux modèles d'évaluation fondés sur la nature des contrats d'assurance: le modèle général d'évaluation, la méthode de la répartition des primes et la méthode des honoraires variables. Selon IFRS 17, en ce qui concerne le modèle général d'évaluation et la méthode des honoraires variables, les entités doivent évaluer, au bilan, les passifs relatifs aux contrats d'assurance selon le total:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) des flux de trésorerie d'exécution: les estimations courantes des montants qu'une société s'attend à recouvrer à l'égard des primes et à payer à l'égard des réclamations, des prestations et des charges, y compris un ajustement au titre du calendrier et du risque liés à ces montants; b) de la marge sur services contractuels: le bénéfice futur tiré de la couverture d'assurance. <p>En vertu d'IFRS 17, le taux d'actualisation utilisé pour refléter la valeur temps de l'argent dans les flux de trésorerie d'exécution doit être fondé sur les caractéristiques du passif. Il s'agit d'un changement important par rapport à IFRS 4 et à la MCAB, selon lesquelles le taux d'actualisation était basé sur les courbes de rendement des actifs connexes à ces passifs (se reporter aux principales méthodes comptables de la Société, à la note 2 des présents états financiers).</p> <p>Le bénéfice futur tiré de la couverture d'assurance (y compris les incidences des nouvelles affaires) est reflété dans la comptabilisation initiale des passifs relatifs aux contrats d'assurance, puis comptabilisé en résultat net au fil du temps, à mesure que les services d'assurance sont fournis. Selon IFRS 17, Lifeco doit également distinguer les groupes de contrats qui devraient générer un bénéfice des groupes de contrats qui devraient être déficitaires. Lifeco doit mettre à jour les flux de trésorerie d'exécution à chaque date de clôture, au moyen des estimations courantes du montant, du calendrier et de l'incertitude relative aux flux de trésorerie et aux taux d'actualisation. En raison des nouvelles méthodes d'évaluation prescrites par IFRS 17, Lifeco s'attend à une augmentation de ses passifs relatifs aux contrats d'assurance à l'adoption.</p> <p>IFRS 17 aura une incidence sur la façon dont Lifeco comptabilise ses contrats d'assurance et présente sa performance financière dans les états des résultats, en particulier le calendrier de comptabilisation du bénéfice pour les contrats d'assurance. L'adoption d'IFRS 17 aura aussi une incidence importante sur la manière dont les résultats liés aux contrats d'assurance sont présentés et publiés dans les états financiers, ainsi que sur les cadres réglementaires et fiscaux qui reposent sur des valeurs comptables calculées en vertu des normes IFRS. De plus, Lifeco surveille activement les incidences potentielles sur le capital réglementaire ainsi que sur les ratios et les informations à fournir connexes. Lifeco continue d'évaluer toutes ces incidences par l'intermédiaire de son plan de mise en œuvre mondial.</p>

NOTE 2 Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables (suite)

Norme	Sommaire des modifications futures
Incidence actuelle d'IFRS 9 – <i>Instruments financiers</i>	<p>En juillet 2014, l'IASB a publié une version définitive d'IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>, qui remplace IAS 39, <i>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation</i>. La norme apporte des modifications à la comptabilisation des instruments financiers à l'égard des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Classement et évaluation : cette phase nécessite que les actifs financiers soient classés soit au coût amorti, soit à la juste valeur, en fonction du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. ■ Méthode de dépréciation : cette phase remplace le modèle actuel fondé sur les pertes subies par un modèle fondé sur les pertes attendues pour déterminer la dépréciation des actifs financiers. ■ Comptabilité de couverture : cette phase remplace les exigences actuelles liées à la comptabilité de couverture fondées sur des règles décrites dans IAS 39 par des lignes directrices qui alignent plus étroitement la comptabilisation sur les activités de gestion des risques d'une entité. <p>En septembre 2016, l'IASB a publié une modification à IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i> (IFRS 4). La modification, intitulée <i>Application d'IFRS 9, Instruments financiers et d'IFRS 4, Contrats d'assurance</i>, propose deux options aux compagnies d'assurance admissibles pour atténuer la volatilité qui pourrait résulter de la mise en œuvre d'IFRS 9 avant l'entrée en vigueur de la nouvelle norme proposée sur les contrats d'assurance. Les deux options sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ <i>Approche du report</i> : permet de reporter la mise en œuvre d'IFRS 9 jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle norme sur les contrats d'assurance; ■ <i>Approche par superposition</i> : permet de comptabiliser la volatilité qui pourrait découler de l'application d'IFRS 9 dans les autres éléments du résultat global plutôt que dans le résultat net. <p>La Société est admissible à cette modification et elle applique l'approche du report afin de permettre l'adoption simultanée d'IFRS 9 et d'IFRS 17.</p> <p>Les informations fournies pour l'évaluation et le classement des placements de portefeuille de la Société incluent déjà en grande partie les informations qui sont requises en vertu d'IFRS 9. La Société et Lifeco continuent d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette norme de concert avec l'adoption d'IFRS 17.</p> <p>GBL (détenue par l'entremise de Parjointco), une entreprise contrôlée conjointement, n'est pas admissible à l'exemption et a adopté IFRS 9 le 1^{er} janvier 2018. Conformément à la modification apportée à IFRS 4 visant le report de l'adoption d'IFRS 9, la Société peut, sans toutefois y être tenue, conserver les méthodes comptables utilisées par une entreprise associée ou une entreprise contrôlée conjointement comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. La Société a décidé de continuer d'appliquer IAS 39 aux résultats de GBL.</p>
IAS 37 – <i>Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels</i>	<p>En mai 2020, l'IASB a publié des modifications à IAS 37, <i>Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels</i>. Ces modifications précisent les coûts à inclure pour déterminer si un contrat est déficitaire.</p> <p>Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, mais une application anticipée est permise. La Société et ses filiales évaluent actuellement l'incidence de l'adoption de ces modifications.</p>
IFRS 16 – <i>Contrats de location</i>	<p>En mai 2020, l'IASB a publié des modifications à IFRS 16, <i>Contrats de location</i>, qui permettent aux preneurs de bénéficier d'une exemption facultative de déterminer si un allègement de loyer lié à la COVID-19 constitue une modification du contrat de location.</p> <p>Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juin 2020, mais une application anticipée est permise. La Société et ses filiales ne s'attendent pas à ce que cette modification ait une incidence importante sur les états financiers.</p>
IFRS 9 – <i>Instruments financiers</i> ; IAS 39 – <i>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation</i> ; IFRS 7 – <i>Instruments financiers : Informations à fournir</i> ; IFRS 4 – <i>Contrats d'assurance</i> ; et IFRS 16 – <i>Contrats de location</i>	<p>En août 2020, l'IASB a publié la phase 2 de son projet sur la réforme des taux d'intérêt de référence, dans le cadre duquel des modifications à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 ont été publiées. Ces modifications prévoient une mesure d'allègement à l'égard de l'incidence des réévaluations sur les instruments financiers, ainsi que la cessation des relations de couverture découlant de la réforme d'un taux d'intérêt de référence, notamment son remplacement par un autre taux d'intérêt de référence.</p> <p>Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021, mais une application anticipée est permise. La Société et ses filiales surveillent le processus de réforme des taux d'intérêt de référence et ont mis en place un programme interne pour assurer la transition complète vers d'autres taux de référence d'ici la fin de 2021. La transition vers d'autres taux de référence ne devrait pas avoir d'incidence sur la stratégie de gestion des risques de la Société et de ses filiales. La Société et ses filiales ne s'attendent pas à ce que l'adoption de ces modifications ait une incidence importante sur les états financiers.</p>

NOTE 3 Acquisitions d'entreprises, cessions et autres transactions

LIFECO

Acquisition des activités liées aux services de retraite de MassMutual

Le 31 décembre 2020, Great-West Life & Annuity a complété l'achat, par l'intermédiaire d'une convention de réassurance, des activités liées aux services de retraite de la Massachusetts Mutual Life Insurance Company (MassMutual). Lifeco a pris la responsabilité des facteurs financiers et des risques liés aux activités réassurées.

Lifeco a payé à MassMutual une commission de réassurance de 2 937 M\$ (2 312 M\$ US), déduction faite des ajustements au fonds de roulement, et a financé la transaction au moyen de la trésorerie existante, de la dette à court terme et de titres d'emprunt à long terme de 1 973 M\$ (1 500 M\$ US) émis le 17 septembre 2020 (note 15). Les actifs acquis, les passifs repris et la commission de réassurance payée à la clôture de cette transaction sont assujettis à des ajustements ultérieurs. Le tableau suivant présente, au 31 décembre 2020, les montants initiaux attribués aux actifs acquis, au goodwill et aux passifs repris:

ACTIFS ACQUIS ET GOODWILL

Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 594
Obligations	12 006
Prêts hypothécaires	2 326
Fonds détenus par des assureurs cédants	9 928
Goodwill	2 827
Autres actifs	403
Actifs d'impôt différé	300
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	84 785
	115 169

PASSIFS REPRIS

Passifs relatifs aux contrats d'assurance	22 316
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	4 984
Autres passifs	147
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	84 785
	112 232

ACTIFS NETS ACQUIS

2 937

La comptabilisation de l'acquisition n'était pas encore complétée au 31 décembre 2020, car l'évaluation détaillée des actifs nets acquis était toujours en cours. Les états financiers au 31 décembre 2020 se fondent sur la meilleure estimation actuelle de Lifeco en ce qui concerne la répartition du prix d'achat. L'évaluation des actifs acquis et des passifs repris et la répartition du prix d'achat devraient être finalisées en 2021. Au 31 décembre 2020, les montants provisoires au titre des immobilisations incorporelles n'avaient pas été déterminés et évalués séparément parmi les actifs inclus dans la répartition du prix d'achat, car l'évaluation était toujours en cours.

Par conséquent, l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur des actifs nets acquis, qui représente un goodwill d'un montant de 2 827 M\$ (2 226 M\$ US) à la date d'acquisition, sera ajusté au cours des périodes ultérieures. Le goodwill représente les synergies ou les avantages économiques futurs découlant des autres actifs acquis qui ne sont pas identifiés individuellement et comptabilisés séparément dans l'acquisition des activités liées aux services de retraite de MassMutual. Ces synergies constituent des occasions intéressantes en matière de dépenses et de produits et devraient avoir une incidence favorable sur le bénéfice.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, Lifeco a engagé des coûts d'acquisition de 66 M\$ (51 M\$ US), lesquels sont inclus dans les charges d'exploitation et frais administratifs des états des résultats.

Puisque l'acquisition a eu lieu le 31 décembre 2020, les activités réassurées n'ont pas fourni d'apport au bénéfice de 2020.

Étant donné que le mode de présentation de l'information financière de MassMutual était différent de celui de Lifeco, les données complémentaires sur les produits et le bénéfice net pro forma de l'entité regroupée, établies comme si la date d'acquisition pour le regroupement d'entreprises avait été la date d'ouverture de la période de présentation de l'information financière annuelle, n'ont pas été incluses car il est impraticable de les fournir.

Acquisition de Personal Capital Corporation

Le 17 août 2020, Great-West Life & Annuity a complété l'acquisition de la totalité des fonds propres de Personal Capital, un gestionnaire de patrimoine hybride qui allie une expérience numérique à des conseils personnalisés fournis par des conseillers. Avant que l'acquisition ne soit complétée, IGM détenait une participation de 24,8 % dans Personal Capital (environ 21,7 % après dilution). La transaction découle d'un processus d'enchères mené par Personal Capital et les actionnaires autres qu'IGM.

La participation dans Personal Capital était auparavant comptabilisée par IGM selon la méthode de la mise en équivalence. Une fois cette transaction complétée, la Société a obtenu le contrôle de Personal Capital par l'intermédiaire de Lifeco, et un profit de 37 M\$ a été comptabilisé dans la quote-part du bénéfice des participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées, en raison de la réévaluation à la juste valeur de la participation précédente d'IGM dans Personal Capital à la date d'acquisition du contrôle (note 7).

NOTE 3 Acquisitions d'entreprises, cessions et autres transactions (suite)

Le tableau suivant présente, au 31 décembre 2020, les montants attribués aux actifs acquis, au goodwill et aux passifs repris le 17 août 2020 :

ACTIFS ACQUIS ET GOODWILL	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36
Goodwill	718
Immobilisations incorporelles	294
Actifs d'impôt différé	43
Autres actifs	40
	1 131
PASSIFS REPRIS ET CONTREPARTIE ÉVENTUELLE	
Autres passifs	33
Contrepartie éventuelle	26
	59
ACTIFS NETS ACQUIS	1 072

Au cours du quatrième trimestre de 2020, Lifeco a essentiellement finalisé son évaluation exhaustive de la juste valeur des actifs nets acquis auprès de Personal Capital et de la répartition du prix d'acquisition. Par conséquent, le goodwill initial de 954 M\$, comptabilisé à la suite de l'acquisition de Personal Capital le 17 août 2020 et présenté dans la note Acquisitions d'entreprises, cessions et autres transactions des états financiers consolidés intermédiaires non audités au 30 septembre 2020, a été ajusté au quatrième trimestre de 2020. Des ajustements ont été apportés aux montants provisoires présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités au 30 septembre 2020, principalement au titre de la comptabilisation et de l'évaluation des immobilisations incorporelles, de la contrepartie éventuelle et des ajustements des actifs d'impôt différé acquis.

Le tableau suivant présente la variation, du 30 septembre 2020 au 31 décembre 2020, de la valeur comptable du goodwill à l'acquisition.

Goodwill auparavant présenté au 30 septembre 2020	954
Comptabilisation et évaluation des immobilisations incorporelles	(294)
Comptabilisation et évaluation de la contrepartie éventuelle	26
Ajustement des actifs d'impôt différé et autres ajustements	32
Goodwill présenté au 31 décembre 2020	718

Le goodwill représente l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets et correspond aux synergies des avantages économiques futurs découlant des autres actifs acquis qui ne sont pas identifiés individuellement et comptabilisés séparément dans l'acquisition de Personal Capital. Le goodwill n'est pas déductible à des fins fiscales.

Les immobilisations incorporelles comprennent les immobilisations incorporelles liées aux contrats conclus avec les clients, la marque de commerce et les logiciels développés à l'interne.

La contrepartie d'achat a été ajustée, passant de 1 097 M\$ à 1 072 M\$ (soit de 825 M\$ US à 813 M\$ US). La valeur de 26 M\$ (20 M\$ US) de la contrepartie conditionnelle fondée sur une clause d'indexation représente la meilleure estimation de Lifeco, et ce montant pourrait augmenter pour atteindre jusqu'à 231 M\$ (175 M\$ US) si certains seuils liés à la croissance de l'actif géré définis dans la convention de fusion sont atteints. Cette contrepartie serait payable à la suite d'évaluations qui auront lieu d'ici au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2022. Les variations futures de la juste valeur de l'évaluation de la contrepartie conditionnelle conformément à la convention de fusion seront comptabilisées dans l'état des résultats.

Étant donné que les résultats de l'entité n'ont pas eu d'incidence importante sur les résultats de la Société, les données complémentaires sur les produits et le bénéfice net pro forma de l'entité regroupée, établies comme si la date d'acquisition pour le regroupement d'entreprises avait été la date d'ouverture de la période de présentation de l'information financière annuelle, n'ont pas été incluses.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, Lifeco a engagé des coûts de transaction de 29 M\$ (22 M\$ US), lesquels sont inclus dans les charges d'exploitation et frais administratifs des états des résultats.

Vente d'Irish Progressive Services International Limited

Le 4 août 2020, Irish Life a complété la vente d'Irish Progressive Services International Limited, une filiale en propriété exclusive de Lifeco dont l'activité principale est la prestation de services administratifs impartis à l'intention des compagnies d'assurance-vie, à un membre du groupe de sociétés FNZ. Lifeco a comptabilisé un profit net de 94 M\$ après impôt dans les états des résultats, incluant un profit à la réduction d'un régime de retraite et d'autres coûts de restructuration et de transaction. La valeur comptable et le bénéfice de cette activité ne sont pas significatifs pour la Société.

Entente de réassurance liée aux activités d'assurance-vie et de rentes individuelles aux États-Unis

Le 24 janvier 2019, Great-West Life & Annuity a annoncé qu'elle avait conclu une entente avec Protective Life Insurance Company (Protective Life) visant la vente, par l'intermédiaire d'une convention de réassurance à caractère indemnitaire, de presque toutes ses activités d'assurance-vie et de rentes individuelles aux États-Unis. La transaction a été complétée le 1^{er} juin 2019.

NOTE 3 Acquisitions d'entreprises, cessions et autres transactions (suite)

Les passifs transférés et la commission de réassurance reçue à la clôture de cette transaction étaient assujettis à des ajustements ultérieurs. En octobre 2019, Protective Life a fourni à Lifeco sa liste d'ajustements proposés relativement aux passifs transférés, à laquelle Lifeco s'est officiellement objectée en décembre 2019. En novembre 2020, les parties sont parvenues à une entente et ont réglé des ajustements en trésorerie, ce qui n'a pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société. Aucun autre ajustement n'est prévu.

LIFECO ET IGM**GLC Groupe de gestion d'actifs Ltée**

Le 31 décembre 2020, Mackenzie, une filiale d'IGM, a acquis la totalité des actions ordinaires de GLC Groupe de gestion d'actifs Ltée (GLC), pour une contrepartie en trésorerie de 185 M\$. GLC était une filiale en propriété exclusive de Lifeco offrant principalement des services de gestion de placements auprès de la Canada Vie.

Dans le cadre d'une transaction distincte, la Canada Vie a fait l'acquisition des contrats de gestion de fonds liés à la marque privée Gamme de fonds Quadrus auprès de Mackenzie pour une contrepartie en trésorerie de 30 M\$. Mackenzie était auparavant le gestionnaire et le fiduciaire de la Gamme de fonds Quadrus. À la suite de la vente, Mackenzie continue d'offrir des services de placement et d'administration à la Gamme de fonds Quadrus.

Il s'agit d'une transaction entre parties liées, et les conseils d'administration de Lifeco et d'IGM ont constitué des comités d'administrateurs indépendants afin d'évaluer, de réviser et d'étudier les modalités proposées de la transaction et de faire des recommandations à l'égard de la transaction à leur conseil d'administration respectif.

Puisque la Société consolidait précédemment GLC par l'intermédiaire de Lifeco, la transaction n'a pas eu d'incidence sur les états des résultats ni sur les bilans.

KOHO FINANCIAL INC.

Le 1^{er} décembre 2020, Koho, une plateforme numérique canadienne offrant aux clients une expérience qui diffère de celle proposée par les banques traditionnelles, a complété une ronde de financement, menée par Drive Capital, et a ainsi obtenu 50 M\$ de nouveaux capitaux. Portag3 II a participé à cette ronde et a investi un montant additionnel de 12 M\$. La participation indirecte détenue par la Société a diminué, passant de 54,4 % à 48,7 % le 1^{er} décembre 2020. Parallèlement, la convention d'actionnaires a été modifiée, et la Société a déterminé qu'elle n'avait plus le contrôle de Koho, mais qu'elle exerçait une influence notable sur celle-ci et qu'elle comptabiliserait désormais cette participation en tant que participation dans une entreprise associée. Par conséquent, au quatrième trimestre, la Société a décomptabilisé les actifs et les passifs de Koho dans ses états financiers et a comptabilisé un profit de 90 M\$, qui est inclus dans les produits de placement nets de l'état des résultats.

POTENTIA RENEWABLES INC.

Le 10 juin 2020, Potentia, une filiale indirecte en propriété exclusive de la Société, a acquis, auprès de Firelight Infrastructure Partners LP, une participation donnant le contrôle dans un portefeuille de projets d'énergie renouvelable en exploitation comprenant trois projets d'énergie solaire avec montage au sol en Ontario, d'une capacité totale de 43 mégawatts (MW), et quatre parcs éoliens en exploitation en Nouvelle-Écosse, d'une capacité totale de 24 MW.

Le tableau suivant présente, au 31 décembre 2020, les montants attribués aux actifs acquis et aux passifs repris le 10 juin 2020 :

ACTIFS ACQUIS	
Biens immobiliers occupés par leur propriétaire et immobilisations	85
Immobilisations incorporelles (conventions d'achat d'électricité)	150
Goodwill	11
Autres actifs	9
	255
PASSIFS REPRIS	
Autres instruments d'emprunt	145
Autres passifs	6
Passifs d'impôt différé	29
	180
ACTIFS NETS ACQUIS	75
CONTREPARTIE	
Trésorerie, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	63
Participations ne donnant pas le contrôle, à la juste valeur	12
	75

Au cours du quatrième trimestre de 2020, Potentia a complété l'évaluation exhaustive de la juste valeur des actifs nets acquis et de la répartition du prix d'acquisition. Des ajustements ont été apportés au montant provisoire présenté dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités au 30 septembre 2020, principalement au titre de l'évaluation des biens immobiliers occupés par leur propriétaire et immobilisations, des immobilisations incorporelles et de la comptabilisation des passifs d'impôt différé repris. Le goodwill représente l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net.

Étant donné que les résultats de l'entité n'ont pas eu d'incidence importante sur les résultats de la Société, les données complémentaires sur les produits et le bénéfice net pro forma de l'entité regroupée, établies comme si la date d'acquisition pour le regroupement d'entreprises avait été la date d'ouverture de la période de présentation de l'information financière annuelle, n'ont pas été incluses.

NOTE 3 Acquisitions d'entreprises, cessions et autres transactions (suite)**Acquisition d'actifs**

En 2019, Potentia a fait l'acquisition d'actifs de production d'énergies éolienne et solaire en Amérique du Nord.

Le tableau suivant présente les montants attribués aux actifs acquis et aux passifs repris dans le cadre de ces acquisitions :

ACTIFS ACQUIS	
Biens immobiliers occupés par leur propriétaire et immobilisations	208
Autres actifs	8
Immobilisations incorporelles	142
	358
PASSIFS REPRIS	
Autres instruments d'emprunt	153
Autres passifs	61
	214
ACTIFS NETS ACQUIS	144
CONTREPARTIE	
Trésorerie, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	123
Participations ne donnant pas le contrôle, à la juste valeur	21
	144

NAUTILUS SOLAR ENERGY, LLC

Le 30 juillet 2019, la Corporation Énergie Power, une filiale indirecte en propriété exclusive de la Société, a fait l'acquisition, pour une contrepartie en trésorerie de 25 M\$ US, d'une participation de 100 % dans Nautilus Solar Energy, LLC (Nautilus), une société qui se spécialise dans l'acquisition, le développement, le financement et la gestion de projets de distribution d'énergie solaire sur les marchés communautaires, municipaux ou de services publics, ainsi que sur les marchés commerciaux et industriels.

INTEGRAMED AMERICA, INC.

La Société, par l'intermédiaire de sa filiale en propriété exclusive Sagard Holdings Inc., détenait une participation de 91,6 % dans IntegraMed, une société fermée du domaine des soins de santé qui exploite un réseau de cliniques de fertilité en Amérique du Nord. Le 20 mai 2020, IntegraMed a entamé des procédures de restructuration et, par conséquent, la Société ne contrôle plus IntegraMed. Avec prise d'effet le 20 mai 2020, la Société a décomptabilisé les actifs et les passifs d'IntegraMed, ce qui a entraîné une reprise à la déconsolidation de 27 M\$ (19 M\$ US), qui a été incluse dans les produits de placement nets de l'état des résultats.

Le tableau suivant résume les actifs et les passifs décomptabilisés :

ACTIFS DÉCOMPTABILISÉS	
Trésorerie	22
Participations dans des entreprises associées	10
Biens immobiliers occupés par leur propriétaire et immobilisations	182
Autres actifs	59
Immobilisations incorporelles	95
	368
PASSIFS ET PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE DÉCOMPTABILISÉS	
Autres instruments d'emprunt	129
Autres passifs	271
Participations ne donnant pas le contrôle	(5)
	395
REPRISE À LA DÉCONSOLIDATION	27

PARTENARIAT POWER SUSTAINABLE EN INFRASTRUCTURE ÉNERGÉTIQUE**Événement postérieur à la date de clôture**

En janvier 2021, Power Sustainable, une filiale en propriété exclusive de la Société, a lancé le Partenariat Power Sustainable en infrastructure énergétique, un fonds destiné au secteur de l'énergie renouvelable dont le capital engagé initial s'élève à 1 G\$, incluant des engagements de 400 M\$ de Power Sustainable et de 150 M\$ de Lifeco. Certains actifs en exploitation existants et projets en cours d'aménagement de Potentia et de Nautilus ont été transférés au partenariat à la clôture en échange d'une contrepartie en trésorerie et en parts de ce fonds.

NOTE 4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

31 décembre	2020	2019
Trésorerie	4 033	3 643
Équivalents de trésorerie	6 007	3 162
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 040	6 805

Au 31 décembre 2020, un montant en trésorerie de 562 M\$ était soumis à restrictions relativement à son utilisation par les filiales (591 M\$ au 31 décembre 2019). Il s'agissait essentiellement de trésorerie détenue en fiducie aux fins d'ententes de réassurance ou auprès d'organismes de réglementation, en vertu de certaines ententes d'indemnité ou en mains tierces.

NOTE 5 Placements**VALEURS COMPTABLES ET JUSTES VALEURS**

Les valeurs comptables et les justes valeurs estimatives des placements sont les suivantes :

	2020		2019	
31 décembre	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Obligations				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ^[1]	100 729	100 729	84 128	84 128
Classées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ^[1]	2 053	2 053	1 717	1 717
Disponibles à la vente	11 897	11 897	12 028	12 028
Prêts et créances	23 348	26 545	17 372	19 344
	138 027	141 224	115 245	117 217
Prêts hypothécaires et autres prêts				
Prêts et créances	32 546	34 607	30 461	31 420
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ^[1]	2 092	2 092	1 314	1 314
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ^[1]	3	3	-	-
	34 641	36 702	31 775	32 734
Actions				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ^[1]	10 498	10 498	9 752	9 752
Classées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ^[1]	199	199	173	173
Disponibles à la vente ^[2]	1 963	1 963	1 624	1 624
	12 660	12 660	11 549	11 549
Immeubles de placement	6 270	6 270	5 887	5 887
Avances consenties aux titulaires de polices	8 387	8 387	8 601	8 601
	199 985	205 243	173 057	175 988

[1] Un actif financier est désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de la comptabilisation initiale s'il élimine ou réduit considérablement une non-concordance comptable ou s'il est géré et que sa performance est évaluée sur la base de la juste valeur. En ce qui a trait à Lifeco, la variation de la juste valeur des actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net est généralement compensée par la variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance, car l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance est déterminée en fonction des actifs qui couvrent les passifs.

Un actif financier est classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de la comptabilisation initiale s'il fait partie d'un portefeuille dont les titres sont négociés activement dans le but de générer des produits de placement.

[2] La juste valeur de certaines actions disponibles à la vente ne peut pas être évaluée de manière fiable. Par conséquent, ces placements sont comptabilisés au coût.

NOTE 5 Placements (suite)**OBLIGATIONS ET PRÊTS HYPOTHÉCAIRES ET AUTRES PRÊTS**

Les tableaux suivants présentent la valeur comptable des obligations et des prêts hypothécaires et autres prêts courants et non courants:

31 décembre 2020	Valeur comptable			
	Durée jusqu'à l'échéance			Total
	1 an ou moins	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Obligations	11 188	28 359	98 445	137 992
Prêts hypothécaires et autres prêts	3 224	14 778	16 611	34 613
	14 412	43 137	115 056	172 605

31 décembre 2019	Valeur comptable			
	Durée jusqu'à l'échéance			Total
	1 an ou moins	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Obligations	12 351	26 098	76 759	115 208
Prêts hypothécaires et autres prêts	2 452	14 124	15 168	31 744
	14 803	40 222	91 927	146 952

Les tableaux ci-dessus excluent la valeur comptable des obligations et des prêts hypothécaires et autres prêts dépréciés, car le moment précis de la recouvrabilité est incertain. Les prêts hypothécaires et autres prêts comprennent les prêts hypothécaires rechargeables, lesquels n'ont pas de date de rachat fixe. Par conséquent, l'échéance des titres qui composent le portefeuille a été estimée en fonction de l'expérience antérieure au chapitre des rachats.

PLACEMENTS DÉPRÉCIÉS ET CORRECTIONS DE VALEUR POUR PERTES DE CRÉDIT

Les valeurs comptables des placements dépréciés s'établissent comme suit:

31 décembre	2020	2019
Montants dépréciés par catégorie		
À la juste valeur par le biais du résultat net	20	21
Disponibles à la vente	89	21
Prêts et créances	28	31
Total	137	73

La valeur comptable des placements dépréciés tient compte des obligations, des prêts hypothécaires et autres prêts et des actions. La valeur comptable des prêts et créances est présentée déduction faite de corrections de valeur pour pertes de crédit de 62 M\$ au 31 décembre 2020 (53 M\$ au 31 décembre 2019). La correction de valeur pour pertes de crédit est complétée par la correction de valeur pour pertes de crédit futures comprise dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance.

PRODUITS DE PLACEMENT NETS

Exercice clos le 31 décembre 2020	Obligations	Prêts hypothécaires et autres prêts	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers						
Produits de placement gagnés	3 598	986	365	397	565	5 911
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	146	–	186	–	–	332
Autres classements	33	57	86	–	–	176
Dotation à la correction de valeur pour pertes de crédit sur les prêts et créances, montant net	–	(16)	–	–	–	(16)
Autres produits (charges)	–	6	(2)	(127)	74	(49)
	3 777	1 033	635	270	639	6 354
Variation de la juste valeur par le biais du résultat net	5 232	167	160	(74)	307	5 792
Produits de placement nets	9 009	1 200	795	196	946	12 146

NOTE 5 Placements (suite)

Exercice clos le 31 décembre 2019	Obligations	Prêts hypothécaires et autres prêts	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers						
Produits de placement gagnés	3 971	992	314	374	548	6 199
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	57	-	168	-	-	225
Autres classements ^[1]	164	175	-	-	-	339
Dotation à la correction de valeur pour pertes de crédit sur les prêts et créances, montant net	-	(50)	-	-	-	(50)
Autres produits (charges)	-	6	20	(117)	(167)	(258)
	4 192	1 123	502	257	381	6 455
Variation de la juste valeur par le biais du résultat net	5 785	107	1 446	37	(388)	6 987
Produits de placement nets	9 977	1 230	1 948	294	(7)	13 442

[1] Comprend les profits réalisés sur les actifs investis qui ont été transférés à la suite de la transaction avec Protective Life visant les activités de réassurance.

Les produits de placement nets comprennent les produits tirés des placements qui sont classés comme étant disponibles à la vente ou comme des prêts et créances, dans chaque cas déduction faite des charges pour perte de valeur, et des placements qui sont classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ainsi que les profits réalisés à la déconsolidation de filiales. Les produits de placement tirés des obligations et des prêts hypothécaires et autres prêts comprennent les produits d'intérêts ainsi que l'amortissement des primes et de l'escompte. Les produits tirés des actions comprennent les dividendes et les distributions des fonds d'investissement. Les produits tirés des immeubles de placement comprennent les produits locatifs gagnés sur ces immeubles, les loyers fonciers gagnés sur les terrains loués et sous-loués, le recouvrement des frais, les produits au titre de la résiliation de baux ainsi que les intérêts et les autres produits de placement réalisés sur les immeubles de placement. Les autres produits comprennent les produits tirés des avances consenties aux titulaires de polices, les profits et les pertes de change, les produits gagnés sur les instruments financiers dérivés, ainsi que les autres produits divers.

ACTIFS FINANCIERS TRANSFÉRÉS

Lifeco effectue des prêts de titres pour générer des produits supplémentaires. Les dépositaires de titres de Lifeco agissent comme agents de prêt. Une garantie, d'une valeur supérieure à la juste valeur des titres prêtés, est versée par l'emprunteur à l'agent de prêt de Lifeco et est conservée par cet agent jusqu'à ce que les titres sous-jacents lui aient été rendus. L'agent de prêt fait un suivi quotidien de la juste valeur des titres prêtés et il exige une garantie supplémentaire ou rembourse une partie de la garantie donnée à mesure que la juste valeur desdits titres fluctue. Au 31 décembre 2020, la garantie versée à l'agent de prêt de Lifeco comprenait un montant en trésorerie de 267 M\$ (398 M\$ au 31 décembre 2019). De plus, l'agent de prêt indemnise Lifeco contre le risque lié à l'emprunteur, ce qui signifie que l'agent de prêt consent, en vertu de dispositions contractuelles, à remplacer les titres qui n'ont pas été rendus en raison d'un défaut de paiement de l'emprunteur. Au 31 décembre 2020, la juste valeur des titres que Lifeco avait prêtés (qui sont inclus dans les placements) s'établissait à 8 921 M\$ (7 023 M\$ au 31 décembre 2019).

NOTE 6 Fonds détenus par des assureurs cédants

Au 31 décembre 2020, les dépôts de Lifeco au titre des fonds détenus par des assureurs cédants figurant aux bilans se chiffraient à 18 383 M\$ (8 714 M\$ au 31 décembre 2019). Les produits et les charges résultant de ces ententes sont inclus dans les produits de placement nets dans les états des résultats.

Dans le cadre de l'acquisition de MassMutual (note 3), Great-West Life & Annuity a pris en charge, par l'intermédiaire d'une convention de réassurance à caractère indemnitaire, un bloc de contrats de service liés à des régimes de retraite qui étaient assujettis à une convention de réassurance antérieure détenue par MassMutual. En vertu de cette convention, Great-West Life & Annuity est tenue de déposer des montants en fiducie auprès de MassMutual, et Great-West Life & Annuity conserve le risque de crédit lié au portefeuille d'actifs compris dans les montants déposés.

NOTE 6 Fonds détenus par des assureurs cédants (suite)

Le tableau suivant présente les détails des fonds déposés aux termes de certaines ententes pour lesquelles Lifeco est exposée au risque de crédit:

VALEURS COMPTABLES ET JUSTES VALEURS ESTIMATIVES

	2020		2019	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
31 décembre				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	245	245	216	216
Obligations	15 365	15 365	6 445	6 445
Prêts hypothécaires	578	578	-	-
Autres actifs	137	137	80	80
	16 325	16 325	6 741	6 741
Éléments couverts:				
Passifs de réassurance	16 094	16 094	6 537	6 537
Surplus	231	231	204	204
	16 325	16 325	6 741	6 741

QUALITÉ DE L'ACTIF

Le tableau suivant présente, par notation de crédit, la valeur comptable du portefeuille d'obligations:

	2020	2019
31 décembre		
AAA	1 508	601
AA	3 848	2 670
A	5 597	2 264
BBB	4 165	822
BB ou inférieure	247	88
Total des obligations	15 365	6 445

NOTE 7 Participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées

Les tableaux suivants présentent les valeurs comptables des participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées:

	Entreprises contrôlées conjointement		Entreprises associées				Total
	Parjointco	Autres	Northleaf	China AMC	Personal Capital	Autres ^[1]	
31 décembre 2020							
Valeur comptable au début de l'exercice	3 954	224	-	1 321	194	200	5 893
Acquisition	-	3	247	-	-	130	380
Placements	-	14	-	-	-	44	58
Cession	-	(16)	-	-	-	(13)	(29)
Décomptabilisation [note 3]	-	-	-	-	-	(10)	(10)
Quote-part du bénéfice (de la perte)	27	57	1	84	32	(31)	170
Quote-part des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	320	(4)	-	59	7	3	385
Dividendes et distributions	(88)	(6)	-	(28)	-	(2)	(124)
Incidences des variations des participations et autres	3	-	-	-	(233)	36	(194)
Valeur comptable à la fin de l'exercice	4 216	272	248	1 436	-	357	6 529

[1] Le 1^{er} décembre 2020, la Société a déterminé qu'elle n'avait plus le contrôle de Koho, mais qu'elle exerçait une influence notable et comptabiliserait désormais sa participation comme une entreprise associée (note 3).

NOTE 7 Participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées (suite)

31 décembre 2019	Entreprises contrôlées conjointement		Entreprises associées			Total
	Parjointco	Autres	China AMC	Personal Capital	Autres	
Valeur comptable au début de l'exercice	3 291	262	1 362	–	172	5 087
Acquisition	–	–	–	217	–	217
Placements	–	6	–	–	57	63
Quote-part du bénéfice (de la perte)	193	(3)	60	(17)	(21)	212
Quote-part des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	545	(8)	(81)	(6)	(8)	442
Dividendes et distributions	(80)	(31)	(20)	–	–	(131)
Incidences des variations des participations et autres	5	(2)	–	–	–	3
Valeur comptable à la fin de l'exercice	3 954	224	1 321	194	200	5 893

PARJOINTCO

Le 11 mars 2020, Parjointco et Pargesa ont annoncé une entente visant une opération de simplification de la structure du groupe. Parjointco a lancé une offre d'échange publique visant la totalité des actions de Pargesa dont Parjointco n'était pas déjà propriétaire et aux termes de laquelle les actionnaires de Pargesa ont reçu 0,93 action de GBL pour chaque action au porteur de Pargesa qu'ils détenaient. Après l'opération, Pargesa a été radiée de la cote de la Bourse de la Suisse. Une fois l'opération finalisée, Parjointco a maintenu environ le même intérêt économique dans GBL, soit 28 %. Lors de l'assemblée extraordinaire des actionnaires de GBL du 28 avril 2020, les actionnaires de GBL ont approuvé la mise en œuvre de droits de vote doubles, qui était une des conditions de l'opération. Par conséquent, Parjointco a conservé le contrôle de fait de GBL.

Une fois l'offre d'échange publique de Parjointco réussie, le 30 juillet 2020, le conseil d'administration de Pargesa a approuvé la fusion de Pargesa et de Parjointco Switzerland, une filiale en propriété exclusive de Parjointco. Dans le cadre de la fusion, les actionnaires restants de Pargesa ont reçu une compensation d'une valeur à peu près équivalente au ratio d'échange offert par Parjointco durant l'offre d'échange, selon les modalités décrites dans l'accord de fusion. La fusion a été approuvée par les actionnaires de Pargesa lors d'une assemblée extraordinaire tenue le 4 septembre 2020 et a été finalisée le 20 novembre 2020.

La participation de Parjointco dans Pargesa a augmenté, passant de 55,5 % (75,4 % des droits de vote) au 31 décembre 2019 à 100 % (100 % des droits de vote) au 31 décembre 2020. La participation de Pargesa dans GBL a quant à elle diminué, passant de 50,0 % au 31 décembre 2019 à 28,2 % (43,2 % des droits de vote) au 31 décembre 2020. L'opération a entraîné une augmentation de 19 M\$ des bénéfices non distribués au 31 décembre 2020. La quote-part revenant à la Société des coûts de transaction connexes de 23 M\$ a été comptabilisée dans les bénéfices non distribués des états des variations des fonds propres.

Au 31 décembre 2020, la valeur de l'actif net de la participation indirecte de la Société dans GBL s'établissait à environ 4 451 M\$, tandis que la valeur comptable de sa participation indirecte dans GBL s'établissait à 4 216 M\$. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, les produits de GBL se sont chiffrés à 6 229 M€ (9 259 M\$ CA) (5 546 M€, ou 8 239 M\$ CA, pour l'exercice clos le 31 décembre 2019) et le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de GBL a atteint 391 M€ (598 M\$ CA) (705 M€, ou 1 047 M\$ CA, pour l'exercice clos le 31 décembre 2019). Les résultats présentés par GBL sont conformes à IFRS 9. La quote-part revenant à la Société du bénéfice de Parjointco comprend un ajustement se rapportant au bénéfice de GBL, conformément à IAS 39. D'autres informations financières sur GBL peuvent être obtenues dans les documents d'information qu'elle publie.

CHINA AMC

Au 31 décembre 2020, Power Corporation et la Financière IGM détenaient chacune une participation de 13,9 % dans China AMC (même participation qu'au 31 décembre 2019). China AMC est une société de gestion d'actifs située à Beijing, en Chine. La Société et IGM comptabilisent leur participation respective dans China AMC comme une participation dans une entreprise associée selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau suivant présente l'information financière résumée de China AMC :

[en millions]	2020		2019	
	Dollars canadiens	Renminbi chinois	Dollars canadiens	Renminbi chinois
Bilan aux 31 décembre ⁽¹⁾				
Actif	2 672	13 695	2 171	11 645
Passif	720	3 688	504	2 701
Bénéfice global pour les exercices clos les 31 décembre				
Produits	1 078	5 539	763	3 977
Bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	311	1 598	230	1 201
Total du bénéfice global	300	1 542	234	1 219

[1] Excluant les ajustements de la juste valeur effectués au moment de l'acquisition, d'un montant de 3 248 M\$ (16 380 millions RMB¥).

NOTE 7 Participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées (suite)**NORTHLEAF CAPITAL GROUP LTD.**

Le 29 octobre 2020, Mackenzie, une filiale d'IGM, et Lifeco ont acquis une participation avec droit de vote ne donnant pas le contrôle de 49,9 % et une participation économique de 70 % dans Northleaf Capital Group Ltd. (Northleaf), un gestionnaire de fonds d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privés et d'infrastructures à l'échelle mondiale, au moyen d'un véhicule d'acquisition détenu à 80 % par Mackenzie et à 20 % par Lifeco. La participation a été acquise pour une contrepartie en trésorerie de 247 M\$, incluant des coûts de transaction de 6 M\$, et une contrepartie additionnelle pouvant aller jusqu'à 245 M\$ au terme d'une période de cinq ans si l'entreprise enregistre une croissance exceptionnelle en ce qui a trait à certaines mesures de performance au cours de cette période. Toute contrepartie additionnelle sera comptabilisée à titre de charge sur la période de cinq ans, en fonction de la juste valeur du paiement prévu, laquelle sera réévaluée à chaque date de clôture. Dans environ cinq ans et au cours des périodes suivantes, Mackenzie et Lifeco auront l'obligation et le droit d'acheter la participation économique et les droits de vote restants dans Northleaf. Dans le cadre de la transaction, Lifeco et IGM se sont engagées conjointement à effectuer des investissements minimaux dans les gammes de produits de Northleaf jusqu'en 2022. La participation dans Northleaf est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque Mackenzie et Lifeco exercent une influence notable, par l'entremise du véhicule d'acquisition.

Cette influence notable résulte d'une représentation au sein du conseil d'administration, de la participation au processus d'élaboration de politiques et d'initiatives stratégiques communes.

Le bénéfice net de Northleaf ne devrait pas avoir une incidence importante sur les résultats de la Société.

PERSONAL CAPITAL

Le 17 août 2020, Great-West Life & Annuity a acquis la totalité des fonds propres de Personal Capital. Une fois cette transaction complétée, la Société a obtenu le contrôle de Personal Capital par l'intermédiaire de Lifeco et est maintenant tenue de consolider Personal Capital (note 3).

LA COMPAGNIE ÉLECTRIQUE LION

Au 31 décembre 2020, par l'intermédiaire de sa filiale en propriété exclusive Énergie Power, la Société détenait une participation de 44,1 % (soit la même participation qu'au 31 décembre 2019), de même que certains droits d'achat visant l'acquisition d'actions supplémentaires auprès de certains actionnaires actuels, dans La Compagnie électrique Lion (Lion), un fabricant novateur de véhicules sans émission. La juste valeur des droits d'achat, qui a été estimée à 102 M\$ au 31 décembre 2020 (nil au 31 décembre 2019), a été incluse au titre des actifs financiers dérivés dans les bilans, et un profit équivalent a été comptabilisé dans les produits de placement nets des états des résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

NOTE 8 Biens immobiliers occupés par leur propriétaire et immobilisations

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur comptable des biens immobiliers occupés par leur propriétaire et des immobilisations ainsi que leur variation respective:

	Actifs au titre de droits d'utilisation ^[1]	Biens immobiliers occupés par leur propriétaire	Immobilisations		Total
			Actifs de production d'énergie	Autres	
31 décembre 2020					
Coût au début de l'exercice	1 046	1 030	718	2 012	4 806
Acquisitions d'entreprises [note 3]	1	-	84	-	85
Acquisitions	100	44	397	131	672
Modifications	(9)	-	-	-	(9)
Cessions/mises hors service	-	(2)	(5)	(51)	(58)
Décomptabilisation	(176)	-	-	(132)	(308)
Transferts aux immeubles de placement ^[2]	-	(17)	-	-	(17)
Fluctuations des taux de change et autres	3	4	(61)	(9)	(63)
Coût à la fin de l'exercice	965	1 059	1 133	1 951	5 108
Amortissement cumulé au début de l'exercice	(137)	(202)	(96)	(1 308)	(1 743)
Amortissement et perte de valeur	(122)	(19)	(36)	(166)	(343)
Cessions/mises hors service	-	2	2	46	50
Décomptabilisation	39	-	-	82	121
Fluctuations des taux de change et autres	5	1	1	17	24
Amortissement cumulé à la fin de l'exercice	(215)	(218)	(129)	(1 329)	(1 891)
Valeur comptable à la fin de l'exercice	750	841	1 004	622	3 217

[1] Les actifs au titre de droits d'utilisation comprennent les immeubles loués et les immobilisations louées.

[2] En raison de la vente d'Irish Progressive Services International Limited, un bien immobilier d'une valeur comptable de 17 M\$, qui était auparavant classé dans les biens immobiliers occupés par leur propriétaire, a été transféré aux immeubles de placement.

NOTE 8 Biens immobiliers occupés par leur propriétaire et immobilisations (suite)

	Actifs au titre de droits d'utilisation ^[1]	Biens immobiliers occupés par leur propriétaire	Immobilisations		Total
			Actifs de production d'énergie	Autres	
31 décembre 2019					
Coût au début de l'exercice	854	1 023	386	1 919	4 182
Acquisitions d'entreprises et acquisition d'actifs	60	-	168	-	228
Acquisitions	141	37	158	159	495
Modifications	(21)	-	-	-	(21)
Cessions/mises hors service	-	(10)	(1)	(31)	(42)
Fluctuations des taux de change et autres	12	(20)	7	(35)	(36)
Coût à la fin de l'exercice	1 046	1 030	718	2 012	4 806
Amortissement cumulé au début de l'exercice	-	(187)	(72)	(1 202)	(1 461)
Amortissement et perte de valeur	(132)	(16)	(24)	(140)	(312)
Cessions/mises hors service	-	-	-	12	12
Fluctuations des taux de change et autres	(5)	1	-	22	18
Amortissement cumulé à la fin de l'exercice	(137)	(202)	(96)	(1 308)	(1 743)
Valeur comptable à la fin de l'exercice	909	828	622	704	3 063

[1] Les actifs au titre de droits d'utilisation comprennent les immeubles loués et les immobilisations louées.

Le tableau suivant présente la valeur comptable des biens immobiliers occupés par leur propriétaire et des immobilisations par région géographique :

31 décembre	2020	2019
Canada	1 993	1 811
États-Unis	940	966
Europe	284	286
	3 217	3 063

NOTE 9 Autres actifs

31 décembre	2020	2019
Primes en voie de recouvrement, débiteurs et intérêts à recevoir	6 711	6 355
Fonds de clients déposés	2 280	892
Coûts d'acquisition différés et commissions de vente différées	853	750
Prestations de retraite [note 25]	240	231
Impôt sur le bénéfice à recevoir	177	248
Actifs du compte de négociation	713	1 092
Créances liées à des contrats de location-financement	404	405
Charges payées d'avance	189	195
Autres	933	378
	12 500	10 546

Les autres actifs d'un montant total de 10 897 M\$ au 31 décembre 2020 (8 998 M\$ au 31 décembre 2019) devraient être réalisés au cours des 12 prochains mois. Ce montant ne comprend pas les coûts d'acquisition différés et les commissions de vente différées, dont les variations sont présentées ci-après.

NOTE 9 Autres actifs (suite)**COÛTS D'ACQUISITION DIFFÉRÉS ET COMMISSIONS DE VENTE DIFFÉRÉES**

Le tableau suivant présente les variations de la valeur comptable des coûts d'acquisition différés et des commissions de vente différées:

31 décembre	2020	2019
Solde au début de l'exercice	750	705
Acquisitions	211	189
Cessions	(41)	(36)
Amortissement	(93)	(75)
Fluctuations des taux de change et autres	26	(33)
Solde à la fin de l'exercice	853	750

NOTE 10 Goodwill et immobilisations incorporelles**GOODWILL**

La valeur comptable du goodwill et la variation de cette valeur s'établissent comme suit:

	2020			2019		
31 décembre	Coût	Cumul des pertes de valeur	Valeur comptable	Coût	Cumul des pertes de valeur	Valeur comptable
Solde au début de l'exercice	11 645	(1 321)	10 324	11 730	(1 307)	10 423
Acquisitions d'entreprises [note 3]	3 646	-	3 646	46	-	46
Perte de valeur ^{[1][2]}	-	-	-	-	(66)	(66)
Décomptabilisation [note 3]	(133)	133	-	-	-	-
Fluctuations des taux de change et autres	(34)	27	(7)	(131)	52	(79)
Solde à la fin de l'exercice	15 124	(1 161)	13 963	11 645	(1 321)	10 324

[1] En 2019, une tranche de 19 M\$ du goodwill de l'unité génératrice de trésorerie Services financiers de Lifeco a subi une perte de valeur à la suite de la transaction de réassurance conclue avec Protective Life.

[2] En 2019, IntegraMed a effectué un test de dépréciation du goodwill et a déterminé que la valeur comptable de son unité génératrice de trésorerie était plus élevée que la valeur recouvrable, ce qui s'est traduit par la comptabilisation, par IntegraMed, dans les charges d'exploitation et frais administratifs, d'une charge pour perte de valeur de 47 M\$.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur comptable des immobilisations incorporelles et la variation de cette valeur se présentent comme suit:

Immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée

31 décembre 2020	Marques, marques de commerce et appellations commerciales	Immobilisations liées aux contrats avec les clients	Contrats de gestion de fonds communs de placement	Tranche revenant aux actionnaires du profit futur lié au compte de participation acquis	Total
Coût au début de l'exercice	1 297	2 562	741	354	4 954
Acquisitions	92	30	-	-	122
Fluctuations des taux de change et autres	(2)	(50)	-	-	(52)
Coût à la fin de l'exercice	1 387	2 542	741	354	5 024
Cumul des pertes de valeur au début de l'exercice	(133)	(1 051)	-	-	(1 184)
Fluctuations des taux de change et autres	-	23	-	-	23
Cumul des pertes de valeur à la fin de l'exercice	(133)	(1 028)	-	-	(1 161)
Valeur comptable à la fin de l'exercice	1 254	1 514	741	354	3 863

NOTE 10 Goodwill et immobilisations incorporelles (suite)

	Marques, marques de commerce et appellations commerciales	Immobilisations liées aux contrats avec les clients	Contrats de gestion de fonds communs de placement	Tranche revenant aux actionnaires du profit futur lié au compte de participation acquis	Total
31 décembre 2019					
Coût au début de l'exercice	1 330	2 665	741	354	5 090
Acquisitions	1	-	-	-	1
Fluctuations des taux de change et autres	(34)	(103)	-	-	(137)
Coût à la fin de l'exercice	1 297	2 562	741	354	4 954
Cumul des pertes de valeur au début de l'exercice	(140)	(1 101)	-	-	(1 241)
Fluctuations des taux de change et autres	7	50	-	-	57
Cumul des pertes de valeur à la fin de l'exercice	(133)	(1 051)	-	-	(1 184)
Valeur comptable à la fin de l'exercice	1 164	1 511	741	354	3 770

Immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée

	Technologie et logiciels	Immobilisations liées aux contrats avec les clients	Conventions d'achat d'électricité	Autres	Total
31 décembre 2020					
Coût au début de l'exercice	2 200	1 210	344	553	4 307
Acquisitions	386	189	167	32	774
Cessions	(42)	-	-	(3)	(45)
Décomptabilisation [note 3]	(41)	-	-	(129)	(170)
Fluctuations des taux de change et autres	(3)	2	-	11	10
Coût à la fin de l'exercice	2 500	1 401	511	464	4 876
Amortissement cumulé au début de l'exercice	(1 305)	(665)	(50)	(214)	(2 234)
Amortissement et perte de valeur	(208)	(70)	(23)	(31)	(332)
Cessions	35	-	-	2	37
Décomptabilisation [note 3]	23	-	-	52	75
Fluctuations des taux de change et autres	4	(3)	-	(7)	(6)
Amortissement cumulé à la fin de l'exercice	(1 451)	(738)	(73)	(198)	(2 460)
Valeur comptable à la fin de l'exercice	1 049	663	438	266	2 416

	Technologie et logiciels	Immobilisations liées aux contrats avec les clients	Conventions d'achat d'électricité	Autres	Total
31 décembre 2019					
Coût au début de l'exercice	1 983	1 226	180	539	3 928
Acquisitions	298	13	165	37	513
Cessions	(25)	-	-	(3)	(28)
Fluctuations des taux de change et autres	(56)	(29)	(1)	(20)	(106)
Coût à la fin de l'exercice	2 200	1 210	344	553	4 307
Amortissement cumulé au début de l'exercice	(1 152)	(603)	(39)	(196)	(1 990)
Amortissement	(199)	(74)	(11)	(25)	(309)
Cessions	5	-	-	2	7
Fluctuations des taux de change et autres	41	12	-	5	58
Amortissement cumulé à la fin de l'exercice	(1 305)	(665)	(50)	(214)	(2 234)
Valeur comptable à la fin de l'exercice	895	545	294	339	2 073

NOTE 10 Goodwill et immobilisations incorporelles (suite)**RÉPARTITION ENTRE LES UNITÉS GÉNÉRATRICES DE TRÉSORERIE**

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont été répartis de la manière suivante entre les unités génératrices de trésorerie:

31 décembre	2020			2019		
	Goodwill	Immobilisations incorporelles	Total	Goodwill	Immobilisations incorporelles	Total
LIFECO						
Canada						
Client collectif	1 615	354	1 969	1 632	354	1 986
Client individuel	2 799	649	3 448	2 808	619	3 427
Europe	2 458	233	2 691	2 345	223	2 568
États-Unis						
Services financiers	3 694	89	3 783	180	–	180
Gestion d'actifs	–	1 473	1 473	–	1 508	1 508
IGM ^[1]						
Gestion de patrimoine	1 586	23	1 609	1 586	23	1 609
Gestion d'actifs	1 275	1 003	2 278	1 251	1 003	2 254
AUTRES	536	39	575	522	40	562
	13 963	3 863	17 826	10 324	3 770	14 094

[1] En 2020, IGM a restructuré ses unités génératrices de trésorerie, et l'unité génératrice de trésorerie Activités propres a été incluse dans l'unité génératrice de trésorerie Gestion de patrimoine. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin qu'ils soient conformes à la présentation pour l'exercice considéré.

VALEUR RECOUVRABLE**Lifeco**

Pour les besoins du test de dépréciation annuel, Lifeco affecte le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée à ses unités génératrices de trésorerie. Les pertes de valeur potentielles au titre du goodwill ou des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont établies en comparant la valeur recouvrable avec la valeur comptable.

La juste valeur est évaluée initialement en fonction des multiples de valorisation d'institutions financières comparables négociées en bourse et de transactions d'acquisitions d'entreprises précédentes. Ces multiples de valorisation peuvent inclure des mesures utilisées par les compagnies d'assurance-vie et les gestionnaires d'actifs, telles que le ratio cours/bénéfice ou le ratio cours/valeur comptable. Cette évaluation pourrait tenir compte de diverses considérations pertinentes, notamment la croissance attendue, le risque et la conjoncture des marchés financiers. Les multiples de valorisation utilisés pour évaluer la juste valeur représentent des données d'entrée de niveau 2.

Au cours du quatrième trimestre de 2020, Lifeco a effectué un test annuel de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée selon le solde des actifs au 30 septembre 2020. Il a été déterminé que la valeur recouvrable des groupes d'unités génératrices de trésorerie était plus élevée que leur valeur comptable et qu'il n'y avait aucune indication de dépréciation importante.

Des modifications raisonnables des hypothèses et estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie ne devraient pas faire en sorte que la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie excède leur valeur recouvrable.

Financière IGM

IGM vérifie si le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont subi une perte de valeur en évaluant leur juste valeur au moyen de la valeur recouvrable. La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie d'IGM est fondée sur la meilleure indication disponible de la juste valeur, déduction faite des coûts de sortie.

Aux fins de l'évaluation de la valeur recouvrable, il est possible d'utiliser des démarches d'évaluation pouvant inclure une analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie et l'application, aux paramètres financiers et opérationnels, de multiples de capitalisation fondés sur des acquisitions réalisées antérieurement et des données de transactions comparables. Les hypothèses et les estimations utilisées dans le calcul de la valeur actualisée des flux de trésorerie tiennent compte des variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, des modifications de la tarification et des marges de profit, ainsi que des taux d'actualisation, soit des données d'entrée relatives à la juste valeur de niveau 3. Les multiples de valorisation peuvent inclure le ratio cours/bénéfice ou d'autres mesures utilisées de façon conventionnelle par les gestionnaires de placements ou d'autres fournisseurs de services financiers (multiples de valorisation de l'actif géré, des produits ou d'autres mesures de rentabilité). Cette évaluation pourrait tenir compte de diverses considérations pertinentes, notamment la croissance attendue, le risque et la conjoncture des marchés financiers. Les multiples de valorisation utilisés pour évaluer la juste valeur sont des données d'entrée de niveau 2.

La juste valeur, déduction faite des coûts de sortie des unités génératrices de trésorerie d'IGM, a été comparée à la valeur comptable et il a été déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de dépréciation. Les modifications apportées aux hypothèses et aux estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie peuvent donner lieu à d'importants ajustements lors de l'évaluation de ces unités génératrices de trésorerie.

NOTE 11 Fonds distincts et autres entités structurées

Au Canada, aux États-Unis et en Europe, Lifeco offre des produits de fonds distincts qui sont désignés comme des fonds distincts, des comptes distincts ou des fonds à capital variable, selon le marché. Il s'agit de contrats établis par les assureurs à l'intention des titulaires de polices de fonds distincts, aux termes desquels le montant des prestations est directement lié au rendement des placements ainsi qu'aux risques et aux avantages inhérents à la variation de la juste valeur, et les produits de placement nets sont réalisés par les titulaires de polices de fonds distincts. Ces derniers doivent choisir des fonds distincts qui comprennent une gamme de placements sous-jacents. Bien que Lifeco détienne les titres de propriété de ces placements, elle a l'obligation contractuelle de remettre les résultats de placement aux titulaires de polices de fonds distincts et elle sépare ces placements de ses propres placements.

Au Canada et aux États-Unis, les actifs des fonds et des comptes distincts sont juridiquement séparés de l'actif général de Lifeco selon les modalités du contrat à l'intention des titulaires de polices, et ils ne peuvent être utilisés pour régler les obligations de Lifeco. En Europe, les actifs des fonds sont séparés de façon fonctionnelle et implicite de ceux de Lifeco. En raison des modalités juridiques et implicites associées à ces fonds, les actifs et les passifs de ces fonds sont présentés à titre de placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts, et un passif égal est comptabilisé au titre des contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts dans les bilans.

Dans les cas où les fonds distincts sont investis dans des entités structurées et que l'on considère que les fonds exercent un contrôle sur ces entités, Lifeco présente les participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices à titre de montants égaux et correspondants dans l'actif et le passif. Les montants ainsi présentés totalisaient 1 490 M\$ au 31 décembre 2020 (1 147 M\$ au 31 décembre 2019).

Dans les états des résultats, toutes les sommes relatives aux produits liés aux titulaires de polices de fonds distincts, y compris la variation de la juste valeur et les produits de placement nets, sont créditées aux titulaires de polices de fonds distincts et incluses dans les actifs et les passifs pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts dans les bilans. Étant donné que ces montants n'ont pas d'incidence directe sur les produits et les charges de Lifeco, ils ne sont pas inclus séparément dans les états des résultats.

Les tableaux ci-dessous présentent des renseignements additionnels à l'égard des placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts, conformément aux exigences de présentation de l'information prévues par la loi qui s'appliquent dans chacune des régions où Lifeco exerce ses activités:

PLACEMENTS POUR LE COMPTE DES TITULAIRES DE POLICES DE FONDS DISTINCTS

31 décembre	2020 ^[1]	2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 558	12 501
Obligations	65 338	44 973
Prêts hypothécaires	2 686	2 670
Actions et parts de fiducies d'investissement à participation unitaire	112 675	104 330
Fonds communs de placement	127 577	55 779
Immeubles de placement	12 430	12 986
	336 264	233 239
Produits à recevoir	463	373
Autres passifs	(4 185)	(3 737)
Participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds communs de placement	1 490	1 147
	334 032	231 022

[1] Au 31 décembre 2020, des placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts de 84 785 M\$ étaient réassurés par Lifeco au moyen d'une entente de coassurance modifiée (nil au 31 décembre 2019) (note 3). Ce montant comprend de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 87 M\$, des obligations de 15 320 M\$, des actions et des parts de fiducies d'investissement à participation unitaire de 23 M\$, des fonds communs de placement de 69 259 M\$, des produits à recevoir de 100 M\$ et d'autres passifs de 4 M\$.

NOTE 11 Fonds distincts et autres entités structurées (suite)**CONTRATS D'ASSURANCE ET D'INVESTISSEMENT POUR LE COMPTE DES TITULAIRES DE POLICES DE FONDS DISTINCTS**

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Solde au début de l'exercice	231 022	209 527
Ajouter (déduire):		
Dépôts des titulaires de polices	21 916	24 685
Produits de placement nets	2 695	3 331
Gains en capital réalisés sur les placements, montant net	8 954	4 265
Gains en capital latents sur les placements, montant net	474	19 658
Profits (pertes) latents attribuables aux fluctuations des taux de change	3 920	(6 539)
Retraits des titulaires de polices	(20 371)	(24 721)
Acquisition d'une entreprise ^[1]	84 785	-
Variation du placement lié aux fonds distincts dans le fonds général	51	(4)
Placement lié au fonds général dans les fonds distincts	234	105
Transfert du fonds général, montant net	9	23
Participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds communs de placement	343	283
Transfert d'actifs détenus en vue de la vente	-	409
	103 010	21 495
Solde à la fin de l'exercice	334 032	231 022

[1] Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts acquis dans le cadre de l'acquisition de MassMutual (note 3).

PRODUITS DE PLACEMENT POUR LE COMPTE DES TITULAIRES DE POLICES DE FONDS DISTINCTS

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Produits de placement nets	2 695	3 331
Gains en capital réalisés sur les placements, montant net	8 954	4 265
Gains en capital latents sur les placements, montant net	474	19 658
Profits (pertes) latents attribuables aux fluctuations des taux de change	3 920	(6 539)
Total	16 043	20 715
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	16 043	20 715
Montant net	-	-

PLACEMENTS POUR LE COMPTE DES TITULAIRES DE POLICES DE FONDS DISTINCTS

(selon le niveau de la hiérarchie des justes valeurs)

31 décembre 2020	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts ^[1]	224 831	98 424	13 556	336 811

[1] Excluant un montant de 2 779 M\$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

31 décembre 2019	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts ^[1]	146 861	73 173	13 988	234 022

[1] Excluant un montant de 3 000 M\$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

NOTE 11 Fonds distincts et autres entités structurées (suite)

En 2020, certains placements dans des actions étrangères d'une valeur de 3 190 M\$ ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 (153 M\$ transférés du niveau 1 au niveau 2 au 31 décembre 2019), principalement parce que Lifeco utilise différemment les données d'entrée en plus des prix cotés observables sur des marchés actifs pour certains placements dans des actions étrangères à la fin de l'exercice. Les actifs de niveau 2 incluent les actifs pour lesquels les sources de prix du marché usuelles ne fournissent pas la juste valeur,

ceux pour lesquels des données d'entrée sont utilisées en plus des prix cotés observables sur des marchés actifs et ceux pour lesquels Lifeco n'a pas accès aux renseignements relatifs aux actifs sous-jacents des fonds de placement.

Au 31 décembre 2020, un montant de 9 770 M\$ (8 471 M\$ au 31 décembre 2019) des fonds distincts était investi dans des fonds gérés par IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie, des filiales d'IGM, ainsi que par des parties liées.

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des placements de Lifeco pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts pour lesquels Lifeco a utilisé les données d'entrée du niveau 3 pour déterminer la juste valeur :

	2020		2019	
	Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts ^[1]	Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts détenus en vue de la vente	Total
31 décembre				
Solde au début de l'exercice	13 988	13 371	9	13 380
Total des profits (pertes) inclus dans les produits de placement liés aux fonds distincts	78	141	(1)	140
Achats	167	760	-	760
Ventes	(712)	(284)	(8)	(292)
Transferts vers le niveau 3	35	-	-	-
Solde à la fin de l'exercice	13 556	13 988	-	13 988

[1] Au 31 décembre 2020, il n'y avait aucun placement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts détenus en vue de la vente.

Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données d'entrée utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. Les transferts hors du niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données d'entrée utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples.

En plus des fonds distincts, Lifeco détient des participations dans un certain nombre d'entités structurées non consolidées, notamment des fonds communs de placement, des sociétés d'investissement à capital variable et des fiducies d'investissement à participation unitaire. Ces entités sont créées afin d'offrir des options de placement stratégiques aux porteurs de parts, selon les directives de chaque fonds.

Certains de ces fonds sont gérés par des parties liées à Lifeco et cette dernière reçoit des honoraires de gestion pour ces services. Les honoraires de gestion sont variables en fonction de divers facteurs, comme le rendement des marchés et des secteurs dans lesquels le fonds investit. L'augmentation ou la diminution des honoraires de gestion des fonds de placement est généralement directement liée aux variations de l'actif géré, qui subit l'incidence de la conjoncture du marché, ainsi que des entrées et des sorties d'actifs de clients.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à une diminution de l'actif géré et des honoraires comprennent les replis des marchés boursiers, les fluctuations des marchés des titres à revenu fixe, les variations des taux d'intérêt, les défaillances, les rachats et les autres retraits, les risques politiques et les autres risques économiques, l'évolution des tendances en matière de placement et le rendement de placement relatif. Le risque provient du fait que les honoraires peuvent fluctuer, mais que les charges et le recouvrement des charges initiales demeurent relativement fixes, ainsi que du fait que la conjoncture du marché peut entraîner une modification de la composition de l'actif se traduisant éventuellement par une variation des produits.

Les honoraires que Lifeco a gagnés en raison de ses participations dans des fonds distincts et autres entités structurées se sont chiffrés à 5 034 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 (4 919 M\$ en 2019).

Au 31 décembre 2020, les autres actifs (note 9) comprennent des placements de 557 M\$ (957 M\$ au 31 décembre 2019) que Lifeco a effectués dans des obligations et des actions de fonds commandités par Putnam, ainsi que des placements de 156 M\$ (135 M\$ au 31 décembre 2019) effectués dans des titres de fiducies d'investissement à participation unitaire commandités en Europe.

NOTE 12 Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement**PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET D'INVESTISSEMENT**

	2020			2019		
31 décembre	Passif, montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance ⁽¹⁾	Montant net	Passif, montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	208 902	21 991	186 911	174 521	20 580	153 941
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	9 145	130	9 015	1 656	127	1 529
	218 047	22 121	195 926	176 177	20 707	155 470

[1] Comprend des actifs au titre des cessions en réassurance comptabilisés à la suite de la transaction avec Protective Life visant les activités de réassurance.

COMPOSITION DES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET D'INVESTISSEMENT ET DE L'ACTIF CONNEXE

La composition des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement de Lifeco se présente comme suit:

	2020			2019		
31 décembre	Passif, montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance	Montant net	Passif, montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance	Montant net
Polices avec participation						
Canada	46 107	(199)	46 306	42 271	(247)	42 518
États-Unis	11 090	13	11 077	11 329	12	11 317
Europe ⁽¹⁾	155	-	155	173	-	173
Solutions de gestion du capital et des risques ⁽¹⁾	912	-	912	846	-	846
Polices sans participation						
Canada	35 449	638	34 811	32 668	498	32 170
États-Unis	65 703	15 908	49 795	32 360	15 091	17 269
Europe ⁽¹⁾	48 088	5 622	42 466	45 489	5 230	40 259
Solutions de gestion du capital et des risques ⁽¹⁾	10 543	139	10 404	11 041	123	10 918
	218 047	22 121	195 926	176 177	20 707	155 470

[1] Se reporter aux chiffres comparatifs (note 2).

La composition de l'actif couvrant les passifs et les fonds propres de Lifeco se présente comme suit:

31 décembre 2020	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Passifs relatifs aux polices avec participation						
Canada	21 803	10 545	6 152	2 983	4 624	46 107
États-Unis	5 193	593	13	-	5 291	11 090
Europe	84	-	62	9	-	155
Solutions de gestion du capital et des risques	688	12	-	-	212	912
Passifs relatifs aux polices sans participation						
Canada	21 511	4 498	2 789	360	6 291	35 449
États-Unis	31 631	4 586	46	-	29 440	65 703
Europe	34 941	5 746	332	2 536	4 533	48 088
Solutions de gestion du capital et des risques	2 365	52	-	-	8 126	10 543
Autres, y compris les fonds distincts	15 285	1 135	754	141	338 113	355 428
Total des fonds propres	4 091	636	852	241	21 195	27 015
Total de la valeur comptable	137 592	27 803	11 000	6 270	417 825	600 490
Juste valeur	140 789	29 633	10 963	6 270	417 825	605 480

NOTE 12 Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement (suite)

31 décembre 2019	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Passifs relatifs aux polices avec participation						
Canada	19 484	9 655	6 142	2 472	4 518	42 271
États-Unis	5 128	626	-	-	5 575	11 329
Europe ^[1]	97	-	63	12	1	173
Solutions de gestion du capital et des risques ^[1]	619	20	-	-	207	846
Passifs relatifs aux polices sans participation						
Canada	20 270	4 111	2 237	407	5 643	32 668
États-Unis	14 311	2 678	-	-	15 371	32 360
Europe ^[1]	33 062	5 387	299	2 672	4 069	45 489
Solutions de gestion du capital et des risques ^[1]	2 484	55	-	-	8 502	11 041
Autres, y compris les fonds distincts	15 630	902	902	119	231 894	249 447
Total des fonds propres	3 943	834	732	205	19 829	25 543
Total de la valeur comptable	115 028	24 268	10 375	5 887	295 609	451 167
Juste valeur	117 000	25 146	10 367	5 887	295 609	454 009

[1] Se reporter aux chiffres comparatifs (note 2).

L'appariement des flux de trésorerie de l'actif couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement se fait dans des limites raisonnables. La variation de la juste valeur de l'actif est largement contrebalancée par la variation de la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement.

La variation de la juste valeur de l'actif couvrant le capital et le surplus, déduction faite de l'impôt sur le bénéfice qui s'y rapporte, entraînerait une variation correspondante du surplus au fil du temps, conformément aux méthodes comptables suivies à l'égard des placements.

VARIATION DES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE

La variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance au cours de l'exercice résulte des activités d'affaires et des modifications des hypothèses actuarielles suivantes:

	Polices avec participation			Polices sans participation			Total, montant net
	Passif, montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance	Montant net	Passif, montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance	Montant net	
31 décembre 2020							
Solde au début de l'exercice	54 619	(235)	54 854	119 902	20 815	99 087	153 941
Incidence des nouvelles affaires	(7)	32	(39)	7 028	706	6 322	6 283
Variations normales des affaires en vigueur	3 883	9	3 874	1 296	750	546	4 420
Mesures prises par la direction et modifications des hypothèses	55	8	47	161	109	52	99
Transfert d'affaires avec des parties externes	-	-	-	(48)	-	(48)	(48)
Acquisition de MassMutual [note 3]	-	-	-	22 316	-	22 316	22 316
Incidence des fluctuations des taux de change	(286)	-	(286)	(17)	(203)	186	(100)
Solde à la fin de l'exercice	58 264	(186)	58 450	150 638	22 177	128 461	186 911

NOTE 12 Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement (suite)

	Polices avec participation			Polices sans participation			Total, montant net
	Passif, montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance	Montant net	Passif, montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance	Montant net	
31 décembre 2019							
Solde au début de l'exercice	50 927	(337)	51 264	115 793	6 463	109 330	160 594
Incidence des nouvelles affaires	59	-	59	5 339	(266)	5 605	5 664
Variations normales des affaires en vigueur	4 138	25	4 113	1 784	645	1 139	5 252
Mesures prises par la direction et modifications des hypothèses	67	77	(10)	(117)	(73)	(44)	(54)
Transfert d'affaires avec des parties externes	-	-	-	(176)	14 802	(14 978)	(14 978)
Incidence des fluctuations des taux de change	(572)	-	(572)	(2 721)	(756)	(1 965)	(2 537)
Solde à la fin de l'exercice	54 619	(235)	54 854	119 902	20 815	99 087	153 941

Selon les normes IFRS, la variation de la juste valeur des actifs connexes a une influence majeure sur les variations des passifs relatifs aux contrats d'assurance. La variation de la juste valeur de l'actif est essentiellement contrebalancée par la variation correspondante de la juste valeur du passif. La variation de la valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance associée à la variation de la valeur des actifs connexes est incluse dans les variations normales des affaires en vigueur ci-dessus.

2020

En 2020, les principaux facteurs ayant contribué à l'augmentation du montant net des passifs relatifs aux contrats d'assurance ont été l'acquisition de MassMutual de 22 316 M\$, l'incidence des nouvelles affaires de 6 283 M\$ et les variations normales des affaires en vigueur de 4 420 M\$.

Le montant net des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation a augmenté de 52 M\$ en raison des mesures prises par la direction et de la modification des hypothèses. Ce montant comprend une augmentation de 377 M\$ enregistrée par l'exploitation canadienne, partiellement contrebalancée par une diminution de 212 M\$ enregistrée par l'exploitation européenne, une diminution de 59 M\$ enregistrée par le secteur Solutions de gestion du capital et des risques et une diminution de 54 M\$ enregistrée par l'exploitation américaine.

L'augmentation enregistrée par l'exploitation canadienne s'explique principalement par la révision des hypothèses à l'égard du comportement des titulaires de polices de 269 M\$, la révision des hypothèses au chapitre de la morbidité de 140 M\$, dont une tranche de 114 M\$ a été contrebalancée par une hausse des autres actifs, et la révision des hypothèses économiques et des hypothèses relatives aux actifs de 98 M\$. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une diminution attribuable à la révision des hypothèses au chapitre de la mortalité à l'égard de l'assurance-vie de 129 M\$.

La diminution enregistrée par l'exploitation européenne s'explique principalement par la révision des hypothèses au chapitre de la longévité de 138 M\$, le raffinement de la modélisation de 28 M\$, la révision des hypothèses au chapitre de la morbidité de 24 M\$, la révision des hypothèses à l'égard du comportement des titulaires de polices de 19 M\$ et la révision des hypothèses économiques et des hypothèses relatives aux actifs de 10 M\$. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une augmentation attribuable à la révision des hypothèses au chapitre des charges et de l'impôt de 6 M\$.

La diminution enregistrée par le secteur Solutions de gestion du capital et des risques est principalement attribuable à la révision des hypothèses au chapitre de la longévité de 135 M\$, à la révision des hypothèses économiques de 41 M\$ et au raffinement de la modélisation de 37 M\$. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une augmentation attribuable à la révision des hypothèses au chapitre de la mortalité à l'égard de l'assurance-vie de

107 M\$, à la révision des hypothèses au chapitre des charges et de l'impôt de 28 M\$ et à la révision des hypothèses à l'égard du comportement des titulaires de polices de 14 M\$.

La diminution enregistrée par l'exploitation américaine est principalement attribuable à la révision des hypothèses économiques de 50 M\$.

Le montant net des passifs relatifs aux contrats d'assurance avec participation a augmenté de 47 M\$ en 2020 en raison des mesures prises par la direction et de la modification des hypothèses. L'augmentation est principalement attribuable à la révision des hypothèses économiques de 2 358 M\$ et à la révision des hypothèses à l'égard du comportement des titulaires de polices de 34 M\$. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une diminution attribuable aux provisions au titre des participations des titulaires de polices futures de 1 899 M\$, à la révision des hypothèses au chapitre des charges et de l'impôt de 446 M\$ et au raffinement de la modélisation de 5 M\$.

2019

En juillet 2019, le Conseil des normes actuarielles du Canada a publié des normes modifiées pour évaluer les passifs relatifs aux contrats d'assurance, lesquelles sont en vigueur depuis le 15 octobre 2019. Les modifications comprennent des diminutions des taux de réinvestissement ultimes et une révision des critères d'étalonnage des taux d'intérêt sans risque stochastiques.

En 2019, les principaux facteurs à la base de la diminution du montant net des passifs relatifs aux contrats d'assurance étaient le transfert d'affaires avec des parties externes de 14 978 M\$, qui incluent le transfert à Protective Life, et l'incidence nette des fluctuations des taux de change de 2 537 M\$. Ces facteurs avaient été partiellement contrebalancés par une augmentation attribuable à l'incidence des nouvelles affaires de 5 664 M\$ et aux variations normales des affaires en vigueur de 5 252 M\$.

Le montant net des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation avait diminué de 44 M\$ en 2019 en raison des mesures prises par la direction et de la modification des hypothèses. Ce montant comprenait une diminution de 272 M\$ enregistrée par l'exploitation européenne, partiellement contrebalancée par une augmentation de 145 M\$ enregistrée par l'exploitation canadienne, par une augmentation de 52 M\$ enregistrée par l'exploitation américaine et par une augmentation de 31 M\$ enregistrée par le secteur Solutions de gestion du capital et des risques.

La diminution enregistrée par l'exploitation européenne s'expliquait principalement par la révision des hypothèses au chapitre de la longévité de 187 M\$ et par la révision des hypothèses économiques de 98 M\$, qui tenait compte de l'incidence nette des nouvelles normes et de la révision des hypothèses au chapitre de la mortalité à l'égard de l'assurance-vie de 7 M\$. Ces facteurs avaient été partiellement contrebalancés par une augmentation attribuable à la révision des hypothèses au chapitre des charges et de l'impôt de 25 M\$.

NOTE 12 Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement (suite)

L'augmentation enregistrée par l'exploitation canadienne s'expliquait principalement par la révision des hypothèses à l'égard du comportement des titulaires de polices de 254 M\$ et par la révision des hypothèses au chapitre de la longévité de 54 M\$. Ces facteurs avaient été partiellement contrebalancés par une diminution attribuable à la révision des hypothèses au chapitre de la morbidité de 169 M\$ et à la révision des hypothèses économiques de 6 M\$, qui tenait compte de l'incidence nette des nouvelles normes.

L'augmentation enregistrée par l'exploitation américaine s'expliquait principalement par la révision des hypothèses au chapitre des charges et de l'impôt de 45 M\$, ainsi que par la révision des hypothèses au chapitre de la mortalité à l'égard de l'assurance-vie de 43 M\$. Ces facteurs avaient été partiellement contrebalancés par une diminution attribuable à la révision des hypothèses économiques de 34 M\$, qui tenait compte de l'incidence nette des nouvelles normes.

L'augmentation enregistrée par le secteur Solutions de gestion du capital et des risques s'expliquait principalement par la révision des hypothèses au chapitre de la mortalité à l'égard de l'assurance-vie de 87 M\$ et par la révision

des hypothèses au chapitre des charges et de l'impôt de 34 M\$. Ces facteurs avaient été partiellement contrebalancés par une diminution attribuable à la révision des hypothèses au chapitre de la longévité de 112 M\$ et à la révision des hypothèses économiques de 3 M\$, qui tenait compte de l'incidence nette des nouvelles normes.

Le montant net des passifs relatifs aux contrats d'assurance avec participation avait diminué de 10 M\$ en 2019 en raison des mesures prises par la direction et de la modification des hypothèses. Cette diminution s'expliquait principalement par la révision des provisions au titre des participations des titulaires de polices futures de 2 232 M\$, par la révision des hypothèses au chapitre des charges et de l'impôt de 535 M\$ et par le raffinement de la modélisation de 198 M\$. Ces facteurs avaient été partiellement contrebalancés par une augmentation attribuable à la révision des hypothèses économiques de 1 884 M\$, à la révision des hypothèses à l'égard du comportement des titulaires de polices de 935 M\$ et à la révision des hypothèses au chapitre de la mortalité à l'égard de l'assurance-vie de 153 M\$.

VARIATION DES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'INVESTISSEMENT ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

	2020			2019		
	Passif montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance	Montant net	Passif montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance	Montant net
31 décembre						
Solde au début de l'exercice	1 656	127	1 529	1 711	-	1 711
Variations normales des affaires en vigueur	2 489	(20)	2 509	(87)	38	(125)
Résultats au chapitre des placements	147	26	121	103	(23)	126
Mesures prises par la direction et modifications des hypothèses	(4)	-	(4)	(4)	-	(4)
Transfert d'affaires avec des parties externes	-	-	-	-	116	(116)
Acquisition de MassMutual [note 3]	4 984	-	4 984	-	-	-
Incidence des fluctuations des taux de change	(127)	(3)	(124)	(67)	(4)	(63)
Solde à la fin de l'exercice	9 145	130	9 015	1 656	127	1 529

La valeur comptable des passifs relatifs aux contrats d'investissement se rapproche de leur juste valeur.

REVENU-PRIMES, MONTANT BRUT

	2020	2019
31 décembre		
Primes directes	28 082	25 398
Primes liées à la réassurance prise en charge	19 652	17 847
Total	47 734	43 245

PRESTATIONS AUX TITULAIRES DE POLICES, MONTANT BRUT

	2020	2019
31 décembre		
Prestations directes	19 538	19 643
Prestations liées à la réassurance prise en charge	20 067	18 126
Total	39 605	37 769

HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

Dans le calcul des passifs relatifs aux contrats d'assurance, des hypothèses actuarielles ont été établies relativement aux taux de mortalité et de morbidité, au rendement des placements, aux charges d'exploitation, aux taux de résiliation des polices et aux taux d'utilisation des options ou clauses facultatives liées aux polices. Ces hypothèses reposent sur les meilleures estimations des résultats futurs et incluent des marges pour tenir compte des

écarts défavorables. Ces marges sont nécessaires pour parer à l'éventualité d'une mauvaise évaluation ou d'une détérioration future des hypothèses les plus probables et donnent une assurance raisonnable que les passifs relatifs aux contrats d'assurance couvrent diverses possibilités. Les marges sont révisées régulièrement afin de vérifier leur pertinence.

NOTE 12 Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement (suite)

Les méthodes qui ont servi à établir les hypothèses actuarielles sont les suivantes :

Hypothèses actuarielles	Méthodes
Mortalité	<p>Une étude de la mortalité en assurance-vie est effectuée annuellement pour chacun des principaux blocs de produits d'assurance. Les résultats de chaque étude permettent de réviser les tables de mortalité du bloc utilisées par Lifeco à des fins actuarielles. Lorsque les données sont insuffisantes, les derniers résultats de l'industrie servent à établir une hypothèse de mortalité estimative appropriée. Les échelles d'amélioration relatives à la mortalité à l'égard de l'assurance-vie et des rentes sont révisées périodiquement en fonction d'études réalisées sur la population et sur le secteur, ainsi qu'en fonction de facteurs propres à certains produits et de directives professionnelles. Des provisions appropriées ont aussi été constituées en prévision d'une détérioration future des résultats au chapitre de la mortalité à l'égard de l'assurance temporaire.</p> <p>Pour ce qui est des rentes, les résultats au chapitre de la mortalité font également l'objet d'études régulières. Les résultats servent à modifier les tables de mortalité établies à l'égard des rentiers.</p>
Morbidité	<p>Lifeco utilise des tables de morbidité conçues par l'industrie et modifiées selon les nouveaux résultats techniques de Lifeco. Le bilan des sinistres et les résiliations sont étudiés régulièrement, et les nouveaux résultats enregistrés sont pris en compte dans les estimations courantes.</p>
Réassurance IARD	<p>Les passifs relatifs aux contrats d'assurance liés à la réassurance IARD souscrite par le Groupe de réassurance London Inc. (GRL), une filiale de la Canada Vie, sont établis au moyen de pratiques actuarielles reconnues pour les assureurs dans le domaine de la réassurance IARD au Canada. Ils sont fondés sur des états de cession fournis par des sociétés cédantes. De plus, les passifs relatifs aux contrats d'assurance comprennent un montant au titre des sinistres survenus mais non déclarés, lequel peut différer sensiblement de celui des sinistres définitifs. Les estimations et la méthode sous-jacente sont continuellement examinées et mises à jour, et les ajustements apportés aux estimations sont comptabilisés dans le bénéfice net. Le GRL analyse les nouveaux sinistres par rapport aux hypothèses prévues pour chaque contrat de réassurance et pour le portefeuille dans son ensemble. Une analyse plus approfondie des résultats de la société cédante est effectuée au besoin.</p>
Rendement des placements	<p>Les actifs qui correspondent aux différentes catégories de passifs sont répartis par segment. Pour chaque segment, les flux de trésorerie projetés des actifs et des passifs actuels sont utilisés dans la MCAB pour l'établissement des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Les flux de trésorerie des actifs sont réduits pour que les pertes prévues pour rendement insuffisant de l'actif soient prises en compte. Le risque de réinvestissement est déterminé au moyen de plusieurs scénarios de taux d'intérêt et de fonds propres (qui prévoient tour à tour l'augmentation et la diminution des taux) (se reporter à la note 22).</p>
Charges	<p>Les frais contractuels afférents aux polices (les commissions de vente, par exemple) et les impôts sont pris en compte selon les hypothèses les plus probables. Les études portant sur les charges d'exploitation indirectes sont révisées régulièrement afin de permettre une estimation appropriée des charges d'exploitation futures à l'égard du type de passif visé. Les projections ne tiennent pas compte de l'amélioration des charges d'exploitation unitaires. L'évaluation des charges d'exploitation futures tient compte d'hypothèses sur l'inflation conformes aux scénarios de taux d'intérêt utilisés dans la MCAB, compte tenu du fait que l'inflation est présumée être en corrélation avec les taux d'intérêt de l'argent frais.</p>
Résiliation de polices	<p>Les études servant à déterminer les taux de résiliation de polices sont révisées régulièrement afin qu'elles forment la base de cette estimation. Il est également possible d'avoir recours à des données de l'industrie lorsque Lifeco n'a pas de statistique relativement à certains types de polices ou lorsque son risque à ce chapitre est limité. Les principales sources de risques pour Lifeco proviennent des produits T-100 et d'assurance-vie universelle à coût nivelé au Canada et du taux de renouvellement des polices à la fin du terme pour les polices temporaires renouvelables dans les secteurs Exploitation canadienne et Solutions de gestion du capital et des risques. Lifeco s'est fondée sur l'information disponible dans l'industrie pour établir ses hypothèses sur ces produits, sa propre expérience à cet égard étant très limitée.</p>
Utilisation d'options facultatives liées aux polices	<p>Une vaste gamme d'options facultatives est intégrée aux polices offertes par Lifeco. Ces options comprennent la reconduction à terme, la conversion en produits d'assurance-vie entière (assurance temporaire), l'achat de rentes à règlement à des taux garantis (rentes de dépôt) et le rétablissement de garanties (garanties à l'échéance des fonds distincts). Les hypothèses relatives aux taux d'utilisation sont fondées sur les données de Lifeco ou de l'industrie, le cas échéant. En l'absence de telles données, ces hypothèses sont fondées sur le jugement en fonction des mesures d'encouragement relatives à l'utilisation de l'option. De façon générale, lorsqu'il est clairement avantageux pour un titulaire de polices avisé d'utiliser une option, on considère cette option comme choisie.</p>
Participations des titulaires de polices et caractéristiques ajustables des polices	<p>Les participations futures des titulaires de polices et les autres caractéristiques ajustables des polices sont comprises dans le calcul des passifs relatifs aux contrats d'assurance selon l'hypothèse que les participations ou les prestations ajustables des titulaires de polices différeront à l'avenir, selon les résultats appropriés. Les ajustements aux participations et aux polices sont déterminés selon les attentes raisonnables des titulaires de polices, ces attentes étant influencées par les politiques en matière de participation des titulaires de polices avec participation, ou par les communications avec les titulaires de polices, les documents publicitaires et les pratiques antérieures. Lifeco estime que des changements seront apportés aux barèmes de participation des titulaires de polices ou aux prestations rajustables liés respectivement aux polices avec participation ou aux activités rajustables, ce qui correspond aux modifications apportées aux hypothèses les plus probables, donnant ainsi lieu à une modification non significative des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Dans les cas où les garanties sous-jacentes pourraient restreindre la capacité de transférer ces résultats aux titulaires de polices, l'incidence de ce caractère non ajustable sur le bénéfice attribuable aux actionnaires est reflétée dans les modifications apportées aux hypothèses les plus probables mentionnées ci-dessus.</p>

NOTE 12 Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement (suite)**GESTION DES RISQUES****Risque d'assurance**

Le risque d'assurance est le risque qu'un événement assuré survienne et que d'importants écarts existent entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles posées, notamment en ce qui concerne la mortalité, le maintien en vigueur, la longévité, la morbidité, la fluctuation des frais et le rendement des placements.

Dans le cadre de ses activités, Lifeco accepte le risque associé aux passifs relatifs aux contrats d'assurance. L'objectif de Lifeco est d'atténuer son exposition au risque découlant de ces contrats en ayant recours à divers moyens, soit la conception de produits, la diversification de produits et la diversification géographique, la mise en œuvre des lignes directrices liées à sa stratégie de tarification et le recours à des ententes de réassurance.

Le tableau ci-dessous présente de l'information sur l'incidence approximative qu'auraient, selon la meilleure estimation de la direction de Lifeco, certaines modifications des hypothèses utilisées pour établir les passifs relatifs aux contrats d'assurance de Lifeco sur les passifs en question :

	Augmentation (diminution) du bénéfice net	
	2020	2019
Mortalité – augmentation de 2 %	(288)	(279)
Mortalité à l'égard des rentes – diminution de 2 %	(756)	(601)
Morbidité – variation défavorable de 5 %	(279)	(253)
Rendement des placements		
Modification parallèle de la courbe de rendement		
Augmentation de 1 %	–	–
Diminution de 1 %	–	–
Variation des taux d'intérêt		
Augmentation de 1 %	224	175
Diminution de 1 %	(920)	(619)
Variation de la valeur des actions ordinaires négociées en bourse		
Augmentation de 20 %	28	54
Augmentation de 10 %	15	27
Diminution de 10 %	(51)	(39)
Diminution de 20 %	(208)	(182)
Variation de la valeur des autres actifs qui ne sont pas à revenu fixe		
Augmentation de 10 %	34	60
Augmentation de 5 %	6	25
Diminution de 5 %	(69)	(28)
Diminution de 10 %	(108)	(90)
Modifications aux hypothèses les plus probables liées au rendement des actions		
Augmentation de 1 %	556	509
Diminution de 1 %	(682)	(585)
Charges – augmentation de 5 %	(165)	(125)
Résiliation et renouvellement de polices – variation défavorable de 10 %	(1 017)	(813)

Le risque de concentration peut être lié à des régions géographiques, à l'accumulation de risques et au risque de marché. La concentration du risque d'assurance avant et après la réassurance est décrite ci-dessous, par région géographique :

	2020			2019		
	Passif montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance	Montant net	Passif montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance	Montant net
31 décembre						
Canada	81 556	439	81 117	74 939	251	74 688
États-Unis	76 793	15 921	60 872	43 689	15 103	28 586
Europe ^[1]	48 243	5 622	42 621	45 662	5 230	40 432
Solutions de gestion du capital et des risques ^[1]	11 455	139	11 316	11 887	123	11 764
	218 047	22 121	195 926	176 177	20 707	155 470

[1] Se reporter aux chiffres comparatifs (note 2).

NOTE 12 Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement (suite)**Risque de réassurance**

Des limites maximales du montant des prestations par vie assurée (qui varient selon le secteur d'activité) sont établies pour l'assurance-vie et l'assurance-maladie, et la réassurance est utilisée pour couvrir les montants excédant ces limites.

L'évaluation tient compte des frais et des recouvrements au titre de la réassurance, lesquels sont définis dans l'entente de réassurance, ces frais et recouvrements étant comparés adéquatement aux hypothèses directes.

Les contrats de réassurance ne libèrent pas Lifeco de ses obligations envers les titulaires de polices. Le défaut de la part des réassureurs de respecter leurs engagements pourrait causer des pertes à Lifeco. Pour réduire son exposition à des pertes importantes pouvant résulter de l'insolvabilité de réassureurs, Lifeco évalue la situation financière de ses réassureurs.

Certains contrats de réassurance ont été conclus suivant la méthode des fonds retenus, selon laquelle Lifeco conserve l'actif couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance qui sont réassurés, ce qui réduit l'exposition à des pertes importantes pouvant résulter de l'insolvabilité des réassureurs de ces contrats.

NOTE 13 Obligations à l'égard d'entités de titrisation

IGM titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (TH LNH) et du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (OHC), commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), ainsi que par l'intermédiaire de programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) commandité par des banques canadiennes. Ces transactions ne satisfont pas aux exigences de décomptabilisation, puisque IGM conserve le risque lié aux paiements anticipés et certains éléments du risque de crédit. Par conséquent, IGM a continué de comptabiliser ces prêts hypothécaires dans ses bilans et a comptabilisé des passifs correspondants au titre du produit net reçu sous forme d'obligations à l'égard d'entités de titrisation, lesquels sont comptabilisés au coût amorti.

IGM tire des intérêts des prêts hypothécaires et verse des intérêts relativement aux obligations à l'égard d'entités de titrisation. Dans le cadre des transactions conclues en vertu du Programme des OHC, IGM a conclu un swap en vertu duquel IGM paie les coupons sur les OHC et reçoit le rendement des placements dans les TH LNH et celui résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire. Une composante de ce swap, liée à l'obligation de payer les coupons dans le cadre du Programme des OHC et de recevoir un rendement des placements résultant du capital remboursé sur le prêt hypothécaire, est comptabilisée dans les dérivés et avait une juste valeur négative de 1 M\$ au 31 décembre 2020 (une juste valeur négative de 6 M\$ en 2019).

Le gouvernement du Canada a mis en place des mesures pour soutenir les Canadiens pendant la crise causée par la COVID-19 en permettant le report des paiements hypothécaires jusqu'à concurrence de six mois et le remboursement sur la durée de vie des prêts hypothécaires. Le programme est fermé aux nouvelles demandes depuis le 30 septembre 2020. Conformément aux programmes des TH LNH et des OHC, IGM a l'obligation d'effectuer des paiements ponctuels aux porteurs de titres, que les montants aient été reçus ou non des débiteurs hypothécaires. Tous les prêts hypothécaires titrisés dans le cadre des programmes des TH LNH et des OHC sont assurés par la SCHL ou par un autre assureur approuvé par le programme. Dans le cadre des transactions de PCAA, IGM a établi des réserves en trésorerie aux fins du rehaussement de crédit, lesquelles sont comptabilisées au coût. Le risque de crédit est limité à ces réserves en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, puisque les fiducies de PCAA n'ont aucun recours sur les autres actifs d'IGM en cas de défaut de paiement à l'échéance. Le risque de crédit est encore plus limité lorsque ces prêts hypothécaires sont assurés.

	2020			2019		
	Prêts hypothécaires titrisés	Obligations à l'égard d'entités de titrisation	Montant net	Prêts hypothécaires titrisés	Obligations à l'égard d'entités de titrisation	Montant net
31 décembre						
Valeur comptable						
Programmes des TH LNH et des OHC	3 216	3 307	(91)	3 891	3 939	(48)
PCAA commandité par des banques	2 768	2 867	(99)	2 939	2 975	(36)
Total	5 984	6 174	(190)	6 830	6 914	(84)
Juste valeur	6 186	6 345	(159)	6 908	6 997	(89)

La valeur comptable des obligations à l'égard d'entités de titrisation, qui est comptabilisée déduction faite des frais d'émission, comprend les paiements de capital reçus sur les prêts hypothécaires titrisés dont le règlement n'est pas prévu avant la fin de la période de présentation de l'information financière. Les frais d'émission sont amortis sur la durée de vie de l'obligation selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTE 14 Débentures et autres instruments d'emprunt de Power Corporation

31 décembre	2020		2019	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
POWER CORPORATION				
DÉBENTURES				
Débentures à 8,57 %, exigibles le 22 avril 2039, non garanties	150	259	150	247
Débentures à 4,81 %, exigibles le 31 janvier 2047, non garanties	248	327	248	292
Débentures à 4,455 %, exigibles le 27 juillet 2048, non garanties	248	317	248	280
	646	903	646	819
AUTRES INSTRUMENTS D'EMPRUNT				
Facilité de crédit renouvelable portant intérêt au TIOL majoré de 0,65 %, non garantie	110	110	37	37
Total de Power Corporation	756	1 013	683	856

VARIATIONS DES AUTRES INSTRUMENTS D'EMPRUNT

Le tableau suivant présente les variations, avec et sans effet sur la trésorerie, des autres instruments d'emprunt découlant des activités de financement :

31 décembre	2020	2019
Solde au début de l'exercice	683	646
Augmentation des autres instruments d'emprunt	63	37
Fluctuations des taux de change et autres	10	-
Solde à la fin de l'exercice	756	683

Il n'y aura aucun remboursement de capital sur les débentures pour les cinq prochains exercices.

NOTE 15 Débentures et autres instruments d'emprunt sans recours

A) FINANCIÈRE POWER, LIFECO ET IGM

Le tableau suivant présente les débentures et autres instruments d'emprunt émis par la Financière Power, Lifeco et IGM. Les débentures à 6,90 % de la Financière Power sont des obligations directes de la Financière Power et sont sans recours contre la Société. Toutes les débentures et tous les autres instruments d'emprunt de Lifeco et de ses filiales sont des obligations directes de Lifeco ou de ses filiales et sont sans recours contre la Société. Toutes les débentures d'IGM sont des obligations directes d'IGM et sont sans recours contre la Société.

	2020		2019	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
31 décembre				
FINANCIÈRE POWER				
DÉBENTURES				
Débentures à 6,90 %, exigibles le 11 mars 2033, non garanties	250	355	250	343
Total de la Financière Power	250	355	250	343
LIFECO				
DÉBENTURES				
Débentures à 4,65 %, exigibles le 13 août 2020, non garanties (remboursées en 2020)	–	–	500	508
Débentures à 2,50 %, exigibles le 18 avril 2023 (500 M€), non garanties	774	825	728	788
Débentures à 1,75 %, exigibles le 7 décembre 2026 (500 M€), non garanties	771	857	725	785
Débentures à 3,337 %, exigibles le 28 février 2028, non garanties	498	566	498	526
Débentures subordonnées à 6,40 %, exigibles le 11 décembre 2028, non garanties	100	135	100	128
Débentures à 2,379 %, exigibles le 14 mai 2030, non garanties	597	637	–	–
Débentures à 6,74 %, exigibles le 24 novembre 2031, non garanties	195	287	194	278
Débentures à 6,67 %, exigibles le 21 mars 2033, non garanties	394	575	393	557
Débentures à 5,998 %, exigibles le 16 novembre 2039, non garanties	342	504	342	487
Débentures à 2,981 %, exigibles le 8 juillet 2050, non garanties	493	514	–	–
Débentures de fiducies de capital à 7,529 %, exigibles le 30 juin 2052 (valeur nominale de 150 M\$), non garanties	158	222	159	221
	4 322	5 122	3 639	4 278
AUTRES INSTRUMENTS D'EMPRUNT				
Papier commercial et autres instruments d'emprunt à court terme à des taux d'intérêt de 0,223 % à 0,274 % (1,828 % à 2,089 % au 31 décembre 2019), non garantis	125	125	130	130
Facilité de crédit renouvelable portant intérêt au TIOL majoré de 0,70 % (165 M\$ US) (230 M\$ US au 31 décembre 2019), non garantie	210	210	299	299
Facilité de crédit renouvelable portant intérêt au TIOL majoré de 1,00 % (500 M\$ US), non garantie	635	635	–	–
Billets de premier rang exigibles le 12 août 2025, portant intérêt à un taux de 0,904 % (500 M\$ US), non garantis	631	638	–	–
Billets de premier rang exigibles le 17 septembre 2027, portant intérêt à un taux de 1,357 % (400 M\$ US), non garantis	505	512	–	–
Billets de premier rang exigibles le 17 mai 2028, portant intérêt à un taux de 4,047 % (300 M\$ US), non garantis	379	420	388	430
Billets de premier rang exigibles le 17 mars 2031, portant intérêt à un taux de 1,776 % (400 M\$ US), non garantis	505	521	–	–
Billets de premier rang exigibles le 3 juin 2047, portant intérêt à un taux de 4,15 % (700 M\$ US), non garantis	874	970	894	993
Billets de premier rang exigibles le 17 mai 2048, portant intérêt à un taux de 4,581 % (500 M\$ US), non garantis	628	732	643	749
Billets de premier rang exigibles le 17 septembre 2051, portant intérêt à un taux de 3,075 % (700 M\$ US), non garantis	879	984	–	–
	5 371	5 747	2 354	2 601
Total de Lifeco	9 693	10 869	5 993	6 879
FINANCIÈRE IGM				
DÉBENTURES				
Débentures à 3,44 %, exigibles le 26 janvier 2027, non garanties	400	444	400	413
Débentures à 6,65 %, exigibles le 13 décembre 2027, non garanties	125	165	125	155
Débentures à 7,45 %, exigibles le 9 mai 2031, non garanties	150	216	150	205
Débentures à 7,00 %, exigibles le 31 décembre 2032, non garanties	175	251	175	236
Débentures à 7,11 %, exigibles le 7 mars 2033, non garanties	150	216	150	204
Débentures à 6,00 %, exigibles le 10 décembre 2040, non garanties	200	280	200	264
Débentures à 4,56 %, exigibles le 25 janvier 2047, non garanties	200	248	200	227
Débentures à 4,115 %, exigibles le 9 décembre 2047, non garanties	250	294	250	265
Débentures à 4,174 %, exigibles le 13 juillet 2048, non garanties	200	238	200	214
Débentures à 4,206 %, exigibles le 21 mars 2050, non garanties	250	302	250	271
Débentures d'IGM détenues par Lifeco à titre de placements	(88)	(110)	(101)	(119)
Total d'IGM	2 012	2 544	1 999	2 335
Total de la Financière Power, de Lifeco et d'IGM	11 955	13 768	8 242	9 557

NOTE 15 Débentures et autres instruments d'emprunt sans recours (suite)**LIFECO**

Le 14 mai 2020, Lifeco a émis à la valeur nominale des débentures à 2,379 %, d'un montant en capital total de 600 M\$, arrivant à échéance le 14 mai 2030. Les intérêts sur les débentures sont payables semestriellement à terme échu le 14 mai et le 14 novembre de chaque année, depuis le 14 novembre 2020, jusqu'à la date à laquelle les débentures seront remboursées. Les débentures sont remboursables en tout temps, avant le 14 février 2030, en totalité ou en partie, au prix établi selon le rendement des obligations du Canada (tel qu'il est défini dans l'acte de fiducie régissant les débentures) ou à la valeur nominale, selon le plus élevé des deux montants, et à compter du 14 février 2030, en totalité ou en partie, à la valeur nominale, plus les intérêts courus et impayés dans chaque cas.

Le 8 juillet 2020, Lifeco a émis à la valeur nominale des débentures à 2,981 %, d'un montant en capital total de 250 M\$, arrivant à échéance le 8 juillet 2050. Les intérêts sur les débentures sont payables semestriellement à terme échu le 8 janvier et le 8 juillet de chaque année, depuis le 8 janvier 2021, jusqu'à la date à laquelle les débentures seront remboursées. Les débentures sont remboursables en tout temps, avant le 8 janvier 2050, en totalité ou en partie, au prix établi selon le rendement des obligations du Canada (tel qu'il est défini dans l'acte de fiducie régissant les débentures) ou à la valeur nominale, selon le plus élevé des deux montants, et à compter du 8 janvier 2050, en totalité ou en partie, à la valeur nominale, plus les intérêts courus et impayés dans chaque cas.

Le 13 juillet 2020, Lifeco a annoncé la réouverture du placement des débentures à 2,981 % arrivant à échéance le 8 juillet 2050 et, le 15 juillet 2020, elle a émis un montant en capital total additionnel de 250 M\$. Les débentures du 15 juillet 2020 ont été émises à un prix de 986,31 \$ par rapport à une valeur nominale de 1 000 \$, pour un rendement réel de 3,051 %. À l'émission des débentures du 15 juillet 2020, des débentures arrivant à échéance en 2050 d'un montant en capital total de 500 M\$ étaient émises et en circulation. Les débentures du 15 juillet 2020 forment une seule série de débentures avec les débentures initiales émises le 8 juillet 2020, étant émises sous le même numéro du Committee on Uniform Securities Identification Procedures (CUSIP) et étant assorties des mêmes modalités en ce qui a trait au statut, au remboursement ou autrement.

Le 12 août 2020, Great-West Lifeco U.S. Finance 2020, LP, une filiale de Lifeco, a émis des billets de premier rang à 0,904 %, d'un montant en capital total de 663 M\$ (500 M\$ US), arrivant à échéance le 12 août 2025. Les billets de premier rang sont garantis entièrement et sans condition par Lifeco.

Le 13 août 2020, Lifeco a remboursé le montant en capital de 500 M\$ de ses débentures à 4,65 % arrivant à échéance, ainsi que les intérêts courus.

Le 17 septembre 2020, Empower Finance 2020, LP, une filiale de Lifeco, a émis des billets de premier rang à 1,357 %, d'un montant en capital total de 526 M\$ (400 M\$ US), arrivant à échéance le 17 septembre 2027, des billets de premier rang à 1,776 %, d'un montant en capital total de 526 M\$ (400 M\$ US), arrivant à échéance le 17 mars 2031, et des billets de premier rang à 3,075 %, d'un montant en capital total de 921 M\$ (700 M\$ US), arrivant à échéance le 17 septembre 2051. Les billets de premier rang sont garantis entièrement et sans condition par Lifeco.

Le 2 novembre 2020, Great-West Lifeco U.S. LLC, une filiale de Lifeco, a établi une facilité de crédit renouvelable d'une durée d'un an de 635 M\$ (500 M\$ US) portant intérêt sur le montant prélevé au TIOL majoré de 1,00 %. La facilité est garantie entièrement et sans condition par Lifeco. La facilité avait été entièrement utilisée au 31 décembre 2020, et le produit a été affecté au financement d'une partie de l'acquisition des activités liées aux services de retraite de MassMutual (note 3).

Débentures de fiducie de capital

La Fiducie de capital Canada Vie (FCCV), une fiducie établie par la Canada Vie, a émis des titres de série B de la Fiducie de capital Canada Vie (CLiCS de série B) d'un montant de 150 M\$ et a utilisé le produit de cette émission pour faire l'acquisition de débentures de premier rang de la Canada Vie d'un montant de 150 M\$.

Les distributions et les intérêts sur les débentures de fiducies de capital sont classés dans les charges financières dans les états des résultats (note 24). La juste valeur des titres de fiducies de capital est déterminée par le cours acheteur-vendeur.

Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, la FCCV peut racheter les CLiCS de série B, en totalité ou en partie, en tout temps.

VARIATIONS DES DÉBENTURES ET AUTRES INSTRUMENTS D'EMPRUNT - FINANCIÈRE POWER, LIFECO ET IGM

Le tableau suivant présente les variations, avec et sans effet sur la trésorerie, des débentures et autres instruments d'emprunt découlant des activités de financement :

31 décembre	2020	2019
Solde au début de l'exercice	8 242	8 473
Émission de débentures et de billets de premier rang	3 713	250
Remboursement de débentures	(500)	(232)
Augmentation des autres instruments d'emprunt	539	1
Diminution des autres instruments d'emprunt	(1)	(28)
Fluctuations des taux de change et autres	(38)	(222)
Solde à la fin de l'exercice	11 955	8 242

Les remboursements de capital sur les débentures et autres instruments d'emprunt des filiales s'établissent comme suit pour les cinq prochains exercices et par la suite :

2021	970
2022	-
2023	775
2024	-
2025	635
Par la suite	9 641

NOTE 15 Débentures et autres instruments d'emprunt sans recours (suite)**B) PLATEFORMES DE PLACEMENTS DANS DES ACTIFS ALTERNATIFS ET AUTRES – DETTE LIÉE À DES PROJETS ET AUTRES**

Le tableau suivant présente les autres instruments d'emprunt détenus par les plateformes de placements dans des actifs alternatifs et autres. Tous les autres instruments d'emprunt sont des facilités de crédit ou des facilités d'emprunt, soit des obligations directes, et sont garanties par les actifs des filiales de la Société et sont sans recours contre la Société.

31 décembre	2020		2019	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
AUTRES INSTRUMENTS D'EMPRUNT				
Fonds d'investissement				
Facilités de crédit renouvelables allant jusqu'à 100 M\$ US portant intérêt au TIOL majoré de 1,9 %, garanties	5	5	-	-
Facilité de crédit renouvelable allant jusqu'à 80 M\$ portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,3 %, garantie	23	23	8	8
Énergie renouvelable – dette liée à des projets				
Facilités de crédit pour la construction allant jusqu'à 55 M\$ US exigibles entre le 29 janvier 2021 et le 31 mars 2021, portant intérêt au TIOL majoré d'une marge variant entre 1,5 % et 2,25 % (31 M\$ US), garanties	38	38	-	-
Facilité de crédit pour la construction allant jusqu'à 75 M\$ US exigible le 23 décembre 2021, portant intérêt à 4,29 % (6,25 % en 2019) (59 M\$ US) (18 M\$ US en 2019), garantie	72	72	20	20
Facilité de crédit pour la construction allant jusqu'à 254 M\$, exigible le 5 août 2045, portant intérêt à 3,62 %, garantie	199	216	-	-
Facilités d'emprunt exigibles entre décembre 2021 et janvier 2028 portant intérêt à des taux variant entre 3,0 % et 5,5 % (24 M\$ US), garanties	32	32	-	-
Facilités d'emprunt exigibles entre le 31 mars 2024 et le 15 décembre 2037 portant intérêt à des taux variant entre 3,33 % et 6,0 %, garanties	570	614	466	480
Facilités d'emprunt exigibles entre le 17 juin 2025 et le 30 septembre 2037 portant intérêt à des taux variant entre 4,82 % et 7,0 % (54 M\$ US) (69 M\$ US en 2019), garanties	69	76	87	90
Prêts mezzanines exigibles entre le 2 janvier 2035 et le 30 juin 2035 portant intérêt à des taux variant entre 7,36 % et 7,5 %, garantis	100	111	102	106
Facilités d'emprunt exigibles entre le 30 juin 2034 et le 31 août 2035 portant intérêt à des taux variant entre 4,7 % et 6,07 %, garanties	68	78	25	27
Facilités d'emprunt exigibles le 15 mars 2036 portant intérêt à un taux de 4,4 % (22 M\$ US) (23 M\$ US en 2019), garanties	28	33	30	32
Entreprises autonomes				
Facilité de crédit renouvelable allant jusqu'à 40 M\$ portant intérêt à un taux préférentiel majoré allant de 1,25 % à 3,75 %, garantie	10	10	28	28
Facilités d'emprunt à terme exigibles en juin et décembre 2022 portant intérêt à des taux variables (taux effectif variant de 6,0 % à 11,0 %), garanties	130	130	129	129
Emprunts à terme exigibles le 17 janvier 2020 et facilités de crédit renouvelables portant intérêt à des taux variant entre 9,25 % et 15,0 % (91 M\$ US en 2019), garantis	-	-	118	118
Total des plateformes de placements dans des actifs alternatifs et autres	1 344	1 438	1 013	1 038

ÉNERGIE RENOUELABLE**Potentia Renewables Inc.**

Le 10 février 2020, Potentia, une filiale en propriété exclusive de la Société, a conclu une entente de crédit hybride composée d'une facilité de crédit pour la construction et d'un emprunt à terme sans recours d'un montant de 254 M\$ portant intérêt à des taux variables et fixes. Les deux composantes de la facilité seront converties en emprunts à terme dont l'échéance variera entre 7 et 25 ans après la date de début de l'exploitation commerciale.

Le 10 juin 2020, Potentia a acquis, auprès de Firelight Infrastructure Partners LP, une participation donnant le contrôle dans un portefeuille de projets d'énergie renouvelable en exploitation. Potentia a financé une partie de cette acquisition au moyen d'un emprunt à terme d'un montant de 35 M\$ exigible en février 2035 et portant intérêt à 4,75 %. Potentia a aussi repris une dette liée aux projets d'un montant de 145 M\$ exigible entre décembre 2033 et juin 2034 et portant intérêt à des taux allant de 5,0 % à 6,06 % (note 3).

Nautilus Solar Energy, LLC

Nautilus, une filiale en propriété exclusive de la Société, a conclu diverses facilités de crédit pour la construction sans recours allant jusqu'à 130 M\$ US. Ces facilités sont utilisées pour financer les coûts de construction des installations solaires et seront converties en emprunts à terme après la date de début de l'exploitation commerciale.

NOTE 15 Débentures et autres instruments d'emprunt sans recours (suite)**VARIATIONS DES AUTRES INSTRUMENTS D'EMPRUNT -
PLATEFORMES DE PLACEMENTS DANS DES ACTIFS ALTERNATIFS ET AUTRES**

Le tableau suivant présente les variations, avec et sans effet sur la trésorerie, des autres instruments d'emprunt découlant des activités de financement :

31 décembre	2020	2019
Solde au début de l'exercice	1 013	858
Acquisitions [note 3]	145	153
Décomptabilisation [note 3]	(129)	-
Augmentation des autres instruments d'emprunt	441	108
Diminution des autres instruments d'emprunt	(130)	(93)
Fluctuations des taux de change et autres	4	(13)
Solde à la fin de l'exercice	1 344	1 013

Les remboursements de capital sur les autres instruments d'emprunt s'établissent comme suit pour les cinq prochains exercices et par la suite :

2021	210
2022	172
2023	50
2024	54
2025	91
Par la suite	788

NOTE 16 Autres passifs

31 décembre	2020	2019
Créditeurs	3 186	3 436
Découvert bancaire	444	379
Dividendes et intérêts à verser	493	468
Impôt sur le bénéfice exigible	355	468
Provisions au titre des produits différés	345	380
Dépôts et certificats	2 247	886
Fonds détenus en vertu de contrats de réassurance	1 648	1 433
Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi [note 25]	2 395	2 177
Obligations locatives	869	1 022
Parts de fonds à durée de vie limitée et parts rachetables de fonds	916	838
Autres	2 814	2 220
	15 712	13 707

Les autres passifs d'un montant total de 9 294 M\$ au 31 décembre 2020 (8 291 M\$ au 31 décembre 2019) devraient être réglés au cours des 12 prochains mois.

NOTE 16 Autres passifs (suite)**OBLIGATIONS LOCATIVES**

Le tableau ci-dessous présente les variations des obligations locatives de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

31 décembre	2020	2019
Obligations locatives au début de l'exercice	1 022	951
Acquisitions	113	168
Acquisitions d'entreprises et acquisition d'actifs	-	45
Décomptabilisation [note 3]	(134)	-
Modifications	(7)	(22)
Paievements de loyers	(143)	(140)
Intérêts	33	41
Fluctuations des taux de change et autres	(15)	(21)
Obligations locatives à la fin de l'exercice	869	1 022

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés au titre des obligations locatives pour les cinq prochains exercices et par la suite:

2021	136
2022	118
2023	100
2024	90
2025	82
Par la suite	630
Total des obligations locatives non actualisées au 31 décembre 2020	1 156

NOTE 17 Impôt sur le bénéfice**IMPÔT SUR LE BÉNÉFICE**

Les composantes de la charge d'impôt sur le bénéfice comptabilisée dans les états des résultats s'établissent comme suit:

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Impôt exigible	457	356
Impôt différé		
Création et résorption de différences temporaires	(150)	(13)
Charge (économie) découlant de pertes fiscales, de crédits d'impôt et de différences temporaires non comptabilisés (comptabilisés) au cours de périodes antérieures	(236)	222
Incidence de la variation des taux d'imposition ou de l'imposition de nouveaux impôts et autres	6	(11)
	(380)	198
	77	554

Le tableau ci-dessous présente l'impôt exigible et l'impôt différé en ce qui a trait aux éléments non comptabilisés dans les états des résultats:

	2020		2019	
	Autres éléments de bénéfice global	Fonds propres	Autres éléments de bénéfice global	Fonds propres
31 décembre				
Impôt exigible	28	-	4	78
Charge (économie) d'impôt différé	3	-	(21)	20
	31	-	(17)	98

NOTE 17 Impôt sur le bénéfice (suite)**TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF**

Le taux d'imposition effectif de la Société se calcule comme suit :

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
	%	%
Taux d'imposition prévus par la loi combinés (fédéral et provinciaux) au Canada	26,5	26,6
Augmentation (diminution) du taux d'imposition attribuable aux éléments suivants :		
Produits de placement non imposables	(9,8)	(5,2)
Taux d'imposition effectifs moins élevés applicables au bénéfice non assujetti à l'impôt au Canada	(10,3)	(8,8)
Quote-part du bénéfice des participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées	(0,6)	(1,5)
Incidence du changement de taux sur l'impôt différé	0,2	(0,3)
Autres ^{[1][2]}	(3,9)	4,6
Taux d'imposition effectif	2,1	15,4

[1] En 2020, le poste Autres comprend l'incidence d'une augmentation de l'actif d'impôt différé de 196 M\$ comptabilisé par une des filiales de Lifeco en raison de la révision, par la direction de Lifeco, de ses estimations des bénéfices imposables futurs, ce qui s'est traduit par une diminution de 5,4 % du taux d'intérêt effectif.

[2] En 2019, le poste Autres comprend l'incidence d'une diminution de l'actif d'impôt différé comptabilisé par une des filiales de Lifeco en raison d'une incertitude quant au moment où le montant du bénéfice imposable projeté sera disponible pour utiliser certaines pertes d'exploitation nettes soumises à des restrictions, soit une charge de 199 M\$ et une augmentation du taux d'imposition effectif de 5,5 %. Ce facteur a été partiellement contrebalancé par un avantage de 101 M\$ comptabilisé par Lifeco à la suite de la résolution de questions en cours avec une administration fiscale étrangère qui a réduit le taux d'imposition effectif de 2,8 %.

IMPÔT DIFFÉRÉ

Le montant net et les variations de l'impôt différé se composent de ce qui suit :

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020	Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	Placements	Reports en avant de pertes	Immobilisations incorporelles	Régimes à prestations définies	Crédits d'impôt et autres	Total
Solde au début de l'exercice	(999)	(576)	1 151	(921)	406	244	(695)
Comptabilisé dans							
États des résultats	375	(232)	268	(60)	9	20	380
États du résultat global	-	(76)	-	-	59	14	(3)
États des variations des fonds propres	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions d'entreprises	300	-	107	(113)	-	18	312
Fluctuations des taux de change et autres	4	19	(5)	26	(2)	(35)	7
Solde à la fin de l'exercice	(320)	(865)	1 521	(1 068)	472	261	1

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 ^[1]	Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	Placements	Reports en avant de pertes	Immobilisations incorporelles	Régimes à prestations définies	Crédits d'impôt et autres	Total
Solde au début de l'exercice	(1 379)	(378)	1 468	(893)	372	313	(497)
Comptabilisé dans							
États des résultats	352	(173)	(261)	(41)	(18)	(57)	(198)
États du résultat global	-	(27)	-	-	55	(7)	21
États des variations des fonds propres	(20)	-	-	-	-	-	(20)
Acquisitions d'entreprises	-	-	(1)	(1)	-	-	(2)
Fluctuations des taux de change et autres	48	2	(55)	14	(3)	(5)	1
Solde à la fin de l'exercice	(999)	(576)	1 151	(921)	406	244	(695)

[1] En raison d'un changement de présentation, la Société a modifié la composition du montant net de l'impôt différé. Ces modifications n'ont eu aucune incidence sur les fonds propres et le bénéfice net de la Société (note 2).

NOTE 17 Impôt sur le bénéfice (suite)

31 décembre	2020	2019
Présentés aux bilans comme suit:		
Actifs d'impôt différé	1 082	802
Passifs d'impôt différé	(1 081)	(1 497)
	1	(695)

La direction de la Société et la direction de ses filiales évaluent la recouvrabilité de la valeur comptable de l'actif d'impôt différé en fonction des projections relatives au bénéfice imposable des exercices futurs et elles estiment que la valeur comptable de l'actif d'impôt différé, au 31 décembre 2020, sera recouvrable.

Au 31 décembre 2020, un actif d'impôt différé de 1 411 M\$ (1 056 M\$ au 31 décembre 2019) avait été comptabilisé par Lifeco relativement à des pertes fiscales reportées en avant qui totalisaient 8 264 M\$. De ce montant, une tranche de 6 579 M\$ viendra à expiration entre 2021 et 2040, et il n'existe aucune date d'expiration pour la tranche restante de 1 685 M\$. Lifeco réalisera cette économie d'impôt au cours des prochains exercices au moyen de la diminution de l'impôt sur le bénéfice exigible.

Une filiale de Lifeco a enregistré des pertes sur plusieurs exercices. Le solde net de l'actif d'impôt différé de cette filiale se chiffrait à 561 M\$ (442 M\$ US) au 31 décembre 2020 et était principalement constitué du montant net des pertes d'exploitation et de déductions futures liées au goodwill. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la direction de Lifeco a révisé ses estimations des bénéfices imposables futurs afin de refléter l'incidence de la conclusion des acquisitions de Personal Capital et de MassMutual aux États-Unis (note 3). Par conséquent, elle a comptabilisé un actif d'impôt différé de 192 M\$ (151 M\$ US) relativement aux pertes qui avaient été auparavant décomptabilisées en 2019. L'augmentation des actifs d'impôt différé a donné lieu à une économie d'impôt de 196 M\$ (151 M\$ US) dans l'état des résultats. En 2019, la diminution des actifs d'impôt différé avait donné lieu à une augmentation de la charge d'impôt de 199 M\$ (151 M\$ US).

La direction de Lifeco a conclu qu'il est probable que la filiale et d'autres filiales traditionnellement rentables avec lesquelles la filiale présente ou prévoit présenter une déclaration de revenus consolidée aux États-Unis produiront un bénéfice imposable suffisant pour utiliser les pertes et les déductions américaines non utilisées pour lesquelles un actif d'impôt différé a été comptabilisé.

Au 31 décembre 2020, la Société et ses filiales disposaient de pertes autres qu'en capital de 1 316 M\$ (2 297 M\$ en 2019) pouvant servir à réduire le bénéfice imposable futur et dont les avantages n'ont pas été comptabilisés. De ce montant, une tranche de 1 253 M\$ viendra à expiration entre 2021 et 2040, et il n'existe aucune date d'expiration pour la tranche restante de 63 M\$. De plus, la Société et ses filiales disposent de pertes en capital pouvant être reportées en avant de 340 M\$ (300 M\$ en 2019) qui peuvent être utilisées pour une durée indéfinie afin de contrebalancer des gains en capital futurs et dont les avantages n'ont pas été comptabilisés.

Au 31 décembre 2020, la Société et ses filiales avaient des différences temporaires déductibles de 518 M\$ (590 M\$ en 2019) dont les avantages n'ont pas été comptabilisés. Aux 31 décembre 2020 et 2019, aucun passif d'impôt différé n'avait été comptabilisé relativement aux différences temporaires liées aux participations dans les filiales et aux entreprises contrôlées conjointement, car la Société et ses filiales sont en mesure d'exercer un contrôle sur la date à laquelle la différence temporaire se résorbera, et il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

NOTE 18 Capital social**AUTORISÉ**

Le capital autorisé de Power Corporation comprend un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang pouvant être émises en série, un nombre illimité d'actions privilégiées participantes et un nombre illimité d'actions comportant des droits de vote limités.

ÉMIS ET EN CIRCULATION

31 décembre	2020		2019	
	Nombre d'actions	Capital social	Nombre d'actions	Capital social
		\$		\$
ACTIONS NON PARTICIPANTES				
Actions privilégiées de premier rang				
Actions à dividende cumulatif rachetables				
Série 1986	129 400	6	209 400	10
Actions à dividende non cumulatif rachetables, taux fixe				
Série A	6 000 000	150	6 000 000	150
Série B	8 000 000	200	8 000 000	200
Série C	6 000 000	150	6 000 000	150
Série D	10 000 000	250	10 000 000	250
Série G	8 000 000	200	8 000 000	200
Total des actions non participantes		956		960
ACTIONS PARTICIPANTES				
Actions privilégiées participantes				
Solde au début de l'exercice	48 854 772	27	48 854 772	27
Émises	6 006 094	206	-	-
Solde à la fin de l'exercice	54 860 866	233	48 854 772	27
Actions comportant des droits de vote limités				
Solde au début de l'exercice	377 614 607	699	417 101 146	739
Émises dans le cadre de la réorganisation	250 628 173	8 687	-	-
Émises en vertu du régime d'options sur actions	1 497 952	48	1 422 502	33
Rachetées aux fins d'annulation en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(7 352 500)	(110)	-	-
Rachetées aux fins d'annulation en vertu de l'offre publique de rachat importante	-	-	(40 909 041)	(73)
Solde à la fin de l'exercice	622 388 232	9 324	377 614 607	699
Total des actions participantes		9 557		726

Actions non participantes

Les actions privilégiées de premier rang à dividende cumulatif rachetables de série 1986 donnent droit à un dividende cumulatif trimestriel à un taux variable égal à un quart de 70 % de la moyenne des taux préférentiels de deux grandes banques à charte canadiennes. Ces actions sont rachetables par la Société au prix de 50,00 \$ par action plus tous les dividendes déclarés et non versés jusqu'à, mais excluant, la date de rachat. La Société s'efforcera d'acheter aux fins d'annulation, sur le marché libre, 20 000 actions par trimestre, à un prix ne dépassant pas 50,00 \$ par action. En 2020, 80 000 actions ont été rachetées aux fins d'annulation (37 800 actions en 2019).

NOTE 18 Capital social (suite)

Les séries d'actions privilégiées de premier rang suivantes donnent droit à des dividendes fixes privilégiés en trésorerie non cumulatifs, payables trimestriellement. La Société pourra racheter contre trésorerie les actions privilégiées de premier rang, en totalité ou en partie, au gré de la Société, plus tous les dividendes déclarés et non versés jusqu'à, mais excluant, la date de rachat. Le tableau suivant présente les dividendes et les modalités de rachat :

Actions privilégiées de premier rang	Dividendes en trésorerie payables trimestriellement	Première date de rachat par l'émetteur	Prix de rachat
	(en \$/action)		(en \$/action)
À dividende non cumulatif, à taux fixe			
Série A, 5,60 %	0,350000	Actuellement rachetable	25,00
Série B, 5,35 %	0,334375	Actuellement rachetable	25,00
Série C, 5,80 %	0,362500	Actuellement rachetable	25,00
Série D, 5,00 %	0,312500	Actuellement rachetable	25,00
Série G, 5,60 %	0,350000	Actuellement rachetable	25,25

Actions participantes

Les actions privilégiées participantes comportent dix droits de vote par action et, sous réserve des droits des détenteurs d'actions privilégiées de premier rang, donnent droit à un dividende non cumulatif de 0,9375 ¢ par action par année avant tout dividende sur les actions comportant des droits de vote limités et le droit de participer, à actions égales, avec les détenteurs des actions comportant des droits de vote limités, à tout dividende pouvant être versé sur les actions comportant des droits de vote limités.

Les actions comportant des droits de vote limités donnent un droit de vote par action. En 2020, la Société a émis 1 497 952 actions comportant des droits de vote limités (1 422 502 en 2019) en vertu du Régime d'options sur actions à l'intention des dirigeants de la Société, pour une contrepartie de 42 M\$ (30 M\$ en 2019).

Le dividende déclaré sur les actions participantes de la Société s'est élevé à 1,79 \$ par action en 2020 (2,002 \$ par action en 2019).

Réorganisation

Le 12 février 2020, dans le cadre de la réorganisation (note 2) et conformément au droit préférentiel de souscription, la Société a émis 6 006 094 actions privilégiées participantes aux porteurs ayant dûment exercé leur droit préférentiel de souscription, à un prix de 34,27 \$ par action privilégiée participante, représentant une contrepartie en trésorerie de 206 M\$.

De plus, le 13 février 2020, la Société a acquis 238 693 580 actions ordinaires de la Financière Power, chacune ayant été échangée contre 1,05 action comportant des droits de vote limités de la Société et 0,01 \$ par action en espèces. La Société a émis 250 628 173 actions comportant des droits de vote limités au prix de 34,66 \$ par action et a versé un montant de 2 M\$ en espèces, pour une contrepartie totale de 8,7 G\$.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 20 février 2020, la Société a entrepris une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui était alors en vigueur jusqu'au 19 février 2021 ou jusqu'à la date à laquelle la Société aurait racheté le nombre maximal d'actions comportant des droits de vote limités permis, selon la première éventualité. Conformément à cette offre, la Société pouvait racheter jusqu'à 30 millions de ses actions comportant des droits de vote limités en circulation au 20 février 2020 (soit environ 5,2 % du flottant des actions comportant des droits de vote limités en circulation) aux prix du marché.

Au cours du premier trimestre de 2020, la Société a racheté aux fins d'annulation 7 352 500 actions comportant des droits de vote limités en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un montant de 193 M\$. Le capital social de la Société a été réduit de la valeur comptable moyenne des actions rachetées aux fins d'annulation. L'excédent du montant payé sur la valeur comptable moyenne du capital social s'est chiffré à 83 M\$ et a été comptabilisé en réduction des bénéfices non distribués. À la fin du mois de mars 2020, en raison des conditions sur le marché, la Société a suspendu temporairement ses rachats d'actions et n'a fait aucun autre rachat avant l'expiration de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 25 février 2021, la Société a entrepris une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui demeurera en vigueur jusqu'au 24 février 2022 ou jusqu'à la date à laquelle la Société aura racheté le nombre maximal d'actions comportant des droits de vote limités permis, selon la première éventualité. Conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société peut racheter jusqu'à 30 millions de ses actions comportant des droits de vote limités en circulation au 17 février 2021 (soit environ 5,3 % du flottant des actions comportant des droits de vote limités en circulation) aux prix du marché. La Société a décidé d'entreprendre des rachats d'actions à la fin du mois de février 2021 pour contrebalancer l'effet dilutif de l'exercice d'options sur actions par les employés. Au 17 mars 2021, la Société avait racheté 1 160 000 actions comportant des droits de vote limités au prix de 36 M\$.

Offre publique de rachat importante

Le 17 avril 2019, la Société a complété son offre publique de rachat importante (l'offre de PCC) et a racheté aux fins d'annulation 40 909 041 de ses actions comportant des droits de vote limités, à un prix de rachat de 33,00 \$ par action comportant des droits de vote limités, pour un montant total de 1,35 G\$. L'excédent du montant payé en vertu de l'offre de PCC sur le capital social, soit 1,28 G\$, a été comptabilisé en réduction des bénéfices non distribués. Les coûts de transaction de 5 M\$ engagés dans le cadre de l'offre de PCC ont été comptabilisés dans les bénéfices non distribués en 2019.

NOTE 19 Rémunération fondée sur des actions

RÉGIME D'OPTIONS SUR ACTIONS

Dans le cadre de la réorganisation, la Société a pris en charge le Régime d'options sur actions à l'intention des employés de la Financière Power. Les 13 079 888 options en circulation au 13 février 2020 en vertu du Régime d'options sur actions à l'intention des employés de la Financière Power (les options existantes) ont été échangées contre 13 733 786 options visant l'acquisition d'actions comportant des droits de vote limités de la Société (les options de remplacement).

Les options de remplacement donnent aux porteurs d'options le droit de recevoir 1,05 action comportant des droits de vote limités de Power Corporation (les actions de PCC) pour chaque action ordinaire de la Financière Power (les actions de CFP) à un prix de souscription par action de PCC correspondant au prix de souscription par action de CFP, en vertu du Régime d'options sur actions à l'intention des employés de la

Financière Power existant, divisé par 1,05. Les autres modalités des options de remplacement sont les mêmes que celles des options existantes, y compris les modalités relatives à l'acquisition des droits, à l'expiration des options et à la cessation d'emploi.

Un nombre respectif de 21 170 855 actions comportant des droits de vote limités et de 12 972 010 actions comportant des droits de vote limités sont réservées pour être émises en vertu du Régime d'options sur actions à l'intention des dirigeants de Power Corporation et du Régime d'options sur actions à l'intention des employés de la Financière Power, pris en charge par Power Corporation. Le régime stipule que le prix d'exercice de l'option ne doit pas être inférieur à la valeur de marché de l'action à la date à laquelle l'option est attribuée.

Le tableau suivant résume la situation du Régime d'options sur actions à l'intention des dirigeants de Power Corporation aux 31 décembre 2020 et 2019 ainsi que la variation qui s'est produite au cours des exercices concernés :

	2020		2019	
	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$		\$
En circulation au début de l'exercice	16 356 062	29,35	16 453 341	28,43
Liées à la prise en charge du Régime d'options sur actions de la Financière Power	13 733 786	30,93	-	-
Attribuées	3 994 258	34,23	1 325 223	31,84
Exercées	(1 497 952)	27,89	(1 422 502)	21,09
Ayant fait l'objet d'une renonciation et expirées	(1 101 729)	30,08	-	-
En circulation à la fin de l'exercice	31 484 425	30,70	16 356 062	29,35
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	19 458 880	29,92	11 873 872	28,96

Le tableau suivant résume les données sur les options sur actions en circulation au 31 décembre 2020 :

Fourchette des prix d'exercice	Date d'expiration	Options en circulation		Options pouvant être exercées	
		Options	Durée de vie restante moyenne pondérée (en années)	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
\$			\$		\$
25,12 - 28,75	2021	2 213 325	0,4	2 213 325	26,73
23,73 - 36,53	2022	3 616 945	1,4	3 616 945	26,77
28,24 - 31,03	2023	3 328 311	2,4	3 328 311	28,87
28,51 - 33,68	2024	3 136 681	3,4	3 117 466	31,35
31,79 - 36,53	2025	3 834 520	4,2	2 934 520	34,55
27,30 - 30,79	2026	3 054 236	5,2	2 924 490	29,96
29,61 - 33,68	2027	2 647 612	6,2	1 323 823	32,74
28,51 - 30,27	2028	3 218 099	7,2	-	-
31,12 - 31,84	2029	3 343 066	8,3	-	-
34,23	2030	3 091 630	9,1	-	-
		31 484 425	4,8	19 458 880	29,92

NOTE 19 Rémunération fondée sur des actions (suite)**CHARGE DE RÉMUNÉRATION**

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, Power Corporation a attribué 3 994 258 options (1 325 223 options en 2019).

La juste valeur de ces options a été estimée au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, en utilisant les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2020	2019
Taux de rendement en dividende	5,1 %	4,9 %
Volatilité attendue	16,7 %	15,6 %
Taux d'intérêt sans risque	1,3 %	1,8 %
Durée prévue (en années)	8,1	8,6
Juste valeur par option attribuée (en \$/option)	1,93	1,87
Prix d'exercice moyen pondéré (en \$/option)	34,23	31,84

En règle générale, les droits liés aux options attribuées sont acquis i) trois ans après la date d'attribution pour ce qui est des premiers 50 % et ii) quatre ans après la date d'attribution pour les 50 % restants. Les options attribuées en 2020 sont assorties des conditions d'acquisition suivantes :

Échéance	Nombre d'options	Conditions d'acquisition
2030	3 072 892	1/3 des droits deviendront acquis trois ans après la date d'attribution, 1/3 quatre ans après la date d'attribution, et 1/3 cinq ans après la date d'attribution
2030	21 366	50 % des droits deviendront acquis trois ans après la date d'attribution, et 50 % quatre ans après la date d'attribution
2025	900 000	50 % des droits deviendront acquis trois ans après la date d'attribution, et 50 % quatre ans après la date d'attribution

La volatilité attendue a été estimée en fonction de la volatilité historique du cours des actions de la Société sur la durée de vie prévue des options.

Lifeco et IGM ont également établi des régimes d'options sur actions en vertu desquels des options peuvent être accordées à certains dirigeants et employés. De plus, d'autres filiales de la Société ont établi des régimes de rémunération fondée sur des actions. Une charge de rémunération est enregistrée en fonction de la juste valeur des options ou de la juste valeur des instruments de fonds propres à la date d'attribution, amortie sur la période d'acquisition des droits. Le montant total de la charge de rémunération relative aux options sur actions attribuées par la Société et ses filiales s'est chiffré à 71 M\$ en 2020 (61 M\$ en 2019) et est comptabilisé dans les charges d'exploitation et frais administratifs des états des résultats.

RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Power Corporation a créé un Régime d'unités d'actions liées au rendement à l'intention de certains employés et dirigeants (les participants) afin de contribuer à les maintenir en poste et à harmoniser davantage les intérêts des participants et ceux des actionnaires. En vertu du Régime, les unités d'actions liées au rendement peuvent être attribuées chaque année et sont assujetties à des conditions d'acquisition des droits relatives au temps et au rendement. La valeur de chaque unité d'action liée au rendement se fonde sur le cours des actions comportant des droits de vote limités de la Société. Les unités d'actions liées au rendement sont réglées en trésorerie et les droits sont acquis sur une période de trois ans. Au moment de l'attribution, les participants peuvent choisir de recevoir une partie de leurs unités d'actions liées au rendement sous forme d'unités d'actions différées liées au rendement, dont les droits sont également acquis sur une période de trois ans. Les unités d'actions différées liées au rendement sont rachetables au moment où un participant cesse d'être un employé de la Société ou d'une de ses sociétés affiliées, ou advenant son décès, et elles seront acquittées au moyen d'un montant forfaitaire en trésorerie, selon la valeur d'une unité d'action différée liée au rendement à ce moment. Des unités d'actions liées au rendement

et des unités d'actions différées liées au rendement supplémentaires sont émises à l'égard des dividendes à payer sur les actions comportant des droits de vote limités, selon la valeur de telles unités à la date de versement des dividendes. La valeur comptable du passif au titre des unités d'actions liées au rendement était de 15 M\$ (13 M\$ en 2019), montant qui a été comptabilisé dans les autres passifs.

RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

Power Corporation a établi un Régime d'unités d'actions différées (UAD) à l'intention de ses administrateurs afin de mieux aligner les intérêts des administrateurs et ceux des actionnaires. Aux termes de ce régime, les administrateurs participant au Régime recevront la moitié de leurs honoraires annuels en UAD et pourront choisir de recevoir le reste de leurs honoraires annuels entièrement en UAD, entièrement en trésorerie, ou en parts égales en trésorerie et en UAD. Le nombre d'UAD attribuées est calculé en divisant le montant de la rémunération payable par le cours de clôture moyen de cinq jours des actions comportant des droits de vote limités de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq derniers jours du trimestre (la valeur d'une UAD). L'administrateur recevra d'autres UAD à l'égard des dividendes payables sur les actions comportant des droits de vote limités, selon la valeur d'une telle UAD à la date à laquelle les dividendes sur les actions comportant des droits de vote limités ont été versés. Les UAD seront payables au moment où l'administrateur ne siègera plus au conseil (pourvu que l'administrateur ne soit pas un administrateur, un dirigeant ou un employé d'une société affiliée de la Société) ou advenant son décès, et seront acquittées au moyen d'un montant forfaitaire en trésorerie, selon la valeur de l'UAD à ce moment. Au 31 décembre 2020, la valeur des UAD en circulation était de 25 M\$ (23 M\$ en 2019), montant qui a été comptabilisé dans les autres passifs. Les administrateurs peuvent aussi participer au Régime d'achat d'actions des administrateurs.

NOTE 19 Rémunération fondée sur des actions (suite)**RÉGIME D'ACHAT D'ACTIONS
À L'INTENTION DES EMPLOYÉS**

Power Corporation a mis en place un Régime d'achat d'actions à l'intention des employés permettant aux employés de souscrire jusqu'à concurrence de 6 % de leur salaire brut afin d'acheter, sur le marché libre, des actions comportant des droits de vote limités de la Société. Power Corporation investit un montant égal ou moindre au nom de l'employé.

**AUTRES ATTRIBUTIONS DE DROITS À UN PAIEMENT
FONDÉ SUR DES ACTIONS DE FILIALES**

La Financière Power et les autres filiales de la Société offrent également d'autres régimes d'attributions de droits à un paiement fondé sur des actions et d'unités d'actions liées au rendement (les régimes) à leurs administrateurs, leurs dirigeants et leurs employés. Certains de ces régimes sont réglés en trésorerie et comptabilisés dans les autres passifs. La charge de rémunération totale relative aux régimes de ces filiales s'est élevée à 162 M\$ en 2020 (125 M\$ en 2019) et est comptabilisée dans les charges d'exploitation et frais administratifs des états des résultats.

NOTE 20 Participations ne donnant pas le contrôle

La valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle comprend ce qui suit :

31 décembre 2020	Lifeco	IGM	Financière Power	Autres	Total
Détenteurs d'actions ordinaires	6 267	1 552	–	292	8 111
Détenteurs d'actions privilégiées	2 714	–	2 830	–	5 544
Surplus attribuable au compte de participation	2 871	–	–	–	2 871
	11 852	1 552	2 830	292	16 526

31 décembre 2019	Lifeco	IGM	Financière Power	Autres	Total
Détenteurs d'actions ordinaires	5 899	1 479	6 477	253	14 108
Détenteurs d'actions privilégiées	2 714	–	2 830	–	5 544
Surplus attribuable au compte de participation	2 759	–	–	–	2 759
	11 372	1 479	9 307	253	22 411

Les participations ne donnant pas le contrôle incluses dans les bilans sont les suivantes :

31 décembre 2020	Lifeco	IGM	Financière Power	Autres	Total
Participations ne donnant pas le contrôle au début de l'exercice	11 372	1 479	9 307	253	22 411
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 024	238	249	(23)	1 488
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	35	1	(31)	3	8
Dividendes	(607)	(182)	(137)	–	(926)
Rachat d'actions ordinaires et remboursement d'actions privilégiées, déduction faite de l'émission d'instruments de fonds propres	18	1	(6 555)	114	(6 422)
Incidence des variations des participations et autres	10	15	(3)	(55)	(33)
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de l'exercice	11 852	1 552	2 830	292	16 526

31 décembre 2019	Lifeco	IGM	Financière Power	Autres	Total
Participations ne donnant pas le contrôle au début de l'exercice	11 692	1 655	9 283	235	22 865
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	827	254	833	(31)	1 883
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	(131)	(33)	37	(2)	(129)
Dividendes	(584)	(186)	(578)	–	(1 348)
Rachat d'actions ordinaires et remboursement d'actions privilégiées, déduction faite de l'émission d'instruments de fonds propres ^[1]	(295)	(245)	(250)	55	(735)
Incidence des variations des participations et autres ^[1]	(137)	34	(18)	(4)	(125)
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de l'exercice	11 372	1 479	9 307	253	22 411

[1] Comprend l'incidence du rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation par la Financière Power et par Lifeco en vertu de leurs offres publiques de rachat importantes.

NOTE 20 Participations ne donnant pas le contrôle (suite)

L'information financière de Lifeco et d'IGM au 31 décembre 2020 et pour l'exercice clos à cette date peut être obtenue dans les états financiers qu'elles publient. Le tableau ci-dessous présente l'information financière résumée de Lifeco et d'IGM :

	2020		2019	
	Lifeco	IGM	Lifeco	IGM
Bilan				
Actif	600 490	16 062	451 167	15 391
Passif	573 475	11 019	425 624	10 892
Fonds propres	27 015	5 043	25 543	4 499
Résultat global				
Bénéfice net	3 154	764	2 507	749
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(8)	264	(520)	(60)
Flux de trésorerie				
Activités d'exploitation	9 610	736	6 110	712
Activités de financement	2 010	(1 358)	(3 981)	(1 069)
Activités d'investissement	(8 202)	673	(1 539)	427

ACQUISITION D' ACTIONS ORDINAIRES DE LA FINANCIÈRE POWER

Le 13 février 2020, la Société a complété la réorganisation avec succès et a acquis 238 693 580 actions ordinaires de la Financière Power détenues par des participations minoritaires en contrepartie de l'émission de 250 628 173 actions comportant des droits de vote limités de la Société et d'un montant de 2 M\$ payé en espèces, pour une contrepartie totale de 8,7 G\$. Depuis la réalisation de la réorganisation, la Société détient la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de la Financière Power. L'excédent du prix d'acquisition sur la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle acquises, d'un montant de 6 555 M\$, a été comptabilisé comme une diminution de 2 847 M\$ des bénéfices non distribués et une réattribution du cumul des autres éléments de bénéfice global et de la réserve au titre de la rémunération fondée sur des actions de 647 M\$ et de 66 M\$, respectivement. Les coûts de 46 M\$ liés à cette transaction ont été imputés aux bénéfices non distribués dans les états des variations des fonds propres.

WEALTHSIMPLE

Le 14 octobre 2020, Wealthsimple a annoncé la clôture d'un investissement de 114 M\$ selon une évaluation préfinancement de 1,4 G\$. L'investissement a été dirigé par TCV, l'un des plus importants investisseurs en capital de croissance axés sur la technologie, de concert avec Greylock Partners, Meritech Capital, Allianz X et Two Sigma Ventures. À la suite de cet investissement, ces investisseurs ont acquis une participation entièrement diluée de 7,5 %. Étant donné la clôture de l'investissement, la Société détient maintenant une participation non diluée de 74,9 % dans Wealthsimple. L'incidence de la variation de la participation a donné lieu à la comptabilisation d'un profit de 77 M\$ dans les bénéfices non distribués de l'état des variations des fonds propres en 2020.

NOTE 21 Gestion du capital**POWER CORPORATION**

En tant que société de portefeuille, Power Corporation a les objectifs suivants en matière de gestion du capital :

- offrir des rendements à long terme attrayants aux actionnaires de la Société;
- offrir une flexibilité financière suffisante pour mettre en application sa stratégie de croissance qui vise à investir en temps opportun dans ses sociétés en exploitation et à effectuer d'autres placements lorsque des occasions se présentent;
- maintenir une structure du capital qui correspond à la nature à long terme de ses placements en maximisant l'utilisation du capital permanent;
- maintenir une notation de crédit appropriée qui lui garantit un accès stable aux marchés financiers.

La Société gère son capital en tenant compte des caractéristiques de risque et de la liquidité de ses placements. Afin de maintenir ou de modifier sa structure du capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires ou émettre du capital.

La structure du capital de la Société comprend : les débetures, les actions non participantes, les fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions participantes et les participations ne donnant pas le contrôle. La Société

considère les actions non participantes comme une source efficiente de capitaux permanents. La Société est un investisseur à long terme et, à ce titre, elle détient des positions dans des placements à long terme ainsi que de la trésorerie et des titres à revenu fixe afin de répondre à ses besoins en matière de liquidités.

Le conseil d'administration de la Société est responsable de la gestion du capital. La direction de la Société est responsable de l'établissement des procédures de gestion du capital et de la mise en œuvre et du suivi de ses plans de capital. Le conseil d'administration de la Société examine et approuve les transactions liées au capital, telles que l'émission, le remboursement et le rachat d'actions participantes, d'actions non participantes et de débetures. Les conseils d'administration des filiales de la Société, de même que celui de Groupe Bruxelles Lambert, supervisent et sont responsables de la gestion du capital de leur société respective.

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital réglementaire imposée de l'extérieur. Toutefois, Lifeco et certaines de ses principales filiales, les filiales d'IGM, de même que certaines autres filiales de la Société, sont assujetties à des exigences en matière de capital réglementaire et elles gèrent leur capital, tel qu'il est décrit ci-dessous.

NOTE 21 Gestion du capital (suite)

LIFECO

Lifeco gère son capital sur une base consolidée ainsi qu'au niveau de chaque filiale en exploitation. Les principaux objectifs de la stratégie de gestion du capital de Lifeco sont les suivants :

- maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences minimales en matière de capital réglementaire applicables dans les territoires où les filiales exercent leurs activités;
- conserver d'excellentes notations de crédit et une solidité financière lui assurant un accès stable aux marchés financiers;
- offrir une structure du capital efficiente afin de maximiser la valeur pour les actionnaires, en tenant compte des risques d'exploitation et des plans stratégiques de Lifeco.

Lifeco a établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter tous les risques significatifs. La direction de Lifeco est responsable de l'établissement des procédures de gestion du capital relatives à la mise en œuvre et au suivi du plan de capital.

Le niveau de capitalisation cible de Lifeco et de ses filiales est déterminé en tenant compte de divers facteurs tels que la probabilité qu'il atteigne un seuil inférieur aux exigences minimales en matière de capital réglementaire dans les territoires où les activités sont exercées, les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de solidité financière et d'autres notations à Lifeco, et la volonté de réunir suffisamment de capital pour avoir un degré de confiance élevé quant à sa capacité à respecter ses obligations envers les titulaires de polices et ses autres obligations.

Les filiales de Lifeco, la Canada Vie, Great-West Life & Annuity et les entités dont le siège social est situé en Europe sont assujetties à des exigences minimales en matière de capital réglementaire.

- Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a défini une norme de mesure de l'adéquation des fonds propres réglementaires des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales, connue sous le nom de test de suffisance du capital des sociétés d'assurance-vie (TSAV). Le ratio du TSAV permet de comparer les ressources en matière de capital réglementaire d'une société avec son capital requis, défini par le BSIF comme la somme de toutes les exigences en matière de capital réglementaire multipliée par un facteur scalaire de 1,05. Le total des ressources en matière de capital correspond à la somme du capital disponible, de la provision d'excédent et des dépôts admissibles. Le BSIF a établi un ratio total cible de surveillance de 100 % et un ratio total minimum de surveillance de 90 %. Au 31 décembre 2020, le ratio du TSAV consolidé de la Canada Vie était de 129 % (135 % au 31 décembre 2019).

- Pour les entités dont le siège social est situé en Europe, les politiques locales en matière de solvabilité correspondent à Solvabilité II. Aux 31 décembre 2020 et 2019, toutes les entités de Lifeco réglementées en Europe répondaient aux exigences en matière de capital et de solvabilité prescrites en vertu de Solvabilité II.
- Great-West Life & Annuity est assujettie au régime de capital réglementaire fondé sur les risques aux États-Unis.
- D'autres établissements et filiales de Lifeco à l'étranger doivent se conformer aux exigences en matière de capital et de solvabilité des territoires où ils sont présents. Aux 31 décembre 2020 et 2019, Lifeco maintenait des niveaux de capital supérieurs aux exigences réglementaires minimales locales dans chacun des territoires de ses autres établissements à l'étranger.

FINANCIÈRE IGM

L'objectif d'IGM en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en s'assurant qu'IGM soit capitalisée de façon à respecter les exigences en matière de capital réglementaire, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques d'IGM en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières et un bilan solides. IGM évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital d'IGM est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire aux besoins en fonds de roulement, de même que pour soutenir les placements à long terme effectués par IGM, l'expansion des affaires et d'autres objectifs stratégiques.

Les filiales d'IGM assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds communs de placement, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales d'IGM sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des fonds propres attribuables aux actionnaires. Aux 31 décembre 2020 et 2019, les filiales d'IGM se conformaient à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

PLATEFORMES DE PLACEMENTS DANS DES ACTIFS ALTERNATIFS ET AUTRES

Certaines filiales sont assujetties à des exigences en matière de capital réglementaire, y compris des gestionnaires de portefeuille, des gestionnaires d'actifs et un courtier exécutant. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des fonds propres attribuables aux actionnaires. Aux 31 décembre 2020 et 2019, ces filiales se conformaient à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

NOTE 22 Gestion des risques

La Société et ses filiales ont établi des politiques, des procédures et des lignes directrices pour déterminer, mesurer, surveiller et atténuer les risques liés aux instruments financiers. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de liquidité, le risque de crédit et le risque de marché.

- Le risque de liquidité correspond au risque que la Société et ses filiales ne soient pas en mesure de respecter la totalité de leurs engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance ou qu'elles ne puissent, au moment opportun, obtenir du capital ou monétiser des actifs dans des conditions normales de marché.
- Le risque de crédit se rapporte à l'éventualité d'une perte financière pour la Société et ses filiales si, dans le cadre d'une transaction, une contrepartie ne respecte pas ses obligations de paiement. Le risque de crédit peut être lié à la défaillance d'un seul émetteur de titres d'emprunt, à la variation des écarts de crédit associés aux titres à revenu fixe négociables et au risque de contrepartie, qui se rapporte aux dérivés.
- Le risque de marché correspond au risque que la valeur de marché ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des facteurs du marché. Ces derniers peuvent être classés dans trois catégories: le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix.
 - Le risque de change réside dans le fait que les activités de la Société, de ses filiales, de ses entreprises contrôlées conjointement et de ses entreprises associées sont libellées dans différentes devises et que les placements et les bénéfices en devises sont convertis à divers moments et à divers taux de change lorsque des fluctuations défavorables des taux de change se produisent.
 - Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt.
 - Le risque de prix correspond au risque d'une perte éventuelle liée à la sensibilité du cours de marché d'un instrument financier découlant de la volatilité des marchés boursiers.

La présente note annexe aux états financiers contient des estimations de sensibilité et des mesures d'exposition relatives à certains risques, notamment la sensibilité à des fluctuations précises des taux d'intérêt projetés et des cours de marché à la date d'évaluation. Les résultats réels peuvent être sensiblement différents de ces estimations, notamment en raison :

- de l'évaluation des circonstances donnant lieu au scénario, qui pourrait entraîner des changements aux approches d'investissement et de réinvestissement et aux scénarios de taux d'intérêt pris en compte;
- des changements apportés aux hypothèses actuarielles et aux hypothèses sur le rendement des investissements et les activités d'investissement futures;
- des résultats réels, qui pourraient être différents des résultats prévus aux hypothèses;
- des changements apportés à la répartition des activités, aux taux d'imposition effectifs et à d'autres facteurs liés au marché;
- des interactions entre ces facteurs et les hypothèses lorsque plusieurs changent;
- des limites générales des modèles internes.

Pour ces raisons, les sensibilités énoncées devraient être considérées uniquement comme des estimations indicatives quant à la sensibilité sous-jacente de chacun des facteurs en fonction des hypothèses mentionnées ci-dessus. Étant donné la nature de ces calculs, la Société ne peut en aucun cas garantir que l'incidence réelle sur le bénéfice net correspondra à celle qui est indiquée.

POWER CORPORATION, FINANCIÈRE POWER ET PLATEFORMES DE PLACEMENTS DANS DES ACTIFS ALTERNATIFS ET AUTRES

Le risque de liquidité, le risque de crédit et le risque de marché de Power Corporation, de la Financière Power et des plateformes de placements dans des actifs alternatifs et autres (autres filiales) de la Société, y compris les répercussions de la COVID-19, sont expliqués dans la première partie de la présente note. Les sections qui suivent portent sur les risques relatifs à Lifeco et à IGM.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Power Corporation est une société de portefeuille. Par conséquent, les flux de trésorerie de la Société proviennent principalement des dividendes reçus de ses filiales, ainsi que des produits tirés des placements, moins les charges d'exploitation, les charges financières, l'impôt sur le bénéfice et le versement de dividendes à ses détenteurs d'actions participantes et non participantes. La capacité de la Société, en tant que société de portefeuille, à verser des dividendes dépend de ceux qu'elle reçoit de ses principales filiales en exploitation et de ses autres investissements. Lifeco et ses filiales sont assujetties à des restrictions énoncées dans les lois et les règlements pertinents sur les sociétés et l'assurance, qui exigent le maintien de ratios de solvabilité et de capitalisation. Les filiales d'IGM sont également assujetties à des exigences minimales en matière de capital. Les exigences imposées par les organismes de réglementation dans un territoire donné peuvent varier de temps à autre et, par conséquent, avoir une incidence sur la capacité de la filiale en exploitation à verser des dividendes. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, les autorités de réglementation surveillent l'incidence de la pandémie afin de veiller à ce que les entreprises réglementées maintiennent des niveaux suffisants de liquidités et de

capitaux. La déclaration et le versement de dividendes par la Société au cours des périodes futures demeurent à la discrétion de ses administrateurs et dépendent de la performance opérationnelle, de la rentabilité, de la situation financière et de la solvabilité de ses filiales en exploitation et de ses autres investissements, ainsi que de leur capacité à verser des dividendes. Cette dernière sera tributaire de la durée de la pandémie de COVID-19, de même que de la gravité et de la durée de ses répercussions financières.

Power Corporation et la Financière Power évaluent régulièrement leurs exigences en matière de liquidités et cherchent à maintenir des niveaux de liquidités suffisants pour s'acquitter de leurs obligations à l'égard des charges d'exploitation, des charges financières et du versement de dividendes sur les actions privilégiées pendant une période raisonnable, tel qu'il est défini dans leurs politiques. La capacité de Power Corporation, de la Financière Power et des autres filiales à obtenir du financement supplémentaire dans l'avenir dépendra en partie de la conjoncture observée sur le marché ainsi que du rendement des affaires et du profil de risque de Power Corporation, de la Financière Power et de leurs filiales.

NOTE 22 Gestion des risques (suite)

La Société a également accès à des liquidités au moyen de ses marges de crédit obtenues auprès de banques canadiennes. La Société dispose d'une marge de crédit engagée de 250 M\$. La Société dispose également d'une marge de crédit non engagée de 100 M\$, sur laquelle toute avance est consentie au gré de la banque. Au 31 décembre 2020, la Société avait prélevé 110 M\$ (37 M\$ en 2019) sur sa marge de crédit engagée, et sa marge de crédit non engagée n'était pas utilisée.

Les autres filiales disposent également de marges de crédit engagées de 400 M\$ auprès de banques canadiennes et américaines (un montant de 372 M\$ était disponible au 31 décembre 2020). Après la clôture de l'exercice, Sagard 4 a conclu une facilité de crédit sans recours de 100 M€ portant intérêt au TIOL majoré de 1,70 %. La facilité de crédit est garantie par les actifs et les engagements non capitalisés de Sagard 4.

Les remboursements de capital sur les débetures et autres instruments d'emprunt et la capitalisation des régimes de retraite (autres que ceux de Lifeco et d'IGM mentionnés ci-dessous) représentent la seule obligation contractuelle importante en matière de liquidités.

31 décembre 2020	Paiements exigibles par période			Total
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Débetures et autres instruments d'emprunt	320	367	1 688	2 375
Paiements de loyers futurs	20	43	112	175
Cotisations au titre des régimes de retraite	5	-	-	5
	345	410	1 800	2 555

Power Corporation et la Financière Power sont d'avis que leurs flux de trésorerie récurrents liés aux opérations, leurs soldes de trésorerie disponibles et les liquidités accessibles au moyen de leurs marges de crédit sont suffisants pour répondre à leurs besoins en matière de liquidités.

La gestion du risque de liquidité de Power Corporation, de la Financière Power et des autres filiales n'a pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2019.

RISQUE DE CRÉDIT

Les titres à revenu fixe et les dérivés sont assujettis au risque de crédit. Power Corporation et la Financière Power atténuent le risque de crédit lié à leurs titres à revenu fixe en respectant une politique en matière de placement, laquelle établit des directives quant aux limites d'exposition en définissant les titres admissibles, les notations minimales et les limites de concentration.

Les titres à revenu fixe, qui sont compris dans les placements et dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, se composent principalement d'obligations, d'acceptations bancaires et de dépôts temporaires très liquides auprès de banques à charte canadiennes et de banques dans les territoires où Power Corporation, la Financière Power et les autres filiales exercent leurs activités, ainsi que d'obligations et de titres à court terme émis ou garantis par les gouvernements canadien ou américain. Power Corporation et la Financière Power évaluent régulièrement les notations de crédit de leurs contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

Les dérivés peuvent aussi être utilisés pour atténuer l'exposition au risque de change. Power Corporation et la Financière Power révisent régulièrement les notations de crédit de leurs contreparties relatives aux instruments financiers dérivés. Les contrats sur dérivés sont négociés sur le marché hors cote avec des contreparties qui sont des institutions financières bien cotées.

Les instruments financiers des autres filiales comprennent d'autres prêts et sont assujettis au risque de crédit. Les autres filiales évaluent régulièrement les notations de crédit de leurs contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

L'exposition de Power Corporation, de la Financière Power et des autres filiales au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux titres à revenu fixe et aux dérivés, et la façon dont elles gèrent ce risque, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2019.

RISQUE DE MARCHÉ

Les instruments financiers de Power Corporation, de la Financière Power et des autres filiales se composent de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres à revenu fixe, d'autres placements (qui comprennent des titres de participation, d'autres prêts, des fonds d'investissement et des fonds de couverture), des dérivés et des débetures ainsi que des autres instruments d'emprunt.

Risque de change

Dans le cadre de la gestion de leur trésorerie et de leurs équivalents de trésorerie ainsi que de leurs titres à revenu fixe, Power Corporation, la Financière Power et les autres filiales peuvent maintenir un solde de trésorerie libellé en devises et, par le fait même, être exposées aux fluctuations des cours du change. Afin de se prémunir contre ces fluctuations, Power Corporation et la Financière Power peuvent, à l'occasion, conclure avec des institutions financières bien cotées des contrats de couverture. Au 31 décembre 2020, environ 78 % de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des titres à revenu fixe de Power Corporation, de la Financière Power et des autres filiales étaient libellés en dollars canadiens (82 % au 31 décembre 2019).

La plupart des autres placements de Power Corporation sont classés comme étant disponibles à la vente. Par conséquent, les profits et les pertes latents sur ces placements, qui découlent des fluctuations des taux de change, sont comptabilisés dans les autres éléments de bénéfice global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés. Au 31 décembre 2020, l'incidence d'un raffermissement de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait par la comptabilisation d'une perte latente d'environ 109 M\$ dans les autres éléments de bénéfice global (89 M\$ au 31 décembre 2019). Les débetures de Power Corporation et de la Financière Power sont libellées en dollars canadiens.

Power Corporation détient des investissements nets dans des établissements à l'étranger. En vertu des normes IFRS, les profits et les pertes de change liés aux investissements nets dans des établissements à l'étranger sont comptabilisés dans les autres éléments de bénéfice global. Le raffermissement ou l'affaiblissement du taux de change au comptant du dollar canadien par rapport à celui du dollar américain et du renminbi chinois a une incidence sur le total des fonds propres de la Société.

NOTE 22 Gestion des risques (suite)

La Financière Power est exposée au risque de change par l'entremise de Parjointco en raison de la participation de cette dernière dans une société dont la monnaie fonctionnelle est le franc suisse, qui est elle-même exposée au risque de change par l'entremise de GBL, dont la monnaie fonctionnelle est l'euro. Les profits et les pertes de change liés à la conversion de cette participation sont comptabilisés dans les autres éléments de bénéfice global. Une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport à la devise entraînerait une diminution (augmentation) d'environ 7 M\$ de la valeur comptable totale des investissements étrangers (7 M\$ en 2019).

Power Corporation est également exposée au risque de change en raison de sa participation dans China AMC. Les profits et les pertes de change liés à la conversion de cette participation sont comptabilisés dans les autres éléments de bénéfice global. Une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport à la devise entraînerait une diminution (augmentation) d'environ 35 M\$ de la valeur comptable totale des investissements étrangers (32 M\$ en 2019).

Risque de taux d'intérêt

Les instruments financiers de Power Corporation, de la Financière Power et des autres filiales ne sont pas exposés de façon importante au risque de taux d'intérêt.

Risque de prix

Les autres placements sont examinés périodiquement afin de déterminer s'il existe des preuves objectives de dépréciation. Au cours de l'exercice, la Société a comptabilisé des charges pour perte de valeur sur des placements

disponibles à la vente se chiffrant à 35 M\$ (40 M\$ en 2019). Au 31 décembre 2020, l'incidence d'une baisse de valeur de 10 % des autres placements se serait traduite par la comptabilisation d'une perte latente d'environ 179 M\$ dans les autres éléments de bénéfice global (164 M\$ au 31 décembre 2019).

GBL détient des placements importants classés comme étant disponibles à la vente. Les profits et les pertes latents sur ces placements sont comptabilisés dans les autres éléments de bénéfice global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés. Ces placements sont examinés périodiquement afin de déterminer s'il existe des preuves objectives de dépréciation. Au 31 décembre 2020, l'incidence d'un recul de 10 % sur les marchés boursiers se serait traduite par une perte latente d'environ 400 M\$ comptabilisée dans les autres éléments de bénéfice global, représentant la quote-part revenant à la Société des pertes latentes de Parjointco.

Power Corporation et la Financière Power parrainent un certain nombre d'ententes de rémunération différée pour les employés dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de Power Corporation. Afin de couvrir leur exposition au risque de prix associé à leurs régimes d'unités d'actions liées au rendement, Power Corporation et la Financière Power ont recours à des swaps de rendement total.

Les instruments financiers des autres filiales ne sont pas exposés de façon importante au risque de prix.

LIFECO

Le comité de gestion des risques du conseil d'administration de Lifeco est responsable du suivi des principaux risques auxquels celle-ci est exposée.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Lifeco a mis en œuvre les politiques et les procédures suivantes pour gérer le risque de liquidité :

- Lifeco gère étroitement les liquidités d'exploitation au moyen de l'appariement des flux de trésorerie des actifs et des passifs et par l'établissement de prévisions quant aux rendements obtenus et nécessaires, afin d'assurer une correspondance entre les exigences liées aux titulaires de polices et le rendement des actifs. Environ 48 % (environ 57 % en 2019) des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sont non encaissables avant l'échéance ou avant l'arrivée d'un sinistre, et environ 26 % (14 % en 2019) des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sont assujettis à des rajustements à la juste valeur sous réserve de certaines conditions.

- La direction de Lifeco surveille de près la solvabilité et les positions de fonds propres de ses principales filiales et les compare aux besoins de liquidités de la société de portefeuille. Des liquidités supplémentaires peuvent être obtenues par l'intermédiaire de marges de crédit établies ou de transactions sur les marchés financiers. Au 31 décembre 2020, Lifeco disposait de liquidités de 350 M\$ par l'intermédiaire de marges de crédit obtenues auprès de banques à charte canadiennes. De plus, Lifeco dispose d'une facilité de crédit de 150 M\$ par l'intermédiaire de la Canada Vie, d'une facilité de crédit renouvelable de 500 M\$ US par l'intermédiaire de Great-West Lifeco U.S. LLC, d'une facilité de crédit renouvelable de 500 M\$ US auprès d'un syndicat de banques mise à la disposition de Putnam, ainsi que d'une marge de crédit de 50 M\$ US par l'intermédiaire de Great-West Life & Annuity.

Dans le cours normal de ses activités, Lifeco conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une incidence sur ses liquidités à court et à long terme. Le calendrier de remboursement du capital lié à certains des passifs financiers de Lifeco est résumé dans le tableau suivant :

	Paiements exigibles par période						Total
	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Plus de 5 ans	
31 décembre 2020							
Débetures et autres instruments d'emprunt	970	–	775	–	635	7 229	9 609
Débetures de fiducies de capital ^[1]	–	–	–	–	–	150	150
Obligations d'achat	113	65	23	13	10	37	261
Paiements de loyers futurs	88	78	67	60	54	387	734
Cotisations au titre des régimes de retraite	316	–	–	–	–	–	316
	1 487	143	865	73	699	7 803	11 070

[1] Le montant des paiements exigibles n'a pas été réduit afin de refléter le fait que Lifeco détient des titres de fiducies de capital d'une valeur nominale de 37 M\$ (valeur comptable de 55 M\$).

NOTE 22 Gestion des risques (suite)**RISQUE DE CRÉDIT**

Lifeco a mis en œuvre les politiques et les procédures suivantes pour gérer le risque de crédit :

- Des politiques en matière de placement visant à réduire la concentration excessive dans certains émetteurs, secteurs et territoires ou certaines sociétés rattachées.
- Des limites en matière de placement précisent le seuil minimal et le seuil maximal à respecter relativement à chaque catégorie d'actif.
- Le risque de crédit est identifié à l'aide d'un système interne de classification du risque de crédit qui comprend une évaluation détaillée de la solvabilité d'un débiteur. Le classement attribué à l'interne au risque de crédit ne peut être supérieur à la meilleure notation fournie par certaines sociétés de notation indépendantes.
- Les portefeuilles font l'objet d'une surveillance continue et d'examen réguliers par le comité de gestion des risques et le comité de placements du conseil d'administration de Lifeco.
- Le risque de crédit lié aux instruments dérivés est évalué trimestriellement en fonction de la conjoncture existante à la date de clôture et conformément à des pratiques jugées au moins aussi prudentes que celles recommandées par les organismes de réglementation. Pour gérer le risque de crédit lié aux instruments dérivés, Lifeco inclut l'exposition aux dérivés dans l'exposition globale au risque de crédit, qui est évaluée en fonction des limites à l'égard de la notation des débiteurs, et elle a recours à des ententes de garanties, lorsque cela est possible.
- La solidité financière des contreparties qui fournissent de la réassurance à Lifeco est revue dans le cadre d'un processus continu de surveillance. La solidité financière minimale des réassureurs est décrite dans la politique de gestion du risque pour la réassurance de Lifeco. Pour réduire le risque de crédit lié à la réassurance, Lifeco établit des limites basées sur les notations en fonction de l'exposition nette au montant cédé, par contrepartie, et recherche une protection sous forme d'ententes de garanties ou de retenue de fonds, lorsqu'il est possible de le faire.
- Des lignes directrices en matière de placement précisent également les exigences à satisfaire en matière de garantie.

Risque de crédit maximal

Le tableau qui suit résume le risque de crédit maximal de Lifeco lié aux instruments financiers. Le risque de crédit maximal correspond à la valeur comptable de l'actif, déduction faite de toute provision pour pertes :

31 décembre	2020	2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 946	4 628
Obligations		
À la juste valeur par le biais du résultat net	102 892	85 946
Disponibles à la vente	11 352	11 710
Prêts et créances	23 348	17 372
Prêts hypothécaires	27 803	24 268
Avances consenties aux titulaires de polices	8 387	8 601
Fonds détenus par des assureurs cédants ^[1]	18 383	8 714
Actifs au titre des cessions en réassurance	22 121	20 707
Intérêts à recevoir et intérêts courus	1 320	1 196
Débiteurs	3 080	3 256
Primes en voie de recouvrement	1 702	1 429
Actifs du compte de négociation	713	1 092
Créances liées à des contrats de location-financement	404	405
Autres actifs financiers ^[2]	965	444
Actifs dérivés	829	451
Total du risque de crédit maximal au bilan	231 245	190 219

[1] Comprend un montant de 16 325 M\$ au 31 décembre 2020 (6 741 M\$ au 31 décembre 2019) de fonds détenus par des assureurs cédants pour lesquels Lifeco conserve le risque de crédit lié aux actifs qui couvrent les passifs cédés (se reporter à la note 6).

[2] Comprend des éléments tels que l'impôt à recevoir et divers autres actifs de Lifeco.

La conclusion d'accords de garantie constitue également une mesure d'atténuation du risque de crédit. Le montant et le type de garanties exigés sont fonction de l'évaluation du risque de crédit de la contrepartie. Des lignes directrices ont été mises en œuvre relativement aux types de garanties acceptables et aux paramètres d'évaluation connexes. La direction de Lifeco examine la valeur de la garantie, exige au besoin une garantie additionnelle et procède à une évaluation de la dépréciation, s'il y a lieu. Les garanties reçues de contreparties par Lifeco au 31 décembre 2020 relativement aux actifs dérivés s'élevaient à 211 M\$ (156 M\$ au 31 décembre 2019).

Au 31 décembre 2020, une tranche de 15 690 M\$ des actifs au titre des cessions en réassurance de 22 121 M\$ avait été cédée à Protective Life (une tranche de 14 848 M\$ sur un montant de 20 707 M\$ au 31 décembre 2019). Cette concentration du risque est atténuée par des fonds détenus en fiducie d'un montant de 16 389 M\$ au 31 décembre 2020 (15 948 M\$ au 31 décembre 2019).

NOTE 22 Gestion des risques (suite)**Concentrations du risque de crédit**

Les concentrations du risque de crédit proviennent de l'exposition à un seul débiteur, à un groupe de débiteurs liés ou à un groupe de débiteurs partageant des caractéristiques de risque de crédit similaires, comme un groupe de débiteurs exerçant leurs activités dans la même région ou dans des secteurs similaires. Les caractéristiques de ces débiteurs sont similaires, de sorte que des changements des conditions économiques ou politiques pourraient influencer sur leur capacité à respecter leurs obligations.

Les tableaux suivants présentent la valeur comptable des obligations de Lifeco par émetteur, par secteur et par activité:

	Canada	États-Unis	Europe	Solutions de gestion du capital et des risques	Total
31 décembre 2020					
Obligations émises ou garanties par:					
Trésor	586	272	10 282	1 372	12 512
Organismes gouvernementaux	20 555	2 308	9 287	316	32 466
Créances titrisées par des agences	178	926	-	17	1 121
Autres créances titrisées	2 057	6 550	1 402	136	10 145
Services financiers	4 361	6 022	5 880	572	16 835
Communications	1 142	1 338	1 124	98	3 702
Produits de consommation courante	4 197	6 127	2 816	762	13 902
Énergie	2 453	2 450	675	270	5 848
Produits industriels	2 022	4 585	1 329	406	8 342
Technologie	557	1 324	299	263	2 443
Transport	3 409	1 394	977	154	5 934
Services publics	10 091	4 485	4 811	553	19 940
Obligations à court terme	2 332	557	1 066	447	4 402
	53 940	38 338	39 948	5 366	137 592
31 décembre 2019					
Obligations émises ou garanties par:					
Trésor	479	72	10 118	1 068	11 737
Organismes gouvernementaux	19 307	1 795	8 521	293	29 916
Créances titrisées par des agences	110	1 111	-	10	1 231
Autres créances titrisées	2 159	4 664	1 573	165	8 561
Services financiers	4 119	3 011	5 786	560	13 476
Communications	888	617	991	129	2 625
Produits de consommation courante	3 761	2 738	2 649	855	10 003
Énergie	2 173	1 071	640	266	4 150
Produits industriels	1 764	2 057	1 281	454	5 556
Technologie	552	727	302	265	1 846
Transport	2 897	546	1 017	180	4 640
Services publics	9 145	2 377	4 426	527	16 475
Obligations à court terme	2 680	720	1 049	363	4 812
	50 034	21 506	38 353	5 135	115 028

[1] Se reporter aux chiffres comparatifs (note 2).

NOTE 22 Gestion des risques (suite)

Les tableaux suivants présentent la valeur comptable des prêts hypothécaires de Lifeco par activité :

31 décembre 2020	Résidences unifamiliales	Résidences multifamiliales	Prêts hypothécaires rechargeables	Biens commerciaux	Total
Canada	2 063	4 331	759	8 883	16 036
États-Unis	–	2 297	–	3 660	5 957
Europe	–	684	1 261	3 801	5 746
Solutions de gestion du capital et des risques	–	41	–	23	64
	2 063	7 353	2 020	16 367	27 803

31 décembre 2019	Résidences unifamiliales	Résidences multifamiliales	Prêts hypothécaires rechargeables	Biens commerciaux	Total
Canada	2 069	4 496	374	7 871	14 810
États-Unis	–	1 798	–	2 198	3 996
Europe ^[1]	–	661	940	3 787	5 388
Solutions de gestion du capital et des risques ^[1]	–	49	–	25	74
	2 069	7 004	1 314	13 881	24 268

[1] Se reporter aux chiffres comparatifs (note 2).

Qualité de l'actif

Qualité du portefeuille d'obligations 31 décembre	2020	2019
AAA	21 820	22 083
AA	35 530	33 272
A	45 673	37 233
BBB	33 382	21 922
BB ou inférieure	1 187	518
Total des obligations	137 592	115 028

Qualité du portefeuille de dérivés 31 décembre	2020	2019
Contrats négociés sur le marché hors cote (notations de crédit des contreparties) :		
AA	424	271
A	369	146
BBB	35	34
Négociés en bourse	1	–
Total	829	451

Prêts en souffrance qui ne sont pas dépréciés

Les prêts qui sont en souffrance mais qui ne sont pas considérés comme dépréciés sont des prêts dont les paiements n'ont pas été reçus aux dates prévues, mais pour lesquels la direction de Lifeco est raisonnablement assurée de recouvrer le montant total du capital et des intérêts. Le tableau suivant présente la valeur comptable des prêts en souffrance qui ne sont pas considérés comme dépréciés :

31 décembre	2020	2019
Moins de 30 jours	17	28
De 30 à 90 jours	28	1
Plus de 90 jours	10	4
Total	55	33

NOTE 22 Gestion des risques (suite)**Correction de valeur pour pertes de crédit futures**

Les données qui suivent représentent la correction de valeur pour pertes de crédit futures comprise dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance. Ces montants s'ajoutent à la provision pour pertes sur actifs comprise dans l'actif :

31 décembre	2020	2019
Polices avec participation	1 183	1 175
Polices sans participation	2 185	1 400
	3 368	2 575

RISQUE DE MARCHÉ**Risque de change**

Si les actifs couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ne sont pas libellés dans la même devise, les fluctuations des taux de change peuvent exposer Lifeco au risque de pertes de change non contrebalancées par des diminutions du passif. Lifeco détient des investissements nets dans des établissements à l'étranger. Les dettes de Lifeco sont libellées en dollars canadiens, en euros et en dollars américains. En vertu des normes IFRS, les profits et les pertes de change liés aux investissements nets dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture et de l'incidence fiscale connexes, sont comptabilisés dans les autres éléments de bénéfice global. Le raffermissement ou l'affaiblissement du taux de change au comptant du dollar canadien par rapport à celui du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro a une incidence sur le total des fonds propres de Lifeco. Par conséquent, la valeur comptable par action et les ratios des fonds propres de Lifeco surveillés par les agences de notation en subissent également l'incidence.

Les politiques et les procédures suivantes ont été mises en œuvre afin d'atténuer le risque de change auquel Lifeco est exposée :

- Lifeco utilise certaines mesures financières, par exemple des calculs selon un taux de change constant, pour mieux observer l'incidence des fluctuations liées à la conversion des devises.
- Les placements sont normalement effectués dans la même devise que les passifs couverts par ces placements. Les lignes directrices en matière de placement par secteur prévoient une tolérance maximale en ce qui a trait au risque non couvert lié à la non-concordance des devises.
- Dans le cas d'actifs couvrant des passifs qui ne sont pas libellés dans la même devise, Lifeco reconvertit généralement ces actifs dans la monnaie des passifs en question au moyen de contrats de change.
- Un affaiblissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une augmentation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation non significative du bénéfice net.
- Un raffermissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une diminution des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation non significative du bénéfice net.

Risque de taux d'intérêt

Les politiques et les procédures suivantes ont été mises en œuvre afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt auquel Lifeco est exposée :

- Lifeco utilise un processus officiel pour l'appariement de l'actif et du passif, lequel comprend le regroupement de l'actif et du passif du fonds général par secteur. L'actif de chaque secteur est géré en fonction du passif du secteur.

- Le risque de taux d'intérêt est géré par l'investissement dans des actifs compatibles avec les produits vendus.
- Lorsque ces produits accordent des paiements de prestations ou de sommes qui sont tributaires de l'inflation (rentes, régimes de retraite et demandes d'indemnisation relatives à l'assurance-invalidité indexés en fonction de l'inflation), Lifeco investit habituellement dans des instruments à rendement réel dans le but de couvrir le montant réel de ses flux de trésorerie liés au passif. Lifeco bénéficie d'une certaine protection contre les fluctuations de l'indice d'inflation puisque toute variation connexe de la juste valeur de l'actif sera largement contrebalancée par une variation semblable de la juste valeur du passif.
- Pour les produits accordant des prestations fixes et fortement prévisibles, les placements sont effectués dans des instruments à revenu fixe ou des biens immobiliers dont les flux de trésorerie suivent de près ceux qui se rapportent aux passifs. Lorsque aucun actif ne peut être apparié aux flux de trésorerie d'une période, par exemple des flux de trésorerie d'une durée indéterminée, une partie des placements sont effectués dans des titres de participation et les autres sont appariés en fonction de la durée. En l'absence de placements permanents convenables, on a recours, au besoin, à des instruments de couverture pour réduire les risques de pertes attribuables à la fluctuation des taux d'intérêt. Dans la mesure où il y a appariement de ces flux de trésorerie, une protection est obtenue contre la fluctuation des taux d'intérêt, et toute variation de la juste valeur de l'actif sera compensée par une variation semblable de la juste valeur du passif.
- Pour les produits dont la date de versement des prestations est incertaine, les placements sont effectués dans des instruments à revenu fixe dont les flux de trésorerie cessent avant le versement prévu des prestations, ou dans des titres de participation, tel qu'il est indiqué ci-dessous.
- Les risques liés à la non-concordance des durées des placements du portefeuille et des flux de trésorerie, à la possibilité de rachat anticipé de l'actif et au rythme d'acquisition de l'actif sont quantifiés et révisés périodiquement.

Les flux de trésorerie projetés des actifs et des passifs actuels sont utilisés dans la MCAB pour l'établissement des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Des hypothèses actuarielles ont été établies relativement aux taux de rendement de l'actif qui les couvre, aux titres à revenu fixe, aux fonds propres et à l'inflation. Ces hypothèses reposent sur les meilleures estimations des taux de réinvestissement futurs et de l'inflation (en supposant qu'il y ait corrélation) et incluent des marges servant à couvrir les écarts défavorables, déterminées conformément aux normes de la profession. Ces marges sont nécessaires pour parer à l'éventualité d'une mauvaise évaluation ou d'une détérioration future des hypothèses les plus probables et donnent une assurance raisonnable que les passifs relatifs aux contrats d'assurance couvrent diverses possibilités. Les marges sont révisées régulièrement afin de vérifier leur pertinence.

NOTE 22 Gestion des risques (suite)

Les flux de trésorerie projetés des instruments à revenu fixe utilisés dans les calculs actuariels sont réduits afin de prendre en compte des pertes éventuelles pour rendement insuffisant de l'actif. La réduction du taux de rendement net réel s'est établie en moyenne à 0,11 % en 2020 (0,10 % en 2019). Les pertes de crédit futures sur les actifs sont évaluées en fonction de la qualité de crédit du portefeuille d'actifs sous-jacents.

Le risque de réinvestissement est évalué au moyen d'un certain nombre de scénarios de taux d'intérêt qui prévoient l'augmentation, la diminution et la variation des taux.

La provision totale relative aux taux d'intérêt tient également compte des scénarios prescrits par l'Institut canadien des actuaires qui suivent :

- Aux 31 décembre 2020 et 2019, une augmentation parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits se serait traduite par des fluctuations des taux d'intérêt pour les actifs et les passifs qui se seraient compensées, sans qu'il y ait d'incidence sur le bénéfice net.
- Aux 31 décembre 2020 et 2019, une diminution parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits se serait traduite par des fluctuations des taux d'intérêt pour les actifs et les passifs qui se seraient compensées, sans qu'il y ait d'incidence sur le bénéfice net.

Les sensibilités indiquées dans le tableau suivant comprennent l'incidence d'une modification parallèle des taux d'intérêt ultimes décrite dans les normes actuarielles.

31 décembre	2020		2019	
	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Variation des taux d'intérêt				
Augmentation (diminution) des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation	(289)	1 185	(230)	811
Augmentation (diminution) du bénéfice net	224	(920)	175	(619)

Puisque la comptabilisation de l'acquisition de MassMutual n'était pas finalisée au 31 décembre 2020, l'évaluation détaillée des actifs nets acquis étant toujours en cours (note 3), l'incidence des activités acquises incluses dans les sensibilités présentées ci-dessus reflète la meilleure estimation que peut actuellement établir Lifeco en ce qui concerne ces sensibilités.

Risque de prix

Afin d'atténuer le risque de prix, les lignes directrices en matière de politiques de placement de Lifeco prévoient le recours à des investissements prudents dans les marchés boursiers, selon des limites clairement définies.

Les risques associés aux garanties liées aux fonds distincts sur les produits assortis de garanties de retrait minimum à vie ont été atténués au moyen d'un programme de couverture ayant recours à des contrats à terme normalisés sur actions, des contrats à terme de gré à gré sur devises et des instruments dérivés sur taux.

Certains passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement dont les flux de trésorerie sont d'une durée indéterminée sont soutenus par des actions ordinaires négociées en bourse et des placements dans d'autres actifs qui ne sont pas à revenu fixe, comprenant principalement des immeubles de placement, des fonds immobiliers, des actions non cotées en bourse et des

La provision totale relative aux taux d'intérêt suffit à couvrir un ensemble plus étendu ou plus strict de risques que l'ensemble de risques minimal défini dans les scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires. La fourchette des taux d'intérêt couverts par ces provisions est établie en tenant compte des résultats historiques à long terme et elle fait l'objet d'une surveillance trimestrielle et d'un examen annuel exhaustif.

Une modification parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement n'aurait pas une incidence significative sur la fourchette des taux d'intérêt qui, de l'avis de Lifeco, devraient être couverts par les provisions.

Toutefois, si elle se prolongeait, cette modification parallèle pourrait avoir une incidence sur les scénarios envisagés par Lifeco. Le tableau qui suit présente l'incidence qu'aurait une augmentation ou une diminution immédiate de 1 % des taux de la partie inférieure et supérieure de la fourchette des taux d'intérêt prise en compte dans les provisions sur la valeur des passifs déduction faite de la variation de la valeur des actifs qui couvrent les passifs. Pour certains produits, la modélisation du risque de taux d'intérêt est déterminée de façon stochastique aux fins du calcul des passifs relatifs aux contrats d'assurance et, pour ces produits, les sensibilités reflètent l'incidence estimative d'une augmentation ou d'une diminution immédiate de 1 % des taux d'intérêt sur les passifs.

prêts hypothécaires rechargeables. La valeur des passifs pourrait fluctuer en fonction des variations de la valeur des actifs connexes. Les passifs relatifs aux autres produits, notamment les produits de fonds distincts assortis de garanties, fluctuent également en fonction des valeurs des actions.

Les variations de la valeur des actions ordinaires négociées en bourse et des autres actifs qui ne sont pas à revenu fixe pourraient entraîner des répercussions additionnelles sur le marché et sur les passifs, faisant en sorte que les fluctuations des passifs différeront de celles des valeurs des actions. Cela signifie que des diminutions importantes des valeurs des actions auront une plus grande incidence sur le bénéfice net que la variation des valeurs des actions en soi. Des diminutions des valeurs des actions supérieures à celles présentées dans le tableau ci-après auraient une plus grande incidence sur le bénéfice net que la variation des valeurs des actions en soi.

NOTE 22 Gestion des risques (suite)

Le tableau suivant présente de l'information sur les répercussions attendues d'une augmentation ou d'une diminution immédiate de 10 % ou de 20 % de la valeur des actions ordinaires négociées en bourse sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement et sur le bénéfice net. Les répercussions attendues tiennent compte de la variation prévue de la valeur des actifs qui couvrent les passifs et de la valeur des actifs de couverture.

31 décembre	2020				2019			
	Augmentation		Diminution		Augmentation		Diminution	
	20 %	10 %	10 %	20 %	20 %	10 %	10 %	20 %
Variation de la valeur des actions ordinaires négociées en bourse								
Augmentation (diminution) des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation	(34)	(18)	62	264	(63)	(33)	45	223
Augmentation (diminution) du bénéfice net	28	15	(51)	(208)	54	27	(39)	(182)

Le tableau suivant présente de l'information sur les répercussions attendues d'une augmentation ou d'une diminution immédiate de 5 % ou de 10 % de la valeur des autres actifs qui ne sont pas à revenu fixe sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement et sur le bénéfice net. Les répercussions attendues tiennent compte de la variation prévue de la valeur des actifs qui couvrent les passifs.

31 décembre	2020				2019			
	Augmentation		Diminution		Augmentation		Diminution	
	10 %	5 %	5 %	10 %	10 %	5 %	5 %	10 %
Variation de la valeur des autres actifs qui ne sont pas à revenu fixe								
Augmentation (diminution) des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation	(41)	(8)	88	138	(74)	(32)	35	117
Augmentation (diminution) du bénéfice net	34	6	(69)	(108)	60	25	(28)	(90)

Les normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires pour l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance établissent des limites sur les hypothèses liées au rendement des placements à l'égard des actions ordinaires négociées en bourse et des autres actifs qui ne sont pas à revenu fixe. Ces hypothèses s'appuient généralement sur les rendements historiques et les indices boursiers. Les sensibilités indiquées dans les tableaux ci-dessus tiennent compte de l'incidence des changements apportés à ces limites à la suite des baisses sur les marchés.

Les hypothèses les plus probables liées au rendement des actions ordinaires négociées en bourse et des autres actifs qui ne sont pas à revenu fixe se fondent principalement sur les moyennes historiques à long terme. Le tableau suivant présente de l'information sur les incidences attendues d'une augmentation ou d'une diminution de 1 % des hypothèses les plus probables :

31 décembre	2020		2019	
	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Modifications aux hypothèses les plus probables liées au rendement				
Augmentation (diminution) des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation	(691)	861	(645)	752
Augmentation (diminution) du bénéfice net	556	(682)	509	(585)

Lifeco parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée pour les employés dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de Lifeco. Afin de couvrir son exposition au risque de prix associé à son régime d'unités d'actions liées au rendement, Lifeco a recours à des swaps de rendement total.

NOTE 22 Gestion des risques (suite)

FINANCIÈRE IGM

Le conseil d'administration d'IGM supervise la gestion de ses risques et s'acquitte de son mandat par l'intermédiaire de divers comités.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Les pratiques de gestion des liquidités d'IGM comprennent :

- Le maintien d'actifs liquides et de marges de crédit afin de répondre aux besoins de liquidités à court terme.
- La présence de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités.
- La présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière.
- L'évaluation, sur une base régulière, de la conjoncture des marchés financiers et de la capacité d'IGM à obtenir du financement provenant des banques et des marchés financiers.
- Les efforts continus en vue de la diversification et de l'augmentation des sources de financement hypothécaire à long terme.
- La supervision des liquidités par la direction et les comités du conseil d'administration d'IGM.

Le financement de la rémunération du réseau de conseillers, versée en contrepartie de la distribution de produits et de services financiers, constitue une exigence clé en matière de liquidités pour IGM. Cette rémunération continue d'être financée au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

IGM conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés auprès de sources de financement à long terme et pour gérer toute exigence collatérale dérivée. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires résidentiels sont vendus à des tiers, y compris à certains fonds communs de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes ainsi qu'au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (TH LNH), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme des Obligations hypothécaires du Canada (Programme des OHC).

Certaines filiales d'IGM sont des émetteurs autorisés de TH LNH et des vendeurs autorisés dans le cadre du Programme des OHC. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme des OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du capital remboursé détenu dans les comptes de réinvestissement du principal.

IGM maintient un niveau engagé de transactions auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes.

Les échéances contractuelles de certains passifs d'IGM se présentaient comme suit :

31 décembre 2020	Paielements exigibles par période				Total
	Payables à vue	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Instruments financiers dérivés	–	13	21	–	34
Dépôts et certificats	1 099	2	3	1	1 105
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	1 543	4 610	21	6 174
Paielements de loyers futurs	–	28	88	131	247
Débetures	–	–	–	2 100	2 100
Cotisations au titre des régimes de retraite	–	14	–	–	14
Total des échéances contractuelles	1 099	1 600	4 722	2 253	9 674

En plus du solde actuel de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie, IGM dispose de marges de crédit qui constituent des sources de liquidités. Les marges de crédit d'IGM auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 825 M\$ au 31 décembre 2020, soit le même montant qu'au 31 décembre 2019. Les marges de crédit au 31 décembre 2020 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 650 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$. IGM a prélevé des montants sur ses marges de crédit non engagées par le passé. Cependant, toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive des banques. Aux 31 décembre 2020 et 2019, IGM n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

La situation d'IGM en matière de liquidités et la façon dont elle gère le risque de liquidité n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2019.

RISQUE DE CRÉDIT

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les autres placements détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que les dérivés d'IGM sont assujettis au risque de crédit. IGM examine de façon continue ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit pour en évaluer l'efficacité.

Au 31 décembre 2020, la trésorerie et les équivalents de trésorerie d'IGM, totalisant 772 M\$ (720 M\$ en 2019), étaient composés de soldes de trésorerie de 77 M\$ (68 M\$ en 2019) déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 695 M\$ (652 M\$ en 2019). IGM gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant une politique en matière de placement qui décrit les paramètres et les limites de concentration du risque. IGM évalue régulièrement les notations de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

NOTE 22 Gestion des risques (suite)

Au 31 décembre 2020, des prêts hypothécaires résidentiels s'élevant à 6,3 G\$ (7,2 G\$ en 2019), comptabilisés dans le bilan d'IGM, comprenaient des prêts d'un montant de 6,0 G\$ (6,8 G\$ en 2019) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des prêts d'un montant de 335 M\$ (345 M\$ en 2019) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés et des prêts d'un montant de 14 M\$ (24 M\$ en 2019) liés aux activités d'intermédiaire d'IGM. IGM gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- Le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- Sa capacité de gestion des prêts;
- L'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par IGM;
- Sa pratique de montage de prêts hypothécaires utilisant uniquement son propre réseau de spécialistes en planification hypothécaire et de conseillers d'IG Gestion de patrimoine, dans le cadre du Plan vivant IGM^{MC} d'un client.

Dans certains cas, le risque de crédit est également restreint par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément au programme des TH LNH, totalisant 3,2 G\$ (3,9 G\$ en 2019), IGM a l'obligation d'effectuer un paiement ponctuel de capital et de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, le programme des TH LNH exige que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.
- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiducies de titrisation commanditées par des banques, totalisant 2,8 G\$ (2,9 G\$ en 2019), se limite à des montants détenus dans des comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont la juste valeur s'élevait respectivement à 73 M\$ (72 M\$ en 2019) et à 46 M\$ (38 M\$ en 2019) au 31 décembre 2020. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans les bilans, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans les bilans et seront comptabilisés sur la durée de vie des prêts hypothécaires. Ce risque est aussi atténué au moyen d'une assurance, car 3,0 % des prêts hypothécaires détenus dans des fiducies de PCAA étaient assurés au 31 décembre 2020 (4,6 % en 2019).

Au 31 décembre 2020, 55,3 % (59,1 % en 2019) des prêts hypothécaires résidentiels comptabilisés dans le bilan étaient assurés. Au 31 décembre 2020, les prêts hypothécaires dépréciés liés à ces portefeuilles se chiffraient à 5 M\$ (2 M\$ en 2019). Au 31 décembre 2020, les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours liés à ces portefeuilles s'établissaient à 2 M\$ (2 M\$ en 2019).

IGM conserve également certains éléments du risque de crédit lié aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan d'IGM, puisque IGM a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

IGM évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la correction de valeur pour pertes de crédit.

La correction de valeur pour pertes de crédit d'IGM se chiffrait à 1 M\$ au 31 décembre 2020 (1 M\$ en 2019), et la direction d'IGM considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique de la performance en matière de crédit; ii) les tendances récentes, y compris les répercussions économiques de la COVID-19 et le Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19, qui vise à soutenir les Canadiens et les entreprises; iii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iv) la solidité des relations de planification financière avec les clients; et v) la simulation régulière de crise à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition d'IGM au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux titres à revenu fixe et aux portefeuilles de prêts hypothécaires, et la façon dont elle gère ce risque, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2019.

IGM est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir le risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation et couvrir le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée dans la section Risque de marché ci-dessous.

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, IGM est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire au risque que ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

Les activités liées aux dérivés d'IGM sont gérées conformément à sa politique de placement, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction d'IGM estime que son risque de crédit global lié aux dérivés n'était pas important au 31 décembre 2020. La gestion du risque de crédit lié aux dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2019.

RISQUE DE MARCHÉ**Risque de change**

IGM est exposée au risque de change en raison de ses investissements dans China AMC. Les variations de la valeur comptable découlant des fluctuations des taux de change sont comptabilisées dans les autres éléments de bénéfice global. Une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises entraînerait une diminution (augmentation) d'environ 34 M\$ de la valeur comptable totale de l'investissement étranger (38 M\$ en 2019).

Risque de taux d'intérêt

IGM est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

NOTE 22 Gestion des risques (suite)

IGM gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I, comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme des OHC, IGM a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Comme il a déjà été mentionné, dans le cadre du Programme des OHC, IGM a conclu un swap en vertu duquel elle a le droit de recevoir des rendements du capital sur les prêts hypothécaires réinvestis et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. Au 31 décembre 2020, ce swap avait une juste valeur négative de 21 M\$ (juste valeur négative de 1 M\$ en 2019) et une valeur notionnelle en cours de 0,7 G\$ (0,8 G\$ en 2019). IGM conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque lié à une diminution des taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement. Au 31 décembre 2020, la juste valeur de ces swaps totalisait 20 M\$ (juste valeur négative de 5 M\$ en 2019) sur un montant notionnel en cours de 1,3 G\$ (1,6 G\$ en 2019). Au 31 décembre 2020, la juste valeur nette négative de ces swaps comptabilisée dans le bilan était de 1 M\$ (6 M\$ en 2019), et leur montant notionnel en cours s'élevait à 2,0 G\$ (2,4 G\$ en 2019).
- IGM est également exposée à l'incidence que les variations des taux d'intérêt pourraient avoir sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée ou qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés auprès de sources de financement à long terme. IGM conclut des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires détenus par IGM en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés. Au 31 décembre 2020, la juste valeur négative de ces swaps était de 1 M\$ (juste valeur positive de 1 M\$ en 2019) sur un montant notionnel en cours de 191 M\$ (180 M\$ en 2019).

Au 31 décembre 2020, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt aurait donné lieu à une diminution d'approximativement 1 M\$ du bénéfice net (2 M\$ en 2019). L'exposition d'IGM au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2019.

Risque de prix

IGM est exposée au risque de prix sur ses placements dans des actions, qui sont classés comme étant disponibles à la vente, à la juste valeur par le biais du résultat net ou comme des participations dans des entreprises associées.

IGM parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée pour les employés dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir son exposition à ce risque, IGM a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

RISQUES LIÉS À L'ACTIF GÉRÉ

Les risques liés au rendement des marchés boursiers, aux fluctuations des taux d'intérêt et aux variations des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien peuvent avoir une incidence importante sur le volume et la composition de l'actif géré. Ces variations de l'actif géré ont une incidence directe sur les résultats d'IGM.

NOTE 23 Charges d'exploitation et frais administratifs

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Salaires et autres avantages du personnel	4 781	4 567
Frais généraux et administratifs	2 539	2 516
Amortissements et pertes de valeur	675	687
Taxes sur les primes	480	506
Charges de restructuration et autres charges	219	65
	8 694	8 341

CHARGES DE RESTRUCTURATION ET AUTRES CHARGES**Lifeco****Restructuration au sein de l'exploitation canadienne**

Au cours du quatrième trimestre de 2020, Lifeco a complété la vente de GLC à Mackenzie et a comptabilisé des coûts de restructuration et autres coûts non récurrents de 16 M\$ après impôt (22 M\$ avant impôt). Deux autres initiatives ayant une incidence sur les activités de Lifeco ont été annoncées au cours du quatrième trimestre de 2020 :

- Lifeco a annoncé des changements à sa stratégie de distribution canadienne et à sa vision en matière de distribution axée sur les conseillers.
- IGM a avisé Lifeco de son intention de résilier, au cours du premier trimestre de 2021, son entente de partage à long terme liée à l'infrastructure technologique.

Ces initiatives, conjuguées à la vente de GLC, donneront lieu à une réduction de l'effectif, à des coûts de sortie pour certains contrats de location d'installations, ainsi qu'à des activités liées à la technologie et à d'autres actifs mis hors service.

Par conséquent, Lifeco a comptabilisé une provision pour restructuration de 92 M\$, qui comprend les coûts de restructuration liés à la cession de GLC. L'incidence après impôt de la provision pour restructuration est de 68 M\$. Les changements découlant de ces initiatives devraient être mis en œuvre d'ici la fin de 2022 et ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les résultats financiers de Lifeco et de la Société.

NOTE 23 Charges d'exploitation et frais administratifs (suite)**Restructuration de Great-West Life & Annuity**

À la suite de l'acquisition de MassMutual, Great-West Life & Annuity a comptabilisé des charges de restructuration de 42 M\$ avant impôt (33 M\$ après impôt) liées à l'acquisition des activités liées aux services de retraite de MassMutual. Ces charges comprennent une provision pour restructuration de 37 M\$, ainsi que des coûts d'intégration de 5 M\$. Cette restructuration est principalement attribuable à la réduction des effectifs de MassMutual. De plus, des charges ont été engagées relativement à la résiliation anticipée de certains contrats de fournisseurs de MassMutual. Lifeco s'attend à déboursier une part importante de ces montants en 2021. Lifeco prévoit engager des charges de restructuration et d'intégration supplémentaires relativement à l'acquisition au cours des 18 prochains mois.

Transformation de l'exploitation au Royaume-Uni

En 2018, Lifeco avait comptabilisé une provision pour restructuration au sein de l'exploitation européenne en ce qui a trait à des activités visant à réduire les charges prévues et à effectuer un réalignement organisationnel. Malgré les retards causés par la COVID-19, Lifeco a pu réaliser la majorité des avantages attendus au 31 décembre 2020, et la restructuration est essentiellement complétée.

Au 31 décembre 2020, le solde des provisions pour restructuration, y compris celles présentées ci-dessus, s'établissait à 232 M\$ (109 M\$ en 2019) et avait été comptabilisé dans les autres passifs.

Restructuration de Putnam

En 2019, Putnam avait comptabilisé une provision pour restructuration de 52 M\$ avant impôt (36 M\$ après impôt). Cette restructuration visait des réductions de charges et un réalignement des ressources de Putnam en vue d'améliorer sa position relativement aux occasions actuelles et futures. Les réductions de charges seront obtenues au moyen d'une réduction de l'effectif, de la consolidation de certains fonds communs de placement, de la modernisation des technologies numériques et de la réduction de la taille des installations.

Financière IGM

En 2020, IGM a engagé des charges de restructuration et d'autres charges de 75 M\$ relatives aux démarches de transformation actuelles s'échelonnant sur plusieurs années et aux efforts d'amélioration de son efficacité opérationnelle, de même qu'à l'acquisition de GLC et à d'autres changements apportés aux équipes de gestion des placements d'IGM. En raison de ces initiatives, IGM a comptabilisé des charges relatives à la restructuration et à la rationalisation de certaines activités partagées avec Lifeco, ainsi qu'une perte de valeur à l'égard des logiciels générés à l'interne excédentaires.

NOTE 24 Charges financières

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Intérêts sur les débentures et autres instruments d'emprunt	484	474
Intérêts sur les obligations locatives	33	41
Intérêts sur les débentures de fiducies de capital	11	11
Autres	27	18
	555	544

NOTE 25 Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi**CARACTÉRISTIQUES, CAPITALISATION ET RISQUES**

La Société et ses filiales offrent des régimes de retraite à prestations définies capitalisés aux employés et conseillers admissibles ainsi que des régimes complémentaires de retraite non capitalisés à l'intention des employés admissibles. La Société et ses filiales offrent également des régimes de retraite à cotisations définies aux employés et aux conseillers admissibles.

Les régimes de retraite à prestations définies prévoient des rentes établies en fonction des années de service et du salaire moyen de fin de carrière. Cependant, ces régimes n'acceptent pas de nouveaux participants. De plus, bon nombre des régimes de retraite à prestations définies ne prévoient plus l'accumulation de prestations définies supplémentaires. L'exposition de la Société et de ses filiales au titre des régimes à prestations définies devrait s'atténuer au cours des exercices à venir. Lorsque les prestations définies continuent d'être accumulées, les participants actifs assument, dans la plupart des cas, une part du coût au moyen de cotisations à l'égard des services rendus au cours de la période. Certaines prestations de retraite sont indexées de façon ponctuelle ou sur une base garantie. L'obligation au titre des prestations définies est établie en tenant compte des prestations de retraite selon les modalités des régimes et en supposant que les régimes sont toujours en vigueur. L'actif couvrant les régimes de retraite capitalisés

est détenu dans des caisses de retraite en fiducie distinctes. Les obligations au titre des régimes non entièrement capitalisés sont soutenues par l'actif de la Société ou de ses filiales, selon le cas.

Les régimes à prestations définies de la Société et de ses filiales n'acceptent pas de nouveaux participants. Les nouveaux employés ne sont admissibles qu'aux prestations en vertu des régimes à cotisations définies. Par conséquent, l'exposition au titre des régimes à prestations définies continuera de s'atténuer au cours des exercices à venir.

Les régimes de retraite à cotisations définies prévoient des prestations de retraite établies d'après le cumul des cotisations des employés et de l'employeur. Les cotisations correspondent à un pourcentage du salaire annuel des employés et peuvent être assujetties à certaines conditions d'acquisition.

La Société et ses filiales offrent également aux employés et aux conseillers admissibles, de même qu'aux personnes à leur charge, des prestations d'assurance-maladie, d'assurance dentaire et d'assurance-vie postérieures à l'emploi non capitalisées. Les régimes des filiales de Lifeco sont fermés aux nouveaux employés et ont été auparavant modifiés pour limiter quels employés peuvent devenir admissibles aux prestations. Les obligations pour ces prestations sont soutenues par l'actif de la Société ou de ses filiales, selon le cas.

NOTE 25 Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (suite)

La Société et ses filiales ont des comités de retraite et de prestations, ou des accords fiduciaires, en ce qui a trait à la supervision de leurs régimes de prestations. Les régimes sont suivis de façon continue afin d'évaluer les politiques en matière de prestations, de capitalisation et de placement ainsi que la situation financière et les obligations de capitalisation. Les changements importants aux régimes de prestations de la Société ou de ses filiales requièrent une approbation de leur conseil d'administration ou comité respectif.

La politique de capitalisation de la Société et de ses filiales en ce qui a trait aux régimes de retraite capitalisés prévoit des cotisations annuelles d'un montant égal ou supérieur aux exigences posées par les règlements applicables et les dispositions qui régissent la capitalisation des régimes. Pour les régimes capitalisés comportant un actif net au titre des prestations définies, la Société

et ses filiales déterminent s'il existe un avantage économique sous forme de possibles réductions des contributions futures, de la valeur actualisée des charges futures à payer à partir du régime ou encore sous forme d'un remboursement des excédents du régime, lorsque les règlements applicables et les dispositions des régimes le permettent.

En raison de leur conception, les régimes à prestations définies exposent la Société et ses filiales aux risques auxquels ces régimes font normalement face, tels que le rendement des placements, les variations des taux d'actualisation utilisés pour évaluer les obligations, la longévité des participants aux régimes et l'inflation future. La gestion du risque lié aux régimes et aux prestations de retraite s'effectue au moyen d'un suivi régulier des régimes, de la réglementation applicable et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les charges et les flux de trésorerie de la Société et de ses filiales.

ACTIF DES RÉGIMES, OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS ET SITUATION DE CAPITALISATION

	2020		2019	
	Régimes de retraite à prestations définies	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite à prestations définies	Autres avantages postérieurs à l'emploi
31 décembre				
VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DE L'ACTIF DES RÉGIMES				
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	8 045	-	7 452	-
Produits d'intérêts	213	-	247	-
Cotisations de l'employé	17	-	22	-
Cotisations de l'employeur	210	18	223	22
Rendement réel de l'actif supérieur aux produits d'intérêts	503	-	762	-
Prestations versées	(365)	(18)	(352)	(22)
Règlement	(2)	-	(113)	-
Frais administratifs	(9)	-	(10)	-
Fluctuations des taux de change et autres	123	-	(186)	-
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	8 735	-	8 045	-
VARIATION DE L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES				
Obligation au titre des prestations définies au début de l'exercice	9 506	448	8 704	428
Coût des services rendus au cours de la période	121	3	108	3
Cotisations de l'employé	17	-	22	-
Coût financier	257	14	290	17
Écarts actuariels liés aux éléments suivants:				
Modifications des hypothèses économiques	744	31	1 102	32
Modifications des hypothèses démographiques	(11)	2	(26)	(5)
Découlant des résultats techniques liés aux participants	31	(5)	11	(4)
Prestations versées	(365)	(18)	(352)	(22)
Coût des services passés et modifications des régimes	(6)	-	(1)	-
Règlement	(1)	-	(150)	-
Réduction	(21)	-	(3)	-
Fluctuations des taux de change et autres	115	(1)	(199)	(1)
Obligation au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	10 387	474	9 506	448
SITUATION DE CAPITALISATION				
Déficit	(1 652)	(474)	(1 461)	(448)
Montant non comptabilisé en raison du plafond de l'actif (voir ci-après)	(29)	-	(37)	-
Passif au titre des prestations constituées	(1 681)	(474)	(1 498)	(448)

NOTE 25 Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (suite)

L'obligation totale au titre des prestations définies des régimes de retraite s'établit comme suit :

31 décembre	2020	2019
Régimes capitalisés en totalité ou en partie	9 604	8 792
Régimes non capitalisés	783	714

Le montant net de l'actif (du passif) au titre des prestations constituées est présenté dans les états financiers comme suit :

	2020			2019		
	Régimes de retraite à prestations définies	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Total	Régimes de retraite à prestations définies	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Total
31 décembre						
Actif au titre des prestations de retraite [note 9]	240	–	240	231	–	231
Passif au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi [note 16]	(1 921)	(474)	(2 395)	(1 729)	(448)	(2 177)
Passif au titre des prestations constituées	(1 681)	(474)	(2 155)	(1 498)	(448)	(1 946)

Aux termes de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) 14, *Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction*, la Société et ses filiales doivent déterminer si l'actif au titre du régime de retraite leur donne un avantage économique sous forme de réductions de contributions futures,

de la valeur actualisée des charges futures à payer à partir du régime ou de remboursements des excédents du régime. Si ce n'est pas le cas, le bilan doit présenter un « plafond de l'actif ». Le tableau suivant présente une ventilation des variations du plafond de l'actif.

31 décembre	2020	2019
Plafond de l'actif au début de l'exercice	37	103
Intérêts sur le plafond de l'actif au début de la période	1	4
Variation du plafond de l'actif	(11)	(70)
Fluctuations des taux de change	2	–
Plafond de l'actif à la fin de l'exercice	29	37

CHARGE AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE ET DES AUTRES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

	2020		2019	
	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
31 décembre				
Coût des services rendus au cours de la période au titre des prestations définies	121	3	108	3
Coût financier, montant net	45	14	47	17
Coût des services passés, modifications des régimes, réductions et règlements ^[1]	(26)	–	(41)	–
Frais administratifs	9	–	10	–
Coût des services rendus au cours de la période au titre des cotisations définies	152	–	124	–
Charge comptabilisée en résultat net	301	17	248	20
Pertes actuarielles comptabilisées	764	28	1 087	23
Rendement de l'actif supérieur aux produits d'intérêts	(503)	–	(762)	–
Variation du plafond de l'actif	(11)	–	(70)	–
Charge comptabilisée dans les autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	250	28	255	23
Total de la charge	551	45	503	43

[1] Comprend un profit de 11 M\$ à la réduction d'un régime comptabilisé par Lifeco à la vente des actions d'Irish Progressive Services International Limited. De plus, la Société a comptabilisé un profit à la réduction d'un régime et un profit à la modification d'un régime de 11 M\$ découlant du retrait de certains membres de la direction du régime de la Société ainsi que de la révision des hypothèses au chapitre de la retraite utilisées pour certains membres de la direction.

En 2020, la Société et ses filiales ont enregistré des pertes actuarielles de 4 M\$ (pertes actuarielles de 6 M\$ en 2019) liées aux réévaluations de régimes de retraite qui ne sont pas incluses dans le tableau ci-dessus. Ce montant représente la quote-part des écarts actuariels au titre des participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées.

NOTE 25 Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (suite)**RÉPARTITION DE L'ACTIF PAR PRINCIPALES CATÉGORIES, PONDÉRÉE EN FONCTION DE L'ACTIF DES RÉGIMES**

31 décembre Pourcentage [%]	Régimes de retraite à prestations définies	
	2020	2019
Titres de participation	42	44
Titres d'emprunt	47	46
Totalité des autres actifs	11	10
	100	100

Aucun actif des régimes n'est investi directement dans les titres de la Société ou des filiales. L'actif des régimes de Lifeco comprend des placements dans des fonds distincts et d'autres fonds gérés par des filiales de Lifeco qui s'élevaient à 6 871 M\$ au 31 décembre 2020 (6 031 M\$ au 31 décembre 2019), dont une tranche de 6 790 M\$ (5 961 M\$ au 31 décembre 2019) était incluse

dans les bilans. L'actif des régimes ne comprend pas d'immeubles ou d'autres actifs utilisés par Lifeco. L'actif des régimes d'IGM est investi dans les fonds communs de placement de celle-ci. Une tranche de l'actif des régimes de Power Corporation et de la Financière Power est investie dans des fonds distincts gérés par une filiale de Lifeco.

INFORMATIONS SUR L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES**Partie de l'obligation au titre des prestations définies assujettie aux augmentations futures de la rémunération**

31 décembre	2020		2019	
	Régimes de retraite à prestations définies	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite à prestations définies	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Obligation au titre des prestations excluant la croissance future de la rémunération	9 587	474	8 752	448
Incidence de la croissance future présumée de la rémunération	800	-	754	-
Obligation au titre des prestations définies	10 387	474	9 506	448

Répartition de l'obligation au titre des prestations définies en fonction du statut des participants aux régimes à prestations définies

31 décembre Pourcentage [%]	2020		2019	
	Régimes de retraite à prestations définies	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite à prestations définies	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Employés en service	40	22	40	21
Participants avec droits acquis différés	18	-	17	-
Employés retraités	42	78	43	79
Total	100	100	100	100
Durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations définies (en années)	18,2	12,1	17,9	11,9

RENSEIGNEMENTS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les cotisations de l'employeur prévues pour l'exercice 2021 sont les suivantes :

	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Régimes à prestations définies capitalisés (en totalité ou en partie)	146	-
Régimes à prestations définies non capitalisés	20	25
Régimes à cotisations définies	157	-
Total	323	25

NOTE 25 Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (suite)**HYPOTHÈSES ACTUARIELLES ET SENSIBILITÉS****Hypothèses actuarielles**

31 décembre Pourcentage [%]	2020		2019	
	Régimes de retraite à prestations définies	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite à prestations définies	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Fourchette de taux d'actualisation				
Pour le calcul du coût des prestations	2,6–3,2	3,1–3,2	3,4–3,9	3,7–4,4
Pour le calcul de l'obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	2,1–2,7	2,4–2,6	2,6–3,2	3,1–3,2
Hypothèses moyennes pondérées utilisées pour le calcul du coût des prestations ^[1]				
Taux d'actualisation	2,9	3,1	3,6	3,9
Taux de croissance de la rémunération	3,0	–	3,1	–
Hypothèses moyennes pondérées utilisées pour le calcul de l'obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice ^[1]				
Taux d'actualisation	2,4	2,5	2,9	3,1
Taux de croissance de la rémunération	3,0	–	3,0	–
Taux tendanciels moyens pondérés du coût des soins de santé ^[1]				
Taux tendanciel initial du coût des soins de santé		4,8		4,7
Taux tendanciel final du coût des soins de santé		4,1		4,1
Exercice au cours duquel le taux tendanciel final est atteint		2039		2039

[1] Données pondérées selon les obligations de chaque régime.

Aperçu de l'espérance de vie en fonction des hypothèses à l'égard de la mortalité

31 décembre	2020		2019	
	Régimes de retraite à prestations définies	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite à prestations définies	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Espérance de vie moyenne pondérée en fonction des hypothèses à l'égard de la mortalité ^[1] :				
Hommes				
65 ans au cours de l'exercice	22,7	22,5	22,6	22,4
65 ans pour ceux qui ont 35 ans au cours de l'exercice	24,6	24,0	24,5	23,9
Femmes				
65 ans au cours de l'exercice	24,8	24,7	24,8	24,7
65 ans pour celles qui ont 35 ans au cours de l'exercice	26,7	26,2	26,6	26,2

[1] Données pondérées selon les obligations de chaque régime.

Les hypothèses quant à la mortalité sont déterminantes pour l'évaluation de l'obligation au titre des régimes à prestations définies. La détermination de la période au cours de laquelle il est prévu que des prestations seront versées repose sur les hypothèses les plus probables au chapitre de la mortalité future, y compris certaines marges liées à l'amélioration des résultats au chapitre de la mortalité. Cette estimation fait l'objet d'une grande incertitude et la formulation des hypothèses nécessite l'exercice de jugement. Ces hypothèses ont été appliquées par la Société et ses filiales en

tenant compte de l'espérance de vie moyenne, y compris des marges liées aux améliorations futures au chapitre de la longévité, le cas échéant, et reflètent les variations de facteurs tels l'âge, le genre et l'emplacement géographique.

Les tables de mortalité sont passées en revue au moins une fois par année et les hypothèses formulées sont conformes aux normes actuarielles reconnues. Les nouveaux résultats à l'égard des régimes sont passés en revue et sont inclus dans le calcul des meilleures estimations en matière de mortalité future.

NOTE 25 Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (suite)**Incidence des variations des hypothèses sur l'obligation au titre des prestations définies**

31 décembre 2020	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Régimes de retraite à prestations définies:		
Incidence de la variation du taux d'actualisation	(1 620)	2 103
Incidence de la variation du taux d'augmentation de la rémunération	383	(344)
Incidence de la variation du taux d'inflation	760	(667)
Autres avantages postérieurs à l'emploi:		
Incidence de la variation du taux d'actualisation	(48)	58
Incidence de la variation des taux tendanciels hypothétiques du coût des soins médicaux	36	(30)

Pour mesurer l'incidence de la modification d'une hypothèse, toutes les autres hypothèses sont demeurées constantes. Une interaction serait à prévoir entre certaines des hypothèses et, par conséquent, l'analyse de sensibilité présentée peut ne pas être représentative de la modification réelle.

NOTE 26 Instruments financiers dérivés

Pour se protéger contre les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change et des risques de marché dans le cours normal de leurs activités, la Société et ses filiales ont recours, comme utilisateurs finals, à divers instruments financiers dérivés. Les contrats sont négociés en bourse ou sur le marché hors cote avec des contreparties qui sont des intermédiaires financiers ayant une réputation de solvabilité. La Société a aussi des droits d'achat visant l'acquisition d'actions supplémentaires de Lion à des prix prédéterminés (note 7).

Les tableaux suivants présentent un résumé du portefeuille des instruments financiers dérivés de la Société et de ses filiales :

31 décembre 2020	Montant nominal de référence				Risque de crédit maximal	Total de la juste valeur
	1 an ou moins	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total		
DÉRIVÉS NON DÉSIGNÉS COMME COUVERTURES AUX FINS COMPTABLES						
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps	1 296	1 817	2 664	5 777	349	269
Options achetées	41	166	14	221	-	-
Contrats à terme normalisés - achat	6	3	-	9	-	-
Contrats à terme normalisés - vente	190	4	-	194	-	-
	1 533	1 990	2 678	6 201	349	269
Contrats de change						
Swaps de devises	896	3 068	11 222	15 186	388	(783)
Contrats à terme de gré à gré	3 710	-	-	3 710	38	32
	4 606	3 068	11 222	18 896	426	(751)
Autres contrats dérivés						
Contrats sur actions	661	-	-	661	26	25
Contrats à terme normalisés - achat	17	-	-	17	-	-
Contrats à terme normalisés - vente	682	-	-	682	1	(4)
Options achetées	-	76	-	76	102	102
Autres contrats à terme de gré à gré	4 318	-	-	4 318	9	8
	5 678	76	-	5 754	138	131
	11 817	5 134	13 900	30 851	913	(351)
COUVERTURES DE JUSTE VALEUR						
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	74	-	-	74	3	3
COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE						
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps	-	40	234	274	14	11
Autres contrats dérivés						
Contrats sur actions	27	156	-	183	27	25
	27	196	234	457	41	36
COUVERTURES D'INVESTISSEMENTS NETS						
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	786	530	-	1 316	16	15
	12 704	5 860	14 134	32 698	973	(297)

NOTE 26 Instruments financiers dérivés (suite)

	Montant nominal de référence					
31 décembre 2019	1 an ou moins	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Risque de crédit maximal	Total de la juste valeur
DÉRIVÉS NON DÉSIGNÉS COMME COUVERTURES AUX FINS COMPTABLES						
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps	1 075	2 131	2 493	5 699	198	151
Options achetées	35	184	25	244	-	-
Contrats à terme normalisés - achat	9	3	-	12	-	-
Contrats à terme normalisés - vente	10	7	-	17	-	-
	1 129	2 325	2 518	5 972	198	151
Contrats de change						
Swaps de devises	299	2 395	10 345	13 039	209	(1 135)
Contrats à terme de gré à gré	1 342	-	-	1 342	17	15
	1 641	2 395	10 345	14 381	226	(1 120)
Autres contrats dérivés						
Contrats sur actions	106	-	-	106	2	2
Contrats à terme normalisés - achat	13	-	-	13	-	-
Contrats à terme normalisés - vente	774	-	-	774	-	(2)
Autres contrats à terme de gré à gré	1 709	-	-	1 709	2	2
	2 602	-	-	2 602	4	2
	5 372	4 720	12 863	22 955	428	(967)
COUVERTURES DE JUSTE VALEUR						
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	74	-	-	74	2	2
COUVERTURES DES FLUX DE TRÉSORERIE						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats à terme de gré à gré	122	-	-	122	-	(7)
Swaps	-	60	117	177	11	10
Autres contrats dérivés						
Contrats sur actions	20	51	-	71	9	9
	142	111	117	370	20	12
COUVERTURES D'INVESTISSEMENTS NETS						
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	641	524	-	1 165	24	17
	6 229	5 355	12 980	24 564	474	(936)

Le montant assujéti au risque de crédit maximal est limité à la juste valeur actuelle des instruments en situation de profit. Le risque de crédit maximal correspond au coût total de tous les contrats sur dérivés qui présentent une valeur positive et ne reflète pas les pertes réelles ou prévues. La juste valeur totale représente le montant total que la Société et ses filiales recevraient (ou paieraient) si elles mettaient un terme à toutes les ententes à la fin de l'exercice. Toutefois, cela ne représenterait ni un profit ni une perte pour la Société et ses filiales étant donné que les instruments dérivés relatifs à certains actifs et passifs créent une position compensatoire du profit ou de la perte.

NOTE 26 Instruments financiers dérivés (suite)

La Société et ses filiales utilisent les dérivés suivants :

Type	Objectif
Contrats de taux d'intérêt	<p>Des swaps de taux d'intérêt, des contrats à terme de gré à gré, des contrats à terme normalisés et des options sont utilisés dans le cadre d'un portefeuille d'actifs pour gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités d'investissement et aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement et réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur les activités bancaires hypothécaires, les activités d'intermédiaire et les instruments d'emprunt. Les contrats de swap de taux d'intérêt exigent l'échange périodique de paiements d'intérêts sans que ne soit échangé le montant nominal sur lequel les paiements sont calculés.</p> <p>Les options d'achat permettent à la Société et à ses filiales de conclure des swaps assortis de versements à taux fixes préétablis sur une période déterminée à la date d'exercice. Les options d'achat sont utilisées dans la gestion des fluctuations des paiements d'intérêts futurs découlant de la variation des taux d'intérêt crédités et de la variation potentielle connexe des flux de trésorerie en raison des rachats. Les options d'achat sont aussi utilisées pour couvrir les garanties de taux minimal.</p>
Contrats de change	<p>Des swaps de devises sont utilisés conjointement avec d'autres placements pour gérer le risque de change lié aux activités d'investissement et aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement. En vertu de ces contrats, les montants de capital ainsi que les versements d'intérêts à taux fixes ou à taux variables peuvent être échangés dans des devises différentes. La Société et ses filiales peuvent également conclure certains contrats de change à terme pour couvrir le passif relatif à certains produits, de même que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les flux de trésorerie.</p>
Autres contrats dérivés	<p>Des swaps sur indices, des contrats à terme normalisés et des options sont utilisés afin de couvrir le passif relatif à certains produits. Les swaps sur indice sont aussi utilisés comme substituts d'instruments de trésorerie et sont utilisés de temps à autre pour couvrir le risque de marché lié à certains honoraires. Des options de vente de titres de participation sont utilisées pour gérer l'incidence éventuelle du risque de crédit découlant des replis importants observés sur certains marchés boursiers.</p> <p>Des contrats à terme de gré à gré sur actions et des swaps de rendement total sont utilisés pour gérer l'exposition aux fluctuations du rendement total des actions ordinaires liées à des accords de rémunération différée. Les contrats à terme de gré à gré et les swaps de rendement total nécessitent l'échange de versements contractuels nets périodiquement ou à l'échéance, sans l'échange du notionnel sur lequel les versements sont fondés. Certains de ces instruments ne sont pas désignés comme instruments de couverture.</p>

La tranche inefficace des couvertures de flux de trésorerie pour 2020, qui comprend des contrats de taux d'intérêt et des contrats de change, ainsi que les profits nets (pertes nettes) prévus transférés hors des autres éléments de bénéfice global pour les 12 prochains mois, n'est pas importante. Les flux de trésorerie variables sont couverts sur une période maximale de 50 ans.

CONVENTIONS-CADRES DE COMPENSATION EXÉCUTOIRE OU ACCORDS SIMILAIRES

La Société et ses filiales ont recours à des conventions-cadres de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) dans la négociation de dérivés sur le marché hors cote. La Société et ses filiales reçoivent et donnent des garanties conformément aux annexes sur le soutien du crédit qui font partie des conventions-cadres de l'ISDA. Ces conventions-cadres ne satisfont pas aux critères de compensation dans les bilans puisqu'elles donnent un droit de compensation qui est exécutoire uniquement en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Les dérivés négociés en bourse assujettis à des conventions de compensation de dérivés conclus avec des bourses et des chambres de compensation ne sont pas assortis de clauses de compensation en cas de défaillance. Les tableaux ci-après excluent la marge initiale puisque celle-ci deviendrait alors une composante d'un processus de règlement collectif.

Les prises en pension de titres de Lifeco font également l'objet de droits de compensation en cas de défaillance. Ces transactions et ces accords comprennent des conventions-cadres de compensation qui prévoient la compensation des obligations de paiement entre Lifeco et ses contreparties en cas de défaillance.

NOTE 26 Instruments financiers dérivés (suite)

Les informations fournies ci-dessous montrent l'incidence potentielle, sur les bilans, des instruments financiers qui ont été présentés à leur montant brut lorsqu'il existe un droit de compensation dans certaines circonstances qui ne sont pas admissibles à la compensation dans les bilans.

		Montants connexes non compensés dans le bilan		
	Montant brut des instruments financiers présenté dans le bilan	Position de compensation de la contrepartie ⁽¹⁾	Garanties financières reçues ou versées ⁽²⁾	Exposition nette
31 décembre 2020				
Instruments financiers (actifs)				
Instruments financiers dérivés	973	(631)	(154)	188
Prises en pension de titres ⁽³⁾	4	-	(4)	-
	977	(631)	(158)	188
Instruments financiers (passifs)				
Instruments financiers dérivés	1 270	(631)	(361)	278
	1 270	(631)	(361)	278
		Montants connexes non compensés dans le bilan		
	Montant brut des instruments financiers présenté dans le bilan	Position de compensation de la contrepartie ⁽¹⁾	Garanties financières reçues ou versées ⁽²⁾	Exposition nette
31 décembre 2019				
Instruments financiers (actifs)				
Instruments financiers dérivés	474	(324)	(107)	43
Prises en pension de titres ⁽³⁾	4	-	(4)	-
	478	(324)	(111)	43
Instruments financiers (passifs)				
Instruments financiers dérivés	1 410	(324)	(556)	530
	1 410	(324)	(556)	530

[1] Comprend les montants des contreparties comptabilisés dans les bilans lorsque la Société et ses filiales ont une position de compensation potentielle (tel qu'il est décrit plus haut), mais qu'elles ne satisfont pas aux critères de compensation aux bilans, à l'exclusion des garanties.

[2] Les garanties financières présentées dans les tableaux ci-dessus excluent le surdimensionnement et, pour les dérivés négociés en bourse, la marge initiale. Les garanties financières reçues relativement aux prises en pension de titres sont détenues par des tiers. Au 31 décembre 2020, le total des garanties financières, incluant la marge initiale et le surdimensionnement, reçues relativement aux actifs dérivés s'élevait à 211 M\$ (156 M\$ au 31 décembre 2019). Un montant de 4 M\$ (4 M\$ au 31 décembre 2019) a été reçu à l'égard de prises en pension de titres et un montant de 560 M\$ (634 M\$ au 31 décembre 2019) a été donné en garantie à l'égard des passifs dérivés.

[3] Les actifs liés aux prises en pension de titres sont compris dans les obligations dans les bilans.

NOTE 27 Évaluation de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs de la Société comptabilisés ou présentés à la juste valeur, y compris leur niveau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, calculées à l'aide des méthodes d'évaluation et des hypothèses décrites dans le Résumé des principales méthodes comptables (note 2) et ci-dessous. Les justes valeurs sont fondées sur les estimations de la direction et sont généralement calculées selon les données sur le marché disponibles à un moment précis. Ces valeurs peuvent ne pas refléter les justes valeurs futures. Les calculs sont subjectifs et comportent des incertitudes et des éléments

importants sur lesquels il convient de poser un jugement éclairé. Les tableaux suivants présentent de façon distincte les actifs et les passifs comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente et ceux présentés à la juste valeur.

Ces tableaux n'incluent pas la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Les éléments exclus sont : la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dividendes, les intérêts à recevoir et les débiteurs, les avances consenties aux titulaires de polices, certains autres actifs financiers, les créditeurs, les dividendes et les intérêts à verser, et certains autres passifs financiers.

31 décembre 2020	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total de la juste valeur
ACTIFS					
Actifs comptabilisés à la juste valeur					
Obligations					
À la juste valeur par le biais du résultat net	102 782	-	102 709	73	102 782
Disponibles à la vente	11 897	-	11 897	-	11 897
Prêts hypothécaires et autres prêts					
À la juste valeur par le biais du résultat net	2 095	-	3	2 092	2 095
Actions					
À la juste valeur par le biais du résultat net	10 697	8 828	194	1 675	10 697
Disponibles à la vente	1 839	1 030	70	739	1 839
Immeubles de placement	6 270	-	-	6 270	6 270
Fonds détenus par des assureurs cédants	16 188	245	15 943	-	16 188
Instruments dérivés	973	1	868	104	973
Actifs au titre des cessions en réassurance	130	-	130	-	130
Autres actifs	980	381	541	58	980
	153 851	10 485	132 355	11 011	153 851
Actifs présentés à la juste valeur					
Obligations					
Prêts et créances	23 348	-	26 488	57	26 545
Prêts hypothécaires et autres prêts					
Prêts et créances	32 546	-	27 953	6 654	34 607
Actions					
Disponibles à la vente ^[1]	124	-	-	124	124
Fonds détenus par des assureurs cédants	137	-	-	137	137
	56 155	-	54 441	6 972	61 413
Total	210 006	10 485	186 796	17 983	215 264
PASSIFS					
Passifs comptabilisés à la juste valeur					
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	9 145	-	9 145	-	9 145
Instruments dérivés	1 270	5	1 242	23	1 270
Autres passifs	311	79	188	44	311
	10 726	84	10 575	67	10 726
Passifs présentés à la juste valeur					
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	6 174	-	-	6 345	6 345
Déventures et autres instruments d'emprunt de Power Corporation	756	-	1 013	-	1 013
Déventures et autres instruments d'emprunt sans recours	13 299	970	14 236	-	15 206
Dépôts et certificats	2 246	-	2 246	-	2 246
Autres passifs	951	-	160	791	951
	23 426	970	17 655	7 136	25 761
Total	34 152	1 054	28 230	7 203	36 487

[1] La juste valeur de certaines actions disponibles à la vente ne peut pas être évaluée de manière fiable. Par conséquent, ces placements sont comptabilisés au coût.

NOTE 27 Évaluation de la juste valeur (suite)

31 décembre 2019	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total de la juste valeur
ACTIFS					
Actifs comptabilisés à la juste valeur					
Obligations					
À la juste valeur par le biais du résultat net	85 845	-	85 778	67	85 845
Disponibles à la vente	12 028	-	12 028	-	12 028
Prêts hypothécaires et autres prêts					
À la juste valeur par le biais du résultat net	1 314	-	-	1 314	1 314
Actions					
À la juste valeur par le biais du résultat net	9 925	9 011	118	796	9 925
Disponibles à la vente	1 474	743	42	689	1 474
Immeubles de placement	5 887	-	-	5 887	5 887
Fonds détenus par des assureurs cédants	6 661	216	6 445	-	6 661
Instruments dérivés	474	-	470	4	474
Actifs au titre des cessions en réassurance	127	-	127	-	127
Autres actifs	1 490	375	1 115	-	1 490
	125 225	10 345	106 123	8 757	125 225
Actifs présentés à la juste valeur					
Obligations					
Prêts et créances	17 372	-	19 281	63	19 344
Prêts hypothécaires et autres prêts					
Prêts et créances	30 461	-	24 177	7 243	31 420
Actions					
Disponibles à la vente ^[1]	150	-	-	150	150
Fonds détenus par des assureurs cédants	80	-	-	80	80
	48 063	-	43 458	7 536	50 994
Total	173 288	10 345	149 581	16 293	176 219
PASSIFS					
Passifs comptabilisés à la juste valeur					
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	1 656	-	1 656	-	1 656
Instruments dérivés	1 410	3	1 402	5	1 410
Autres passifs	430	43	355	32	430
	3 496	46	3 413	37	3 496
Passifs présentés à la juste valeur					
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	6 914	-	-	6 997	6 997
Déventures et autres instruments d'emprunt de Power Corporation	683	37	819	-	856
Déventures et autres instruments d'emprunt sans recours	9 255	496	10 099	-	10 595
Dépôts et certificats	886	-	887	-	887
Autres passifs	838	-	480	358	838
	18 576	533	12 285	7 355	20 173
Total	22 072	579	15 698	7 392	23 669

[1] La juste valeur de certaines actions disponibles à la vente ne peut pas être évaluée de manière fiable. Par conséquent, ces placements sont comptabilisés au coût.

Aucun transfert important n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 en 2020 et en 2019.

NOTE 27 Évaluation de la juste valeur (suite)

La Société a classé ses actifs et ses passifs comptabilisés à la juste valeur et ceux pour lesquels la juste valeur est présentée selon la hiérarchie des justes valeurs suivantes :

Niveau	Définition	Actifs et passifs financiers
Niveau 1	Utilise des données d'entrée observables sur les prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, auxquelles la Société a accès.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Titres de participation négociés activement ■ Contrats à terme normalisés négociés en bourse ■ Fonds communs de placement et fonds distincts dont les cours sont disponibles sur un marché actif et qui ne comportent pas de clauses de rachat restrictives ■ Parts de fonds d'investissement à capital variable et autres passifs, dans les cas où les cours des marchés actifs sont disponibles
Niveau 2	<p>Utilise des données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement.</p> <p>Les données d'entrée du niveau 2 comprennent les cours des actifs et des passifs similaires sur les marchés actifs ainsi que les données d'entrée autres que les cours observables de l'actif et du passif, par exemple les courbes des taux d'intérêt et de rendement observables à intervalles réguliers.</p> <p>Les justes valeurs de certains titres du niveau 2 ont été fournies par un service d'établissement des prix. Ces données d'entrée incluent, sans s'y limiter, les rendements de référence, les négociations publiées, les prix obtenus des courtiers, les écarts des émetteurs, les marchés réciproques, les titres de référence, les offres et d'autres données de référence.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Actifs et passifs dont le prix est évalué en fonction d'une méthode matricielle fondée sur la qualité du crédit et la durée de vie moyenne ■ Titres de gouvernements et d'agences ■ Actions incessibles ■ Certains fonds de placement et obligations de sociétés fermées ■ La plupart des obligations de sociétés assorties d'une cote de solvabilité élevée et de grande qualité ■ La plupart des titres adossés à des actifs ■ La plupart des contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ■ La plupart des prêts hypothécaires et autres prêts ■ Dépôts et certificats ■ La plupart des débentures et autres instruments d'emprunt ■ La plupart des contrats d'investissement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net
Niveau 3	<p>Utilise une ou plusieurs données d'entrée importantes qui ne sont pas fondées sur des données d'entrée de marché observables et inclut des cas où il y a peu d'activité, voire aucune, sur le marché pour l'actif ou le passif.</p> <p>Les valeurs pour la plupart des titres correspondant au niveau 3 ont été obtenues à partir des prix d'un seul courtier, de modèles internes d'établissement des prix, d'évaluateurs externes ou en actualisant les flux de trésorerie prévus.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Certaines obligations ■ Certains titres adossés à des actifs ■ Certaines actions de sociétés fermées ■ Certains prêts hypothécaires et autres prêts, y compris les prêts hypothécaires rechargeables ■ Placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant certaines clauses de rachat restrictives ■ Certains contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ■ Immeubles de placement ■ Obligations à l'égard d'entités de titrisation ■ Certains autres instruments d'emprunt

NOTE 27 Évaluation de la juste valeur (suite)

Les tableaux suivants présentent des renseignements additionnels à l'égard des actifs et des passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour lesquels la Société et ses filiales ont utilisé les données d'entrée du niveau 3 pour établir la juste valeur pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 :

	Obligations	Prêts hypothécaires et autres prêts	Actions					Total
	À la juste valeur par le biais du résultat net	À la juste valeur par le biais du résultat net	À la juste valeur par le biais du résultat net ^[1]	Disponibles à la vente	Immeubles de placement	Dérivés montant net	Autres actifs (passifs)	
31 décembre 2020								
Solde au début de l'exercice	67	1 314	796	689	5 887	(1)	(32)	8 720
Total des profits (pertes)								
Inclus dans le résultat net	2	156	94	52	(74)	75	4	309
Inclus dans les autres éléments de bénéfice global ^[1]	4	15	(2)	41	21	-	-	79
Achats	-	33	678	92	481	2	-	1 286
Émissions	-	622	-	-	-	-	-	622
Ventes	-	-	(214)	(127)	(73)	-	-	(414)
Règlements	-	(87)	-	-	-	5	-	(82)
Transferts hors des biens immobiliers occupés par leur propriétaire ^[2]	-	-	-	-	28	-	-	28
Transferts vers le niveau 3	-	39	376	1	-	-	58	474
Autres	-	-	(53)	(9)	-	-	(16)	(78)
Solde à la fin de l'exercice	73	2 092	1 675	739	6 270	81	14	10 944

[1] Le montant des autres éléments de bénéfice global pour les obligations, les prêts hypothécaires et autres prêts à la juste valeur par le biais du résultat net et les immeubles de placement représente les profits (pertes) de change latents.

[2] En raison de la vente d'Irish Progressive Services International Limited, un bien immobilier d'une juste valeur de 28 M\$, qui était auparavant classé dans les biens immobiliers occupés par leur propriétaire, a été transféré aux immeubles de placement. Le reclassement s'est traduit par la comptabilisation d'un écart de réévaluation lié au transfert aux immeubles de placement d'un montant de 11 M\$ et d'une charge d'impôt sur le résultat de 1 M\$ dans les états du résultat global.

[3] Comprend des placements dans des fonds communs de placement et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est déterminée en fonction des cours du marché observables.

Depuis le 20 mars 2020, la Canada Vie a temporairement suspendu les cotisations à ses fonds de placement immobilier canadiens et les transferts vers ces fonds, ainsi que les rachats et les transferts hors de ces fonds, puisqu'en raison des répercussions de la COVID-19 sur le marché immobilier mondial, il est difficile d'évaluer les biens immobiliers avec le même degré de certitude qu'à l'habitude. En raison de ces restrictions, le 20 mars 2020, le placement de Lifeco dans ces fonds, d'une juste valeur de 357 M\$, a été transféré du niveau 1 au niveau 3.

Événement postérieur à la date de clôture

Le 11 janvier 2021, la Canada Vie a levé la suspension temporaire des cotisations à ses fonds de placement immobilier canadiens et des transferts vers ces fonds, puisque la confiance à l'égard de l'évaluation des biens immobiliers sous-jacents a été rétablie en raison de l'intensification des activités sur le marché. Bien que la suspension temporaire des rachats et des transferts hors des fonds de placement immobilier canadiens reste en vigueur, les fonds acceptent les demandes de rachat initiales pour une durée limitée, lesquelles seront traitées à des dates préétablies, sous réserve des liquidités disponibles.

NOTE 27 Évaluation de la juste valeur (suite)

	Obligations	Prêts hypothécaires et autres prêts	Actions				Actifs (passifs) détenus en vue de la vente et autres actifs (passifs)	
	À la juste valeur par le biais du résultat net	À la juste valeur par le biais du résultat net	À la juste valeur par le biais du résultat net ⁽³⁾	Disponibles à la vente	Immeubles de placement	Dérivés montant net		Total
31 décembre 2019								
Solde au début de l'exercice	67	813	453	768	5 247	5	(90)	7 263
Total des profits (pertes)								
Inclus dans le résultat net	4	109	64	42	37	(5)	(1)	250
Inclus dans les autres éléments de bénéfice global ⁽¹⁾	(4)	(5)	–	(15)	(36)	–	(1)	(61)
Achats	–	–	346	103	644	(2)	–	1 091
Émissions	–	469	–	–	–	–	–	469
Ventes	–	–	(67)	(59)	(5)	–	(26)	(157)
Règlements	–	(72)	–	–	–	1	45	(26)
Autres ⁽²⁾	–	–	–	(150)	–	–	41	(109)
Solde à la fin de l'exercice	67	1 314	796	689	5 887	(1)	(32)	8 720

[1] Le montant des autres éléments de bénéfice global pour les obligations, les prêts hypothécaires et autres prêts à la juste valeur par le biais du résultat net et les immeubles de placement représente les profits (pertes) de change latents.

[2] En janvier 2019, le placement dans Personal Capital, auparavant classé comme étant disponible à la vente, a été reclassé en tant que participation dans une entreprise associée (note 7).

[3] Comprend des placements dans des fonds communs de placement et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est déterminée en fonction des cours du marché observables.

Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données d'entrée utilisées aux fins des méthodes d'évaluation ou à l'application des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs de placement et des fonds distincts. Les transferts hors du niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données d'entrée utilisées aux fins des méthodes d'évaluation, en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples ou de la suspension des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs et des fonds distincts.

NOTE 27 Évaluation de la juste valeur (suite)

Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des données d'entrée importantes non observables utilisées en fin d'exercice aux fins de l'évaluation des actifs classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur :

Type d'actifs	Méthode d'évaluation	Données d'entrée importantes non observables	Valeur des données d'entrée	Interdépendance entre les données d'entrée importantes non observables et l'évaluation de la juste valeur
Immeubles de placement	L'évaluation des immeubles de placement est généralement déterminée au moyen de modèles d'évaluation des immeubles qui sont fondés sur les taux de capitalisation attendus et de modèles qui actualisent le montant net des flux de trésorerie futurs prévus. L'établissement de la juste valeur des immeubles de placement exige l'utilisation d'estimations, telles que les flux de trésorerie futurs (dont les hypothèses locatives, les taux de location, les dépenses d'investissement et d'exploitation futurs) et les taux d'actualisation, de capitalisation réversifs et de capitalisation globaux applicables aux actifs selon les taux actuels du marché.	Taux d'actualisation	Fourchette de 2,9 % à 12,0 %	Une diminution du taux d'actualisation se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'actualisation se traduirait par une diminution de la juste valeur.
		Taux réversif	Fourchette de 3,9 % à 6,8 %	Une diminution du taux réversif se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux réversif se traduirait par une diminution de la juste valeur.
		Taux d'inoccupation	Moyenne pondérée de 3,0 %	Une diminution du taux d'inoccupation prévu se traduirait généralement par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'inoccupation prévu se traduirait généralement par une diminution de la juste valeur.
Prêts hypothécaires et autres prêts – prêts hypothécaires rechargeables (à la juste valeur par le biais du résultat net)	La méthode d'évaluation pour les prêts hypothécaires rechargeables consiste à utiliser un modèle d'évaluation interne pour déterminer les flux de trésorerie projetés des actifs, y compris le coût calculé de façon stochastique de la garantie contre une valeur nette réelle négative pour chaque prêt, afin de les regrouper pour tous les prêts et d'actualiser ces flux de trésorerie à la date d'évaluation. La projection est revue chaque mois jusqu'au rachat prévu du prêt, soit sur une base volontaire, soit au décès des titulaires du prêt ou à leur entrée dans un établissement de soins de longue durée.	Taux d'actualisation	Fourchette de 3,2 % à 4,4 %	Une diminution du taux d'actualisation se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'actualisation se traduirait par une diminution de la juste valeur.
Actions	L'établissement de la juste valeur des actions exige l'utilisation d'estimations, telles que les flux de trésorerie futurs, les taux d'actualisation, les multiples de capitalisation prévus ou l'utilisation de données liées aux transactions récentes.	Taux d'actualisation	Divers	Une diminution du taux d'actualisation se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'actualisation se traduirait par une diminution de la juste valeur.

NOTE 28 Autres éléments de bénéfice global

	Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement en résultat net			Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		Total
	Réévaluation des placements et couvertures de flux de trésorerie	Écarts de change	Quote-part des entreprises contrôlées conjointement et des entreprises associées	Écarts actuariels liés aux régimes à prestations définies et autres	Quote-part des entreprises contrôlées conjointement et des entreprises associées	
Exercice clos le 31 décembre 2020						
Solde au début de l'exercice	361	694	1 031	(575)	(15)	1 496
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	316	15	417	(137)	(4)	607
Réattribution liée à l'acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle dans la Financière Power [note 20]	53	324	535	(257)	(8)	647
Réattribution liée à la variation du pourcentage de détention de la participation de Parjointco dans Pargesa [note 7]	-	-	1	-	(1)	-
Solde à la fin de l'exercice	730	1 033	1 984	(969)	(28)	2 750

	Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement en résultat net			Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		Total
	Réévaluation des placements et couvertures de flux de trésorerie	Écarts de change	Quote-part des entreprises contrôlées conjointement et des entreprises associées	Écarts actuariels liés aux régimes à prestations définies et autres	Quote-part des entreprises contrôlées conjointement et des entreprises associées	
Exercice clos le 31 décembre 2019						
Solde au début de l'exercice	201	1 015	763	(488)	(11)	1 480
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	160	(293)	284	(98)	(4)	49
Autres	-	(28)	(16)	11	-	(33)
Solde à la fin de l'exercice	361	694	1 031	(575)	(15)	1 496

NOTE 29 Bénéfice par action

Le tableau suivant présente un rapprochement des numérateurs et des dénominateurs utilisés pour calculer le bénéfice par action :

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
BÉNÉFICE		
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	2 046	1 160
Dividendes sur actions non participantes	(52)	(52)
Bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions participantes	1 994	1 108
Effet dilutif des options sur actions en circulation des filiales	-	-
Bénéfice net ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif	1 994	1 108
NOMBRE D'ACTIONS PARTICIPANTES [en millions]		
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base	647,5	437,5
Exercice potentiel des options sur actions en circulation	0,1	0,4
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - dilué	647,6	437,9
BÉNÉFICE NET PAR ACTION PARTICIPANTE		
De base	3,08	2,53
Dilué	3,08	2,53

Pour 2020, 30 millions d'options sur actions (9,2 millions en 2019) ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action, car elles avaient un effet antidilutif.

NOTE 30 Parties liées

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, Power Corporation et ses filiales prennent part à diverses transactions. Des filiales offrent des prestations d'assurance, fournissent des services de sous-conseillers, distribuent des produits d'assurance et proposent d'autres services administratifs à d'autres filiales du groupe et à la Société, en plus de consentir des prêts à des employés, de prendre part à des engagements en capital dans des fonds d'investissement, de verser des honoraires liés au rendement et des honoraires de gestion de base à des filiales du groupe. Dans tous les cas, ces transactions ont lieu dans le cours normal des activités et sont comptabilisées à la juste valeur. Les soldes et les transactions entre la Société et ses filiales ont été éliminés au moment de la consolidation et ne sont pas présentés dans cette note. Les détails des autres transactions entre la Société et les parties liées sont présentés ci-dessous.

Le 13 février 2020, Power Corporation et la Financière Power ont complété avec succès la réorganisation en vertu de laquelle chacune des actions ordinaires de la Financière Power détenues par les porteurs autres que Power Corporation et sa filiale en propriété exclusive a été échangée contre 1,05 action comportant des droits de vote limités de Power Corporation et 0,01 \$ en espèces. Par conséquent, Power Corporation a acquis 238 693 580 actions ordinaires de la Financière Power et détient désormais la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de la Financière Power, lesquelles ont été radiées de la Bourse de Toronto. Dans le cadre de la réorganisation, Pansolo Holdings Inc., une société contrôlée par la Fiducie familiale résiduaire Desmarais, a acheté six millions d'actions privilégiées participantes le 12 février 2020 (notes 2, 18 et 20).

En 2020, IGM a vendu des prêts hypothécaires résidentiels à la Canada Vie pour un montant de 21 M\$ (11 M\$ en 2019).

En 2020, Lifeco a complété la vente de GLC à Mackenzie, et Great-West Life & Annuity a complété l'acquisition de la totalité des fonds propres de Personal Capital. Avant que l'acquisition ne soit complétée, IGM détenait une participation de 24,8 % dans Personal Capital (environ 21,7 % après dilution). La transaction découle d'un processus d'enchères mené par Personal Capital et les actionnaires autres qu'IGM (note 3). De plus, Lifeco et Mackenzie ont acquis conjointement une participation ne donnant pas le contrôle dans Northleaf, un gestionnaire de fonds d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privés et d'infrastructures de premier plan à l'échelle mondiale (note 7).

Après avoir obtenu des décisions anticipées en matière d'impôt en octobre 2017, IGM et Power Corporation ont conclu des ententes de consolidation de pertes fiscales aux termes desquelles les actions d'une filiale ayant généré des pertes fiscales pouvaient être acquises par IGM au cours de chaque année jusqu'en 2020, inclusivement. La Société a comptabilisé l'économie au titre des pertes fiscales devant être réalisées pendant ce programme. Les 31 décembre 2020 et 2019, IGM a acquis des actions de sociétés ayant généré des pertes fiscales. Les avantages tirés de ces ententes de consolidation des pertes fiscales ont pris fin le 31 décembre 2020.

Lifeco fournit des services de gestion d'actifs ainsi que des services administratifs à l'égard des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés de Power Corporation, de la Financière Power, ainsi qu'à ceux de Lifeco et de ses filiales.

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant, directement ou indirectement, l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société. Les personnes considérées comme les principaux dirigeants sont les membres du conseil d'administration de la Société ainsi que certains membres de la haute direction de la Société et de ses filiales.

Le tableau qui suit présente l'ensemble de la rémunération versée ou attribuée aux principaux dirigeants, ou gagnée par ces derniers, pour des services rendus à la Société et à ses filiales, quelle que soit la fonction qu'ils occupent :

Exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Rémunération et avantages du personnel	27	31
Avantages postérieurs à l'emploi	10	5
Paielements fondés sur des actions	14	26
	51	62

NOTE 31 Passifs éventuels

De temps à autre, la Société et ses filiales peuvent faire l'objet de poursuites judiciaires, y compris d'arbitrages et de recours collectifs. Des provisions sont constituées si, de l'avis de la direction de la Société et de la direction de ses filiales, il est probable qu'un paiement sera nécessaire et si le montant du paiement peut être estimé de manière fiable. Il est difficile de se prononcer avec certitude sur l'issue de ces poursuites et il est possible qu'une issue défavorable nuise de manière significative à la situation financière consolidée de la Société. Toutefois, selon l'information connue actuellement, la Société ne s'attend pas à ce que les poursuites en cours, prises individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société. Les résultats réels pourraient différer des meilleures estimations de la direction de la Société et de la direction de ses filiales.

LIFECO

Des filiales de Lifeco aux États-Unis sont défenderesses dans le cadre de poursuites judiciaires au sujet du coût et des caractéristiques de certains de leurs produits de retraite ou de fonds. La direction de Lifeco estime que les demandes sont sans fondement et défendra énergiquement sa position. Selon l'information actuellement connue, la direction de Lifeco est d'avis que ces poursuites n'auront pas une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de Lifeco.

FINANCIÈRE IGM

En décembre 2018, un recours collectif proposé a été déposé devant la Cour supérieure de l'Ontario contre la Corporation Financière Mackenzie, une filiale d'IGM. Ce recours allègue que Mackenzie n'aurait pas dû verser de commissions de suivi pour les fonds communs de placement sur les services d'exécution d'ordres sans conseils. Bien qu'il soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec ses conseillers juridiques, la direction d'IGM ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou collectivement, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée d'IGM.

NOTE 32 Engagements et garanties

GARANTIES

Dans le cours normal de leurs activités, la Société et ses filiales concluent des ententes prévoyant le versement d'indemnités à des tiers dans le cadre d'opérations telles que des cessions et des acquisitions d'entreprises, des prêts et des opérations de titrisation et des obligations de prestation prévue dans un contrat. La Société et ses filiales ont également accepté d'indemniser leurs administrateurs et certains de leurs dirigeants. La nature de ces ententes empêche de faire une estimation raisonnable du montant maximal éventuel que la Société et ses filiales pourraient être tenues de verser à des tiers, car les ententes ne fixent souvent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées. Par le passé, la Société n'a eu à verser aucun montant en vertu de ces ententes d'indemnisation. Aucune provision n'a été comptabilisée relativement à ces ententes.

LETTRES DE CRÉDIT

Les lettres de crédit sont des engagements écrits fournis par une banque. Les facilités sous forme de lettres de crédit de Lifeco totalisent 2,1 G\$ US, dont une tranche de 1,8 G\$ US était émise au 31 décembre 2020.

Le secteur Solutions de gestion du capital et des risques utilise aussi périodiquement des lettres de crédit à titre de garantie aux termes de certains contrats de réassurance pour les provisions mathématiques figurant au bilan.

Potentia a émis des lettres de crédit d'une durée d'un an totalisant 121 M\$ pour soutenir les réserves requises par les prêteurs et les garanties de bonne exécution ayant trait aux actifs solaires en exploitation et aux contrats d'achat d'énergie éolienne accordés, de même que les engagements liés à des projets en cours de construction.

Potentia a donné en garantie des actifs d'une valeur de 53 M\$ relativement à une facilité de crédit, et Énergie Power a garanti des lettres de crédit d'un montant de 61 M\$ émises en vertu de la même facilité de crédit relativement à des projets en cours de construction.

ENGAGEMENTS À L'ÉGARD D'INVESTISSEMENTS

En ce qui concerne Lifeco, les engagements à l'égard d'opérations d'investissement, qui sont pris dans le cours normal des activités conformément à des politiques et à des lignes directrices et qui devront être payés lorsque certaines conditions contractuelles seront remplies, se chiffraient à 1 990 M\$ au 31 décembre 2020, dont une tranche de 1 874 M\$ était assortie d'une échéance de moins d'un an, une tranche de 95 M\$ était assortie d'une échéance de moins de deux ans et une tranche de 21 M\$ était assortie d'une échéance de moins de trois ans.

La Société et les autres filiales ont des engagements en cours de 627 M\$, qui représentent des versements en capital futurs à des fonds d'investissement et d'autres investissements. Après la clôture de l'exercice, la Société s'est engagée à investir 50 M\$ US dans un fonds de placement.

ACTIFS DONNÉS EN GARANTIE AU TITRE D'ENTENTES DE RÉASSURANCE

En plus des actifs donnés en garantie par Lifeco qui ont été présentés ailleurs dans les états financiers :

[i] Le montant des actifs qui ont été donnés en garantie au titre d'ententes de réassurance et qui sont inclus dans le bilan de la Société se chiffre à 1 421 M\$ (1 456 M\$ au 31 décembre 2019).

De plus, en vertu de certains contrats de réassurance, des obligations présentées dans les placements de portefeuille sont détenues dans des comptes en fidéicommis et des comptes entiers. Les actifs sont déposés dans ces comptes afin de respecter les exigences de certaines obligations juridiques et contractuelles visant le soutien des passifs relatifs aux contrats d'assurance qui sont repris.

[ii] Dans le cours normal de ses activités, Lifeco a donné en garantie des actifs d'un montant de 75 M\$ (75 M\$ au 31 décembre 2019) afin de fournir une sûreté à la contrepartie.

NOTE 32 Engagements et garanties (suite)**CONTRATS DE VENTE D'ÉNERGIE**

Potentia a conclu divers contrats d'achat d'électricité visant la vente de presque toute l'électricité produite au moyen de ses projets solaires et éoliens à des contreparties affichant des notations de crédit élevées. Les taux des contrats sont fixés pour une période de 20 à 25 ans.

En 2018, Potentia a conclu un contrat d'achat d'électricité d'une durée de 25 ans visant 200 MW d'énergie éolienne avec la Saskatchewan Power Corporation et trois contrats d'achat d'électricité d'une durée de 20 ans visant 307 MW d'énergie éolienne en Alberta. Les contrats entreront en vigueur lorsque les parcs éoliens seront mis en service. L'exploitation commerciale devrait commencer aussi tôt qu'en 2021.

Potentia a conclu des contrats de construction et d'achat de turbines d'un montant de 149 M\$ relativement à des projets éoliens en cours d'aménagement en Saskatchewan et en Alberta.

Énergie Power a émis des garanties et des engagements d'indemnisation relativement à des projets en exploitation. Ces garanties sont sans recours contre la Société.

NOTE 33 Information sectorielle

Les secteurs à présenter de la Société sont Lifeco, la Financière IGM et GBL, soit les participations de la Société dans des sociétés en exploitation cotées en bourse. Ces secteurs à présenter, de même que les activités propres et les activités de gestion d'actifs, reflètent la structure de gestion et la présentation de l'information financière interne de Power Corporation. La Société évalue le rendement de chaque secteur opérationnel en fonction de son apport au bénéfice. Les trois secteurs opérationnels à présenter sont brièvement décrits ci-dessous :

- **Lifeco** est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers qui détient des participations dans l'assurance-vie, l'assurance-maladie, les services de retraite et de gestion de placements, la gestion d'actifs et la réassurance principalement au Canada, aux États-Unis et en Europe.
- La **Financière IGM** est une société de gestion de patrimoine et d'actifs de premier plan qui soutient des conseillers financiers et les clients qu'ils servent au Canada, ainsi que des investisseurs institutionnels en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.
- **GBL** est détenue indirectement par l'entremise de Parjointco. GBL est une société de portefeuille belge axée sur la création de valeur soutenue à long terme. GBL s'appuie sur un actionnariat familial stable et solidaire. Son portefeuille comprend des sociétés industrielles et de services d'envergure mondiale qui sont des chefs de file dans leurs marchés et auprès desquels GBL joue son rôle d'actionnaire professionnel.

Les plateformes de placements dans des actifs alternatifs et autres placements comprennent les résultats :

- des sociétés de gestion d'actifs alternatifs; Power Sustainable et Sagard Holdings;
- des entités gérées par les gestionnaires d'actifs alternatifs, qui doivent être consolidées en vertu des normes IFRS;
- des entreprises autonomes, soit une filiale, une entreprise contrôlée conjointement et des entreprises associées, qui sont gérées de manière à réaliser de la valeur au fil du temps.

Les activités propres comprennent la gestion des activités de la Société et de la Financière Power, y compris la trésorerie et les actions non participantes, qui permettent de financer une partie du capital investi dans d'autres transactions.

L'incidence de la consolidation comprend les écritures d'élimination liées à la consolidation.

Les produits et les actifs sont attribués à des régions géographiques selon la provenance des produits et l'emplacement des actifs.

L'apport au bénéfice de chaque secteur comprend la quote-part du bénéfice net provenant des participations que Lifeco et IGM détiennent l'une dans l'autre, de même que certains ajustements apportés lors de la consolidation.

NOTE 33 Information sectorielle (suite)**BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020	Lifeco	IGM ^[1]	GBL	Plateformes de placements dans des actifs alternatifs et autres	Activités propres	Incidence de la consolidation	Total
PRODUITS							
Total des primes, montant net	43 019	-	-	-	-	(20)	42 999
Produits de placement nets	11 662	190	-	574	19	(299)	12 146
Honoraires ^[2]	5 902	3 084	-	101	-	(145)	8 942
Autres produits	-	-	-	529	-	-	529
Total des produits	60 583	3 274	-	1 204	19	(464)	64 616
CHARGES							
Total des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	48 487	-	-	-	-	-	48 487
Commissions	2 396	1 088	-	-	-	(45)	3 439
Charges d'exploitation et frais administratifs	6 344	1 148	-	1 111	175	(84)	8 694
Charges financières	284	111	-	86	55	19	555
Total des charges	57 511	2 347	-	1 197	230	(110)	61 175
Bénéfice avant les participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées, et impôt sur le bénéfice	3 072	927	-	7	(211)	(354)	3 441
Quote-part du bénéfice des participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées	-	38	27	25	43	37	170
Bénéfice avant impôt	3 072	965	27	32	(168)	(317)	3 611
Impôt sur le bénéfice	(82)	201	-	(14)	(52)	24	77
Bénéfice net	3 154	764	27	46	(116)	(341)	3 534
ATTRIBUABLE AUX							
Participations ne donnant pas le contrôle	1 362	360	33	(59)	133	(341)	1 488
Détenteurs d'actions non participantes	-	-	-	-	52	-	52
Détenteurs d'actions participantes ^[3]	1 792	404	(6)	105	(301)	-	1 994
	3 154	764	27	46	(116)	(341)	3 534

[1] Les résultats présentés par IGM comprennent un ajustement pour tenir compte d'IFRS 9 relativement au classement des prêts hypothécaires. Comme la Société n'a pas encore adopté IFRS 9, l'incidence a été ajustée par la Société lors de la consolidation et incluse au titre de l'incidence de la consolidation.

[2] Les charges de rémunération des courtiers d'IGM sont comprises dans les commissions.

[3] L'apport de Lifeco, d'IGM, de GBL et des plateformes de placements dans des actifs alternatifs et autres au bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions participantes de la Société comprend l'incidence de la consolidation.

NOTE 33 Information sectorielle (suite)**TOTAL DE L'ACTIF ET DU PASSIF**

31 décembre 2020	Lifeco	IGM ^[2]	GBL	Plateformes de placements dans des actifs alternatifs et autres	Activités propres	Incidence de la consolidation	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 946	772	–	640	682	–	10 040
Placements	190 579	6 381	–	2 440	791	(206)	199 985
Participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées	65	971	4 216	562	715	–	6 529
Autres actifs	53 065	2 271	–	2 873	280	(213)	58 276
Goodwill et immobilisations incorporelles	14 821	4 126	–	1 293	2	–	20 242
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	334 032	–	–	–	–	–	334 032
Total de l'actif ^[1]	600 508	14 521	4 216	7 808	2 470	(419)	629 104
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	218 047	–	–	–	–	–	218 047
Obligation à l'égard d'entités de titrisation	–	6 174	–	–	–	–	6 174
Débtures et autres instruments d'emprunt de Power Corporation	–	–	–	–	756	–	756
Débtures et autres instruments d'emprunt sans recours	9 693	2 100	–	1 344	250	(88)	13 299
Autres passifs	11 706	2 685	–	2 709	1 067	(104)	18 063
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	334 032	–	–	–	–	–	334 032
Total du passif	573 478	10 959	–	4 053	2 073	(192)	590 371

[1] Le total de l'actif des secteurs opérationnels que sont Lifeco et IGM tient compte de la répartition du goodwill et de certains ajustements liés à la consolidation.

[2] L'actif présenté par IGM comprend un ajustement pour tenir compte d'IFRS 9 relativement au classement des prêts hypothécaires. Comme la Société n'a pas encore adopté IFRS 9, l'incidence a été ajustée par la Société lors de la consolidation et incluse au titre de l'incidence de la consolidation.

TOTAL DE L'ACTIF ET DES PRODUITS PAR RÉGION

31 décembre 2020	Canada	États-Unis	Europe	Total
Placements et trésorerie et équivalents de trésorerie	97 325	55 162	57 538	210 025
Participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées	1 881	295	4 353	6 529
Autres actifs	8 297	30 790	19 189	58 276
Goodwill et immobilisations incorporelles	11 272	5 846	3 124	20 242
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	90 680	117 982	125 370	334 032
Total de l'actif	209 455	210 075	209 574	629 104
Total des produits	24 160	28 289	12 167	64 616

ÉTATS RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

31 décembre 2020	Lifeco	IGM	Plateformes de placements dans des actifs alternatifs et autres	Activités propres	Incidence de la consolidation	Total
Activités d'exploitation	9 610	737	(13)	1 299	(1 532)	10 101
Activités de financement	2 010	(1 358)	1 117	(1 270)	1 139	1 638
Activités d'investissement	(8 202)	673	(849)	(195)	158	(8 415)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(100)	–	11	–	–	(89)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 318	52	266	(166)	(235)	3 235
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	4 628	720	374	1 392	(309)	6 805
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	7 946	772	640	1 226	(544)	10 040

NOTE 33 Information sectorielle (suite)**BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019	Lifeco ^[1]	IGM ^[2]	GBL	Plateformes de placements dans des actifs alternatifs et autres	Activités propres	Incidence de la consolidation	Total
PRODUITS							
Total des primes, montant net	24 510	-	-	-	-	(21)	24 489
Produits de placement nets	13 107	169	-	163	51	(48)	13 442
Honoraires	7 081	3 051	-	44	-	(95)	10 081
Autres produits	-	-	-	829	-	-	829
Total des produits	44 698	3 220	-	1 036	51	(164)	48 841
CHARGES							
Total des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	33 091	-	-	-	-	-	33 091
Commissions	2 429	1 101	-	-	-	(50)	3 480
Charges d'exploitation et frais administratifs	6 013	1 055	-	1 120	210	(57)	8 341
Charges financières	285	108	-	74	55	22	544
Total des charges	41 818	2 264	-	1 194	265	(85)	45 456
Bénéfice avant les participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées, et impôt sur le bénéfice	2 880	956	-	(158)	(214)	(79)	3 385
Quote-part du bénéfice des participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées	-	13	193	(23)	29	-	212
Bénéfice avant impôt	2 880	969	193	(181)	(185)	(79)	3 597
Impôt sur le bénéfice	373	220	-	(10)	(41)	12	554
Bénéfice net	2 507	749	193	(171)	(144)	(91)	3 043
ATTRIBUABLE AUX							
Participations ne donnant pas le contrôle	1 489	458	68	(99)	58	(91)	1 883
Détenteurs d'actions non participantes	-	-	-	-	52	-	52
Détenteurs d'actions participantes ^[3]	1 018	291	125	(72)	(254)	-	1 108
	2 507	749	193	(171)	(144)	(91)	3 043

[1] Comprend la perte de 247 M\$ (199 M\$ après impôt) découlant de la transaction avec Protective Life visant les activités de réassurance et l'incidence de la diminution de 199 M\$ de l'actif d'impôt différé.

[2] Les résultats présentés par IGM comprennent un ajustement pour tenir compte d'IFRS 9 relativement au classement des prêts hypothécaires. Comme la Société n'a pas encore adopté IFRS 9, l'incidence a été ajustée par la Société lors de la consolidation et incluse au titre de l'incidence de la consolidation.

[3] L'apport de Lifeco, d'IGM, de GBL et des plateformes de placements dans des actifs alternatifs et autres au bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions participantes de la Société comprend l'incidence de la consolidation.

NOTE 33 Information sectorielle (suite)**TOTAL DE L'ACTIF ET DU PASSIF**

31 décembre 2019	Lifeco	IGM ^[2]	GBL	Plateformes de placements dans des actifs alternatifs et autres	Activités propres	Incidence de la consolidation	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 628	720	-	375	1 082	-	6 805
Placements	163 702	7 264	-	1 713	559	(181)	173 057
Participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées	53	857	3 954	361	668	-	5 893
Autres actifs	40 974	1 472	-	1 583	350	(73)	44 306
Goodwill et immobilisations incorporelles	10 844	4 067	-	1 255	1	-	16 167
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	231 022	-	-	-	-	-	231 022
Total de l'actif ^[1]	451 223	14 380	3 954	5 287	2 660	(254)	477 250
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	176 177	-	-	-	-	-	176 177
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	-	6 914	-	-	-	-	6 914
Débtentures et autres instruments d'emprunt de Power Corporation	-	-	-	-	683	-	683
Débtentures et autres instruments d'emprunt sans recours	5 993	2 100	-	1 013	250	(101)	9 255
Autres passifs	12 432	1 872	-	1 361	1 024	(75)	16 614
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	231 022	-	-	-	-	-	231 022
Total du passif	425 624	10 886	-	2 374	1 957	(176)	440 665

[1] Le total de l'actif des secteurs opérationnels que sont Lifeco et IGM tient compte de la répartition du goodwill et de certains ajustements liés à la consolidation.

[2] L'actif présenté par IGM comprend un ajustement pour tenir compte d'IFRS 9 relativement au classement des prêts hypothécaires. Comme la Société n'a pas encore adopté IFRS 9, l'incidence a été ajustée par la Société lors de la consolidation et incluse au titre de l'incidence de la consolidation.

TOTAL DE L'ACTIF ET DES PRODUITS PAR RÉGION

31 décembre 2019	Canada	États-Unis	Europe	Total
Placements et trésorerie et équivalents de trésorerie	90 917	33 072	55 873	179 862
Participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées	1 420	471	4 002	5 893
Autres actifs	6 746	19 911	17 649	44 306
Goodwill et immobilisations incorporelles	11 049	2 183	2 935	16 167
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	85 612	31 433	113 977	231 022
Total de l'actif	195 744	87 070	194 436	477 250
Total des produits	24 601	(2 042)	26 282	48 841

ÉTATS RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

31 décembre 2019	Lifeco	IGM	Plateformes de placements dans des actifs alternatifs et autres	Activités propres	Incidence de la consolidation	Total
Activités d'exploitation	6 110	712	(30)	1 317	(1 488)	6 621
Activités de financement	(3 981)	(1 069)	561	(2 873)	2 731	(4 631)
Activités d'investissement	(1 539)	427	(807)	1 519	(1 078)	(1 478)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(130)	-	(18)	-	-	(148)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	460	70	(294)	(37)	165	364
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	4 168	650	668	1 429	(474)	6 441
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	4 628	720	374	1 392	(309)	6 805

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Power Corporation du Canada,

OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Power Corporation du Canada (la « Société »), qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2020 et 2019, les états consolidés des résultats, du résultat global, des variations des fonds propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2020 et 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Passifs relatifs aux contrats d'assurance – Se reporter aux notes 2 et 12 des états financiers

Description de la question clé de l'audit

Great-West Lifeco Inc., une filiale en exploitation cotée en bourse de la Société (ci-après, « Lifeco ») a des passifs relatifs aux contrats d'assurance qui constituent une partie importante du total du passif de la Société. Les passifs relatifs aux contrats d'assurance sont déterminés selon les pratiques actuarielles généralement reconnues, conformément aux normes établies par l'Institut canadien des actuaires à l'aide de la méthode canadienne axée sur le bilan (la « MCAB »). L'utilisation de cette méthode nécessite le recours à des modèles d'évaluation complexes qui comportent des projections des entrées et des sorties de trésorerie reposant sur les meilleures estimations des résultats futurs et incluent des marges pour tenir compte des écarts défavorables.

La direction de Lifeco formule de nombreuses hypothèses, mais celles qui présentent la plus grande incertitude relative à l'estimation sont celles portant sur les taux de mortalité, y compris les répercussions de la pandémie de COVID-19, le cas échéant, ainsi que celles portant sur le comportement et la mortalité des titulaires de polices. Ces hypothèses ont exigé une attention importante de l'auditeur dans les circonstances où i) les résultats historiques de la compagnie et du secteur étaient limités et ii) les résultats historiques pouvaient ne pas constituer un bon indicateur de l'avenir. L'audit de certains modèles d'évaluation et des hypothèses à l'égard de la mortalité et du comportement des titulaires de polices a nécessité un degré important de jugement ainsi qu'un travail d'audit supplémentaire, notamment la participation de spécialistes en actuariat.

Traitement de la question clé de l'audit pendant l'audit

Nos procédures d'audit liées à certains modèles d'évaluation et à certaines hypothèses à l'égard de la mortalité et du comportement des titulaires de polices ont notamment inclus les aspects suivants :

- Avec l'aide de spécialistes en actuariat, nous avons testé le caractère approprié de certains modèles d'évaluation utilisés dans le processus d'estimation :
 - en calculant une évaluation indépendante du passif au titre des contrats d'assurance pour un échantillon de polices d'assurance et en comparant les résultats à ceux estimés par Lifeco;
 - en validant l'exactitude des modifications des hypothèses clés pour un échantillon de modèles actuariels.
- Avec l'aide de spécialistes en actuariat, nous avons testé le caractère raisonnable des hypothèses à l'égard de la mortalité et du comportement des titulaires de polices :
 - en évaluant si les hypothèses de la direction de Lifeco ont été établies conformément aux principes et pratiques actuariels prescrits par les normes de pratique actuarielle canadiennes;
 - en effectuant des tests sur les études d'expérience et les autres données utilisées pour établir les hypothèses à l'égard de la mortalité et du comportement des titulaires de polices;
 - en analysant l'interprétation et le jugement de la direction de Lifeco à l'égard des résultats de ses études d'expérience et des nouvelles tendances des réclamations, en évaluant les facteurs ayant entraîné des révisions des hypothèses et en tenant compte des données du secteur et d'autres sources externes de données, le cas échéant.

Impôt – Évaluation des actifs d'impôt différé – Se reporter aux notes 2 et 17 des états financiers

Description de la question clé de l'audit

La Société et ses filiales comptabilisent un impôt différé pour l'impôt à payer ou à recouvrer au titre des différences entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers et les bases fiscales correspondantes, en fonction des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences devraient être réglées.

Une des filiales de Lifeco a un historique de pertes, et un actif d'impôt différé comprenant principalement des pertes d'exploitation nettes. Un jugement est exercé dans l'évaluation de la recouvrabilité de la valeur comptable des actifs d'impôt différé en fonction des projections relatives au bénéfice imposable des exercices futurs. Lifeco a conclu qu'avec le recours à certaines occasions de planification fiscale, il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera généré pour utiliser certaines des pertes inutilisées.

Dans la détermination de la recouvrabilité des actifs d'impôt différé des filiales de Lifeco, la direction de Lifeco a dû porter des jugements relatifs à l'évaluation de la mise en œuvre prévue des stratégies fiscales de la direction. De plus, la direction de Lifeco formule des estimations et des hypothèses importantes pour établir les prévisions à l'égard du bénéfice imposable futur, plus précisément à l'égard des taux de croissance des produits et des marges de charges prévues, ainsi que pour déterminer si l'actif d'impôt différé sera réalisé. L'audit de ces jugements a demandé un degré élevé de jugement de la part de l'auditeur car l'incertitude de mesure relative aux estimations de la direction de Lifeco est importante. Il en a résulté un travail d'audit plus étendu et il a été nécessaire de faire appel à des spécialistes en fiscalité, ainsi qu'à d'autres spécialistes.

Traitement de la question clé de l'audit pendant l'audit

Nos procédures d'audit liées aux stratégies fiscales, aux taux de croissance des produits et aux marges de charges prévues et à la réponse à la question de savoir si les actifs d'impôt différé dans les filiales de Lifeco seront réalisés ont notamment inclus les aspects suivants :

- Avec l'aide des spécialistes en fiscalité, nous avons analysé le caractère raisonnable de la projection du bénéfice imposable futur prévu établie par la direction de Lifeco afin de déterminer si les modèles avaient correctement pris en compte l'incidence des stratégies de planification fiscale.
- Nous avons testé le caractère raisonnable des taux de croissance des produits et des marges de charges prévues utilisées pour établir le bénéfice imposable futur prévu pour réaliser l'actif d'impôt différé :
 - en évaluant les principaux facteurs influençant les taux de croissance des produits et les marges de charges prévues établis par la direction de Lifeco et utilisés dans les prévisions au moyen des éléments probants provenant du marché et provenant de sources internes propres à l'entité;
 - en effectuant une analyse rétrospective du bénéfice imposable futur prévu par rapport aux résultats réels des exercices antérieurs.
- Avec l'aide des spécialistes en fiscalité et d'autres spécialistes, nous avons évalué les stratégies de planification fiscale proposées qui sont prises en compte dans l'analyse de la recouvrabilité afin de déterminer si l'actif d'impôt différé sera réalisé.

Acquisition de Massachusetts Mutual Life Insurance – Passifs relatifs aux contrats d'assurance – Se reporter aux notes 2 et 3 des états financiers

Description de la question clé de l'audit

Une filiale de Lifeco a acquis, par l'intermédiaire d'une convention de réassurance, les activités liées aux services de retraite de la Massachusetts Mutual Life Insurance Company (« MassMutual ») et a comptabilisé la juste valeur initiale estimative des actifs nets acquis, incluant les passifs relatifs aux contrats d'assurance. L'estimation des passifs relatifs aux contrats d'assurance repris nécessite le recours à des modèles d'évaluation complexes qui comportent des projections des entrées et des sorties de trésorerie reposant sur les meilleures estimations des résultats futurs et incluent des marges pour tenir compte des écarts défavorables.

La détermination de la juste valeur initiale des passifs relatifs aux contrats d'assurance repose sur de nombreuses estimations et hypothèses, mais celles qui présentent la plus grande incertitude relative à l'estimation sont celles portant sur le comportement des titulaires de polices. L'audit des modèles d'évaluation et des hypothèses à l'égard du comportement des titulaires de polices a nécessité un degré important de jugement ainsi qu'un travail d'audit plus étendu, notamment la participation de spécialistes en actuariat.

Traitement de la question clé de l'audit pendant l'audit

Nos procédures d'audit liées aux modèles d'évaluation et aux hypothèses à l'égard du comportement des titulaires de polices, relativement aux passifs relatifs aux contrats d'assurance acquis, ont notamment inclus les aspects suivants :

- Avec l'aide de spécialistes en actuariat, nous avons testé le caractère approprié des modèles d'évaluation utilisés dans le processus d'estimation en effectuant une évaluation indépendante du montant estimatif du passif au titre des contrats d'assurance pour un échantillon de polices d'assurance et en comparant les résultats à ceux estimés par Lifeco.
- Avec l'aide de spécialistes en actuariat, nous avons testé le caractère raisonnable des hypothèses à l'égard du comportement des titulaires de polices :
 - en évaluant si les hypothèses de la direction de Lifeco ont été établies conformément aux principes et pratiques actuariels;
 - en analysant l'interprétation et les jugements exercés par la direction de Lifeco en fonction des données d'entrée correspondantes, en évaluant d'autres hypothèses possibles et raisonnables et en tenant compte des données du secteur et d'autres sources externes de données, le cas échéant;
 - en effectuant des tests sur les données d'entrée utilisées pour établir les hypothèses à l'égard du comportement des titulaires de polices, incluant l'évaluation des études d'expérience et d'autres données provenant de secteurs d'activité comparables de Lifeco utilisées pour établir les hypothèses relatives à MassMutual.

Acquisition de Personal Capital Corporation – Immobilisations incorporelles – Se reporter aux notes 2 et 3 des états financiers

Description de la question clé de l'audit

Une filiale de Lifeco a acquis la totalité des fonds propres de Personal Capital Corporation (« Personal Capital ») et a comptabilisé les actifs acquis et les passifs repris à leur juste valeur estimative, y compris les immobilisations incorporelles liées aux relations clients et à la marque. Cette transaction comprend une contrepartie éventuelle fondée sur une clause d'indexation sous réserve de l'atteinte de seuils liés à la croissance de l'actif géré. La détermination de la juste valeur des relations clients et de la marque se fonde sur un modèle de flux de trésorerie actualisés et nécessite que la direction de Lifeco formule des estimations et des hypothèses importantes en ce qui concerne les prévisions à l'égard des produits et des marges du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») futurs et des taux d'actualisation.

Bien que plusieurs estimations et hypothèses soient nécessaires pour déterminer la juste valeur de la contrepartie éventuelle fondée sur une clause d'indexation, des relations clients et de la marque, les estimations et les hypothèses auxquelles est associé le degré de subjectivité le plus élevé sont les prévisions à l'égard des produits et des marges du BAIIA futurs, les prévisions à l'égard de la croissance de l'actif géré et les taux d'actualisation. Ceci a demandé un degré élevé de jugement de la part de l'auditeur, ainsi qu'un travail d'audit plus étendu, y compris la nécessité de faire appel à des spécialistes de la juste valeur.

Traitement de la question clé de l'audit pendant l'audit

Nos procédures d'audit liées aux prévisions à l'égard des produits et des marges du BAIIA futurs, aux prévisions à l'égard de la croissance de l'actif géré et aux taux d'actualisation utilisés pour déterminer la juste valeur de la contrepartie éventuelle et des immobilisations incorporelles liées aux relations clients et à la marque ont notamment inclus les aspects suivants :

- Nous avons évalué le caractère raisonnable des prévisions à l'égard des produits et des marges du BAIIA et des prévisions à l'égard de la croissance de l'actif géré en comparant les prévisions avec :
 - les résultats historiques réels de l'entité acquise;
 - les résultats réels de l'entité acquise après l'acquisition;
 - les analyses sous-jacentes décrivant les stratégies d'affaires et les plans de croissance.
- Nous avons évalué le caractère raisonnable des prévisions à l'égard des produits futurs et de la croissance de l'actif géré en prenant connaissance de rapports de tiers reconnus, de la performance de sociétés comparables, de données internes et externes sur la clientèle et en comparant cette information avec les estimations utilisées par la direction de Lifeco.
- Avec l'aide des spécialistes de la juste valeur, nous avons évalué le caractère raisonnable des taux d'actualisation utilisés en testant les informations sources qui sous-tendent la détermination des taux d'actualisation, de même qu'en établissant une fourchette d'estimations indépendantes et en les comparant aux taux d'actualisation sélectionnés par la direction de Lifeco.

Goodwill – Unité génératrice de trésorerie Gestion d'actifs d'IGM – se reporter aux notes 2 et 10 des états financiers

Description de la question clé de l'audit

L'évaluation de la perte de valeur du goodwill par la Société consiste à comparer la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie à sa valeur comptable. Une tranche importante du goodwill de la Société a été attribuée à l'unité génératrice de trésorerie Gestion d'actifs d'IGM. La valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie Gestion d'actifs d'IGM est calculée à partir de la juste valeur diminuée des coûts de sortie, ce qui est déterminé selon une approche par le marché fondée sur des multiples de valorisation, les transactions précédentes et une approche par le résultat fondée sur une analyse des flux de trésorerie actualisés. Pour déterminer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie Gestion d'actifs d'IGM, la direction a formulé des estimations et des hypothèses importantes relativement aux multiples de marché, aux variations de l'actif géré futur découlant des ventes nettes et du rendement des placements, aux prix et aux taux d'actualisation. La valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie Gestion d'actifs d'IGM excédait sa valeur comptable à la date d'évaluation, et aucune perte de valeur n'a été comptabilisée.

Bien que plusieurs estimations et hypothèses soient nécessaires pour déterminer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie Gestion d'actifs d'IGM, les estimations et les hypothèses présentant le degré de subjectivité le plus élevé sont les multiples de marché utilisés dans l'approche par le marché et les variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, les prix et les taux d'actualisation utilisés dans l'approche par le résultat. Ces aspects ont nécessité une attention considérable de la part des auditeurs, car ces estimations sont touchées par l'incertitude d'estimation et par l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les hypothèses. L'audit de ces estimations et hypothèses a exigé un degré élevé de subjectivité dans l'application des procédures d'audit et dans l'évaluation des résultats de ces procédures, ce qui a donné lieu à un travail d'audit plus étendu et à la participation de spécialistes de la juste valeur.

Façon dont la question clé de l'audit a été traitée dans le cadre de l'audit

Nos procédures d'audit relatives aux multiples de marché, aux variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, aux prix et aux taux d'actualisation utilisés pour déterminer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie Gestion d'actifs d'IGM comprenaient notamment ce qui suit :

- Avec l'aide de spécialistes de la juste valeur, nous avons évalué les multiples de marché en analysant les transactions sur le marché et les multiples de sociétés ouvertes comparables, et en élaborant une gamme de multiples de marché indépendants et en les comparant à ceux choisis par la direction.
- Évaluer la capacité de la direction à prévoir avec exactitude les variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, ainsi que les prix en comparant les résultats réels aux prévisions historiques.
- Évaluer le caractère raisonnable des variations prévues de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, ainsi que les prix en comparant les prévisions aux éléments suivants :
 - Le rendement historique de l'actif géré.
 - Les ventes nettes, le rendement des placements et les prix historiques.
 - Les changements connus apportés aux activités de Mackenzie et à son secteur, y compris l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur la performance opérationnelle future.
 - Les prévisions incluses dans les communiqués de presse, les analyses et les rapports sectoriels.
- Avec l'aide de spécialistes de la juste valeur, nous avons évalué les taux d'actualisation en testant les informations sources sous-tendant la détermination des taux d'actualisation, ainsi qu'en élaborant une gamme de taux d'actualisation indépendants et en les comparant à ceux choisis par la direction.

AUTRES INFORMATIONS

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son exploitation ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

RESPONSABILITÉS DE L'AUDITEUR À L'ÉGARD DE L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. De plus :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Benoît B. Patry.

[Signé]

Deloitte LLP¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A110092

Le 17 mars 2021
Montréal (Québec)

Power Corporation du Canada

Sommaire financier quinquennal

31 décembre [en M\$ CA, sauf les montants par action] (non audité)	2020	2019	2018	2017	2016
BILANS CONSOLIDÉS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 040	6 805	6 441	5 903	5 182
Total de l'actif	629 104	477 250	452 303	445 521	422 724
Fonds propres attribuables aux actionnaires	22 207	14 174	15 118	14 615	13 864
ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS					
PRODUITS					
Total des primes, montant net	42 999	24 489	35 440	33 880	31 125
Produits de placement nets	12 146	13 442	3 069	8 074	10 335
Honoraires	8 942	10 081	8 776	8 510	7 794
Autres produits	529	829	813	898	1 496
Total des produits	64 616	48 841	48 098	51 362	50 750
CHARGES					
Total des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	48 487	33 091	32 068	35 643	34 675
Commissions	3 439	3 480	3 512	3 712	3 590
Charges d'exploitation et frais administratifs	8 694	8 341	8 175	8 132	8 023
Charges financières	555	544	462	512	490
Total des charges	61 175	45 456	44 217	47 999	46 778
Bénéfice avant les participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées, et impôt sur le bénéfice	3 441	3 385	3 881	3 363	3 972
Quote-part du bénéfice (de la perte) des participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées	170	212	164	214	(122)
Bénéfice avant impôt	3 611	3 597	4 045	3 577	3 850
Impôt sur le bénéfice	77	554	578	543	587
Bénéfice net	3 534	3 043	3 467	3 034	3 263
ATTRIBUABLE AUX					
Participations ne donnant pas le contrôle	1 488	1 883	2 128	1 696	2 129
Détenteurs d'actions non participantes	52	52	52	52	52
Détenteurs d'actions participantes	1 994	1 108	1 287	1 286	1 082
	3 534	3 043	3 467	3 034	3 263
PAR ACTION					
Bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions participantes	3,08	2,53	2,77	2,77	2,33
Bénéfice net ajusté attribuable aux détenteurs d'actions participantes ^[1]	3,00	2,92	2,46	3,36	2,64
Dividendes déclarés sur les actions participantes	1,79	2,00	1,50	1,41	1,32
Valeur comptable par action participante	31,38	30,98	30,38	29,40	27,84
COURS DU MARCHÉ (actions participantes)					
Haut	34,66	34,42	32,56	33,68	31,03
Bas	17,62	24,47	23,57	28,65	26,77
Fin de l'exercice	29,23	33,45	24,53	32,37	30,05

[1] Au premier trimestre de 2020, la Société a modifié la définition des ajustements et du bénéfice net ajusté. Se reporter à la section Mesures financières et présentation non conformes aux normes IFRS de la revue de la performance financière de la Société pour en savoir davantage. Les montants comparatifs de 2017 et de 2016 n'ont pas été ajustés pour tenir compte de ce changement.

Renseignements financiers trimestriels

[en M\$ CA, sauf les montants par action] (non audité)	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre
2020				
Total des produits	17 954	14 682	20 631	11 349
Bénéfice net	979	898	1 107	550
Bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions participantes	623	505	666	200
Bénéfice par action attribuable aux détenteurs d'actions participantes				
– de base	0,92	0,75	0,99	0,36
– dilué	0,92	0,75	0,99	0,36
2019				
Total des produits	11 729	15 422	3 824	17 866
Bénéfice net	570	971	710	792
Bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions participantes	179	359	278	292
Bénéfice par action attribuable aux détenteurs d'actions participantes				
– de base	0,42	0,84	0,64	0,63
– dilué	0,42	0,84	0,64	0,63

Conseil d'administration

PIERRE BEAUDOIN ^[5]

Président du conseil,
Bombardier Inc.

MARCEL R. COUTU ^{[2][3]}

Administrateur de sociétés

ANDRÉ DESMARAIS, O.C., O.Q. ^[4]

Président délégué du conseil de la Société

PAUL DESMARAIS, JR, O.C., O.Q. ^[4]

Président du conseil de la Société

GARY A. DOER, O.M. ^[2]

Conseiller en affaires principal,
Dentons Canada S.E.N.C.R.L.

ANTHONY R. GRAHAM, LL.D. ^{[1][3][4]}

Président du conseil et chef de la direction,
Summaria Inc.

J. DAVID A. JACKSON, LL.B. ^[2]

Avocat-conseil principal,
Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./S.r.l.

PAULA B. MADOFF ^[5]

Administratrice de sociétés

ISABELLE MARCOUX, O.C. ^{[3][4]}

Présidente du conseil,
Transcontinental inc.

CHRISTIAN NOYER ^{[4][5]}

Administrateur de sociétés

R. JEFFREY ORR

Président et chef de la direction de la Société

T. TIMOTHY RYAN, JR ^[2]

Administrateur de sociétés

SIIM A. VANASELJA, FCPA, FCA ^[2]

Administrateur de sociétés

[1] ADMINISTRATEUR PRINCIPAL DE LA SOCIÉTÉ

[2] MEMBRE DU COMITÉ D'AUDIT

[3] MEMBRE DU COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

[4] MEMBRE DU COMITÉ DE GOUVERNANCE ET DES MISES EN CANDIDATURE

[5] MEMBRE DU COMITÉ DES OPÉRATIONS ENTRE PERSONNES RELIÉES ET DE RÉVISION

Dirigeants

R. JEFFREY ORR

Président et
chef de la direction

JOCELYN LEFEBVRE

Vice-président du conseil, Europe

MICHEL PLESSIS-BÉLAIR

Vice-président du conseil

AMAURY DE SEZE

Vice-président du conseil

GREGORY D. TRETIAK, FCPA, FCA

Vice-président exécutif
et chef des services financiers

CLAUDE GÉNÉREUX

Vice-président exécutif

OLIVIER DESMARAIS

Premier vice-président

PAUL DESMARAIS III

Premier vice-président

PAUL C. GENEST

Premier vice-président

ARNAUD BELLENS

Vice-président

HUGO BRETON

Vice-président

MEI DONG

Vice-présidente

DENIS LE VASSEUR, FCPA, FCA

Vice-président et contrôleur

STÉPHANE LEMAY

Vice-président, chef du contentieux et secrétaire

YUHONG LIU (HENRY), CFA

Vice-président

EOIN Ó HÓGÁIN, CFA

Vice-président

RICHARD PAN

Vice-président

PIERRE PICHÉ

Vice-président

LUC RENY, CFA

Vice-président

SAMUEL ROBINSON

Vice-président

ADAM D. VIGNA

Vice-président

PRÉSIDENT DÉLÉGUÉ HONORAIRE DU CONSEIL

ROBERT GRATTON

Renseignements sur la Société

Power Corporation du Canada

751, square Victoria
Montréal (Québec) Canada H2Y 2J3
514-286-7400
1-800-890-7440
secretaire.corporatif@powercorp.com

161, Bay Street, bureau 5000
Toronto (Ontario) Canada M5J 2S1
416-607-2250

www.powercorporation.com

Ce document est aussi disponible sur le site Web de la Société et sur le site de SEDAR au www.sedar.com.

INSCRIPTIONS EN BOURSE

Les actions de Power Corporation du Canada sont cotées à la Bourse de Toronto :

Actions comportant des droits de vote limités : POW
Actions privilégiées participantes : POW.PR.E

Actions privilégiées de premier rang, série 1986 : POW.PR.F
Actions privilégiées de premier rang, série A : POW.PR.A
Actions privilégiées de premier rang, série B : POW.PR.B
Actions privilégiées de premier rang, série C : POW.PR.C
Actions privilégiées de premier rang, série D : POW.PR.D
Actions privilégiées de premier rang, série G : POW.PR.G

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Services aux investisseurs Computershare inc.

Bureaux à :
Montréal (Québec), Toronto (Ontario),
Vancouver (Colombie-Britannique)
www.centredesinvestisseurs.com

SERVICES AUX ACTIONNAIRES

Les questions ayant trait au paiement des dividendes, aux changements d'adresse, aux certificats d'actions, au système d'inscription directe et aux transferts de succession doivent être adressées à l'agent des transferts :

Services aux investisseurs Computershare inc.
Services aux actionnaires
100, avenue University, 8^e étage
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
Téléphone : 1-800-564-6253 (sans frais au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555
www.computershare.com



Certifiée Entreprise gèneuse par Imagine Canada, Power Corporation du Canada est reconnue pour son excellence et son leadership en matière d'investissement communautaire.



NOUS SOUTENONS
LE PACTE MONDIAL

Pour en savoir plus sur les organismes que nous soutenons :
www.PowerCorporation.com/Collectivites

La marque de confiance du Programme des entreprises gèneuses est une marque d'Imagine Canada utilisée sous licence par Power Corporation du Canada.

Les marques de commerce utilisées dans le présent rapport sont la propriété de Power Corporation du Canada ou d'un Membre du Groupe de Sociétés de Power Corporation¹⁰. Les marques de commerce qui ne sont pas la propriété de Power Corporation du Canada sont utilisées avec autorisation.



POWER CORPORATION
DU CANADA